

La libéralisation dans les pays de l'Est

Audaces hongroises

Décidément, la diplomatie hongroise fait tâche de tout bois. Parallèlement à une profonde démocratisation interne, l'équipe « réformatrice » au pouvoir à Budapest multiplie les initiatives à l'extérieur. Sa politique étrangère caracole aux avant-postes de la perestroïka. En autorisant la semaine dernière « via » son territoire le passage à l'Ouest de milliers d'Allemands de l'Est assoiffés de liberté, la Hongrie a manifesté avec une tranquille détermination son désir d'habiter une « maison commune européenne » enfin nettoyée des barbelés du communisme.

Mais l'ouverture par Budapest de sa frontière avec l'Autriche n'est que l'un des aspects d'un plus vaste « agissement » qui, si l'on en croit le président du Parlement hongrois, pourrait déboucher, à moyen terme, sur une neutralité de type autrichien ou finlandais. L'an dernier, déjà, la Hongrie avait provoqué la colère du dernier monarque sacré soviétique, le Nord-Coréen Kim Il-sung, en établissant des relations diplomatiques avec la très capitaliste Corée du Sud.

Il y a deux jours, elle annonçait son intention de se réconcilier « le plus tôt possible » avec le Vatican, dans la perspective de la visite que Jean-Paul II doit lui rendre en 1991. Lundi 18 septembre, la Hongrie a une nouvelle fois joué les éclaireurs en étant le premier pays socialiste à renouer les liens diplomatiques avec Israël, rompus après la guerre de six jours.

Les Etats-Unis ne pouvaient rester longtemps insensibles à tant d'audace. Le président Bush l'a payée de retour en octroyant, lundi, à la Hongrie — de manière permanente et sans conditions — la bénéfice de la clause de la nation la plus favorisée et en lui accordant des facilités commerciales offertes par le Système de préférences généralisées. Même si le grand chambardement en cours en Europe de l'Est la rend un peu moins spectaculaire qu'elle ne l'eût été il y a quelques années, la normalisation entre la Hongrie et Israël représente une date importante. Elle marque « le début de la fin » de l'ostracisme diplomatique officiel de l'Etat hébreu par un monde communiste européen qui avait pourtant largement aidé à réaliser en 1948 le rêve sioniste.

Initiatrice du dialogue avec l'Etat juif, la Pologne pourrait rapidement l'imiter, à condition que s'apaise la malheureuse polémique autour du carné d'Auschwitz.

Maintenant que l'étoile de David flotte sur un immeuble de Budapest, reste la question essentielle : que fera Moscou ? Conscients de longue date que la normalisation diplomatique avec Israël est la clé de leur véritable retour sur la scène proche-orientale, les dirigeants soviétiques ont entrepris, il y a deux ans, une longue marche d'approche entamée avec l'envoi à Tel-Aviv d'une délégation consulaire officiellement chargée de dresser l'inventaire des biens de l'Eglise russe en Terre sainte. Mais ils hésitent encore à franchir le pas décisif, de crainte de heurter leurs amis arabes. Pour les Israéliens, qui promettent leur mal en patience, l'échange d'ambassadeurs avec Moscou sera le véritable test de la perestroïka.

(Lire nos informations page 3.)



Moscou va accroître l'autonomie des Républiques

M. Mikhaïl Gorbatchev a prononcé, mardi matin 19 septembre, le discours d'ouverture de la session plénière du comité central du PC soviétique principalement consacrée au problème des nationalités. Retardé à plusieurs reprises, ce plénum est saisi d'un document qui énonce

les principes de « la politique nationale du parti » et vise à accroître l'autonomie des Républiques soviétiques, notamment dans le domaine économique. Le comité central a, d'autre part, fixé au mois d'octobre 1990 la date du prochain congrès ordinaire du parti.

MOSCOU
de notre correspondant

Comme le Québec est représenté à Paris sans être pour autant sorti du Canada, l'Est soviétique pourrait bientôt l'être en Finlande ou en Arménie en France, tandis que telle ou telle autre des Républiques soviétiques demanderait son adhésion à l'UNESCO ou au Bureau international du travail.

Ce « droit d'entrer en relations avec des Etats étrangers » est en effet défini par le document sur « la politique nationale du

parti », que le comité central soviétique examinait, mardi 19 septembre, comme l'un des « caractéristiques inaliénables de la souveraineté » de chacune des quinze Républiques de l'URSS.

Très novateur sur bien d'autres points encore, ce texte ne va pas sans résoudre le nombre toujours croissant de conflits de nationalités qui secouent le pays. Mardi matin encore — quelques heures, donc, avant l'ouverture du plénum — la Pravda publiait en première page une « correspondance alarmante » protestant contre le blocus ferroviaire et rou-

tier imposé à l'Arménie, depuis un bon mois, par l'Azerbaïdjan.

Signé par l'ensemble des correspondants de la presse centrale à Moscou, cet article a révélé à l'URSS que non seulement les réserves de papier s'épuisent en Arménie et que les journaux ne pourront plus y paraître dès jeudi, mais que la République va également manquer, bientôt, de nourriture et de combustible et qu'elle ne peut, d'ores et déjà, plus exporter vers le reste de l'Union.

BERNARD GUETTA.
(Lire la suite page 6.)

Psychiatrie et perestroïka

La perestroïka permettra-t-elle de réformer la psychiatrie en Union soviétique, fréquemment décriée, notamment au cours des années 70, à des fins de répression à l'encontre des opposants au régime ? La presse soviétique dénonce aujourd'hui avec vigueur le rôle abusif des psychiatres, et de nombreux articles n'hésitent pas à mettre en cause les responsables actuels. L'URSS vient de demander sa réintégration au sein de l'Association mondiale de psychiatrie. Cette demande sera examinée le 17 octobre, à Athènes, à l'occasion du congrès mondial de psychiatrie.

Lire l'article
d'ANNE DASTAKIAN
page 19 dans

Le Monde

SCIENCES ET MÉDECINE

L'ENQUÊTE : l'inauguration de la ligne à grande vitesse Paris-Le Mans

Le TGV à la conquête de l'Ouest

Le premier ministre, M. Michel Rocard, et le ministre de l'équipement, du logement et des transports, M. Michel Delebarre, doivent inaugurer, le mercredi 20 septembre en début d'après-midi, la ligne à grande vitesse Paris-Le Mans et le TGV Atlantique qui y roulera à 300 km/h. La France conserve, avec ce nouveau TGV, le record mondial de la vitesse ferroviaire la plus élevée en exploitation commerciale.

Le TGV Atlantique n'avait pas très bien commencé quand, dans les années 70, la SNCF commença à extrapoler les succès futurs de son TGV Sud-Est, qui ne devait entrer en service qu'en 1981, et à rêver à rapprocher

l'océan de la capitale. Son plus chaud partisan fut peut-être M. Jean-Pierre Fourcade, sénateur, maire de Saint-Cloud et ancien ministre de l'économie et des finances, et son adversaire le plus célèbre, M. Valéry Giscard d'Estaing qui avait fait siennes les prévisions de la direction du budget à l'égard du train, certes rentable, mais beaucoup moins que le TGV Sud-Est. Il faut attendre la présidence de M. François Mitterrand, dans un premier temps peu enthousiasmé par un TGV passant au large de la Nièvre, pour que le feu vert soit donné. Le 22 septembre 1981, le président de la République demanda à la SNCF de « préparer un projet de train à grande vitesse vers les régions atlantiques » (1).

De rapports en commissions et de protestations en revendica-

tions, les 278 km de voies nouvelles prirent peu à peu leur place sur la carte. Non sans mal. Il y avait les écus du littoral et des gares desservies qui les réclamaient à cor et à cri, et ceux dont les électeurs-agriculteurs refusaient que leurs beaux champs de blé soient coupés en deux par un boudin dont ils ne profiteraient pas. Certains agents de la SNCF, en reconnaissance sur le terrain, se souvenaient encore d'avoir été bloqués par des tracteurs. Les vignerons de Vouvray ont brandi leurs sécateurs contre un projet de train dont les vibrations pouvaient faire tourner leurs crus en vinaigre. Et puis, la SNCF a accepté d'arrêter le TGV à Vendôme et de monter ses rails sur couloirs aux approches des caves, et tout s'est apaisé.

Pour le voyageur, le TGV Atlantique représentera une nou-

velle contraction de l'espace et du temps. A 300 km/h, Le Mans ne sera plus qu'à 55 minutes de Paris, contre 1 h 40, dans le meilleur des cas avec un train classique ; Rennes, à 2 h 04 contre 2 h 53 ; Brest à 2 h 59 contre 3 h 37. Dans un an, en septembre 1990, les rames bleu-argent et gris fileront plus au sud vers Vendôme (0 h 49 au lieu de 2 h 08), Tours (1 h 02 au lieu de 1 h 34), Poitiers (1 h 35 au lieu de 2 h 15), Bordeaux (2 h 58 au lieu de 4 h 08), Hendaye (3 h 08 au lieu de 6 h 45) et Toulouse (5 h 10 au lieu de 5 h 59).

ALAIN FAUJAS.
(Lire la suite page 25.)

(1) Lire La Grande Aventure du TGV (Ed. Larousse), de Clive Lamming, 200 pages et, le TGV Atlantique (Ouest-France), de Jean-François Bazin, 158 pages.

Menaces sur les forêts tropicales

Le Japon dévoreur de bois

Une délégation de l'association internationale Save the Forests, Save the Planet — connue en France sous le nom d'Ecoropa — devait remettre, le 19 septembre, au siège des Nations unies, à New-York, les quelques trois millions de signatures, recueillies dans vingt-trois pays, pour un appel en faveur de la forêt tropicale. Les signataires demandent la réunion d'une assemblée générale extraordinaire afin que la communauté internationale prenne des mesures pour la sauvegarde de ce patrimoine en péril. Principal accusé, le Japon.

TOKYO
de notre envoyé spécial

Pour voir arriver les fameux bois tropicaux importés au Japon, il ne faut pas attendre à quel A. Tokyo, les cargos chargés de grumes — des navires malaisiens battant pavillon panaméen —

n'accostent pas au port. Ils débarquent les lourds troncs d'arbre en pleine baie de Tokyo, directement dans la mer, où des ouvriers japonais bottés et casqués les réceptionnent et, jouant de la gaffe, rassemblent les grumes en trains de bois, qui sont ensuite remorqués dans un bassin du port. Si les grumes sont ainsi déchargées en mer, ce n'est pas par volonté de discrétion, mais simplement parce que le procédé est plus commode, et aussi plus sûr que la mise à quai à quai.

Les trains de bois venus des flots vont aussi être stockés en mer, dans des bassins dont le plus grand — 115 hectares — peut contenir 430 000 tonnes. En 1987, le port de Tokyo a réceptionné 1 825 000 tonnes de bois de Malaisie, devenu le premier fournisseur du Japon. D'Indonésie, il a reçu 372 000 tonnes, et des Philippines moins de 300 000 tonnes.

A ces bois tropicaux, il faut ajouter le bois importé des Etats-Unis et du Canada, qui arrive sous forme de sciages et est entre-

posé dans un immense parc à bois d'une capacité de 400 000 tonnes, installé sur des terrains reconquis sur la mer. En 1988, quelque 920 000 tonnes de bois américains sont passées par le port de Tokyo.

La capitale du Japon n'est cependant qu'un des grands ports d'entrée du bois importé sur l'archipel nippon. Au total, avec 15 millions de tonnes de bois importées par an, le Japon est devenu le premier importateur du monde, devançant à lui tout seul la Communauté européenne, qui absorbe le tiers des bois tropicaux mis sur le marché.

Plus encore que la France, qui, avec 25 % de son territoire couvert de forêts, importe encore massivement des « bois du Nord » (Scandinavie et URSS) et des bois tropicaux (Afrique surtout), le Japon présente un paradoxe : bien qu'il ait près de 75 % de son territoire couvert de forêts, il importe 60 % de sa consommation de bois !

ROGER CANS.

(Lire la suite page 13.)

Débats

AUSCHWITZ

Explication de texte

par JEAN-MARIE DOMENACH (*)

EN répondant, fin août, à une enquête de l'événement du jeudi, « Juifs, catholiques, pourquoi l'effacement ? », je ne pouvais me douter que, deux semaines plus tard, le jour même où paraissait cette enquête, Claude Autant-Lara ferait son ignoble déclaration contre Simone Veil. Dès lors, les maintenaient des deux bords aurant beau jeu de se saisir d'une phrase de mon interview pour la replacer dans le sillage de l'événement du jour (1). Or cet événement était lui-même une création médiatique, puisqu'un journaliste de l'événement avait sollicité de cet homme de quatre-vingt-huit ans une déclaration antisémite. Mais cet amalgame déplaçait qu'à subi mon propos en apportant en même temps la confirmation : il y a des gens qui font monter la température, et ils se situent des deux côtés.

Fait révélateur également : ce même 7 septembre paraissait dans le *Nouvel Observateur* un texte de Maxime Rodinson, « L'honneur des juifs », qui soulignait « les conséquences désastreuses aussi bien sur la population israélienne que sur les autres » qu'entraîne le comportement de certains juifs. Or ce texte, bien plus dur que le mien, fut ignoré par les médias : provenant d'un juif, il ne s'inscrivait pas dans la bataille que certains s'employaient à déchaîner. Chrétien contre juifs, c'est passionnant ; juifs contre juifs, ce n'intéresse pas... Si le débat public revient à exciter les adversaires, comme dans les mauvais cirques, en leur lançant des lambeaux de phrase détachés du contexte, et parfois déformés (2), on peut être sûr qu'une fois le mal fait, il sera oublié, pour resurgir dans un an, comme les incendies de forêts.

Cependant, si les médias lancent une affaire, c'est qu'ils sentent un terrain favorable. En l'occurrence, la déclaration de cardinal Glemp a servi de détonateur. Triste exemple d'un prêtre, serviteur de la parole de Dieu, qui se refuse à honorer la parole donnée ! Trois cardinaux le lui ont fait savoir, mais le mal était fait. Glemp plus Autant-Lara, on allait rejouer la scène la plus abominable que le

monde ait connue. La querelle du cardinal Glemp n'est que la querelle d'Auschwitz. Elle Wiesse s'est demandé pourquoi le climat s'était détérioré depuis une dizaine d'années. A mon avis, c'est une conséquence de l'effacement des idées des Lumières. Après la guerre, j'ai participé à des meetings contre le colonialisme et le franquisme avec d'illustres vétérans de l'affaire Dreyfus, Jacques Hédervary, Emile Kahn... Ces hommes se battaient pour une cause universelle. L'antisémitisme était pour eux la pire forme de la haine raciale, mais pas la seule. Cette tradition n'est plus portée que par une poignée d'intellectuels juifs laïcs, qui ne sont plus guère entendus lorsque chaque communauté tend à se replier sur son « fondamental ».

L'apparition de l'Etat d'Israël, les guerres qu'il a dû mener, l'occupation, puis la répression qui se sont ensuivies, ont fracturé le front de la protestation. Comme l'écrit Maxime Rodinson, « l'incitation (conscience ou non) à la haine raciale me paraît venir de tous ceux, comme Elie Wiesse et bien d'autres, qui se refusent à condamner en Israël ou en Palestine ce qu'ils condamneraient avec vigueur partout ailleurs ».

La question d'Auschwitz est du même ordre, quoique plus grave (3). Le génocide du peuple juif ne concerne-t-il que les juifs, les autres étant renvoyés à la culpabilité et au silence ? La fait que plusieurs centaines de milliers de non-juifs sont morts à Auschwitz devrait empêcher Wiesse d'en parler comme d'un « crime juif ». Mais l'essentiel est ailleurs : s'agit-il d'un crime contre l'humanité, ou seulement d'un crime contre la judaïté ? Ma réponse sera celle de Vladimir Rabinovitch : l'un et l'autre. « Auschwitz a un caractère à la fois spécifique et universel. Car Auschwitz constitue un précédent. On sait désormais que n'importe quel peuple au monde peut être détruit dans le silence universel » (4). En visitant les juifs, Hitler visait l'humanité tout entière, à l'exception du peuple

des seigneurs. Ne l'avons-nous pas combattu côte à côte ? Pourquoi séparer les morts, quand les vivants ne l'étaient pas ?

Mais on a poussé plus loin la question. L'humanité serait non seulement exclue de la commémoration du crime, mais globalement complice. C'est ce que suggère Wiesse dans le *Mendiant de Jérusalem* : « L'humanité trahit la mémoire qui lui fait peur, qui la relie aux ténébreux du commencement. Ainsi, en tuant, elle espère devenir immortelle. » Cet état d'esprit incite à la vengeance, à cette traque de l'antisémitisme camouflé, à laquelle se sont livrés Lévy et Z. Sternhell. Cet antisémitisme-là est la face inversée du racisme.

Une réserve sur la politique d'Israël, une critique d'un livre d'un auteur d'origine juive, exposent à l'accusation d'antisémitisme. *Globe*, *Radio-Shalom*, s'en font une spécialité. Passages à l'obscure de caricatures du Christ. Or ces abus ne sont pas dénoncés par les autorités du judaïsme français. Tel est le déséquilibre, qu'on s'empare avec juste raison contre le cardinal Glemp, mais lorsque Yitzhak Shamir déclare que « les Polonais sucent l'antisémitisme avec le lait maternel », cette phrase, de nature raciste, ne suscite pas de protestation. Les catholiques comme moi, qui, pendant trente ans, dénoncés les silences et les abus de leur Eglise, s'étonnent qu'Elie Wiesse n'use pas de son prestige pour condamner les fanatismes qui, du côté juif, coopèrent objectivement avec les fanatismes du côté catholique.

Le sacré, ou ce qu'on appelle l'indéfinissable, du génocide appelle la méditation, le respect, la pitié. S'en faire une arme, l'utiliser pour ce que J. Berque appelle une « discrimination à rebours », n'est-ce pas la pire des impiétés ?

Enfin, qu'on ne laisse pas croire, comme je l'entendais à la radio de la bouche d'une autorité juive en France,

(*) Ancien directeur de la revue *Esprit*.

que les juifs vivent « une situation d'exclusion ». L'intégration réussie d'environ deux cent mille sépharades et la promotion méritée de beaucoup d'entre eux dans les secteurs de pointe prouvent le contraire. Susciter l'inquiétude et même l'angoisse chez les juifs de France est une mauvaise action, que c'est l'antisémitisme qui fait le juif. Il y a maintenant des antiracistes qui font des racistes. Dans quel but ?

Les très nombreux témoignages d'approbation que j'ai reçus, de juifs et de non-juifs, m'ont prouvé qu'il existait dans ce pays un « refoulé » plus inquiet que je l'imagine chez des gens qui n'ont rien à voir avec Autant-Lara, mais qui sont les de l'indivisible. Les quelques protestations que j'ai pu lire, j'ai trouvées des échos, parfois ignobles, d'un nouveau racisme qui se développe sous le masque de l'antiracisme. Ceux qui, des deux côtés, exploitent la déchirure, il n'est pas trop tard pour établir contre eux un front commun.

Si, par malheur, nous devons régresser jusqu'au point où l'on se comptait entre juifs et non-juifs, je ne me bémolis pas à rappeler aux obsédés de la chasse à l'antisémitisme qu'ils l'ont bien cherché, je serais encore à leurs côtés pour combattre l'infamie des quotas. L'espace reste assez large pour l'espérance. Mais on ne m'entendra pas dans l'accusation et le remords.

(1) Cette phrase était : « On ne touche pas des dividendes d'Auschwitz ».

(2) Il s'agit de « l'infidélité du peuple juif à l'Alliance » (cf. H. Tineo, dans le *Monde* du 9 septembre). C'est avec cette expression inexacte attribuée à Jean-Paul II, qu'Anne Sinclair a appelé Elie Wiesse dans l'émission « Sans sur sept », diffusée le 7 septembre sur TF1.

(3) E. Wiesse avait lu l'une à l'autre. « Au regard de l'histoire, le mystère de l'Holocauste n'a de correspondant en intensité, en ampleur, que la destruction du monde » (Tribune juive, 12 septembre 1989).

(4) W. Rabinovitch, « Elie Wiesse », *Esprit*, septembre 1980.

La parole est au pape

par SAMUEL PISAR

Né en Pologne, survivant d'Auschwitz, résident en France, citoyen américain, avocat international, Samuel Pisar vient de participer à Varsovie aux commémorations de la deuxième guerre mondiale. Il est retourné sur les lieux où disparurent les siens. Il livre son témoignage.

DES centaines d'enfants juifs qui partageaient les bancs de mon école, je suis le seul survivant. Bialystok, ma ville natale, est devenue un cimetière juif. Au fond de la forêt voisine, mon père, torturé par la Gestapo, exécuté, puis jeté dans une fosse commune avec d'autres héros de la résistance, repose maintenant sous une immense croix.

Pour la première fois, j'ai emmené dans ces lieux de mort mes enfants. Sans que je lui dise rien. Le 10, seize ans, a déposé spontanément au pied de cette croix une petite étoile de David. Aucun mot n'a pu sortir de sa bouche, ni de la mienne.

En écoutant les homélies du cardinal Glemp, j'ai senti mon cœur se tordre. Comme si, cinquante ans après la guerre, une sorte de victoire posthume était décernée à Hitler. Deux peuples, qui furent ses premières victimes, se disputent les morts que sa haine a dispersés sur le sol polonais.

Ainsi, au moment où l'on assiste à l'accouchement si précaire de la démocratie et des droits de l'homme, se dessine à nouveau l'antagonisme éternel : d'un côté les intégristes, les preneurs d'otages vivants ou morts, qui rêvent d'un âge des ténébreux ; de l'autre côté, ceux qui, avec résolution, essaient de faire avancer le monde vers plus de liberté, de tolérance, de créativité, construisant l'avenir avec les leçons du passé.

« Votre liberté est encore fragile, a-t-il dit au premier ministre, M. Mazowiecki. Et le monde vous regarde. Avez-vous besoin de cette malheureuse sortie du cardinal, et de cette croix qui domine maintenant Auschwitz — symbole même de la Shoah ? Il ne m'a pas répondu directement, mais m'a fait clairement savoir qu'il partageait « la douleur et le chagrin » exprimés par

le quotidien de *Solidarnosc*. Le président Jaruzelski me parut également très ému, lorsque je lui présentai ma famille à la veille de notre pèlerinage à Auschwitz.

Les cendres demandent qu'on les laisse en paix, et les survivants qu'on ne rouvre pas leurs plaies. Je ne parle pas ici en tant que responsable juif, mais comme un homme qui voit renaître son inquiétude devant les étranges relents d'antisémitisme dans un peuple qui n'a plus de juifs, et devant les passions déchaînées à nouveau : l'escalade imbecille des révisionnistes, des provocateurs et des faibles d'esprit.

Le débat autour du cardinal contient de sinistres germes. Il ne doit pas dégénérer en conflit entre juifs et catholiques. Pour ma part, je respecte profondément le désir des religieux de prier, mais je partage avec beaucoup d'hommes et de femmes de bonne foi le sentiment qu'elles seraient mieux entendues à quelques centaines de mètres de cette exécution. Le peuple juif a été déseigné. Chercher à convertir les âmes en plantant des croix sur leur mémoire n'est pas supportable.

Pendant la guerre, Pie XII est resté dans un silence glacé devant le martyre d'un peuple. Il est sorti par la petite porte de l'histoire. Le pape actuel a grandi juste de l'autre côté des barbelés qui ne fermentent, il a été le témoin de la plus grande infamie de notre civilisation. Il a sans doute puisé dans cette douleur le surcroît de force spirituelle qui l'amena au diocèse de Cracovie et d'Auschwitz, puis à Rome. Que ressent cet homme aujourd'hui ?

Comme le cardinal Decourtray, je pense que la parole est à lui. Ce n'est pas un acte d'autorité sur son Eglise et sa Pologne que je lui demande, mais un geste de compassion.

La querelle a pris des proportions inquiétantes qui ne disparaîtront pas facilement. Elle ne se cicatrira pas avec des compromis religieux, des arguments juridiques, ou des négociations successives. Seule, l'expression d'une résonance profonde à la souffrance des hommes mettra un terme à l'enseignement et permettra de retrouver la paix des cœurs.

Jean-Paul II ne sera pas le pape de l'indifférence.

Au courrier du Monde

PLACE

Défense de Montpellier

Pour l'avoir souvent traversée et pour y avoir situé une scène de mon roman *En nos vertes années*, je connais bien, à Montpellier, la place de la Canourgue, à laquelle M. Frédéric Edelmann a consacré, dans le

Monde du 30 août, un article dans lequel il déplore que le maire veuille installer un parking en sous-sol de la fameuse place.

Je ne donnerai pas mon avis sur ce parking avant que le plan en ait été rendu public, montrant clairement les entrées et les sorties. Mais je voudrais rappeler ici les critiques véhémentes dont M. Frêche a été l'objet quand il a entrepris d'enterrer l'arrière à grande circulation qui traversait la place de la Comédie. Que

de cris alors ! Que de lamentations ! Et pourtant, quelle indubitable réussite, le fameux « café » montpelliérain étant consacré désormais tout entier à la circulation piétonne et débarrassé du bruit infernal des autos et des nuisances qu'elles entraînaient.

Quant à l'*Antigone* de M. Ricardo Boffil, que je ne suis pas seul à admirer, mais que M. Edelmann qualifie dédaigneusement de « rodomontades pseudo-baroques », je m'étonne que M. Edelmann voie du baroque et même du « pseudo-baroque » là où le monde entier voit un classicisme inspiré de la Grèce antique et particulièrement bien adapté au beau ciel bleu de Montpellier.

ROBERT MERLE.

RUINES

La maison de Romain Rolland

Me trouvant récemment à Vézelay, j'ai été consterné en voyant l'état de la maison dans laquelle Romain Rolland est mort en 1944. Une plaque rappelle l'événement, mais la maison tombe en ruine. Carreaux cassés, volets délabrés, tout indique l'abandon. Dans l'Europe qui se construit, le souvenir de Romain Rolland a une grande place. Les amis de l'écrivain se doivent de sauver la maison dans laquelle il écrivait ses dernières œuvres.

PIERRE RICHÉ

professeur à l'université Paris-X.

Entretiens avec Anna Freud

Par J. Sandler

Invitée aux discussions organisées à la Hampstead Clinic sous la direction du Dr. Joseph Sandler, Anna Freud s'explique. Ces nouveaux regards sur « le moi et les mécanismes de défense » nous donnent cette œuvre exemplaire, ce texte de référence.

"Bibliothèques de psychanalyse" dirigées par Jean Laplanche

432 pages - 225 F.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

PRESSE 2

Les complices d'Autant-Lara

Les propos de M. Autant-Lara constituent un crime verbal, mais ils n'auraient fait aucune victime s'ils n'avaient pas été rapportés.

Le public ne constitue-t-il pas une complicité de ce crime ? Et qu'aurait-on entendu si cela avait été *Mimosa* ou *Présent* à la place de *Globe* ?

JACQUES RICHARD.

(Paris).

CAPITALE

Frankfort n'est pas Wiesbaden

Je lis dans le *Monde* du 9 septembre (article intitulé « Master-sur-le Main ») que vous déplacez la capitale du Land de Hesse. Vous écrivez, en effet, qu'un tournoi sportif prévu à Frankfort « aura donc lieu dans la capitale du Land de Hesse et de la saucisse ». Si cette ville est certes importante sur le plan économique, elle ne joue aucun rôle politique majeur, même dans le Land où elle est située. Quant à sa qualification de « capitale de la saucisse », elle est assez cavalière pour ce grand centre d'édition, chimique et financier.

La capitale du Land de Hesse, elle, a toujours été Wiesbaden, une élégante station thermale de 300 000 habitants peu détruite par les bombardements de la dernière guerre.

FRANÇOIS PAPET-PÉRIN

(Cologne, RFA.)

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27
Téléc. MONDIPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 46-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Faure (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »

Société anonyme

des lecteurs du Monde,

Le Monde-Entreprises,

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Wouff.

Rédacteur en chef :

Daniel Vernet.

Correspondant en chef :

Claude Sales.

Le Monde PUBLICITE
5, rue de Montesson, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-42 ou 45-55-91-71
Téléc. MONDIPUB 286 136 F

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration
Commission paritaire des journaux et publications, n° 37 437
ISSN : 0395-2037
Renseignements sur les abonnements et index du Monde au (1) 42-47-98-81.

ABONNEMENTS

BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 030 F	1 089 F	1 404 F	2 040 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, RENVoyez CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

PORTAGE : pour tous renseignements tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse difficiles ou préavis : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. PORT PAYÉ : PARIS EP

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

صلى الله عليه وسلم

Etranger

... Le Monde • Mercredi 20 septembre 1989 3

Après le voyage de M. Rabin au Caire

L'Egypte veut poursuivre son initiative de paix malgré les désaccords entre dirigeants israéliens

LE CAIRE
de nos envoyés spéciaux

M. Rabin, s'il arborait un sourire optimiste sous les traits du palais présidentiel d'Héliopolis, n'a pas caché que les points les plus importants des propositions formulées par l'Egypte pour relancer des négociations de paix au Proche-Orient faisaient moins que jamais l'actualité au sein du gouvernement israélien.

Sur ces points-là, s'il est reconnu avec franchise, « je n'ai rien dit qui puisse engager le gouvernement d'Israël ». Là étaient les limites de l'exercice diplomatique auquel pouvait se livrer au Caire le représentant d'un gouvernement d'union nationale Likoud-travillistes toujours aussi divisé sur les initiatives de paix de l'Egypte. Numéro deux du Parti travailliste, M. Rabin avait sans doute aimé s'engager plus avant, mais il risquait alors d'être démenti par le premier ministre et chef du Likoud, M. Itzhak Shamir — et de précipiter une crise que le ministre de la Défense ne souhaite vivement pas.

Le président Mubarak lui a présenté à nouveau l'essentiel de la démarche égyptienne. Il s'agit d'amener Israéliens et Palestiniens à la table de négociation pour débiter de l'organisation d'élections dans les territoires occupés — comme l'a proposé le gouvernement israélien dans le plan qu'il a adopté au printemps dernier. Les Palestiniens — en fait, l'OLP — n'y consentiront, estime le Caire, que si le plan israélien est quelque peu amendé. Il doit notamment stipuler les points suivants (parmi une liste de dix suggestions) : les résidents arabes de Jérusalem pourront participer au scrutin ; la période d'autonomie dans les territoires qui suivra ne sera que transitoire, avant une négociation sur le statut définitif de la Cisjordanie et Gaza, qui devra être fondée sur le principe d'un compromis territorial.

Une réception chaleureuse, une atmosphère amicale, des propos aimables échangés de part et d'autre et trois heures de conversation en tête-à-tête avec le président Hosni Moubarak : le ministre israélien de la Défense, M. Itzhak Rabin, aurait pu afficher une relative satisfaction à l'issue de sa visite-éclair au Caire, le lundi 18 septembre. Les contacts israélo-égyptiens à haut niveau sont rares et pas toujours de cette qualité.

Pour l'Egypte, c'est seulement à ces conditions qu'une délégation palestinienne pourrait accepter de discuter du projet d'élections en Cisjordanie et à Gaza. Si les travaillistes en conviennent et sont prêts à jouer le jeu, le Likoud rejette ces aménagements du projet israélien.

Mais il y a un second point de discord, plus important encore et qui porte sur la composition de la délégation palestinienne devant discuter du projet d'élections. Pour le Likoud, cette délégation doit ne comprendre que des résidents des territoires occupés : accepter toute autre formule serait souscrire à une participation, même déguisée, de l'OLP aux négociations. L'Egypte, les Etats-Unis et les travaillistes israéliens estiment, en revanche, que l'OLP ne donnera jamais son feu vert à l'organisation d'élections dans les territoires si des représentants des Palestiniens de l'extérieur ne font pas partie de la délégation.

Cravats, sanglé dans un costume bleu roi pour sa première visite au Caire en tant que ministre, M. Rabin n'a pas esquivé les contraintes que lui imposent ce double désaccord au sein du gouvernement d'union nationale. Il est allé aussi loin qu'il le pouvait pour encourager l'Egypte à poursuivre sa médiation. S'adressant à la presse à l'issue de ces entretiens, il a affirmé qu'il y avait en Israël « un large consensus » sur trois points : l'Egypte doit maintenir ses efforts, il lui revient de lancer les invitations à ces négociations israélo-palestiniennes et de nommer ou de participer à la nomination des per-

sonnalités qui feront partie de la délégation palestinienne.

En principe, la formule est suffisamment vague pour que le Likoud ne puisse s'y opposer. Mais, dès qu'il s'agit d'être plus spécifique, M. Rabin a constaté : « C'est vrai, il y a des différences d'opinions en Israël, à la fois sur la composition de la délégation palestinienne et sur l'objet d'éventuels pourparlers [israélo-palestiniens] ». Il a laissé entendre que les travaillistes ne s'opposeraient pas, pour leur part, à ce qu'une ou deux personnalités palestiniennes expulsées des territoires (on parle du journaliste Akram Hanih et de l'ancien maire Mohamed Milhem, tous deux membres de l'OLP) ou un ou deux membres du Conseil national palestinien (on parle de deux professeurs américains d'origine palestinienne, MM. Edouard Said et Abou Lughod) participent à la délégation palestinienne.

Fermeté et souplesse

S'adressant à son tour aux journalistes, lors d'une conférence de presse organisée séparément, le président Moubarak a maintenu qu'il ne fallait pas « négliger les Palestiniens de l'extérieur si l'on voulait avoir un dialogue significatif ». Sans assurer que ses propositions avaient formellement reçu l'aval de l'OLP, il a indiqué qu'il travaillait « toujours à la composition de cette délégation », qu'il s'en était entretenu à plusieurs reprises, ces dix derniers jours, avec M. Yasser Arafat,

et il a estimé que le chef de l'OLP « avait déjà beaucoup fait ».

Le président égyptien a longuement dialogué en arabe avec les spécialistes de la presse israélienne, s'attachant à manier tour à tour fermeté et souplesse. Il entend poursuivre le dialogue sur les points litigieux, notamment lors des rencontres qu'il aura dans les jours à venir aux Etats-Unis avec le ministre israélien des Affaires étrangères, M. Moshe Arens, et avec M. Shimon Pérès, chef du Parti travailliste et ministre des finances. Mais il n'acceptera de s'entretenir avec M. Itzhak Shamir que « s'il y a des résultats en perspective ».

L'« inévitable crise »

M. Moubarak ne demande pas aux Israéliens de renoncer à leur propre plan de paix. Il leur demande seulement d'accepter que les Palestiniens viennent à la table de négociation sur la base du document un peu différent suggéré par l'Egypte — document qui ne mentionne ni « le droit à l'autodétermination des Palestiniens » ni nommément l'OLP. En somme, la différence est dans le carton d'invitation et porte sur la qualité des invités (palestiniens). Pour reprendre l'expression d'un commentateur, il est demandé à Israël de « fermer un œil » sur la composition de la délégation palestinienne et, à l'OLP, d'en faire autant sur l'ordre du jour d'une négociation qui ne reprend pas les principales revendications de la centrale palestinienne.

Mais une fois les deux parties réunies autour de la table de négociation, qu'il entend dresser au Caire, M. Moubarak fait confiance aux mérites du dialogue pour qu'un accord se fasse sur l'organisation des élections, lesquelles seraient la première étape d'un processus de paix. Il faut dire que M. Rabin manifeste autant de confiance dans les mérites du dialogue pour convaincre M. Shamir de ne pas rejeter l'initiative égyptienne. Car à peine rentré en Israël, le ministre de la Défense a essuyé un tir de barrage de la part de ses partenaires adversaires du Likoud. Ministres et parlementaires de la droite ont multiplié les attaques contre les propositions du Caire qu'ils jugent incompatibles avec le plan israélien.

Comme lors de chaque conflit entre Likoud et travaillistes et ils n'ont pas manqué depuis près de cinq ans qu'ils gouvernent ensemble, on a évoqué la prochaine et « inévitable » crise de l'union nationale. M. Shamir n'a pas été le dernier à avoir parlé, dans la soirée à la télévision, de « menace » sur l'union nationale, une formule, a-t-il dit, à laquelle il est attaché mais qui ne saurait être maintenue « à n'importe quel prix ». Le gouvernement devra donner une réponse à M. Moubarak d'ici deux à trois semaines ; en politique israélienne, c'est sans doute un délai suffisant pour qu'on trouve une formule d'attente ou de compromis de nature à retarder l'« inévitable crise ».

ALAIN FRACHON
et ALEXANDRE BUCCIANTI

Premier pays de l'Est à franchir le pas

La Hongrie rétablit ses relations diplomatiques avec Jérusalem

JERUSALEM
de notre correspondant

Evidemment, à l'heure de la glasnost soviétique et des bouleversements quotidiens en Europe de l'Est, le geste n'étonne plus guère. Pourtant, en annonçant, lundi 18 septembre, la reprise de pleines relations diplomatiques avec Israël, la Hongrie brise un tabou : elle est le premier pays du bloc de l'Est à franchir le pas depuis que l'ensemble des nations du pacte de Varsovie, à l'initiative de l'URSS et à l'exception de la Roumanie, ont rompu leurs relations avec l'Etat hébreu au lendemain de la guerre israélo-arabe de juin 1967.

Le premier ministre, M. Imre Nagy, ne s'y est pas trompé. Il a salué une « décision courageuse et audacieuse » et, tout en se refusant à donner des noms, a affirmé que la Hongrie allait être suivie par d'autres pays d'Europe de l'Est. Vraisemblablement prise avec l'aval du Kremlin, la décision de Budapest marque la fin d'un boycottage diplomatique — au moins officiel — de l'Etat hébreu par un ensemble de pays, qui, outre l'importance de leurs communautés juives, avaient tous peu ou prou aidé à la naissance d'Israël en 1948.

Le terrain a été préparé depuis que les deux pays ont repris des relations à la mi-septembre 1987, décidant d'ouvrir des « sections d'intérêts » à Tel-Aviv et à Budapest.

Apparemment, le gouvernement hongrois a pris sa décision la semaine dernière. Elle a été communiquée à Israël dans la journée de dimanche et, dans le plus grand secret, le ministre des Affaires étrangères, M. Moshe Arens, s'est rendu lundi à Budapest pour y signer l'accord.

Si le premier ministre, M. Nagy, a estimé que la décision hongroise prouvait « qu'Israël progresse, que ses liens diplomatiques s'étendent, et ce en dépit de la campagne de calomnies menée à son encontre sur la scène internationale », M. Arens n'en a pas moins reconnu que le geste de Budapest s'expliquait avant tout par « les bouleversements historiques que connaît aujourd'hui la Hongrie : libéralisation de l'économie, démocratisation politique intérieure et volonté de soustraire la politique étrangère à l'idéologie ». Il a indiqué que son homologue hongrois, M. Gyula Horn, avait admis lundi ce qui se dit un peu partout en Europe de l'Est, et depuis pas mal de temps déjà : la rupture de 1967 a été « une erreur ».

Il est vrai que, depuis bientôt trois ans, les dirigeants soviétiques ont redressé la barre en direction d'Israël (rétablissement de relations consulaires, échanges commerciaux, culturels et touristiques d'une ampleur sans précédent).

Al. Fr.

IRAN

M. Scheer estime que son séjour à Téhéran a marqué un « tournant » dans les relations entre la France et la République islamique

Téhéran (AFP). — Le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, M. François Scheer, a terminé, lundi soir 18 septembre, avec les autorités iraniennes une série d'entretiens qui marquent, a-t-il souligné, « un tournant dans les relations entre la France et la République islamique ». M. Scheer et la délégation qui l'accompagne étaient arrivés dimanche soir à Téhéran pour relancer des négociations interrompues, pour certaines, depuis plusieurs années, et officiellement, pour discuter notamment des contentieux financiers entre Téhéran et Paris.

Ces contentieux portent d'une part sur le remboursement d'une dette d'un milliard de dollars contractée en 1974 sous le régime impérial pour le projet nucléaire civil Eurodif, et, d'autre part, sur le montant de l'indemnité à verser par l'Iran aux entreprises françaises en dédommagement des contrats rompus par Téhéran après la victoire de la révolution islamique en 1979 et que la France évalue à 14 milliards de francs (plus de 2 milliards de dollars).

M. Scheer et le vice-ministre iranien des Affaires étrangères pour l'Europe et l'Amérique, M. Mahmoud Vaezi, ont chacun exprimé le souhait de voir désormais aboutir rapidement les négociations et sont convenus d'organiser des réunions périodiques, dont la prochaine

devrait se tenir « à Paris dans environ un mois », souligne-t-on de source diplomatique. M. Scheer a également fait part à ses interlocuteurs iraniens du désir de Paris de renforcer les relations bilatérales, mais aussi de les placer dans le cadre plus large de la politique régionale, reconnaissant ainsi implicitement la République islamique comme partie prenante du problème libanais. M. Scheer, au cours de la dizaine d'heures qu'ont duré les entretiens également souligné, selon l'agence officielle iranienne, la nécessité d'une « solution politique » au Liban et écarté toute solution militaire. M. Velayati, le ministre iranien des Affaires étrangères, n'en a pas moins réaffirmé de son côté « les relations émotionnelles et idéologiques de l'Iran avec une grande partie du peuple libanais » et déclaré qu'il continuerait à l'aider « dans la défense des droits qu'on lui refuse ». A-t-on ajouté de source diplomatique.

Cette reprise de contacts entre Paris et Téhéran ouvre la voie à une série de négociations qui devraient désormais se poursuivre au cours des prochains mois, selon des sources diplomatiques, à l'échelon de délégations élargies, successivement dans l'une ou l'autre des capitales. M. Scheer devait quitter Téhéran pour Paris mardi matin.

Un colloque
de l'Institut international
de droit humanitaire

Pour une meilleure protection des réfugiés

SAN-REMO
de notre envoyée spéciale

Trop de personnes, dans les zones de conflit ou de guerre civile, sont encore privées de l'assistance qui devrait leur valoir le statut de réfugié. Il en résulte des drames d'une rare cruauté, comme celui que vivent — et dont meurent — chaque jour tant de réfugiés d'Indochine. Les Etats donnent en effet généralement une interprétation très restrictive de la définition des réfugiés qui figure dans la convention de Genève de 1951. C'est sur ce problème que se sont penchés la semaine dernière une centaine de juristes, d'universitaires et de diplomates, dans le cadre d'une table ronde organisée à San-Remo par l'Institut international de droit humanitaire (1).

Ils ont fait part de leur « profonde préoccupation » quant au sort non seulement des réfugiés « classiques », mais aussi des demandeurs d'asile et des personnes déplacées, c'est-à-dire, celles que les événements ont contraint à se réfugier parfois jusqu'à des centaines de kilomètres de leur lieu d'origine, mais à l'intérieur des frontières de leur propre pays, comme c'est le cas en Afghanistan et dans certains pays africains, sans oublier les quelque trois cent mille réfugiés cambodgiens parqués à la frontière de leur pays avec la Thaïlande. Le texte adopté à San-Remo rappelle à la communauté internationale que les catégories de victimes non prévues par le statut du réfugié sont en droit de bénéficier de la protection d'instruments tels que la Charte des Nations unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme, les conventions de la Croix-Rouge et divers traités régionaux comme la convention de l'OEA de 1969, qui donne au réfugié une définition plus large.

Ce texte, après la procédure d'examen, devrait être présenté à l'Assemblée générale des Nations unies.

I.V.

(1) Organisme privé indépendant, mais doté du statut consultatif auprès du Conseil économique et social de l'ONU et auprès du Conseil de l'Europe. Il a pour but de promouvoir l'application du droit humanitaire. Il est présidé par le professeur Patricio.

JAPON

Mme Thatcher en visite à Tokyo

Mme Margaret Thatcher est arrivée, mardi 19 septembre, à Tokyo pour une visite officielle de quatre jours au cours de laquelle elle s'entretenra avec le premier ministre nippon, M. Toshiki Kaifu, et sera l'hôte de l'empereur Akihito. En chemin, la « Dame de fer » a fait escale à Moscou, où elle s'est entretenue avec M. Primakov, président de la Chambre de l'Union des Soviétiques.

Le premier ministre britannique abordera avec M. Kaifu les grands problèmes internationaux, sur lesquels existent peu de désaccords, dont les relations Est-Ouest, l'assistance qui pourrait être apportée à des pays d'Europe orientale comme la Pologne et la Hongrie, de la situation en Chine et de l'afflux de réfugiés vietnamiens tant au Japon qu'à Hongkong.

Les désaccords portent essentiellement sur le domaine commercial.

Mme Thatcher a déclaré à la télévision que le déficit « colossal » de la Grande-Bretagne dans ses échanges avec le Japon était dû au fait que ce dernier n'ouvrait pas assez son marché. Elle a exprimé sa « frustration » devant les manœuvres dilatoires de la Banque de Tokyo face à la demande d'admission de deux maisons de courtage britanniques. La Grande-Bretagne est le pays de la CEE qui a le plus bénéficié des investissements nippons (37,5 % d'un total de 10 milliards de dollars).

La visite de Mme Thatcher coïncide avec la tenue à Tokyo d'une conférence de l'Union démocratique internationale, un forum des partis conservateurs devant lequel elle prononcera vendredi un important discours qui devrait notamment porter sur l'environnement et la lutte contre le terrorisme. — (AFP, UPI.)

ETATS-UNIS : avant les entretiens Baker-Chevardnadze

Le président Bush ne juge pas « urgente » une rencontre avec M. Gorbatchev

WASHINGTON
de notre correspondant

Reproches mutuels, pour tenter de prendre un avantage psychologique, mais reproches pas trop appuyés, parce qu'on ne veut pas se donner le mauvais rôle : les prochaines conversations américano-soviétiques font l'objet de préparatifs médiatiques tout à fait classiques.

M. Edouard Chevardnadze, qui doit rencontrer son homologue James Baker dans une villégiature touristique du Wyoming les 22 et 23 septembre, avait entamé la manœuvre en regrettant, il y a une semaine, le peu d'empressement manifesté selon lui par l'administration Bush à faire progresser les négociations sur les armements stratégiques. Lundi 18 septembre, le département d'Etat, à son tour, s'est étonné que le bloc soviétique continue à alimenter massivement en armes un gouvernement nicaraguayen qui n'a pourtant plus à combattre la Contra.

Le président Bush lui-même a renchérit, déclarant que l'attitude de Moscou à l'égard du continent américain n'était pas « très douce et gentille », selon son expression démodée.

M. Bush s'est, par ailleurs, défendu de traîner des pieds dans le domaine des négociations stratégiques.

et à même assuré que les Etats-Unis préparent de nouvelles propositions. Mais il tout de même rappelé que la question « la plus pressante » était celle des armes conventionnelles.

Ce qui semble par contre beaucoup moins pressant à M. Bush, c'est de rencontrer M. Gorbatchev. Il n'y a pas d'urgence, a-t-il déclaré, préférant concentrer son attention et celle de la presse sur les prochains entretiens Baker-Chevardnadze. Ceux-ci se présenteront de manière un peu inhabituelle, puisque le ministre soviétique des Affaires étrangères viendra d'abord à Washington, pour y être reçu par le président Bush auquel il doit remettre un message du numéro un soviétique. Ce n'est qu'ensuite qu'il s'envolera vers l'Ouest — le Wyoming — pour y passer deux jours avec M. Baker, avant de repartir vers l'Est pour s'adresser à l'Assemblée générale de l'ONU. Un programme un peu torseux, qui pourrait s'expliquer par des embarras de calendrier aussi bien que par le désir d'annoncer une initiative importante. Comme pour alimenter l'attente, le principal négociateur soviétique sur les armements, M. Viktor Karpov, qui devait arriver dès le début de cette semaine à Washington, ne viendra finalement que jeudi, avec M. Chevardnadze.

JAN KRAUZE

Avril au miroir.



Longtemps "citadelle fermée sur son secret", elle choisit aujourd'hui de dire ces fêlures qui ont blessé la femme et nourri l'écrivain.
Olivier Maurais - L'Express

Marie-Françoise Leclère - Le Point

Ce portrait d'écrivain en jeune fille fragile mais tête, indépendante mais sentimentale, est un texte exquis.
Jean-François Josselin - Le Nouvel Observateur

Chacun aura envie d'aller rechercher dans sa mémoire les souvenirs du temps des rondes et des lilas fleuris.
Josyane Savigneau - Le Monde

210 pages, 85F

Flammarion

Asie

AFGHANISTAN : diviser pour régner

Kaboul joue subtilement des rivalités tribales et politiques pour renforcer son pouvoir

Le conflit afghan traîne en longueur. Chaque camp continue de s'armer (le Monde du 15 septembre), l'aide américaine se renforçant pour compenser l'appui massif accordé par Moscou au régime allié de Kaboul. Ce dernier, qui a résisté bien mieux que prévu au départ des soldats soviétiques, joue habilement des dissensions politiques et tribales au sein de la résistance.

KABOUL
de notre envoyé spécial

De lourds camions chargés de roquettes freinent dans un vacarme d'essieux fatigués et de tôles brinquebalantes. Un nuage de poussière et de fumée d'échappement enveloppe les familles qui, juchées depuis plusieurs semaines de kilomètres sur ce feu d'artifice ambulatoire, s'extraient péniblement de leur monture. Des baluchons s'écrasent au sol où les rejoignent bientôt des enfants aux traits mongoloïdes qui étaient assis à califourchon sur les obus. Débonnaires, les soldats qui gardent l'entrée de la nouvelle route du Nord laissent passer cette troupe béatifiée et grise de poussière.

Loin de fuir des combats, ces villageois viennent à Kaboul pour faire du commerce : les lourds sacs que portent sur leur dos quelques vieillards secs et solides en témoignent. Le trafic ne faiblit pas : les civils viennent des provinces de Parwan, Baghlan et Kunduz, les camions militaires, d'Union soviétique. Cette route caillouteuse mène à Baghram, une localité distante d'environ 55 kilomètres de la capitale. Là elle rejoint l'ancienne route qui aboutit au tunnel de Salang.

Tracé en terrain découvert pour éviter les embuscades, ce parcours est parallèle à l'ancienne route. Les abords immédiats de celle-ci sont en effet tenus par les groupes du Hezbi-I-Islami de M. Gulbuddin Hekmatyar, eux-mêmes encadrés, mais à une certaine distance, par ceux de Massoud, commandant charismatique du Jamiat-I-Islami. Nul ne sait exactement quels types de compromis sont conclus entre les représentants du gouvernement de Kaboul et la « résistance » mais une chose est sûre : ces accords, pour le moment, perdurent, favorisant sans

discontinuer le ravitaillement de la capitale. L'hiver prochain, si la nouvelle route est asphaltée avant les neiges, ce sera un atout majeur pour le ravitaillement de Kaboul. Entre Salang et la capitale afghane, la politique de « réconciliation nationale » bat son plein : des « petits » commandants déposent les armes contre espèces sonnantes et trébuchantes parfois, souvent par lassitude et de toute façon pour une durée indéterminée.

Le *Kabul Times* annonce quotidiennement que des « centaines » d'opposants se rallient : trente-cinq groupes représentant plus de quinze mille combattants se seraient ainsi rendus depuis six mois. Ils conservent la plupart du temps leurs armes, « grade » et prérogatives, et pour ceux qui le souhaitent, rejoignent le front... à Khost. Du moins est-ce ainsi que le général Abdul Haq Ullumi, secrétaire du Conseil suprême de défense et responsable militaire au comité central du PDPA (Parti démocratique du peuple afghan), présentait les choses il y a quelques jours.

« Paix à l'afghane »

Peu de temps avant, M. Najmuddin Kawayani, membre du bureau politique du PDPA, avait dit la même chose : « Nous donnons aux commandants les privilèges de notre armée et nous leur demandons une seule chose, qu'ils cessent le feu et qu'ils préservent la sécurité de leur propre zone. La plupart d'entre eux sont en contact avec Kaboul. En pratique, 80 % des commandants ne combattent plus contre nous. »

Propagande ? Pas seulement : le dialogue, même s'il est éparpillé et

s'il se déroule à des niveaux encore non significatifs (aucun « grand » commandant ne s'est encore rallié), a été noué depuis longtemps. « Oui, des accords existent », a récemment indiqué le président Najibullah, évoquant les « petits pas » d'une politique tournée tant en direction des chefs militaires que des partis politiques ayant pignon sur rue à Peshawar. Et M. Youli Vorontsov, qui vient de quitter son poste d'ambassadeur d'Union soviétique à Kaboul, avait confirmé : « Ils se parlent. »

La route du Nord-Est, en ce sens, instructive. Au-delà du tunnel de Salang et presque jusqu'à Mazar-I-Sharif commence une région où la « réconciliation nationale » a pris des aspects spécifiques : depuis plus de deux ans, rares ont été les combats qui se sont déroulés dans les provinces de Baghlan et de Samangan. Dans la première notamment, la communauté ismaïlienne (rameau chiite) veille au maintien d'une « paix à l'afghane ». A la tête de milices regroupant plus de sept mille hommes, Saïd Mamour Naseri, chef politique de la secte ismaïlienne, ont les meilleurs rapports avec les Soviétiques. Les convois venant d'URSS traversent sans encombre toute cette partie nord de l'Afghanistan.

La communauté ismaïlienne entretient d'autre part d'excellentes relations avec les groupes de la résistance non chiite. A Kaboul, elle a ses représentants au gouvernement et sa fidélité est régulièrement alimentée par des dons financiers, des armes et des munitions. En un sens cette région est donc pacifiée. Plus à l'ouest, dans le H azarajat, le gouvernement de Kaboul tente d'obtenir le même type de paix armée au prix de concessions politiques voire territoriales importantes.

L'URSS encourage une politique qui tend à rétablir le calme sur sa frontière, quitte à jouer éventuellement double jeu : en entretenant un foyer de tensions ethniques contre le pouvoir central (choses presque naturelles ici), les Soviétiques se donnent un moyen de pression supplémentaire sur le régime de Kaboul, au cas où... la « réconciliation nationale »

ce concept aux contours encore un peu flous, s'exerce aussi à l'intérieur du régime du PDPA et sur ses marges.

Au lendemain de la proclamation de l'état d'urgence (le 18 février dernier), trois cents personnes ont été arrêtées à Kaboul dans la plus grande discrétion. Ils représentaient les chefs d'un mouvement semi-clandestin le Kaja (Jeunes communistes d'Afghanistan). Trois mois plus tard, 285 d'entre eux, qui avaient accepté de rejoindre le « Front national », ont été libérés. Parmi les quinze irréductibles restés en prison, le chef du mouvement, M. Sofichens, formation d'extrême gauche contrôlée par les Soviétiques, issue d'une scission de la fraction Khalq du PDPA, ses membres (sans doute près de 600 personnes) y a encore quelques mois) sont originaires du Nord (région de Mazar-I-Sharif et d'ethnies tadjik et ouzbek).

Durrani contre Ghilzai

Fortement implanté au sein de l'armée, il ne fait pas de doute que le Kaja aurait été le fer de lance d'un coup d'Etat si, au moment du départ de leurs troupes d'Afghanistan, les Soviétiques avaient décidé de remplacer le président Najibullah. Cette hypothèse ayant été « momentanément » écartée, les dirigeants du Kaja ont eux aussi accepté de taire leurs divergences. Ce compromis pourrait trouver sa rétribution dans le prochain renouveau du gouvernement, plusieurs postes étant sans aucun doute confiés aux « ex-gauchistes ».

Le Front national est une structure d'accueil : le Setam-E-Milli (devenu le Saza) organisation politique à forte connotation ethnique constitue un autre exemple de ralliement moussé : armées et finances par le gouvernement, les milices du Saza permettent de « fixer » ou tout au moins de gêner les groupes de Massoud dans le Nord alors que les deux camps sont d'une même origine tadjik.

Du Nord-Ouest (avec les groupes « traniens » hazaras) au Nord-Est,

cette politique de paix successive, qui sert les intérêts de Kaboul, à l'avantage de créer une sorte de couloir sanitaire le long de la frontière soviétique. Désormais, beaucoup plus sûr de lui, le président Najibullah va probablement refaire une tentative d'ouverture politique. La proclamation de l'état d'urgence avait mis un terme à un premier essai infructueux (les ministres non membres du PDPA avaient été remplacés par des gens du parti) parce que, face à ce que l'on pensait être une offensive des moudjahidines sur Kaboul, il était urgent de serrer les rangs.

Aujourd'hui, alors que l'image de marque de la résistance est sérieusement ternie (échecs militaires et divisions fratricides) le moment est peut-être venu, estime-t-on à Kaboul, de lancer de nouvelles offres aux formations politiques de Peshawar même si celles-ci sont de plus en plus déconsidérées, y compris par une politique américaine visant à livrer armes et munitions directement aux commandants militaires. Cet émiettement politique de Kaboul favorise les desseins de Massoud.

Dans la capitale afghane, les rumeurs courent de plus belle sur les contacts entre le gouvernement et ce qu'il est désormais convenu d'appeler « l'opposition » : un fils du Pir Gayani, chef du NIFA — formation traditionaliste royaliste — se serait rendu il y a environ un mois et demi à Kaboul pour y rencontrer le président Najibullah et discuter du rôle politique futur de l'ex-roi Zahir Shah. Entrevue facilitée par les liens ethniques existant entre Pashtouns de la tribu Durrani (1). De son côté, M. Gulbuddin Hekmatyar aurait eu des contacts « secrets » dans la « banlieue » de Kaboul avec des membres de la fraction Khalq du PDPA ; là aussi une solidarité pashtoune (celle-ci, en l'occurrence, entre ghilzais) entrerait en ligne de compte : tout plutôt que de redonner le pouvoir aux Durrani qui l'ont monopolisé pendant plusieurs siècles.

Le président Najibullah utilise les ramifications multiples que permet la carte ethnique de l'Afghanistan et

s'appuie sur les minorités proches du pouvoir (les membres du Khad, les services secrets qui constituent le fer de lance du régime sont la plupart issus de minorités, notamment Tadjiks). « Il y a des tentatives à tous les niveaux », reconnaît M. Habibi, le président du Sénat « et tout spécialement avec les milieux royalistes ».

A Kaboul une « commission de médiation » a été créée, dont le rôle est justement de lancer des « balcons d'essai ». Son président est M. Mohammad Asghar, ancien doyen de l'Université et ancien ministre de la justice du roi. Agé de soixante-quinze ans, il jouit d'une certaine réputation d'indépendance, ce qui n'est pas le cas des quelque quatre-vingt membres de la commission dont la nomination a été ratifiée par M. Najibullah. Dans les milieux intellectuels, on parle aussi de la mission exploratoire dont serait chargé un personnage à la réputation douteuse, M. Amanullah Rasal, membre de la famille royale et homme d'affaires qui n'hésite pas à traiter avec le régime.

Les intellectuels de Kaboul, hostiles aux PDPA se sont regroupés en association et préparent, eux aussi, leur plan de paix. Leurs propositions représentent une solution « à l'afghane » et posent en préalable la démission de l'actuel gouvernement. Les membres de l'Association islamique et nationale des partisans de la liberté de l'Afghanistan « n'excluent personne si ce n'est environ cinq cents membres du PDPA qui doivent être écartés ».

Comme beaucoup d'acteurs et de témoins de la crise afghane, un haut fonctionnaire de l'époque du roi manifeste ainsi sa confiance en l'avenir : « En Afghanistan tout se termine toujours par une réunion de tribus. »

LAURENT ZECCHINI.

(1) L'ethnie pashtoun (qui représente environ 60 % de la population afghane avant la guerre) se divise en deux grands groupes de tribus, les Durrani (anciennement Abdali) et les Ghilzai. Les premiers ont monopolisé le pouvoir depuis 1747 jusqu'au coup d'Etat du 27 avril 1978, date à laquelle il est passé aux Ghilzai.

LES COULEURS D'AIR FRANCE FLOTTENT SUR 11 VILLES AUX ETATS-UNIS

Plus de 60 fois par semaine, grâce à ses vols réguliers, Passagers et fret, Air France relie Paris à 11 villes des U.S.A. en vous offrant sur chaque destination la qualité reconnue de son service.

NEW YORK	20 fois par semaine
BOSTON	2 fois par semaine
PHILADELPHIE*	2 fois par semaine
WASHINGTON**	5 fois par semaine
MIAMI	4 fois par semaine
HOUSTON	4 fois par semaine
LOS ANGELES***	6 fois par semaine
SAN FRANCISCO	2 fois par semaine
CHICAGO	3 fois par semaine
ANCHORAGE	3 fois par semaine
PORTO-RICO	1 fois par semaine

* Via New York ** 3 via New York - 2 via Boston
*** 2 via San Francisco

AIR FRANCE N°1 VERS LES USA



صوتنا من الامم

Amériques

COLOMBIE : la lutte contre le trafic de la drogue

L'enjeu limité d'une guerre d'usure

BOGOTA

de notre envoyé spécial

Aucun camp ne semble pour l'instant l'emporter. Les « narco » ont multiplié les attentats à Medellín, assaillant l'ancien maire de la ville, mais leur action, ailleurs, a été relativement limitée. A dire vrai, on s'attendait à pire, à quelque assaut comptable, par sa répression, à celui de l'homme politique prestigieux qu'était Luis Carlos Galán, tué le 18 août dernier par les sicaires, à neuf mois d'une élection présidentielle qu'il avait toutes les chances de remporter.

Quant aux forces de l'ordre, elles peuvent présenter un bilan satisfaisant des perquisitions et saisies effectuées dans tout le pays, car elles ont réduit considérablement le champ d'action des trafiquants. Mais aucun capo n'a été arrêté, et la plupart de leurs complices sont, apparemment, à l'abri.

Dans un rapport confidentiel daté du début de septembre, le DAS, le département de sécurité, se dit incapable de « formuler un pronostic optimiste sur l'issue de la guerre avec les mafias, car celles-ci ont tellement élargi leur assise qu'elles ont acquis une dimension et de longues durées pour garantir la démolition de leurs centres vitaux et la confiscation de leur fortune démesurée ».

Autrement dit, la Colombie peut s'attendre à de longs mois de terreur. La psychologie de la bombe est très sensible à Medellín, où la moyenne des attentats est de deux par jour. Elle n'épargne pas Bogota, victime du terrorisme téléphonique avant même que des bombes n'éclatent au cours du dernier week-end. Le samedi 16 septembre, qui était le Jour de l'Amour et de l'Amitié en Colombie, il a fallu que le directeur de la police apparaisse deux fois à la télévision pour tranquilliser les habitants de la capitale, et leur dire qu'ils pourraient célébrer cette fête comme les autres années. Le bruit avait couru, en effet, que la Mafia allait faire sauter des salles de bal, des cinémas, des restaurants, des supermarchés, et déjà de nombreux Bogotanos s'apprêtaient à se terrer chez eux. Les jours précédents, des appels anonymes avaient semé la panique dans les familles, en annonçant des attentats dans les écoles et les lycées.

Lorsque le président Barco a lancé son offensive contre la Mafia, on s'est d'abord demandé s'il irait jusqu'au bout. Pen de personnes en doutent aujourd'hui. Le chef de l'Etat s'est dit prêt à tous les sacrifices, et comme il n'est pas homme de rhétorique — il pécherait plutôt par excès inverse — les Colombiens l'ont cru. Il ne se passe d'ailleurs pas de semaine sans qu'il décrète de nouvelles mesures exceptionnelles, pour maintenir le pays sur le pied de guerre. Les dernières en date prévoient de placer sous contrôle militaire les deux régions (celles de Paco, au nord de Bogota, et de

Alors que la « guerre » entre le gouvernement colombien et la mafia de la drogue dure depuis un mois, Bogota connaît une recrudescence d'attentats à la bombe, malgré l'impressionnant dispositif militaire quadrillant la ville. Une roquette — qui n'a pas explosé — a même été tirée contre l'ambassade américaine dimanche 17 septembre. De nombreuses banques et un central téléphonique ont subi d'importants dégâts lors de ces attentats. Le président Virgilio Barco a demandé à la presse de continuer à se mobiliser contre les trafiquants de drogue.

Puerto Boyaca, dans le moyen Magdalena), où les barons de la cocaïne ont — on avait — le gros de leurs troupes et de leur armement.

« Changer d'adversaire »

Une autre question concernait l'attitude de la police et de l'armée. Personne n'ignore en effet que les « narco » disposent, dans ces deux corps, de nombreuses complicités. Mais la police a été sérieusement épurée, et c'est à une unité d'élite — tenue pour inattaquable — qu'ont été confiées la plupart des opérations menées ces derniers mois contre la Mafia.

Quant à l'armée, « le problème, pour elle, est de changer d'adversaire », dit un « violentologue », nom donné en Colombie aux analystes de la violence, phénomène politique et social qui affecte le pays depuis plus d'un siècle. Jusqu'à présent, les militaires n'avaient en effet qu'un ennemi : la guérilla. Des intellectuels du M-19 aux communistes « bandits » des FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie), en passant par les prêtres-guérilleros de l'ELN (armée de libération nationale), spécialisés dans les attentats contre les installations pétrolières, le principal péril, à leurs yeux, était le « marxisme en armes ».

Les offres de paix successives des présidents Betancur et Barco ont démolé le M-19, qui devrait se transformer en mouvement politique si les négociations commencent au début du mois avec le gouvernement aboutissant à un accord. Les autres organisations de guérilla observent une trêve, à quelques exceptions près.

La tension a donc diminué sur le front de la subversion. Avant même l'assassinat de Galán, elle n'avait cessé de monter avec les « narco ». Jusqu'à l'an dernier, l'événement, voire la complaisance, dominait dans les classes dirigeantes, devant la « sale guerre » menée par la Mafia et certains éléments de l'armée, pour liquider communistes et militants d'organisations populaires. Mais les assassinats répétés de juges et de policiers, la présence de mercenaires étrangers dans les camps d'entraînement de sicaires, la formation dans le moyen Magdalena d'une organisation « narco-militaire » de caractère fasciste, aux ambitions politiques avouées, ont montré que la « sale guerre » menait aussi le régime et ses dirigeants.

Une évolution s'est donc amorcée en haut lieu. Dès le début de cette année, le gouvernement Barco a préparé les mesures répressives qui ont été finalement annoncées le 18 août dernier. Les « narco », qui ont des agents partout, ont su qu'ils étaient à l'étude la reprise des extraditions vers les Etats-Unis. Ils ont fait campagne à leur manière pour s'y opposer : ils ont tué successivement un gouverneur, un juge, un magistrat, un chef de la police et un candidat à la présidence. La réaction de M. Virgilio Barco a été à l'inverse de ce qu'ils espéraient.

Rien ne dit que l'armée soit entièrement convaincue que l'ennemi principal a changé. Au dire des spécialistes, le haut commandement est divisé à ce sujet. A lire le dernier bulletin de la corporation, on est frappé, malgré tout, de voir que certains termes réservés autrefois à la guérilla sont appliqués désormais aux mafiosi : ceux-ci sont des « ennemis sans foi ni loi, [des] « bandes », « vilains », « monstrueux », [qui] « assassinent », « démolissent », les gens ». L'armée est décidée à leur faire la guerre « coûte que coûte ». Rien ne l'y fera renoncer.

30 % du territoire

C'est dans les garnisons situées en zones de turbulence que le changement, sans doute, sera plus tardif. Les militaires appelés à lutter contre la guérilla avaient trouvé dans les « narco » de précieux alliés. Le premier d'entre eux était Rodriguez Gacha, dit le Mexicain, le plus sanguinaire — et aussi le plus messianique — des ex-por du cartel de Medellín. Responsable d'une bonne partie des assassinats (environ neuf cents) qui ont décimé l'Union patriotique (communiste), l'homme est parvenu à avoir fait œuvre utile.

Pourtant, il n'a pas toujours été un anticommuniste de choc. Il a cohabité pendant un temps avec les FARC dans les régions, telles que les savanes (llanos) méridionales et orientales, où la guérilla communiste contrôlait la culture de la coca. Son organisation payait même l'impôt révolutionnaire pour avoir la paix. Mais, à la suite d'un incident — le vol d'un chargement de drogue par les FARC — il s'est convaincu que celles-ci n'étaient pas régulières en affaires, et depuis ce jour-là, il leur a donné la chasse, les expulsant des zones où il opérait.

L'année 1988 a été celle des massacres collectifs et a marqué l'appogée de Rodriguez Gacha. Cinquante-six de ces tueries ont eu lieu l'an dernier et, à chaque fois, plus de cinq personnes ont été tuées : paysans des plantations bananières d'Urbé soupçonnés de sympathie pour la guérilla, militants syndicaux coupables d'agitation sociale... Surnommé « Vladimir », l'un des tueurs entraînés dans les camps de Puerto Boyaca, a été arrêté récemment.

Le secrétaire américain à la défense annonce une participation accrue des forces armées

Lors d'une conférence de presse au Pentagone, mardi 18 septembre, le secrétaire à la défense, M. Richard Cheney, a annoncé que les forces armées américaines allaient étendre sensiblement leur participation à la lutte contre la drogue. Il a notamment indiqué avoir donné comme directive au commandement de la zone atlantique de mettre à l'étude « l'établissement d'une task force dans la région des Caraïbes avec un nombre approprié d'avions et de navires pour réduire les arrivages d'Amérique latine ». Par ailleurs, l'accent devrait être mis plus particulièrement sur la surveillance de la frontière américano-mexicaine. D'ici au 15 octobre, les chefs des différentes zones de commandement devront lui remettre un plan d'action détaillé.

Les déclarations de M. Cheney vont dans le sens souhaité par le Congrès qui, depuis des mois, faisait pression sur le Pentagone pour que les militaires jouent un rôle accru dans le contrôle du trafic des stupéfiants. Mais le secrétaire à la défense — qui n'a énoncé qu'un programme, pour le moment, assez vague — doit tenir compte des fortes réticences et des objections des dirigeants militaires. De nombreux

Avant de devenir l'un des meilleurs élèves des instructeurs israéliens embauchés en 1987, il avait été un cadre des FARC...

Sicaires et militaires se sont prêtés la main. « L'Etat décore ses soldats », dit Rodriguez Gacha. Moi, je les paie. L'argent des « narco » n'a pas seulement servi à acquérir des terres, il a aussi permis d'acheter des fidèles dans la police, dans l'administration, et dans l'armée. Avant l'offensive gouvernementale de ces dernières semaines, la Mafia étendait son emprise sur 30 % du territoire colombien. Les « violentologues » de l'université centrale de Bogota ont fait le calcul et dressé la carte de cette domination. Sur leurs décalques, « narco » et « guérilleros » se disputent les zones où l'Etat a renoncé, depuis longtemps, à être présent.

« Ere quaternaire »

Combien de temps la guerre peut-elle durer ? Longtemps, répond Rodriguez Gacha, dans une conversation enregistrée par un journaliste colombien. Le Mexicain part du principe que le trafic de cocaïne bénéficie, directement et indirectement, à 70 % de la population — c'est ce qu'il dit, — les « narco » ont 70 % du pays avec eux. « Nous sommes assis à de nombreuses affaires », dit-il. Et de préciser : les propriétés confisquées ne rapportent pas d'argent ; en revanche, elles procurent des emplois ; la puissance financière du Cartel reste intacte, car ses bénéfices ont été placés à l'étranger.

Soixante-dix pour cent des Colombiens derrière Rodriguez Gacha, qui dit « se battre pour le peuple », et compare son « combat » à celui de Bolivar ? L'affirmation donne la mesure de la paranoïa du Mexicain. En réalité, en se lançant dans le terrorisme aveugle, les parrains de la cocaïne se sont isolés dans le pays. Les hommes politiques qui proposent de dialoguer avec eux n'ont pas d'autre plus défendeur que lui. Seul le maire de Medellín s'y tient.

Le gouvernement colombien ne mettra évidemment pas fin au trafic de cocaïne en saisissant des laboratoires, des avions, des propriétés de trafiquants : tant qu'il y aura des amateurs de poudre blanche, le réseau se maintiendra. L'enjeu de la guerre actuelle est plus limité : il s'agit de neutraliser Pablo Escobar et Rodriguez Gacha, dont la tête, pour la première fois, a été mise à prix ; ces deux hommes ont violé toutes les règles non écrites de la délinquance tolérée en assassinant des personnages en vue, en déstabilisant les institutions de leur pays.

« La Mafia colombienne est à l'ère quaternaire », dit Lucio Lami, du quotidien *El Giornale* de Milan. Elle n'a pas l'expérience de la Mafia sicilienne, qui se perpétue de père en fils, et s'est intégrée à la société. Elle ignore encore qu'il ne faut pas tuer l'adversaire... »

Si les « narco » colombiens apprennent à bien se tenir, nombre de leurs compatriotes trouveraient sans doute que des accommodements sont possibles avec leur commerce.

CHARLES VANHECKE.

A TRAVERS LE MONDE

Angola

Les Etats-Unis réaffirment leur soutien à l'UNITA

Les huit chefs d'Etat d'Afrique centrale et australe réunis, lundi 18 septembre à N'Sele (40 kilomètres au nord de Kinshasa) pour un sommet consacré à l'évolution de la situation en Angola, ont mis au point un « projet de déclaration » qui devrait être soumis prochainement au chef de l'UNITA, M. Jonas Savimbi, selon la communication finale de cette rencontre.

Celui-ci, selon des sources proches de la présidence angolaise, avait été connoté à cette réunion, mais a décliné cette offre au dernier moment. Dans une lettre adressée au maréchal Mubutu, le chef des rebelles angolais se serait excusé de son absence tout en renouvelant son « engagement » aux accords de Gênes, ainsi que sa « confiance au médiateur ».

Lors de l'ouverture de ce sommet, le président savaia avait appelé les parties concernées dans le conflit angolais à « transcender leurs divergences et à saisir cette opportunité pour amener la paix au peuple angolais qui en a besoin pour son développement ».

Cette déclaration est intervenue alors que les Etats-Unis avaient, la veille, déclaré « soutenir fermement l'UNITA et ses objectifs de réconciliation nationale ». Le

département d'Etat américain avait aussi rejeté les concepts « d'unité temporaire » (de M. Savimbi), et d'intégration (de l'UNITA au sein de la nation angolaise). — (AFP)

Malaisie

Le nouveau roi a été intronisé

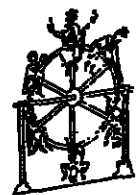
Le sultan Azlan Shah est devenu, lundi 18 septembre, le neuvième roi de Malaisie lors d'une traditionnelle cérémonie d'intronisation qui a eu lieu à Kuala Lumpur. Ce jefte de soixante et un ans, président de la Cour suprême pendant vingt-neuf ans avant de devenir sultan de l'Etat de Perak, succède — en vertu d'une procédure complexe — sur le trône de la Fédération au sultan Iskandar Mahmood. En effet, le « souverain suprême » de Malaisie, Yang di-Pertuan agung, est élu pour cinq ans par ses pairs, les neuf sultans héritiers du pays, au scrutin secret. Un vice-roi est également choisi à cette occasion. Les fonctions du roi sont essentiellement représentatives, sauf en ce qui concerne l'islam, religion officielle, et les droits des Malais, population d'origine du pays.

Le sultan Azlan Shah est connu pour sa rectitude, ainsi que pour son respect des règles juridiques et constitutionnelles, ce qui l'avait conduit à s'opposer au premier ministre, M. Mahathir bin Mohamad.

La singulière aventure d'un banquier



Pierre Moussa
La Roue de la Fortune



Souvenirs d'un financier

Fayard

384 p.
120 F.

Le vif récit d'un formidable parcours... Eclairant plusieurs coins d'ombre de l'histoire financière contemporaine, il divulgue les actes et motivations de nombre de ses grands acteurs.

Philippe Viltin. *Le Figaro*

Passionnant parce qu'on y trouve un cours magistral d'économie française et internationale. Troublant aussi parce qu'il y a un mystère Pierre Moussa.

Paris-Match

Jamais sans doute aucun livre n'a jusqu'ici décrit aussi exactement la façon dont fonctionne vraiment une grande banque d'affaires.

Yves Guillaumet. *Le Point*

« L'univers impitoyable » de la finance internationale. L'auteur a été un grand serviteur de l'Etat, un grand banquier, à un certain moment un paria, et il est redevenu un très grand financier, inventeur d'avenir. C'est aussi un homme de qualité, pétri d'argile fine, et un écrivain qui feint modestement d'ignorer que sa plume est de grande race.

Jean-Michel Royer. *Le Parisien*

FAYARD

Europe

L'exode des Allemands de l'Est

L'afflux des réfugiés en RFA ne remet pas en cause les relations commerciales avec la RDA

Malgré la tension provoquée par l'afflux de milliers de réfugiés est-allemands en RFA et l'incertitude qui pèse sur l'avenir de la RDA, les industriels ouest-allemands restent confiants quant à l'évolution des échanges commerciaux entre les deux Allemagnes.

FRANCKFORT
correspondance

L'embellie amorcée en 1988 pour le volume des échanges entre les deux États allemands n'a cessé de se dégrader depuis trois ans — il a atteint 14,2 milliards de deutschemarks (environ 47 milliards de francs) l'année dernière, contre 16,7 milliards en 1985, — la tendance s'est inversée au premier semestre, avec une croissance de 7 % par rapport au premier semestre de 1988.

La forte demande de biens d'équipement en provenance de la RDA, qui sature un peu plus les carnets de commande à l'Ouest, permet aux industriels de RFA d'afficher un bel optimisme, notamment au vu des très bonnes performances réalisées en 1988. Selon une enquête de l'Association fédérale des chambres de commerce et d'industrie allemandes (DIHT), effectuée auprès des six cent quarante exposants ouest-allemands présents à la Foire de Leipzig, la plupart des secteurs, notamment la chimie et la sidérurgie, sont en plein boom, même au cas où pour ces industries la très forte progression de leurs livraisons à la RDA lors du premier semestre de 1989 devrait se ralentir au cours de la deuxième partie de l'année.

Seules les entreprises spécialisées dans les biens de consommation semblent faire exception. Ainsi dans le textile, toujours selon le DIHT, les attentes des industriels n'ont été qu'en partie satisfaites, tandis que,

pour l'ameublement, une amélioration ne pourra se produire que plus tard.

Satisfaction quasi générale, donc, par des contacts directs de firme à firme, rendus en partie possibles par une plus grande autonomie laissée aux combinats, les entreprises d'Etat qui régissent l'économie en RDA. Ces contacts se sont révélés payants dans des secteurs comme la protection de l'environnement ou les équipements hospitaliers, pour lesquels les Allemands de l'Est sont en demande d'assistance technique de l'Ouest dans le cadre de projets communs.

Pour la plupart des exposants, toutefois, le refus catégorique de laisser le vent de réforme qui souffle actuellement à l'Est s'engouffrer chez eux rend difficile, voire impossible, pour la RDA toute modernisation et donc tout réajustement du commerce avec la RFA, dont elle est de plus en plus dépendante économiquement.

Incapacité à innover

La liste des plaintes des firmes ouest-allemandes importatrices de biens fabriqués à l'Est est révélatrice à cet égard. Toutes se plaignent du rapide engorgement des capacités de livraison dans l'autre Allemagne : d'un manque chronique d'adaptabilité pour répondre à l'évolution de la demande ; d'une qualité stagnante même en ce qui concerne les produits les plus performants ; et surtout d'une incapacité à innover.

Elles citent comme exemple la nécessité dans laquelle se sont trouvées de nombreux combinats allemands, avant même l'ouverture à Leipzig du traditionnel happening d'automne entre l'Est et l'Ouest, de tailler brusquement dans leurs carnets de commandes, faute de pou-

voir satisfaire la demande accrue en provenance de la RFA.

Autant de freins qui expliquent la difficulté de la RDA, longtemps considérée comme le pays le plus résorbant son déficit commercial avec la RFA. Celui-ci n'a cessé de se creuser depuis trois ans, pour atteindre 440 millions de deutschemarks en 1988. Alors que, bon an mal an, les échanges entre les deux pays avaient toujours été excédentaires au profit de la RDA, grâce, notamment, aux largesses de Bonn. Ce qui permet à la RDA d'être quasiment membre du Marché commun, et lui fait économiser chaque année environ 1 milliard de deutschemarks.

La décision de Bonn d'accroître, dès 1990, les multiples subventions et aides d'un montant annuel et non remboursable d'au moins 3,3 milliards de deutschemarks, dont la RDA bénéficie actuellement dans le cadre du traité de 1972 réglementant les relations interallemandes, a donc été très satisfaisante. M. Hoescher, le ministre fédéral des Affaires étrangères, a déclaré, toutefois, que l'objectif avait été de maintenir le niveau de vie des Allemands de l'Est se rapproche de celui de la RFA — se vérifie à court terme.

CHRISTINE HOLZBAUER-MADISON.

De nouveaux immigrés dans les ambassades de la RFA à Prague et à Varsovie

Quatre cents Allemands de l'Est campent à nouveau dans les locaux et les jardins de l'ambassade de République fédérale à Prague et cent dix dans celle de Varsovie. La semaine dernière, après l'intervention de l'avocat est-allemand Wolfgang Vogel, environ trois cents réfugiés avaient accepté de quitter l'ambassade de RFA à Prague et de regagner la RDA moyennant la promesse que leur demande d'émigration serait étudiée favorablement et que, dans l'intervalle, ils retrouveraient leur travail. Deux cent cinquante autres Allemands de l'Est sont de nouveaux arrivés depuis, sans que les autorités tchécoslovaques ni les gardes ouest-allemands de l'ambassade les empêchent de franchir les grilles.

Il y a parmi eux des personnes qui ont tenté de gagner la Hongrie sans l'autorisation nécessaire et que la police tchécoslovaque a empêché de passer. Plusieurs autres Allemands de l'Est ont réussi, ces derniers jours, à passer clandestinement de Tchécoslovaquie en Hongrie, en traversant à la nage le Danube, qui sert de frontière entre les deux pays sur plusieurs centaines de kilomètres. Mais l'un d'eux s'est noyé dans le fleuve dans la nuit de dimanche à lundi.

La RDA continue cependant à dériver des autorisations de voyage en Hongrie et l'exode se poursuit par

l'Autriche et les postes-frontières bavaroises. Trois cent cinquante personnes sont arrivées en Bavière dans la nuit de lundi à mardi en autocar, ainsi qu'une centaine d'autres à bord de voitures individuelles. « Il semble qu'il soit devenu plus difficile pour les Allemands de l'Est de gagner la Hongrie », a cependant déclaré, lundi, un porte-parole du ministère ouest-allemand des affaires étrangères.

D'autre part, MM. Freimut Duvé et Gert Weiskirchen, députés du SPD, ont été refoulés à l'un des points de passage vers Berlin-Est par les gardes-frontières est-allemands qui leur ont signifié qu'ils étaient « pour l'instant indésirables » en RDA. Ils souhaitent passer la journée à l'Est et y avoir des entretiens privés. Cet incident fait suite à l'humiliation, vendredi dernier par la RDA, de l'invitation qu'elle avait précédemment adressée à une délégation de quatorze parlementaires du SPD.

Enfin, l'écrivain est-allemand Lutz Rathenow s'est vu une nouvelle fois interdire, lundi, de se rendre en République fédérale, où il était invité pour la sortie de l'un de ses livres. On l'avait déjà empêché en juin de venir à Paris, où il était invité à un colloque organisé par la Fondation du futur. — (AFP, Reuters.)

« La Lettre de la Nation » (RPR) : réunification inéluctable

Dans l'organe du RPR, la Lettre de la Nation, du 19 septembre, Georges Brousseau écrit :

« Les conditions d'une éventuelle réunification de l'Allemagne n'ont rien à voir avec celles qui prévalaient au cours des quarante dernières années. »

« Ce qui était envisagé, d'ailleurs bien à tort, c'était un rapprochement plus ou moins étroit entre les deux Allemagnes en échange d'une neutralisation. »

« Il n'y a aucune raison de s'en tenir aujourd'hui à ce vieux schéma. C'est par la disparition, progressive peut-être, de l'Etat communiste est-allemand, permettant à la population d'exercer son droit à l'autodétermination, que se fera éventuellement la réunification. Moscou n'en détient plus les clés. Celle-ci n'implique donc plus la neutralisation. »

« Rien ne justifie donc les réserves, si visibles, du gouvernement français à l'égard de la réunification. »

« Rappelons, en outre, que la position de de Gaulle sur ce sujet, qui a fait l'objet de tant d'interprétations inexactes, était très claire. Il ne pouvait être question, pour la France et les Occidentaux, de faire obstacle à la réunification allemande. Face à la volonté du peuple allemand, une telle position eût été intenable. »

URSS

Moscou va accroître l'autonomie des Républiques

(Suite de la première page.)

Plus encore, peut-être, que les massacres de l'année dernière, ce blocus illustre la situation de quasi-guerre civile dans laquelle s'enfoncent la Transcaucasie, où des mouvements de grève secouent parallèlement la République autonome d'Abkhazie, qui demande à ne plus dépendre de la Géorgie.

Signe de l'inextricable complexité de ces problèmes de territoires et d'allégeance dans lesquels on se jette à la figure dix ou vingt siècles d'histoire, la centaine d'organisations démocratiques réunies depuis samedi à Leningrad n'est toujours pas parvenue à adopter de résolution sur cette question nationale. Là, l'accord n'était, lundi soir encore, pas possible, alors qu'il n'a pas été fait problème pour demander l'abandon des dispositions constitutionnelles sur le « rôle dirigeant du parti » et l'instauration d'un système de propriété privée, de démocratie parlementaire et de multipartisme.

Les prochaines résolutions du comité central réussiront donc d'autant moins à instaurer la concorde que le document de travail qui lui est soumis ne prend position sur aucun de ces conflits dont il ne fait que... dresser la liste en souhaitant la solution. Quant à la future répartition des pouvoirs entre Moscou et les républiques, entre l'union et ses composantes, bien que traitée, elle, à fond, elle fait beaucoup plus l'objet d'une énonciation de principes que de mesures concrètes.

Compromis

Compromis laborieusement trouvé entre la réalité des rapports de forces locaux, la crispation des conservateurs et l'ouverture des réformateurs, ce texte se contente en effet d'officialiser ce qui était déjà acquis ou virtuellement irréversible. Il n'en reste pas moins que cette officialisation va considérablement sceller le processus d'autonomisation et de différenciation des Républiques. Celles-ci les pays baltes surtout qui s'étaient déjà considérablement affirmés vont aller maintenant très vite vers la souveraineté. Celles qui n'avaient pas encore bougé vont être encouragées à le faire. Et toutes vont finalement être, à leurs risques et périls, contraintes de prendre leurs responsabilités dans les domaines économique et social.

Car si l'ensemble des dirigeants soviétiques ont, en dix-huit mois seulement, pu se mettre d'accord pour déclarer que seuls les fondements du système politique, la défense, la sécurité et la politique extérieure du pays étaient de la compétence de l'Union, c'est que Moscou a tout intérêt aujourd'hui — en pleine crise — à diluer les responsabilités économiques.

Après que cette crise ait été créée par l'instauration, imposée,



de l'économie que l'on sait, il y a là à la fois un cynisme absolu et un redoutable défi pour les élites locales qui vont se dégrader des prochaines élections républicaines. Le cadeau est empoisonné, mais il offre, pourtant, dans le même temps, des perspectives totalement nouvelles aux Républiques qui se voient reconnues « tous les droits souverains », c'est-à-dire, notamment celui de résoudre tous les problèmes de la vie politique et sociale, à l'exception de ceux qu'elles remettent, de leur gré (voir paragraphe précédent), à la compétence de l'Union.

Par rapport à une situation où les instances républicaines relevaient de la mauvaise foi et où rigoureusement tout se décidait à Moscou, le changement est radical — et ses implications logiques, détaillées par le document, fondamentales. Car non seulement les Républiques se voient en conséquence accorder le droit à l'autonomie de gestion, mais elles récupèrent le droit de propriété sur leurs ressources naturelles, leur sol et leur sous-sol, vont pouvoir négocier avec l'Union la propriété de leurs infrastructures et appareils productifs et auront la possibilité, surtout, de choisir leurs méthodes économiques et leurs formes de gestion.

Une dynamique

Si demain — et on en voit les prémices dans les pays baltes — une République décide qu'il est mieux pour elle de réduire le secteur d'Etat (déjà, d'ailleurs, particulièrement en tout cas, sa propriété), elle en aura sûrement dit le droit.

Droit théorique, certes, qu'il lui restera à imposer, mais droit tout de même, dont la définition pré-

cise, puis l'application dépendront, comme en toute période de mutation historique, des rapports de forces, du lieu et du moment. Or ces rapports de forces penchent toujours plus vers les Républiques et à Moscou même, les réformateurs de l'équipe Gorbatchev sont partisans de laisser les Républiques trouver leur équilibre jusqu'à ce que se redessine, chemin faisant, l'Union soviétique d'après demain.

Les imprudences éthyliques de M. Eltsine aux Etats-Unis

Le séjour que M. Boris Eltsine vient d'effectuer aux Etats-Unis risque fort de laisser des traces qui nuiront à sa réputation. Il a en tout cas eu la désagréable surprise de découvrir lundi 18 septembre à son retour à Moscou, dans les pages de la Pravda, un article repris du quotidien italien le Repubblica dans lequel sa conduite outre-Atlantique est décrite sous un jour peu flatteur. Ainsi le voit-on débiter aux petites heures du matin à Baltimore, une bouteille de whisky à moitié vide à la main, distribuant des baisers moqués à ses hôtes américains venus l'accueillir et les invitant à trinquer « à la liberté » en levant lui-même un verre rempli à ras bord.

« Pour Eltsine, écrit l'auteur de l'article, l'Amérique est une fête, une scène, un bar long de 5 000 kilomètres. Et pour l'Amérique, Eltsine est un petit jouet nouveau et merveilleux, une poupée avec un visage parfait de Russie qui dit ce qu'aucun Russe n'aurait dit auparavant. »

Entre autres acquisitions, le bouillant député de Moscou se serait offert deux magnétoscopes et une collection de cassettes vidéo parmi lesquelles la série complète des Rambo, E.T. et la Guerre des étoiles. « Il traversait les grands magasins, rapporte la Repubblica, avec la même impétuosité que celle avec laquelle il est entré dans l'histoire soviétique des années 80. »

La lecture de cet article a provoqué chez M. Eltsine les réactions que l'on devine. « C'est un pur mensonge, une calomnie », a-t-il déclaré à l'agence Associated Press, une revanche due au fait que les Américains nous ont reçus avec admiration. »

L'affaire tombe assez mal pour l'enfant terrible de la perestroïka. M. Boris Eltsine est en effet, théoriquement du moins, sous le coup d'une enquête du comité central du parti — dont il est toujours membre et qui s'est réuni mardi à Moscou — pour avoir enfreint les règles du PC soviétique en prenant l'étude d'un système pluripartite en URSS.

BELGIQUE : depuis samedi, dans la banlieue de Liège

Une femme et ses deux enfants retenus en otages par des malfaiteurs

Trois personnes étaient toujours retenues en otages, mardi matin 19 septembre, dans une villa de la banlieue de Liège par trois malfaiteurs, dont au moins un Français, Philippe Delaire, connu des services de police.

BRUXELLES
de notre correspondant

Il devait être environ 21 heures, samedi 16 septembre, lorsque trois malfaiteurs menés par Philippe Delaire entraient dans la maison de M. Guy Jeuris, gérant d'une agence du Crédit communal belge, à Tilff, une bourgade de la banlieue huppée de Liège. Leur but : prendre en otages la compagnie de M. Jeuris et les deux petites filles de celle-ci, Joëlle, dix ans, et François, treize ans, pendant que le gérant leur ouvrirait les portes de la banque et des coffres. Mais, durant le week-end, il est impossible de pénétrer dans l'établissement sans déclencher l'alarme, c'est la raison pour laquelle les gangsters — Philippe Delaire serait accompagné de deux complices de longue date : Jean Lacotte et Jean Lombardo — décidaient d'attendre le début de la semaine en compagnie de leurs otages.

Dimanche soir, pourtant — on ne sait toujours pas exactement dans quelles circonstances — M. Jeuris parvenait à s'enfuir et à prévenir les forces de l'ordre. Le siège de la villa commence alors.

Toutes les rues avoisinantes sont bouclées, plusieurs centaines de gendarmes dont une quarantaine de spécialistes de l'escadron spécial d'intervention (ESI) investissent le quartier, lundi matin, même l'école sera déserte. Les malfaiteurs, qui seraient puissamment armés et auraient même piégé les portes de la villa pour interdire tout assaut, ont d'abord communiqué de vive voix avec les gendarmes, puis grâce à un téléphone de campagne mis à leur disposition.

Les informations dont on dispose restent très fragmentaires. Lundi en début de soirée, on apprenait ainsi que M. Jeuris était allé, sur l'ordre des gangsters, chercher des sandwiches et des cigarettes et avait eu juste le temps de dire : « Tout va bien... mais ça commence à être long. » Le bourgmestre (maire) de la localité voisine, le docteur Bossu, déclarait que la « négociation » avec les malfaiteurs avait été interrompue à la demande de ceux-ci jusqu'à mardi matin. Autre bruit mais non confirmé : les trois preneurs d'otages demanderaient une voiture pour s'enfuir ainsi que 40 millions de francs belges (environ 6 millions de francs français).

Philippe Delaire, le chef de la bande (il aurait été formellement reconnu par M. Jeuris), n'en est pas à son premier coup en Belgique ni à sa première prise d'otages. Le 7 juillet 1985, il avait tué un boxeur, Romain Mianzula, dans une boîte de nuit de Liège. En 1986, à la suite d'une attaque à main armée manquée, il avait fui en emmenant une infirmière. Arrêté, il s'était évadé quatre mois plus tard de la prison de Lantin. Aux Pays-Bas, il avait pris onze personnes en otages, après l'attaque d'une banque. Le 13 juillet dernier, c'est lui qui avait pris un gendarme en otage en France et ses complices avaient blessé un autre gendarme au cours d'un affrontement. En juillet 1987, à l'aide d'un hélicoptère, il avait organisé l'évasion de Philippe Truc de la prison de Nice.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

SC.PO
La première préparation de France depuis 1967

- d'été
- annuelle
- par correspondance

CEPES
37, rue Charles Lefebvre
92020 NEUILLY SUR SEINE
47 43 09 19 - 47 22 94 94

Europe

POLOGNE

Le Parti communiste débat de son avenir

ARSOVIE
la notre envoyée spéciale

Quel effet cela fait-il d'être membre du premier Parti communiste de l'Est à perdre le monopole du pouvoir et son sacro-saint corollaire, le rôle dirigeant ? Visiblement, c'est dur. « C'est vrai, camarades, la situation est difficile, voire dramatique à certains égards », disait récemment, compatissant, un des dirigeants du Parti ouvrier polonais, M. Marian Orzowski, à ses militants. Si l'on en croit un autre membre du bureau politique, M. Janusz Kubasiewicz, cela se traduit par des réactions équivoques, des sentiments d'ambivalence chez ceux qui sont étroitement liés au parti. La lecture de *Trybuna Ludu*, ces derniers mois, des lettres de lecteurs communistes jurant de ne « pas se laisser dériver plus longtemps », trahit le scepticisme.

« Les gens de ma génération ont mieux supporté », remarque le député Marek Krol, qui, à trente-six ans, a été élu cet été secrétaire du comité central chargé de la propagande. Né « une semaine avant la mort de Staline », Marek Krol, aujourd'hui l'un des leaders de la jeune garde réformatrice, a adhéré au parti « quand tout le monde s'inscrivait à Solidarité ». « Je l'ai fait, dit-il, peut-être par esprit de rébellion, et aussi pour appartenir à un parti qui devait lutter pour conserver son influence ».

Mais l'immense majorité des membres du POUF ont été bien avant la mort de Staline — la moyenne d'âge approche cinquante ans — et la débâcle des communistes aux élections de juin les a plongés dans un tel désarroi qu'ils se raccrochent à l'idée d'un congrès extraordinaire comme à une bouée de sauvetage. Le 4 juin, tout s'est écroulé d'un seul coup pour ces gens auxquels pendant plus de quarante ans, n'avait pas permis de douter de leur supériorité ni de leurs privilèges. C'est d'ailleurs dans cet état

Le comité central du Parti communiste polonais, le POUF, a décidé lundi 19 septembre, à l'issue d'une réunion plénière, de demander à ses membres de se prononcer sur l'avenir de leur parti. La question qui se pose à eux, ont indiqué les dirigeants, est de savoir s'il faut conserver le même parti ou en créer un autre, avec un nouveau nom et un nouveau programme. Ce quinquizième plénum du comité politique qui, pour la première fois dans le bloc soviétique, était ouvert à la presse occidentale, se déroule en deux étapes et doit s'achever d'ici la fin du mois.

d'assurance que certains responsables cherchent aujourd'hui les raisons de la défaite : « Le parti avait une confiance excessive dans sa force et dans sa vérité », dit Alfred Miodowicz, président des syndicats officiels OPZZ et l'un des « durs » du POUF, tandis que pour Janusz Kubasiewicz, « le fait que la Constitution ait consacré le rôle dirigeant du Parti communiste a eu un mauvais effet sur notre moral, car beaucoup pensaient que le pouvoir nous appartenait pour toujours ».

Aujourd'hui, un groupe de députés communistes a pris l'initiative de demander la suppression de cet article de la Constitution et le général Jaruzelski reconnaît à la télévision américaine que « la formule du monopole du pouvoir est inefficace : je pense que cette règle ne reviendra jamais ». Il reste donc au POUF, créé en 1948 par la fusion forcée de diverses formations, à devenir un parti susceptible de gagner une authentique audience sociale. Cela ne s'est encore jamais fait.

Un PC « à l'italienne » ?

Pour des gens comme Marek Krol, Majorin Swicki (le nouveau ministre du commerce extérieur), Sławomir Wiatr, ou Aleksander Kwiatkowski, qui ont tous moins de quarante ans, le choc du 4 juin n'est finalement pas une mauvaise chose car il va permettre de repartir sur de nouvelles bases. « Cela va accélérer

le rejet du modèle stalinien », dit Krol, qui tient sans doute le langage le plus réformiste à l'heure actuelle, au point de se déclarer favorable à la transformation du POUF en un parti social-démocrate, ou encore en un PC « à l'italienne », et de considérer la Finlande comme le modèle le plus attrayant. « Nous allons créer un scénario de reconquête du pouvoir et de notre influence par des méthodes politiques ». Pour Kwiatkowski, le prochain congrès du POUF « sera le dernier » : « Les forces liées à la gauche socialiste vont chercher une autre formule, celle d'un parti moderne qui part au combat parlementaire ».

Le premier secrétaire du POUF, Mieczysław Rakowski, voit, lui, un avenir pour « un parti de gauche moderne, un parti d'hommes d'action réalistes et capables ». Selon lui, un tel parti « ne peut pas être simplement l'héritier des courants qui forment actuellement le POUF. Il doit s'allier les forces semblables qui existent aussi dans l'ancienne opposition ».

Voilà donc dans quels termes doivent réfléchir les deux millions de membres du POUF. Il paraît acquis que le parti changera de nom — les termes « ouvrier » et « ouvrier » sont un peu anachroniques, entend-on souvent, un « parti socialiste du travail » ferait bien meilleur effet. Mais changera-t-il de nature ? C'est tout l'enjeu de la préparation du onzième congrès, qui pourrait se tenir d'ici au printemps prochain.

Certains, jusqu'au-boutistes, comme M. Miodowicz, font savoir

qu'ils n'hésiteront pas à créer leur propre parti communiste orthodoxe si le POUF vire à la social-démocratie, « une idée à la mode », dit Alfred Miodowicz. Il y a deux semaines, la direction de l'OPZZ a décrété que le POUF ne pouvait plus être considéré comme « le garant politique des intérêts des travailleurs » et a lancé un « front pour le renouveau » : cela pourrait être le premier pas vers un parti « dur ». Ces « durs », qu'on appelle en Pologne le « bloc », ont en effet du mal à avaler, en ce moment, certaines revendications de Solidarité, qui demande, par exemple, qu'on retire les cellules du POUF des entreprises, ou l'attribution des députés « progressistes » du POUF, comme Marian Czerwinski, qui arbore ostensiblement un badge du syndicat Solidarité et a voté contre Jaruzelski le jour de l'élection du chef de l'Etat. Certes, il y a toujours Jaruzelski, mais celui-ci a abandonné ses fonctions au parti en devenant président de la République et jette de plus en plus sa carte personnelle, comme en témoignent les reportages élogieux pour sa personne qu'il fait projeter ces derniers temps à la télévision polonaise.

Mais, se rassure Marek Krol, les « signaux du béton sont relativement faibles, comparés au passé : ils relèvent surtout de l'instinct de survie. Après tout, c'est nous qui avons créé le béton, en monopolisant la vie politique pendant plus de quarante ans ». Quant au congrès, il ne faut pas en attendre une formule magique, il faut surtout le préparer avec soin. M. Rakowski, lui, demande qu'on évite les règlements de comptes dans cette phase de préparation : « Il faut d'abord stabiliser la nouvelle structure politique, avant de traiter de l'évolution du parti, dissimuler, le mois dernier, un quotidien *Zycie Warszawy*. Si l'équipe se met à se disputer quand un bateau prend l'eau, le bateau va couler et l'équipage avec ».

SYLVIE KAUFFMANN.

Afrique

ALGÉRIE : réunion des cadres du parti

L'examen de conscience du FLN

ALGER
de notre correspondant

Les cadres des directions successives du Front de libération national (FLN) ont réuni depuis ce mardi 19 septembre au Palais des Nations, du Club des pins, à une quinzaine de kilomètres à l'est d'Alger, pour se concerter sur les questions que soulèvent les grands changements que connaît la société algérienne. C'est ce qu'a précisé le secrétaire général du comité central du FLN, M. Abdelhamid Mehri, dans une invitation publiée par les journaux dépendant maintenant du Front. Les membres des différents conseils de la révolution, antérieurs et postérieurs à l'indépendance, ainsi que les membres de tous les comités centraux successifs depuis 1976 ont été priés de répondre, présent, à l'exception de ceux qui ont déjà constitué leurs propres partis. Ce qui exclut évidemment le premier président de la République algérienne, M. Ahmed Ben Bella, mais également MM. Hocine Ait Ahmed et Mohamed Boudiaf, respectivement fondateurs du Front des forces socialistes (FFS) et du Parti de la révolution socialiste (FRS), figures historiques de la guerre d'indépendance.

M. Mehri explique dans sa lettre que les changements profonds de la société algérienne posent « avec acuité » deux questions. « La première, écrit-il, se rapporte au rôle du FLN dans l'accélération du processus de ces changements et réformes, et leur accomplissement dans les meilleures conditions ». La seconde a trait, estime-t-il, à « la stratégie qui permet au pays de relever les défis et d'affronter les graves problèmes induits par l'évolution générale ou qui sont générés par des erreurs de conception ou d'exécution ». L'autocritique n'est pas loin et si M. Abdelhamid Mehri pense que « le FLN représente une force nécessaire pour l'équilibre politique de la société algérienne » et qu'il doit rester « un facteur de rassemblement et de dialogue », il estime nécessaire d'« élucider les facteurs qui ont conduit à la situation actuelle ».

Le secrétaire général du CC insiste sur « les conditions difficiles », dans lesquelles les directions successives ont œuvré, « qui ont

général de nombreux problèmes entre les dirigeants eux-mêmes ». Il remarque également que « le manque de dialogue politique et de débat libre entre les militants a fait que les considérations personnelles ont souvent dominé la physionomie générale, donnant l'impression que ces différents s'étaient entre eux des luttes personnelles pour le pouvoir ».

Préparer les réformes politiques

La décision d'organiser cette conférence des cadres du FLN a été prise en clôture de la réunion tumultueuse du comité central, au printemps. Mais elle avait, en fait, été suggérée dès le 23 octobre dernier par un groupe de dix-huit anciens hauts responsables qui préconisaient, dans une déclaration remise au président de la République, de surseoir au congrès du Parti et d'organiser une « conférence nationale » pour préparer les réformes politiques.

L'unanimité ne régnait pas dans les rangs des anciens responsables du parti, à la veille de la conférence. Plusieurs cadres de l'ALN-FLN de la Wilaya V (Oranie) réunis le 14 septembre à l'université des sciences et de la technologie d'Oran (USTO) avaient adopté une résolution politique indiquant leur refus de participer à la conférence et invitant les anciens responsables ALN-FLN des autres wilayas à boycotter la réunion. A un mois du congrès extraordinaire du FLN qui réunira le Front dans le nouvel environnement politique, l'ex-parti unique colabore d'ores et déjà avec cinq autres formations.

En effet, après le Parti social-démocrate (PSD), le Parti d'avant-garde socialiste (PAGS) et le Front islamique de salut (FIS), deux organisations viennent d'être agréées par les autorités. Il s'agit du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) et du Parti national pour la solidarité et le développement (PNSD). Trois autres attendent encore le label du ministère de l'Intérieur pour exister officiellement : le Parti du peuple algérien (PPA), le Parti national algérien (PNA) et le Parti pour le renouveau de l'Algérie (PRA).

FREDERIC FRITSCHER.

La CEE et Varsovie signent un accord commercial

L'accord de coopération économique conclu entre la Pologne et la Communauté devrait être signé mardi 19 septembre à Varsovie par MM. Roland Dumas, président du conseil des ministres des Douze, et Frans Andriessen, le vice-président de la Commission européenne, chargé des relations extérieures. La principale disposition en matière d'échanges commerciaux concerne l'élimination progressive d'ici à 1994 de la quasi-totalité des restrictions quantitatives appliquées par la CEE aux importations en provenance de Pologne.

BRUXELLES
Communauté européenne
la notre correspondant

Jeu 14 septembre, à Strasbourg, lors du débat devant le Parlement européen, M. Valéry Giscard d'Estaing, parlant en tant que président du groupe libéral, ainsi que plusieurs autres orateurs avaient estimé qu'il faudrait aller plus loin et offrir à la Pologne un accès au marché des Douze, comparable à celui dont bénéficient les pays de l'Association européenne de libre-échange (AELE). M. Andriessen n'avait pas cédé à priori une telle perspective, mais valoir que l'accord maintenant signé devait être considéré comme un point de départ.

C'est assurément vrai en matière de coopération économique. L'accord pourra, dans bien des cas, servir de base juridique aux efforts que consentira la CEE pour appuyer une politique de redressement économique mise en œuvre par le nouveau gouvernement polonais. Les entrepreneurs auront MM. Dumas et Andriessen porteront surtout sur la forme que pourrait revêtir le concours de la CEE et, plus généralement, de l'Occident. On sait

qu'une réunion de coordination, rassemblant des représentants des vingt-quatre pays de l'OCDE mobilisés pour aider la Pologne, doit se tenir sous la présidence de la Commission européenne le 26 septembre à Bruxelles.

Un programme d'aide alimentaire

Il s'agit là de la mise en œuvre de l'opération « PHARE », décidée par le sommet de l'Arche. Les Polonais, si l'on en croit les informations recueillies auprès de la Commission, mettent l'accent sur quatre points : 1) l'amplification de l'aide alimentaire ; 2) une aide à la formation, combinée, le cas échéant, avec l'envoi de techniciens occidentaux ; 3) une participation communautaire ou, mieux, occidentale aussi importante que possible à la conception et à la mise en œuvre d'un programme de développement agricole à moyen terme ; 4) la mobilisation d'une partie des intérêts de la dette extérieure polonaise pour financer les besoins d'importation de pays, ainsi que la modernisation de ses entreprises.

En juillet, au titre de l'opération « PHARE », les Douze avaient adopté un programme d'aide alimentaire de 130 millions d'ECU (910 millions de francs) portant sur 10 000 tonnes de viande bovine, 500 000 tonnes de blé, 300 000 tonnes de céréales fourragères et 20 000 tonnes d'agrumes. Les livraisons de viande, les plus urgentes selon Varsovie, ont débuté fin août et s'achèveront début octobre. Un programme a été établi pour évaluer les premières livraisons de céréales de la fin septembre à la fin octobre. Le blé viendra des stocks allemands, l'orge des stocks français et belges. Le premier cargo, chargé de 25 000 tonnes d'orge, devrait arriver entre le 25 et le 28 septembre à Gdansk.

PHILIPPE LEMAITRE.

LIVRES
POLONAIS
et livres français
sur la Pologne
et
l'Europe de l'Est
Catalogue sur demande
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4
Tél. : 43-26-51-09

ISTH Institut privé des Sciences et Techniques Humaines depuis 1974
Pour vous aider à réussir à l'EXPERTISE COMPTABLE
D.P.E.C.F. - D.E.C.F.
Toutes épreuves
SÉANCES CONFIRMÉES
• Enseignement normal : 20 oct. à fin jan.
• Stage intensif : août-septembre
ISTH 83, av. d'Alsace 75013 PARIS
TEL. : 42.24.10.72
45.85.59.35

GUY SORMAN
LES VRAIS PENSEURS DE NOTRE TEMPS
420 pages
120 F
Un voyage passionné au pays des idées d'aujourd'hui
Jérôme Garcin
L'Événement du Jeudi
FAYARD

La préparation des élections PS et RPR mobilisent

Les préfets des départements et des territoires renouvelables aux élections sénatoriales devaient publier, mercredi 20 septembre au plus tard, la liste officielle des candidatures déposées jusqu'au 15 septembre à minuit. Cent deux sièges sont, au total, à pourvoir, dimanche 24 septembre, dans le cadre de la série A, qui comprend les trente-sept départements de l'Ain à l'Indre (plus le Territoire de Belfort et la Guyane), deux territoires (la Polynésie française et Wallis-et-Futuna) et quatre sièges (dont deux supplémen-

taires) réservés aux représentants des Français de l'étranger.

Les sénateurs seront désignés par un collège électoral de 47 787 membres (46 954 en métropole) composé des députés, des conseillers régionaux et des conseillers généraux ainsi que des délégués des conseils municipaux qui ont été élus le 3 septembre dernier. Dans tous les départements et territoires où moins de cinq sièges sont à pourvoir, le mode de scrutin uninominal majoritaire à deux tours est en vigueur. En revanche,

dans les Bouches-du-Rhône et la Gironde, où respectivement sept et cinq sénateurs sont à élire, les candidats sont désignés à la proportionnelle.

Porte-parole du Parti socialiste, M. Jean-Jack Queyranne a déploré lundi, à l'occasion de son point de presse hebdomadaire, que « la surreprésentation du milieu rural » au sein du collège électoral transforme les élections sénatoriales en « un scrutin conservateur qui ne reflète pas nos résultats aux dernières élections municipales ». M. Queyranne a cité l'exemple du Finistère où le

PS n'espère aucun siège « alors que toutes les grandes villes, à l'exception de Morlaix, sont détenues par des maires socialistes » (voir ci-dessous).

En dépit de ces réserves, le porte-parole du PS espère « augmenter la représentation de son groupe au Sénat », qui compte actuellement vingt-neuf sièges, grâce, a-t-il notamment indiqué, à un gain dans les Côtes-du-Nord, le Gers ou la Gironde. Dans les Bouches-du-Rhône, en revanche, M. Queyranne a estimé que la maintien

Aisne : les deux « camps » de M. Pelletier

LAON
de notre envoyé spécial

« Je suis de droite : voyez l'Aisne : je suis de gauche : voyez Paris ! » Jacques Pelletier aimerait bien laisser planer le doute d'ici au 24 septembre, sur la couleur de son camp politique, mais la chauve-souris a besoin de la pénombre pour s'épanouir et il est bien difficile de mener une campagne sénatoriale hors de la grande lumière, surtout lorsque l'on est, comme le ministre de la coopération et du développement, le seul membre du gouvernement à affronter les grands électeurs sénatoriaux.

L'inconfort de cette situation oblige le ministre candidat à des contorsions qui pourraient ne pas être du goût de son électeur. Travaillant à Paris sous les ordres d'un président de la République et d'un chef de gouvernement socialistes, il n'a pas pu faire ami-ami avec la gauche de son département. Il lui faut donc, dans l'Aisne, convaincre de sa fidélité les grands électeurs de droite. Paul Girod, patron départemental de l'opposition nationale, incite d'ailleurs ces derniers à ne pas oublier leur ancien compagnon.

Impossible d'accuser Jacques Pelletier d'avoir retourné sa veste. Avoir été séduit par le slogan de « la France unie », s'être rallié à François Mitterrand entre les deux tours de la présidentielle, être entré dans le gouvernement d'ouverture de Michel Rocard, tout cela est tout à fait cohérent avec le passé politique d'un homme qui a toujours reproché au gaullisme triomphant de couper la France en deux, qui, avec le Centre démocrate puis les réformateurs, a longtemps recherché une « troisième voie », qui, déjà en 1974, avait choisi le candidat de la gauche au deuxième tour et avait tenté d'ouvrir une porte vers le Mouvement des radicaux de gauche.

La droite renvoie l'ascenseur

Quand Valéry Giscard d'Estaing, en 1978, veut ouvrir son gouvernement vers la gauche, il fait de Jacques Pelletier son secrétaire d'État à l'Éducation ; quand François Mitterrand veut ouvrir le sien vers la droite, il fait du même homme un ministre de la coopération. Le sénateur de l'Aisne n'a pas bougé, ce sont les autres qui sont venus à lui.

A Paris, on peut comprendre. Mais dans les 317 mairies d'un département encore très rural ? Jacques Pelletier a longtemps conforté ce fief en profitant des sentiments antigauillistes des gros agriculteurs, betteraviéristes et céréaliéristes, avec qui il a — de tout temps fidèle — et est encore — très lié. Mais ces électeurs — là ont maintenant retrouvé leur habitat naturel à droite, accompagnés par leur vieux complice André

Rossi et celui qu'il a fait naître à la politique, André Girod. Jacques Pelletier, lui, a continué à arpenter son chemin familial. Il y est de plus en plus solitaire, car les grands airs de l'ouverture, entonnés dans la capitale, ne trouvent que bien peu d'écho dans les campagnes de cette province-ci.

Le classique affrontement droite-gauche a encore les préférences de socialistes amers. Eux qui depuis 1981 donnent de solides majorités à François Mitterrand et trois députés sur cinq constatent que le seul membre d'un gouvernement de gauche issu du département depuis huit ans a toujours été leur adversaire : qu'en juin 1988, déjà ministre, il n'a rien fait — bien au contraire ! — pour aider le candidat du PS dans une difficile bataille contre André Rossi alors que sa « base » personnelle est dans cette circonscription et qu'un léger coup de pouce aurait pu suffire à faire basculer le combat qui fut un des plus serrés de France : qu'en septembre 1989 il n'a pas plus aidé la gauche à tenter de prendre la présidence du conseil général, votant même pour Paul Girod, délégué général des adhérents directs de l'UDF.

Les socialistes contre leur ministre

L'amitié n'est pas un vain mot, même en politique. Jacques Pelletier assure que la condition mise par le président de la République et le premier ministre à son entrée au gouvernement était de garder les mains libres dans l'Aisne. Au jour d'hui, ses partenaires de toujours lui renvoient l'ascenseur. Paul Girod, sénateur sortant, a constitué une liste incomplète avec l'autre sortant Jacques Braconnier (RPR). Il aurait aimé, dit-il, adjoindre à cette liste, comme il y a neuf ans, Jacques Pelletier ; s'il ne l'a pas fait, c'est que vraiment c'était impossible, mais...

« Un peu trop grosse, un peu trop couverte de fil blanc, leur histoire », ont pensé quelques élus de droite, plus classiques... D'abord Gilbert Devèze, un ancien député et ancien sénateur CNRP, qui cette fois a l'investiture du Front national. Ensuite Alain Richet, un saint-quentinois qui a quelques comptes à régler avec Jacques Braconnier. Sur tout Charles Brazier, un divers droite, à qui Paul Girod a pris, sans ménagement, la présidence du conseil général à l'automne et qui ne veut pas comprendre pourquoi les non-inscrits, qui forment le tiers de la majorité de l'Assemblée départementale, n'ont pas leur place sur la liste de celle-ci. Sa campagne vise Jacques Pelletier, mais elle pourrait bien atteindre le sortant RPR dont la position est fragile après qu'il a perdu la mairie de Saint-Quentin.

La gauche n'a pas les poudres de la droite officielle. Les commu-

nistes, bien sûr, qui présentent une liste complète de trois noms. Les socialistes aussi, qui font de même, alors que le rapport de forces au sein des grands électeurs ne leur laisse aucun espoir, sauf si la droite se divise au deuxième tour. Certes, en la faisant conduire par un simple adjoint au maire de Soissons, ils n'ont pas sorti de gros calibres. Mais enfin, ils sont tout de même candidats contre un membre du gouvernement qu'ils soutiennent à Paris ! Peuvent-ils admettre qu'il soit battu ? Eux peut-être, le « national » certainement pas. Si le ministre candidat est mis en ballottage, ils lui feront payer un soutien que Jacques Pelletier souhaite discret afin de ne pas effaroucher ses amis de traditionnelles. Dans l'intérêt de tous, il vaudrait mieux que son élection soit réglée au premier tour.

Seul contre tous, ou presque, puisque l'appui de Paul Girod ne peut être que discret, Jacques Pelletier s'y emploie en faisant appel à ses amis fidèles, à ses soutiens habituels chez certains dirigeants agricoles. Méthodiquement — avec François Lesein qui l'a remplacé au Sénat, qui est à nouveau suppléant et qui, après une longue carrière de centriste antigauilliste, vient opportunément d'adhérer à l'Association des démocrates, — il a entrepris la tournée de tous les cantons du département.

Partout il tient le même discours : « J'ai toujours été contre les

extrêmes : j'ai toujours essayé de rapprocher les deux France ; il faut prendre ce qui est bon de chaque côté. Depuis quinze mois que je suis au gouvernement, je n'ai pas d'états d'âme : il n'y a pas eu de projets qui m'aient heurté, qui aient été contraires à ma conscience. » Et sans discrétion il fait miroiter l'intérêt pour l'Aisne et pour ses habitants d'être un ministre... C'est bien la seule chose qui chagrine publiquement ses auditeurs : ne s'agit-il pas d'une élection de « dupes » ? Il répond clairement : si on le lui demandait, il préférerait rester au gouvernement encore deux ou trois ans ; son suppléant a pris l'engagement de démissionner pour lui laisser, le moment venu, reconquérir sa place au Sénat.

Les vraies questions, ici comme ailleurs, tournent autour des finances des petites communes, de la nécessité et de la difficulté du travail en commun des collectivités locales. Plus de trente ans de vie politique dans l'Aisne permettent à Jacques Pelletier de connaître tout le monde. Et tout le monde tutoie « Jacques » avant que l'assistant de François Lesein, qui n'est autre que le fils de la suppléante de Paul Girod, ne sorte les bouteilles de champagne. En votant le 24 septembre, les grands électeurs de l'Aisne se souviendront-ils de Jacques ? ou ne verront-ils que le ministre d'un gouvernement de gauche ?

THIERRY BRÉHIER.

Finistère : surtout pas de politique !

BREST
de notre envoyé spécial

M. Pierre Maille, tête de liste socialiste, le reconnaît sans trop d'efforts : pour lui, cette campagne sénatoriale, quelques mois seulement après sa victoire à la mairie de Brest, est « une petite sucrerie ». Certes, il envoie des lettres à tous les grands électeurs et anime de multiples réunions dans les communes, mais il serait faible de dire qu'il n'est guère convaincu. Pour les socialistes, une fois de plus, le seul espoir pourrait venir d'une division insoluble de la droite.

Fidèle à ses habitudes, celle-ci a multiplié les candidats. Mais, gare au vocabulaire ! A droite, on n'appelle pas cela une « division », mais une « recherche de choix ». Et, affirme-t-on, nul n'a d'« adversaire » au sein de sa propre famille politique. Même si M. Lombard rappelle volontiers que ce n'est qu'à Paris, le 5 juillet, où il était venu poser aux côtés de ses collègues pour la photographie de campagne, qu'il a appris qu'il ne figurait pas sur la liste d'union. Même si l'UDF a donné son investiture à la liste de M. Lombard et aux candidats de la liste officielle. Même si ces derniers raillent gentiment, par presse interposée, les « isolés ». Ce ne sont que péripéties, observe-t-on. Preuve que cette campagne est celle d'hommes courtois ? M. Georges Lombard n'a-t-il pas été invité, dernièrement, au mariage de la fille d'Alphonse Arzel...

La gauche, qui a remporté d'importants succès lors des dernières élections municipales dans le Finistère en enlevant notamment les villes de Brest et de Quimper, semble avoir peu de chances d'obtenir un des quatre sièges sénatoriaux renouvelables, le 24 septembre. A la liste socialiste conduite par M. Pierre Maille, maire de Brest, s'ajoute une liste communiste menée par M. Daniel Croff, conseiller général, et une liste régionale, de sensibilité écologiste, conduite par un conseiller municipal de Brest.

La droite part de son côté en ordre dispersé : la constitution d'une liste d'union RPR-UDF — regroupant trois sénateurs sortants sur quatre candidats, MM. Alphonse Arzel (Union centriste), président du Syndicat « Amoco-Cadiz », Alain Gérard (RPR), élu en 1986 lors d'une élection partielle, et Edouard Le Jeune (Union centriste), et M. Jacques De Mezon (RPR), n'a pas empêché les candidatures « isolées ».

Sont ainsi entrés dans la bataille : le quatrième sénateur sortant, M. Georges Lombard (non-inscrit), ancien président de la Communauté urbaine de Brest, M. Marc Bécarn, qui avait abandonné son mandat de sénateur en 1986 pour celui de député, de 1986 à 1988, et qui fut battu aux élections municipales à Quimper, et M. Pierre Chaplain, maire de Plomzevez-Lochrist.

Sur le terrain, que tous sillonnent avec la même énergie, la polémique n'est donc pas à l'ordre du jour face à des maires et à des conseillers municipaux qui veulent entendre parler de statut de l'élu, de fiscalité locale, des moyens de lutter contre le dépeuplement des campagnes ou de la scolarisation des enfants.

Chacun son style : barbe finement taillée, tête haute, costume sombre, discours volontiers emphatiques, M. Lombard est incontestablement plus à l'aise dans les expositions sur la Bretagne dans la perspective européenne, dans les débats sur le « grand Finistère » gagnant contre Paris, ou dans le projet de « Brest, centre nautique européen », que dans l'évocation des difficultés de la culture maraîchère, de l'information des exploitants agricoles ou de la transformation du liège de porc. Autant de thèmes qu'il abandonne volontiers à son suppléant, M. Job Maillejac, syndicaliste agricole et personnalité très connue dans le département. L'alliance du grand seigneur et du terroir pourrait bien, une troisième fois, renvoyer M. Lombard au Sénat.

M. Marc Bécarn, qui, en deux ans, a perdu successivement ses mandats de conseiller général, de député (RPR) et de maire de Quimper, mène une campagne plus intimiste, fort avant tout de son expérience de secrétaire d'État aux collectivités locales dans le gouvernement de M. Raymond Barre de 1977 à 1981.

« Professionnel » de la Dotation globale de fonctionnement (DGF), de la décentralisation et de la coopération intercommunale, il a toutefois

avec M. Arzel un accord de retrait, au second tour de l'élection, en faveur des candidats de droite les mieux placés.

La seule surprise pourrait en fait venir de M. Pierre Chaplain, un agriculteur de cinquante-quatre ans, maire d'une commune de deux mille cinq cents habitants. M. Chaplain ne fait « surtout pas de politique » et se bat pour le « bien public ». Sans le secours d'un parti, entouré de bénévoles, il pousse contre ces sénateurs « cumulards », qui « passent plus de temps à remplir leur feuille de route qu'à servir le bien public ». Et, toujours sans faire de politique, il montre en souriant la dernière livraison de littérature de campagne de la « liste d'union » RPR-UDF — mal affranchie à 2,20 F au lieu de 2,70 F, taxe qu'il s'est refusé à payer, — présentant aux grands électeurs... le groupe RPR du Sénat, sans dire un mot de l'UDF.

M. Chaplain, qui espère obtenir « au moins 350 voix » sur les 2065 grands électeurs du département, n'a pas donné son accord formel pour un désistement au second tour. Une incertitude qui ne semble guère inquiéter M. Arzel.

PASCALE ROBERT-DIARD.

GEOSTRATÉGIE ET DÉFENSE

S'ARMER POUR GAGNER LA PAIX : ANALYSE D'UN PARADOXE

Sous la direction de Jean-Yves Capul

Les Cahiers Français
100 pages, 47 F

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
31, quai Voltaire Paris 7. Tél. (1) 40 15 70 00.

le journal mensuel
de documentation politique
après-demain

Fondé par le Ligue
des droits de l'homme
(non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

LES FEMMES EN MARCHÉ

Avec notamment des articles de :
Yvette ROUDY, Ségolène ROYAL,
Bernadette GROLLY, Elisabeth BADINTER,
Collette AUDRY.

Envoyer 80 F (timbre) à 2 F au chèque
à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-
Dolent, 75014 Paris, un spécimen du
dossier demandé ou 180 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie), qui
donne droit à l'envoi gratuit de ce
numéro.

La médecine est
un métier d'homme

DES NOUVELLES DONNES POUR L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE FRANÇAISE

par Christine Huttin

Notes et Etudes Documentaires
114 pages, 50 F

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
31, quai Voltaire Paris 7. Tél. (1) 40 15 70 00.

Politique

groupes

contre gauche

INSTANT

صلى الله عليه وسلم

Politique

sénatoriales

leurs troupes

de la candidature de M. Robert Vigouroux, maire de Marseille (dissident du PS) « fera perdre un siège à la majorité présidentielle ». « Nous n'avons pourtant pas ménagé nos efforts, a-t-il ajouté, et je déplore que Robert Vigouroux n'ait pas accepté les propositions raisonnables du PS et qu'il ait choisi la division plutôt que la réconciliation. »

Parallèlement, M. Charles Pasqua, président du groupe RPR du Sénat, a souligné, dans sa Lettre du groupe RPR du Sénat publiée lundi,

que « l'opposition se mobilise pour que la majorité sénatoriale et en particulier le groupe du RPR sortent encore renforcés de ce scrutin afin de faire échec aux projets qu'inspire à ce pouvoir une idéologie qui lui est consubstantielle ». Estimant que « la gauche est, selon toute vraisemblance, au pouvoir pour quelques années », M. Pasqua a fait observer que « le Sénat est redevenu aujourd'hui ce qu'il avait été entre 1981 et 1986 : l'unique bastion national de l'opposition ».

droite unie contre gauche divisée

coutume, a ici réalisé l'union.

M. Moynet et ses deux amis croient qu'on gagne les élections sur un bilan. Alors, ils distribuent de beaux dépliant sur papier glacé, consacrés au compte rendu de leur mandat, avec mention de chacune de leur interventions. Les trois sortants ont chacun leur image, leur réputation et leur style.

Ainsi M. Michel Rigou (MRG) donne dans le genre « copain », décontracté, incoïtable sur les questions agricoles comme sur les activités du littoral. L'homme fort de la région de Saint-Jean-d'Angély, M. Stéphane Bonduel (divers gauche), joue de son principal atout : son intérêt pour le tourisme, et son caractère conciliant qui en fait, dans son secteur, une sorte de recours ou d'arbitre. Quant à « Joey », il se voit réserver les questions de finances locales et se réserve les « pointes » politiques... contre la droite, ses « Batman » et ses « Zorro », qui « prétendent que depuis qu'ils sont là tout va bien », et qui « confondent bonne administration et BB comme béton-bitume ».

Centriste, rural et radical

L'essentiel du discours des trois candidats de l'union UDF-RPR se résume aux liens qui les rassemblent, à l'esprit d'équipe qui les anime, et à l'efficacité de leur complémentarité... Il est vrai qu'il y a neuf ans la droite dispersée avait,

entre autres concurrents, MM. Blaizot, aujourd'hui président (CDS) du conseil général, et Belot. Cette fois, le premier a décidé de prendre le second sur sa liste et de choisir comme troisième homme M. Michel Doublet, suppléant de M. Jean de Lipkowski (RPR). Ce dernier, qui a perdu sa mairie de Royan en mars, y a vu une mauvaise manœuvre, mais il ne s'est pas pour autant présenté.

Sur le ton de la confiance, ce novice en campagne sénatoriale, M. Doublet, qui se définit « non comme le régional de l'étape », mais comme le « rural » du trio, assure : « J'ai passé plus de temps avec eux [ses deux colistiers] depuis 1985 [date à laquelle la gauche a perdu la majorité du conseil général et M. Blaizot en est devenu le président] qu'avec ma femme. »

Après le « président » centriste et le RPR « rural », c'est le « radical » qui intervient dans les réunions de délégués. Professeur à l'université de Poitiers, M. Belot, l'« économiste » de la bande, est maire de Jonzac, commune-éprouvette de ce que l'on peut faire de mieux en espaces verts, carrefours grandioses, kilomètres de littoral et esprit de franche camaraderie au conseil municipal. Candidat à plus de fonctions qu'il n'en décline, M. Belot, dont on dit qu'il agace autant qu'il plaît, n'hésite pas à plaider pour « le sang neuf » qu'il faut introduire au Sénat et pour l'accroissement des responsabilités pour « les hommes

pragmatiques et les hommes d'action », sous-entendu pour les responsables du conseil général.

Le souverain président du conseil général, M. Blaizot, ne craint pas d'aller à l'encontre des idées les mieux reçues. Quand on lui demande si le cumul des mandats à la tête du département et au Parlement ne sera pas trop lourd, il affirme que la présidence du conseil général d'avant la décentralisation demandait beaucoup plus de temps dans la mesure où toutes les décisions qu'il prenait obligeaient le président du conseil général à perdre beaucoup d'énergie dans les négociations avec le préfet.

C'est la première fois, de mémoire de grand électeur charentais, que l'issue d'un scrutin sénatorial apparaît aussi imprévisible. En mars dernier, près d'un tiers des fauteuils de maire ont changé de titulaires. Une infime minorité des maires affichent une préférence partitane.

ANNE CHAUSSEBOURG.

(1) Sont en lice : la liste « majorité de progrès », composée des trois sénateurs sortants (MM. Joy Moynet, div. g., Stéphane Bonduel, div. g., et Michel Rigou (MRG) ; celle d'union de l'opposition, composée de MM. François Blaizot, UDF-CDS, Michel Doublet, RPR, et Claude Belot, UDF-rad ; celle du Parti socialiste, composée de MM. Michel Baron, Patrick Moynet et Michel Cheneau ; celle du Parti communiste, composée de MM. Léon Bely, Jean Pétrard et Guy Fredon.

les must de Cartier

Ferrari Formula Yves Saint Laurent Collection

ORGANISENT UNE VENTE DE BIJOUX ET OBJETS "HORS COLLECTION" A PRIX RÉDUITS AU PROFIT DE

LA CROIX-ROUGE FRANÇAISE

LE SAMEDI 23 SEPTEMBRE 1989 DE 9 H A 18 H 30

HÔTEL GEORGE V. 31, AVENUE GEORGE V PARIS 8^e
HÔTEL LUTETIA. 47, BOULEVARD RASPAIL PARIS 6^e

FOYER DU GRAND THÉÂTRE, PLACE DE LA COMÉDIE - BORDEAUX
PALAIS DU COMMERCE, PLACE DE LA BOURSE - LYON
C.M.C.I., CENTRE MÉDITERRANÉEN DU COMMERCE INTERNATIONAL,
2, RUE HENRI BARBUSSE - MARSEILLE 1^{re}
HÔTEL PLAZA-CONCORDE, 12, AVENUE DE VERDUN - NICE
CROIX-ROUGE FRANÇAISE, CHEMIN DE LA BRETEQUE - BOISGUILLAUME

LE PROFIT DE CETTE VENTE SERA VERSÉ À LA CROIX-ROUGE FRANÇAISE POUR LE SOUTIEN DE SES ACTIONS DANS LE DOMAINE DE LA RECHERCHE SUR LE TRAITEMENT DE LA DOULEUR

Fine...

Fine, fraîche et particulièrement pure, VOLVIC accompagne les meilleurs plats de Paris.

CHEZ GUY SAVOY Paris 17^e

VOLVIC

GÉREZ VOTRE PORTEFEUILLE SUR MINITEL

LE MONDE DE LA BOURSE

Pour suivre en direct l'évolution de chacune de vos valeurs et le montant global de votre portefeuille

BOURSE

36.15 LEMONDE

INSTANTANÉ D'UN NOUVEAU COMMUNICANT.

Le nouveau communicant ne se fait pas de souci. Il sait qu'avec Alphapage, il peut être joint par Minitel... et du monde entier!

Le nouveau communicant a la liberté dans le sang. Avec Alphapage il peut être joint 24 h sur 24 aux quatre coins de son territoire.

Même s'il a la tête en l'air, le nouveau communicant n'a pas de trou de mémoire. Stockpage, un service Alphapage, conserve 24 h minimum tous les messages qui lui ont été envoyés.

Le nouveau communicant a l'esprit pratique. Il achète ou loue son Alphapage. Son inscription payée une fois pour toutes, il recevra sa facture d'abonnement tous les 2 mois.

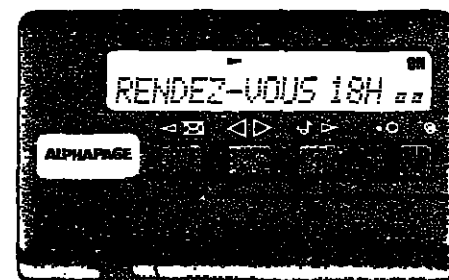
Attention! Le nouveau communicant est très rapide à la détente. Informé grâce à son Alphapage, il peut réagir à la seconde près.

Les yeux du nouveau communicant lui permettent de voir le signal lumineux l'avertissant de l'arrivée d'un message en toutes lettres sur son Alphapage.

Le nouveau communicant a du nez. Il a tapé 3614 code Alphapage sur son Minitel, et depuis il est au courant de tous les services Alphapage.

La poche du nouveau communicant contient systématiquement un récepteur Alphapage, parfois les clés de chez lui, éventuellement d'autres accessoires.

Alphapage, le secret du nouveau communicant vous donne la liste de ses distributeurs en tapant 3614 code Alphapage sur votre Minitel.



TELECOM SYSTEMES MOBILES
filiale de COGECOM - groupe FRANCE TELECOM

ALPHAPAGE, LA RADIOMESSAGERIE EN TOUTES LETTRES

FRANCE TELECOM

Politique

Un entretien avec M. Alain Carignon (RPR)

« Le pouvoir politique est aux abonnés absents »

M. Alain Carignon, maire de Grenoble, vient de créer, au sein du RPR, son propre courant. M. Carignon s'explique sur cette initiative, sur la rénovation des partis. Il accuse également les socialistes d'avoir mis le pouvoir politique « aux abonnés absents ».

« Vous avez créé le premier « courant » au sein du RPR. Pourquoi l'avoir appelé VIE ? »

« Parce que ce courant veut incarner la vitalité économique, l'imagination sociale et la préoccupation de l'environnement et aussi rappeler que l'action politique c'est la vie. »

« Qui est avec vous ? »
« Des parlementaires et des élus locaux dont les noms seront révélés en octobre lorsque nous présenterons au sein du RPR des propositions positives pour l'avenir. Nous voulons faire passer les idées et nous voulons éviter les querelles de personnes. »

« Y-a-t-il beaucoup de rénovateurs avec vous ? »

« Il va de soi que tous ceux qui m'ont manifesté leur amitié ces derniers mois sont à mes côtés. Bien entendu, d'autres membres du RPR, qui ne s'étaient pas manifestés jusque-là, y participeront. »

« Quel est désormais l'avenir de l'association des rénovateurs autour du groupe des « douze » ? »

« Ils ont un rôle important que l'on peut qualifier de « trans-partis », qui consiste à proposer à leur mouvement des idées pour le renouvellement et pour l'union. Chacun les défend dans le cadre des règles de fonctionnement de sa propre formation. »

« Vous voulez donc la rénovation par l'intérieur ? »

« Alain Juppé a fait beaucoup pour que les choses bougent dans le RPR. Le Conseil national de juin a accepté l'expression de sensibilités diverses. Cette décision s'impose donc désormais à tous. »

« Et pourtant, M. Pasqua a critiqué le principe même des « courants ». »

« Il n'est pas dans les habitudes de Charles Pasqua de critiquer les décisions prises par le RPR dans son Conseil national unanime. »

« Quelles différences y a-t-il entre ce que vous souhaitez et ce que propose M. Jacques Chirac ? »

« Je ne cherche pas à me différencier de Jacques Chirac dont l'autorité à la tête de notre mouvement et son avenir ne sont pas en cause. »

« Mais alors, pourquoi un courant ? »

« Mon analyse est simple : la société française a connu de nombreux et réels changements et le monde politique n'en a pas assez tenu compte. La classe politique

paraît vouée à devenir une sorte de nouvelle Eglise avec crise des vocations et absence de fidèles. »

« Quels sont vos remèdes après diagnostic ? »

« Il faut une évolution forte sur deux plans. D'une part, la fin du monolithisme des mentalités fait courir aux partis politiques, eux-mêmes hyper-monolithiques, le risque de n'être que des groupes de pression et non des structures aptes à rassembler et donc à gouverner. Ils doivent donc s'ouvrir et se diversifier. »

« D'autre part, l'autorité interne doit être plus partagée, mieux expliquée et davantage concurrencée. Nous exaltons la concurrence dans le sport, dans l'économie, nous acceptons la diversité dans la culture. Pourquoi ne pas en faire autant pour nos propres organisations politiques ? »

« Cette diversité ne peut être comprise que si elle répond à des idéaux, des aspirations et non à des conflits de carrière, des ambitions de personnes comme montre le Parti socialiste en offrant un spectacle affligeant. »

Le seuil d'incompétence de l'Etat

« Et pourtant, le PS connaît le système des courants ? »

« Le système du PS a abouti du fait des conflits de personnes à une sorte de fossilisation. Si vous ajoutez à cela que M. Mitterrand se comporte avec les Français comme s'il les considérait comme des enfants, leur prenant la main pour les faire traverser, on comprend que le débat d'idées soit mis en veilleuse. »

« En matière d'idéaux, c'est au RPR de reprendre l'initiative. Tenez, il y a juste vingt ans, le 16 septembre 1969, Jacques Chaban-Delmas proposait la « nouvelle société ». Elle est toujours d'actualité. Car le problème ne se pose pas seulement en termes de croissance et de partage comme le fait M. Rocard. Aujourd'hui, le risque social s'étend à de nouveaux domaines qui concernent l'éducation, la qualité de la vie, l'insécurité, la drogue. La croissance économique seule est donc incapable de couvrir le coût de cette protection sociale élargie. »

« Le RPR est-il capable de proposer cette réforme de la société ? »

« En 1958, les gaullistes, autour du général de Gaulle, ont réformé un Etat qui était inadapte. Aujourd'hui, trente ans après, il faut reprendre l'ouvrage. »

J'ai confiance car chaque fois les gaullistes ont su être de vrais réformateurs. Le RPR peut donc incarner les solidarités modernes même s'il lui faut parfois un aiguillon. On ne peut pas s'accommoder longtemps d'une société civile sans direction politique. Le pays a besoin de règles et d'hommes qui l'accompagnent et le conduisent. Il est inquiet que le pouvoir politique soit « aux abonnés absents ». Aujourd'hui, l'Etat a atteint son seuil d'incompétence car il a trop étendu son champ d'intervention. Il devrait se contenter de réguler et de contrôler mais laisser la plus grande partie de la gestion à d'autres plus proches de la société civile et plus agiles. »

« Et l'actuel président de la République ? »

« Son gouvernement manque d'esprit réformateur. »

« Il a pourtant proposé des réformes de la Constitution. »

« La saisine directe du Conseil constitutionnel, je l'avais souhaitée il y a un an au moins. Ce n'est pas suffisant. Il faut d'autres réformes comme le référendum d'abrogation des lois, les référendums locaux, la saisine directe du médiateur, la consultation des citoyens sur la sécurité routière, l'éthique médicale, la peine de mort, la drogue, etc. pour renforcer la démocratie directe. »

« Jacques Chirac assigne à l'opposition de préparer l'alternance. N'est-ce pas trop tôt ? »

« C'est le rôle de l'opposition de se préparer à accéder au pouvoir. Mais il faut prendre d'abord en compte ce qu'attendent les citoyens et il faut exposer nos choix et nos priorités. Jacques Chirac a raison de poser les problèmes en termes d'alternance, c'est sain dans une démocratie. »

« L'opposition peut-elle y aller en ordre dispersé ? »

« L'union de l'opposition est inéluctable à terme. Personne n'a encore trouvé la bonne méthode mais il faut que cela soit résolu avant 1993. Si l'opposition a des idées et qu'elle en débat, elle peut gagner ; si elle en vient aux querelles d'hommes, alors ce sera compromis. »

« Etes-vous partisan d'un candidat unique à la présidentielle ? »

« Je suis partisan d'une méthode par laquelle toutes les composantes de l'opposition se mettent d'accord. Car si l'une seule d'entre elles manque à l'appel, nous risquons d'échouer. »

Propos recueillis par ANDRÉ PASSERON.

Le « chantier » de la région parisienne

M. Rocard déplore que Paris devienne une « ville à deux vitesses »

M. Michel Rocard veut pousser les feux sur l'un de ses grands chantiers : le réaménagement de la région parisienne. Il l'a dit, lundi 18 septembre, à Cergy-Pontoise (Val-d'Oise), à l'occasion du vingtième anniversaire de l'établissement public d'aménagement de cette ville nouvelle, qu'il connaît bien puisqu'elle jouxte Conflans-Sainte-Honorine.

Le premier ministre est particulièrement sensible à ce dossier, dont il n'est pas loin de penser qu'il est l'un des plus importants de ceux qu'il doit régler. Il a été heurté par certains doutes émis après la présentation de son plan, au conseil des ministres du 26 juillet. La « méthode » se heurte, en effet, à une difficulté de perception.

Il est persuadé que l'amélioration de la situation est une œuvre de longue haleine, puisqu'elle passe par l'élaboration d'un nouveau schéma d'aménagement et sa traduction sur l'urbanisme régional.

Il sait que, dans une région dominée par l'opposition, le pouvoir central ne peut imposer ses vues s'il ne convainc pas une bonne partie des élus locaux de droite. Pourtant, M. Rocard sait aussi qu'il faut que le changement se traduise vite pour les Franciliens, puisqu'il estime que leurs conditions de vie et de logement sont une des causes importantes du malaise de la fonction publique, qui est particulièrement sensible dans des services fortement implantés en Ile-de-France : infirmières, postiers, policiers, agents des impôts.

Ainsi, le chef du gouvernement, qui avait été accueilli à Cergy-

Pontoise par cinq cents à six cents manifestants de la CGT, de la CFTD, de FO, du SNI et du SNUI (syndicat autonome des impôts), a affirmé, dans son allocution, que « l'aigreur » des manifestants est « l'expression des difficultés de la région parisienne ».

C'est aussi certainement à eux qu'il pensait quand il a déclaré : « C'est une véritable ville à deux vitesses qui est en train de se constituer sous nos yeux. D'un côté, les entreprises symboles de la prospérité retrouvée et ceux qui peuvent s'offrir d'habiter au cœur d'une des plus belles villes du monde. De l'autre, le plus grand nombre, qui vit de plus en plus mal, soumis à une dégradation constante de ses conditions de transport et aux difficultés de logement. »

Aussi M. Rocard a-t-il annoncé que le programme que prépare M. Michel Delebarre, pour la fin du mois de septembre, aura pour but de « s'attaquer, sans délai, aux évolutions les plus préoccupantes notamment dans le domaine du logement, des transports ou des déséquilibres habitat-emploi », car, a-t-il ajouté : « J'ai tenu à ce que des mesures très concrètes soient décidées immédiatement pour que les choses commencent à changer très vite sur le terrain ». Ce coup d'accélérateur n'empêche pas la poursuite d'un travail à long terme, puisque M. Jean-Paul Huchon, le directeur de cabinet du premier ministre, en rangeant le réaménagement de la région parisienne dans les « travaux d'Hercule », a affirmé qu'il s'agit d'une tâche pour « cinq à dix ans ».

Th. B.

10^e ÉDITION

LES PAYS DE L'EUROPE OCCIDENTALE

Sous la direction d'Alfred Grosser

L'année politique, économique et sociale des dix-huit pays de l'Europe occidentale dont la France.

Notes et Études Documentaires
328 pages, 80 F

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
31, quai Voltaire Paris 7^e Tél. (1) 40.15.70.00

Commission nationale de l'information et des libertés

9^e rapport d'activité 1988

INFORMATIQUE: la Commission veille pour la protection des droits et des libertés des individus.

CNIL

9^e rapport d'activité, 1988
446 pages, 120 F

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
31, quai Voltaire Paris 7^e Tél. (1) 40.15.70.00

Commission nationale de l'information et des libertés

9^e rapport d'activité 1988

INFORMATIQUE: la Commission veille pour la protection des droits et des libertés des individus.

CNIL

9^e rapport d'activité, 1988
446 pages, 120 F

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
31, quai Voltaire Paris 7^e Tél. (1) 40.15.70.00

COLLOQUE
du
PARTI SOCIALISTE

la France et ses entreprises

Paris - 23 et 24 septembre 1989.
Hôtel Méridien-Etoile

Rens: PARTI SOCIALISTE, 10, rue de Solferino, 75007 Paris. Tél. (1) 45 56 77 00

Samedi 23 Septembre 1989

- 9h30: OUVERTURE du COLLOQUE
M. Daniel CHOLLEY. Délégué Général à l'Entreprise, au Secteur Public et à la Planification.
Interventions de M. Pierre MAUROY. Premier Secrétaire du Parti Socialiste.
M. Roger FAUROUX. Ministre de l'Industrie et de l'Aménagement du Territoire.
- PRESENTATION des RAPPORTS du COLLOQUE
"L'entreprise dans la France d'aujourd'hui". M. Sylvain HERCBERG
"Un nouveau dialogue social". M. Michel JAUREY
"Les entreprises françaises face aux défis européens et internationaux". M. Michel RAFFET
Intervention de M. Laurent FABIUS. Président de l'Assemblée Nationale.
- 12h30: DEJEUNER
- 14h30: TABLES RONDES
"L'entreprise dans la France d'aujourd'hui".
Présidence M. Jean-Marie BOCKEL. Député-Maire de Mulhouse,
Président de la Commission de la Production et des Echanges de l'Assemblée Nationale.
"Un nouveau dialogue social". Présidence M. Paul CALANDRA.
Membre du Conseil Economique et Social. Directeur des Relations Sociales de Thomson.
"Les entreprises françaises face aux défis européens et internationaux".
Présidence M. José BIDEgain. Dirigeant d'entreprise, Chargé de Mission
auprès du Ministre de l'Industrie et de l'Aménagement du Territoire.
- 18h00: FIN des TRAVAUX de la PREMIERE JOURNEE

Dimanche 24 Septembre 1989

- 10h00: OUVERTURE des TRAVAUX
Table ronde plénière: "La France et ses entreprises".
Intervention de M. Michel CHARZAT. Député de Paris, Secrétaire National à l'Entreprise,
au Secteur Public et à la Planification du Parti Socialiste.
- Intervention de M. Michel Rocard. Premier Ministre.
- 12h30: FIN des TRAVAUX

communiqué 43407/82

صكرا من الامل

Un livre sur l'affaire des Irlandais de Vincennes

Le brûlot vengeur du commandant Beau

Un homme, un militaire, le lieutenant-colonel Jean-Michel Beau, en retraite de la gendarmerie depuis 1967, après vingt-six années de service, publie un livre au titre manifeste : *L'honneur d'un gendarme* (1). Ce livre, à la fois plaidoyer et réquisitoire, écrit par son auteur comme l'on suit une thérapie, est d'abord celui d'un soldat racontant l'effondrement de son monde, de ses valeurs, de ses amitiés. Mais il est bien plus encore une sorte de brûlot vengeur et explosif.

La lecture de *L'honneur d'un gendarme* crée un sentiment de malaise. Soit il s'agit de fiction, la fiction d'une âme B politico-policière, une sorte de scénario habile inspiré des ténébreuses « affaires » d'Etat. Soit il s'agit d'une réalité beaucoup plus inquiétante, le récit fidèle de l'affaire dite des Irlandais de Vincennes. Une affaire où s'est égaré en 1982 la cellule antiterroriste de l'Elysée, où se sont déchaînées d'anciens compagnons d'armes, officiers et sous-officiers de la gendarmerie nationale. Une affaire enfin où a failli sombrer un homme, Jean-Michel Beau, victime pas tout à fait innocente, « coiffe d'un chapeau trop grand pour lui », selon ses propres termes.

S'il s'agit bien de cette affaire-là, ainsi racontée, et si la mémoire de celui qui couvrit les irrégularités de procédures commises à Vincennes par le GIGN est fidèle, ce que rapporte le commandant Beau est grave. Ainsi ce récit d'une série de rencontres.

20 octobre 1982, palais de l'Elysée : « Dès mon arrivée, je comprends à la mine de Prouteau que nous avons des problèmes. »

— Regardez.
— Il me tend les P.V. des auditions des Irlandais faites au juge Vermeine.

— Tu es en ça comment ?

— T'occupes-tu ?

— Je suis régulièrement édifié : les Irlandais ont écrit tout, soulignent leur non-participation à la perpétration, en discutent les résultats, mentionnent la présence de chills...
— C'est gagné ! Qu'est-ce qu'on fait ?

— Prouteau est catégorique.

— On fait tout. On va pas se laisser emmener par des terroristes.

— Le juge ne se contentera pas de ma seule audition. Tout le monde va y passer, les OPI, Barril, le GIGN.

— Ce n'est pas un problème ! (...) Il suffit que Paul et toi vous les briefiez. (...)



— Je trouve ton optimisme démesuré. Nous allons au massacre si tout n'est pas coordonné.
— Ne te fais pas de bile. J'en ai discuté avec le président ; il n'est pas question de laisser un petit juge emmener des gendarmes qui font leur devoir, pour de simples détails.

27 octobre 1982. Pour la quatrième fois, Beau, alors commandant, se rend à l'Elysée pour y rencontrer M. Christian Prouteau, nommé l'été précédent conseiller technique de M. François Mitterrand. Il assure que celui-ci déclare : « Il n'y a pas lieu de s'inquiéter. Je n'ai déjà dit que le président ne tolérerait jamais qu'un petit juge vienne chercher des histoires à des gendarmes qui n'ont fait que leur devoir. Je vais faire contacter Arpaillange » (alors procureur général de Paris).

— Tout doit tenir.

Novembre 1982, deuxième visite au « château ». Tu devais paraître obtenir que le juge se plaigne, assure avoir demandé Beau. Réponse de Prouteau, toujours selon le livre : « Je l'ai fait. J'ai eu des assurances, via la chancellerie. Le Parquet suivra de très près le dossier et est déjà intervenu pour faire discrètement passer le message. Contente-toi de réunir tes sous-officiers pour l'assurer qu'ils ne vont pas raconter des conneries. » 3 février 1983, septième visite. Le commandant Beau affirme faire état

de ses doutes : « Les journalistes et les avocats des Irlandais ne sont pas près de nous lâcher. »

— Pas question ! aurait répliqué Christian Prouteau. Le président veut que tout tienne, et tout doit tenir !

Et ce ne sont là que quelques exemples. Autrement dit, au sommet de l'Etat, un conseiller du président de la République avait coordonné, sinon ordonné, le mensonge, obtenait des procès-verbaux judiciaires à peine terminés les auditions, intervenait dans la marche de la justice sans hésitations. De moins si M. Beau dit vrai. Or il ne demande qu'une chose : que la justice, justement, ose lui dire qu'il ment. Car tout ce qui précède relève, depuis sept ans, de plusieurs informations confiées au même juge d'instruction parisien, M. Alain Vermeine, et dans lesquelles sont notamment inculpés M. Beau, M. Bernard Jégat, l'informateur du capitaine Paul Barril, qui assure avoir lui-même remis au capitaine les armes et les explosifs prétendument « saisis » à Vincennes, et M. Christian Prouteau.

Indéniablement, M. Beau cherche les ennuis. Son livre ne peut qu'aggraver ses relations déjà tendues avec un juge d'instruction dont il fatigue les précautions et la lenteur. Sa confession est une déclaration de guerre : à ses chefs, ces généraux et colonels « bureaucrates et conservateurs » qui l'ont lâché ; à MM. Barril et Prouteau, qui l'ont laissé tout prendre sur lui, assurant que tout relevait de ses propres fautes de procédure, quand le

pot aux roses fut découvert, en juin 1983 : au président de la République lui-même qui, en septembre 1987, lors de l'inculpation de M. Prouteau, osa un glorieux appui de celui-ci « un homme extraordinaire », « le prototype de ce que notre armée peut produire ».

La loi du genre est que l'on règle des comptes. Mais il n'y a pas que cela. Toutes les affaires où l'Etat s'est placé hors jeu, ignorant ses propres règles, ont cessé de commun qu'on y croise des seconds rôles qui tombent de haut, écrasés par ce qu'ils avaient servi, livrés à eux-mêmes, au ressentiment et au désespoir, quand ce n'est pas — et ce fut le cas du commandant Beau — à la dépression. Aujourd'hui, il en sort par la grâce de la confession, en vidant sans précaution son sac. Sans se donner pour autant le beau rôle. Son code tient en trois points : 1) oui, il a en toute conscience couvert les irrégularités de procédure de Vincennes, en croyant agir au nom d'une suprématie « maison d'Etat » ; 2) non, il ne l'a pas fait seul : M. Prouteau savait tout ; 3) non, il ne savait pas que les pièces à conviction avaient été, en fait, déposées préalablement dans l'appartement par le GIGN.

Top secret

Et il est indiscutable que MM. Prouteau et Barril présentèrent à ce brillant officier, en passe alors de prendre la tête de la plus importante unité de police judiciaire de la gendarmerie, l'opération de Vincennes comme un secret d'Etat, comme un dossier directement suivi par le président lui-même. « L'affaire est top secret. Le président ne souhaite pas qu'on en parle avant. » Tu n'aurais absolument personne, ni parqué ni hiérarchisé, avant que je te rappelle (...) Je vais contacter le président à Luché pour lui rendre compte. « Je viens d'avoir le président. Il est très content, il vous félicite, il va faire un communiqué à la presse » : autant de phrases que M. Beau assure avoir entendues de la bouche des deux « supergendarmes », le 28 août 1982, à Vincennes.

L'aspect le plus passionnant de ce récit est la quête de son auteur pour savoir, pour comprendre à quel point il fut « naïf », ou plutôt aveugle. Avec des ruses de Sioux, il localisera lui-même l'informateur du capitaine Barril, livrant en 1985 au juge d'instruction son adresse par un télégramme anonyme. Il ne tint rien de ses contacts, avec d'autres gendarmes mais aussi avec des journalistes, dont ceux du Monde et du Canard enchaîné. Une fois n'est pas coutume, la source de quelques scoops se dévoile elle-même : c'est en effet le commandant Beau qui fit « fuiter » dans ses colonnes tel ou tel document indûment classé « secret défense ».

En ce sens, ce livre est vrai. Sans doute M. Beau aura-t-il droit à une vigoureuse contre-attaque de ceux qu'il accuse. Mais peu lui importe : il aura dit sa vérité, en espérant que, faute d'un tribunal, ce livre lui rende justice. Au passage, il aura, pour la petite histoire des faces cachées de l'Etat, laissé un témoignage utile. Car cette affaire, qui fut aussi celle de la chute d'officiers de gendarmerie ayant compromis, dans l'aventure, l'arme toute entière, son image et son prestige, permet de comprendre nombre d'aspects de la fébrile grogne des gendarmes. Ce fut en quelque sorte une première alerte. Toutes les leçons n'en furent pas tirées à temps. Et M. Beau, de ce point de vue, reste à mi-chemin, proclamant toujours son inébranlable fidélité à une institution qui a pourtant brisé sa carrière et sacré sa vie.

EDWY PLENEL

JUSTICE

Affaire Touvier Le juge consulte les archives du diocèse de Lyon

M. Jean-Pierre Gotti, juge d'instruction à Paris, chargé du dossier des plaintes pour crimes contre l'humanité visant Paul Touvier, ex-chef du service de renseignement de la milice lyonnaise, s'est rendu, lundi 18 septembre, à Lyon, pour y consulter les archives du diocèse. En juin dernier, le cardinal Decourtray, archevêque de Lyon, avait annoncé que ces archives seraient mises à la disposition du juge afin que celui-ci puisse recueillir « tous les éléments suffisants » sur les relations entre

pot aux roses fut découvert, en juin 1983 : au président de la République lui-même qui, en septembre 1987, lors de l'inculpation de M. Prouteau, osa un glorieux appui de celui-ci « un homme extraordinaire », « le prototype de ce que notre armée peut produire ».

La loi du genre est que l'on règle des comptes. Mais il n'y a pas que cela. Toutes les affaires où l'Etat s'est placé hors jeu, ignorant ses propres règles, ont cessé de commun qu'on y croise des seconds rôles qui tombent de haut, écrasés par ce qu'ils avaient servi, livrés à eux-mêmes, au ressentiment et au désespoir, quand ce n'est pas — et ce fut le cas du commandant Beau — à la dépression. Aujourd'hui, il en sort par la grâce de la confession, en vidant sans précaution son sac. Sans se donner pour autant le beau rôle. Son code tient en trois points : 1) oui, il a en toute conscience couvert les irrégularités de procédure de Vincennes, en croyant agir au nom d'une suprématie « maison d'Etat » ; 2) non, il ne l'a pas fait seul : M. Prouteau savait tout ; 3) non, il ne savait pas que les pièces à conviction avaient été, en fait, déposées préalablement dans l'appartement par le GIGN.

L'homme, cinquante-deux ans, a été inculpé de viol par ascendant sur mineur et infanticide, et écorché à la maison d'arrêt de Bourgoin-Jallieu le 15 septembre. Il lui est reproché d'avoir fait subir des violences sexuelles à sa fille Christine, qui, entre quatorze et seize ans, avait mené à terme deux grossesses, en les dissimulant sous d'épais bandages. Chaque fois, il l'avait accouchée lui-même, avant d'étouffer les enfants et de les enterrer dans le jardin attenant à sa ferme. Christine, aujourd'hui âgée de vingt-deux ans, vit dans une ville proche de la Suisse. Lors d'un passage à Bourgoin, elle s'est confiée à une amie qui, avec son accord, est allée tout raconter au commissariat.

« Avant de s'installer au village, le père L. cherchait du bois, au nord, du côté de Bourgoin. Un jour, il a dû se prendre la jambe dans un câble : ça l'a coupé net, au-dessous du genou. Depuis, il porte une prothèse », raconte l'un des habitants. « C'est peut-être pour ça que sa femme l'a quitté. Il est arrivé ici en 1981, avec ses six enfants. Il devait toucher une petite pension d'invalidité et les allocations familiales. Et puis, il bricolait, sans doute. On lui avait retenu le permis de conduire à cause de sa jambe. Mais il conduisait un tracteur. Quand on se retrouvait derrière lui, il faisait tout son possible pour vous empêcher de passer », se souvient un client du café-restaurant.

André L. avait acheté une ferme isolée, où il élevait quelques poules, un cochon, une vache et des chèvres. Il avait planté un panneau interdisant l'accès, « sauf aux riverains », du long chemin de terre qui, de la route départementale, conduit à sa maison. Près de la ferme désertée, trois chiens en liberté assaillaient la voiture des visiteurs en aboyant à tue-tête. Plusieurs automobiles et tracteurs attendaient dans une cour boueuse et envahie de ferrailles. Une vieille porte en bois grise ferme la grange attenante à la maison, dont les volets sont délabrés. L'arrière est devenu un véritable chantier creusé par les engins des enquêteurs qui cherchent les corps des bébés.

La lecture de *L'honneur d'un gendarme* crée un sentiment de malaise. Soit il s'agit de fiction, la fiction d'une âme B politico-policière, une sorte de scénario habile inspiré des ténébreuses « affaires » d'Etat. Soit il s'agit d'une réalité beaucoup plus inquiétante, le récit fidèle de l'affaire dite des Irlandais de Vincennes. Une affaire où s'est égaré en 1982 la cellule antiterroriste de l'Elysée, où se sont déchaînées d'anciens compagnons d'armes, officiers et sous-officiers de la gendarmerie nationale. Une affaire enfin où a failli sombrer un homme, Jean-Michel Beau, victime pas tout à fait innocente, « coiffe d'un chapeau trop grand pour lui », selon ses propres termes.

S'il s'agit bien de cette affaire-là, ainsi racontée, et si la mémoire de celui qui couvrit les irrégularités de procédures commises à Vincennes par le GIGN est fidèle, ce que rapporte le commandant Beau est grave. Ainsi ce récit d'une série de rencontres.

20 octobre 1982, palais de l'Elysée : « Dès mon arrivée, je comprends à la mine de Prouteau que nous avons des problèmes. »

— Regardez.
— Il me tend les P.V. des auditions des Irlandais faites au juge Vermeine.

— Tu es en ça comment ?

— T'occupes-tu ?

— Je suis régulièrement édifié : les Irlandais ont écrit tout, soulignent leur non-participation à la perpétration, en discutent les résultats, mentionnent la présence de chills...
— C'est gagné ! Qu'est-ce qu'on fait ?

— Prouteau est catégorique.

— On fait tout. On va pas se laisser emmener par des terroristes.

— Le juge ne se contentera pas de ma seule audition. Tout le monde va y passer, les OPI, Barril, le GIGN.

— Ce n'est pas un problème ! (...) Il suffit que Paul et toi vous les briefiez. (...)

Novembre 1982, deuxième visite au « château ». Tu devais paraître obtenir que le juge se plaigne, assure avoir demandé Beau. Réponse de Prouteau, toujours selon le livre : « Je l'ai fait. J'ai eu des assurances, via la chancellerie. Le Parquet suivra de très près le dossier et est déjà intervenu pour faire discrètement passer le message. Contente-toi de réunir tes sous-officiers pour l'assurer qu'ils ne vont pas raconter des conneries. » 3 février 1983, septième visite. Le commandant Beau affirme faire état

de ses doutes : « Les journalistes et les avocats des Irlandais ne sont pas près de nous lâcher. »

— Pas question ! aurait répliqué Christian Prouteau. Le président veut que tout tienne, et tout doit tenir !

Et ce ne sont là que quelques exemples. Autrement dit, au sommet de l'Etat, un conseiller du président de la République avait coordonné, sinon ordonné, le mensonge, obtenait des procès-verbaux judiciaires à peine terminés les auditions, intervenait dans la marche de la justice sans hésitations. De moins si M. Beau dit vrai. Or il ne demande qu'une chose : que la justice, justement, ose lui dire qu'il ment. Car tout ce qui précède relève, depuis sept ans, de plusieurs informations confiées au même juge d'instruction parisien, M. Alain Vermeine, et dans lesquelles sont notamment inculpés M. Beau, M. Bernard Jégat, l'informateur du capitaine Paul Barril, qui assure avoir lui-même remis au capitaine les armes et les explosifs prétendument « saisis » à Vincennes, et M. Christian Prouteau.

Indéniablement, M. Beau cherche les ennuis. Son livre ne peut qu'aggraver ses relations déjà tendues avec un juge d'instruction dont il fatigue les précautions et la lenteur. Sa confession est une déclaration de guerre : à ses chefs, ces généraux et colonels « bureaucrates et conservateurs » qui l'ont lâché ; à MM. Barril et Prouteau, qui l'ont laissé tout prendre sur lui, assurant que tout relevait de ses propres fautes de procédure, quand le

Les difficultés de M. Ibrahim Souss

« Je me suis toujours senti un peu juif... »

M. Ibrahim Souss affirme qu'il se sent « un peu plus juif encore » depuis que se manifeste l'hostilité de ses futurs voisins de La Celle-Saint-Cloud dans les Yvelines (le Monde du 8 septembre). « Le racisme et l'antisémitisme sont largement développés en France, poursuit-il. Je suis persuadé que si un Israélien bien gardé avait voulu acheter une maison dans le voisinage, il aurait rencontré les mêmes problèmes de la part de ses voisins. »

M. Ibrahim Souss ne renonce, toutefois, pas à s'installer à La Celle-Saint-Cloud. « Ultime mesure », je revendrai probablement cette maison à la municipalité, souligne-t-il. Je n'ai pas l'intention de vivre dans un environnement aussi raciste. »

Par ailleurs, SOS-Racisme se déclare « choqué » par l'hostilité des futurs voisins de M. Ibrahim Souss. Dans un communiqué, publié lundi 18 septembre, l'association antiraciste rappelle que « la liberté de résidence est un principe démocratique de la France. Elle l'applique à tous, sans distinction aucune. »

avant de choisir La Celle-Saint-Cloud, M. Souss avait vu ses futurs voisins, effrayés par « les mesures de sécurité », signer des pétitions pour l'empêcher de venir habiter dans leur quartier. « Le racisme et l'antisémitisme sont largement développés en France, poursuit-il. Je suis persuadé que si un Israélien bien gardé avait voulu acheter une maison dans le voisinage, il aurait rencontré les mêmes problèmes de la part de ses voisins. »

M. Ibrahim Souss ne renonce, toutefois, pas à s'installer à La Celle-Saint-Cloud. « Ultime mesure », je revendrai probablement cette maison à la municipalité, souligne-t-il. Je n'ai pas l'intention de vivre dans un environnement aussi raciste. »

Par ailleurs, SOS-Racisme se déclare « choqué » par l'hostilité des futurs voisins de M. Ibrahim Souss. Dans un communiqué, publié lundi 18 septembre, l'association antiraciste rappelle que « la liberté de résidence est un principe démocratique de la France. Elle l'applique à tous, sans distinction aucune. »

Le Monde

PUBLICITÉ

TOURISME-GASTRONOMIE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4344

CAP'COM

VALENCE 27, 28, 29 SEPTEMBRE 1989

SALON DE LA COMMUNICATION DES INSTITUTIONS, DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS

PROGRAMME

DÉBAT D'OUVERTURE

« La communication des collectivités : nouveau métier ? Nouveau profil ? » à partir d'un sondage exclusif réalisé pour le Monde, le groupe Stratégies, la Gazette des communes et l'UNHLM. — Mercredi 27 septembre — 12 h 15

COLLOQUES

- « Images de quartiers, image de ville »
Mercredi 27 septembre — 14 h.
- « Tourisme et séjours »
Mercredi 27 septembre — 14 h 30.
- « Communication économique et identité territoriale »
Jeudi 28 septembre — 14 h.
- « Ressources humaines, management et communication interne »
Jeudi 28 septembre — 14 h 30.
- « Communiquer en situation de crise »
Vendredi 29 septembre — 14 h.

ATELIERS

- « Le téléphone, outil de communication : comment l'optimiser ? »
Mercredi 27 septembre — 15 h.
- « Les réseaux télématiques »
Jeudi 28 septembre — 10 h 30.
- « PAO et outils de présentation »
Jeudi 28 septembre — 11 h.
- « Élaboration et traduction graphique d'un concept de presse municipale »
Jeudi 28 septembre — 15 h.
- « Sondages, études, pré et post tests »
Vendredi 29 septembre — 15 h.
- « L'affiche »
Vendredi 29 septembre — 15 h 30.

et de nombreuses conférences organisées par les exposants

RENSEIGNEMENTS :

Philippe Bleicher ou Carole Letting
Téléphone : (16) 78-52-10-82.

Société

50 000 sans-abri à Porto-Rico

Le cyclone Hugo a dévasté plusieurs îles sur son passage

Après avoir semé la désolation dans l'île de la Guadeloupe, le cyclone tropical Hugo est arrivé sur Porto-Rico dans la matinée du lundi 18 septembre. Au passage, il avait tué cinq personnes à la Guadeloupe puis six à Montserrat, et deux à Antigua.

A la Dominique, on ne déplore pas de victimes, mais les dégâts matériels sont considérables. Sur l'île de Montserrat, Hugo a privé de toit 99 % des 12 000 habitants et détruit la majorité des cultures. Des

dégâts sont signalés aussi dans les îles Vierges.

Porto-Rico ne déplore, mardi, qu'un seul mort, mais ce n'est là qu'un bilan provisoire. On compterait 50 000 sans-abri, surtout sur la côte nord de l'île.

Dans l'après-midi du 18 septembre, le cyclone se déplaçait de nouveau sur une mer chaude, risquant d'y puiser un supplément d'énergie. Il semblait vouloir se diriger vers

les îles Turks et Caïcos puis vers les Bahamas. Mais il pouvait aussi menacer la République dominicaine, où soufflaient déjà des vents très violents. Par prudence, on avait évacué de la côte plusieurs milliers de familles.

Le ministère français de la mer a annoncé que « l'ensemble des navires français dans cette zone ont été mis en alerte et se tiennent prêts à effectuer des transports locaux et des approvisionnements d'urgence ».

La Martinique, de la peur au soulagement

FORT-DE-FRANCE
de notre correspondant

Dès le vendredi 15 septembre dans la matinée, toute la Martinique avait commencé à dresser l'oreille avec inquiétude. Il apparaissait déjà, et la météo l'affirmait, que le gros du cyclone tropical Hugo passerait plus au nord. On n'était pas sûr de se réjouir du probable malheur des autres, mais le soulagement était certain.

D'ailleurs, les prévisionnistes de la Météorologie nationale répétant que les Martiniquais, sans subir directement le cyclone, auraient de toute façon, à souffrir de vents assez violents — de l'ordre de 100 à 120 kilomètres à l'heure, — de coups de mer et, surtout de précipitations très abondantes. Or toute pluie diluvienne est inquiétante dans le contexte géographique et topographique de l'île. Elle signifie, à coup sûr, des débordements de rivières, des glissements de terrain.

Samedi matin, on attendait le déclenchement de l'alerte numéro 2. Ce fut fait à 14 heures. Les femmes avaient couru au supermarché et, là, dans une affluence supérieure à celle d'une veille de Noël, remplassaient plusieurs chariots d'eau minérale, de pain, d'huile, de conserves, de légumes secs, de piles électriques...

« Trop de prudence ne peut nuire »

A la maison, les hommes étaient de leur jardin tous les pots de fleurs et autres objets qu'un vent de cyclone transforme en projectiles meurtriers. Ils avaient les moindres entrées d'air, clouaient des planches en travers des fenêtres, ramplissaient d'eau tous les récipients disponibles. Leur transpiration ne les quittait pas.

Le cyclone arrive, disséminant en substance les météorologues compétents. Puis : non, il n'arrive pas, en tout cas pas tout de suite. Il avançait à 25 kilomètres à l'heure et, d'un coup, il a ralenti. Nous ne comprenons pas très bien sa personnalité. Va-t-il bondir, se calmer, dévier de sa route ? Nous y perdons un peu notre science...

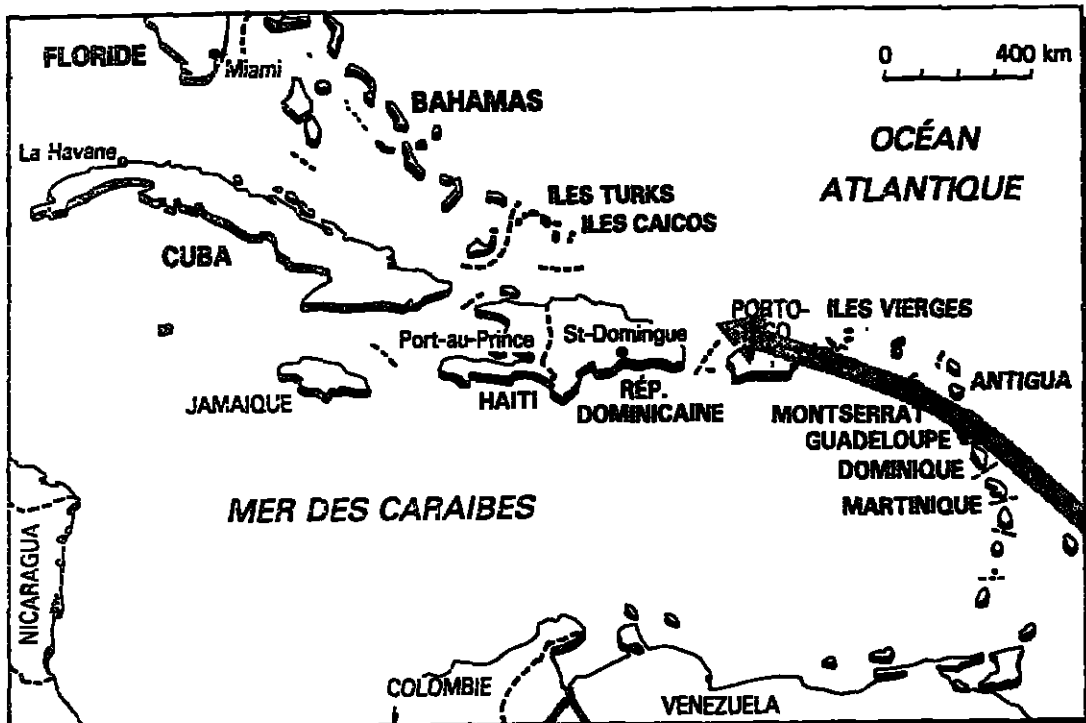
Quoi que largement rassuré, le préfet refusait de lever l'alerte numéro 2. « Trop de prudence ne peut nuire. » Pour lui donner raison, dix ou quinze minutes après, survenait une première rafale de vent chargée de pluie. Dix minutes plus tard, c'était le calme plat. Cette double écosse a duré des heures.

Solidarité avec la Guadeloupe

Dimanche matin, on savait qu'il n'y avait plus rien à craindre de sérieux. Quelques arbres déracinés, quelques poteaux téléphoniques abattus, un ou deux gués sur des routes rendues passagèrement dangereuses, le bord de mer de Fort-de-France encombré de galets et de débris projetés par la houle... Mais pas un blessé, pas une maison endommagée, pas une route vraiment coupée.

Le soulagement a donné lieu aussitôt à d'innombrables déclarations et initiatives de solidarité en faveur de la Guadeloupe, distante de 200 kilomètres et qui, elle, n'avait pas été épargnée.

ETIENNE MARIE.



La Guadeloupe ne « baisse pas les bras »

POINTE-A-PITRE
de notre correspondant

Dès sa descente d'hélicoptère, lundi 18 septembre, en compagnie de M. Hubert Fournier, directeur de la sécurité civile, M. Louis Le Pensec, ministre des DOM-TOM et porte-parole du gouvernement, a affirmé son intention de visiter tous les lieux les plus atteints par la catastrophe. « Nous ne sommes pas venus de Paris pour rester dans des bureaux », a précisé le ministre.

C'est par la commune du Moule (17 000 habitants) que M. Le Pensec a commencé sa visite en compagnie de M^{me} Gabrielle Louis Carabin, maire de la commune où 80 % des familles sont sans abri. Seule auprès d'une case délogée, une femme ne cesse de répéter : « c'était écrit dans la Bible, persuadée que « Dieu a sauvé ses enfants et son mari ».

Ici ou là, à la fatalité répond le fatalisme. Mais déjà des familles s'affairaient à remettre leur maison debout avec le secours du « koudmen », pratique qui consiste à demander aux voisins un coup de main en échange d'un repas. Dans le centre du bourg, des barques de pêcheurs, des toitures de tôles se mêlent aux branches des arbres abattus par le vent jonchant les rues.

M. Fournier, sous-préfet de la Grande-Terre, constate avec effarement l'étendue du désastre. Il annonce son départ pour Paris où il doit aider à coordonner les secours, laissant des administrés qui, malgré leur fatigue, n'ont pas perdu tout espoir.

De son côté, M. Le Pensec « apprécie » que « personne ne baisse les bras » et considère que « la Guadeloupe s'est déjà aidée elle-même ». Il annonce toutefois des mesures exceptionnelles : une avance de 34 millions de francs de secours d'urgence, le report des échéances fiscales et des cotisations

Renseignements et dons

Divers organismes peuvent donner des renseignements sur la Guadeloupe par téléphone.

● Ministère des DOM-TOM : 45-67-94-23.

● Air-France : 43-37-31-50 ou 43-37-31-51.

D'autre part, on peut adresser des dons en argent, en précisant « Solidarité Guadeloupe », à :

● Secours populaire français : CCP Paris 23-33 S.

● Association SOS-Hugo (créée par plusieurs associations d'outre-mer) : compte BNP (32, place du Maréchal-Juin 75017), n° 005085-25.

● Comité de solidarité nationale en faveur des sinistrés de l'outre-mer (COSSIDOM), créé en 1988 après le passage sur les Antilles du cyclone Inès : compte Crédit Lyonnais (agence 430, 7, place Victor-Hugo, 75016 Paris), n° 67159 J.

Sports

BASKET-BALL : forfaits contre Saint-Etienne

Le championnat et le droit

Crise dans le championnat de nationale 1 B de basket-ball : après Salon-de-Provence samedi 16 septembre, Sceaux devait refuser de rencontrer Saint-Etienne mardi 19 septembre parce que cette équipe aligne deux joueurs qu'on ne peut sélectionner en équipe de France, c'est-à-dire naturalisés, depuis moins de trois ans.

Tous les clubs avaient adhéré à ce code sauf un, Saint-Etienne, qui évolue en nationale 1B. Au nom de « l'éthique sportive », les quinze clubs de cette division ont décidé de ne pas jouer contre les Stéphanois. Salon-de-Provence ne s'est donc pas présenté samedi 16 septembre au stade du Bardot pour le premier match de la saison, et Sceaux a indiqué qu'il ne recevrait pas Saint-Etienne, mardi 19, pour la deuxième journée de championnat. Ces forfaits devraient entraîner le versement d'indemnités (de 50 000 à 100 000 francs par match).

Cela n'a pas empêché le Comité des clubs de haut niveau (CCHN)

d'adopter à Cholet un code de conduite pour l'application des règles internationales considérant comme « non sélectionnable » un joueur naturalisé depuis moins de trois ans.

Le président du Comité des clubs de haut niveau, M. Jean Bayle-Lespiérou, a été pris de court par l'attitude des clubs envers Saint-Etienne : « Nous ne pouvons qu'appliquer le règlement [qui ne fait plus de discrimination à l'égard des naturalisés]. Nous ne pensions pas qu'une action de ce type serait adoptée par les clubs ».

Le problème des naturalisés déborde largement le cas du basket-ball. C'est la raison pour laquelle le président du Comité national olympique et sportif français (CNOSF), M. Nelson Pailhou, a décidé de demander au Conseil d'Etat de trouver une solution : « L'intention des fédérations sportives demeure la protection du sport olympique et la préparation de nos meilleurs athlètes ».

Vous vous interrogez sur votre avenir :

Secrétariat d'Etat au Plan

X^e PLAN

1989-1992

LA FRANCE / L'EUROPE

Préface de Michel Rocard

Des réponses précises sur :

- La croissance
- Le partage social
- L'éducation
- La recherche
- L'aménagement du territoire
- La protection sociale
- Le rôle de l'Etat.

Le LIVRE de POCHES

Vient de paraître

صلى الله عليه وآله وسلم

Le ministre de la santé présente les grands axes de la politique nationale de prévention

(Lire page 2
les articles de Jean-Marie Domenach)
et Samuel Pizor)

Le Carnet du Monde

Naissances

— Roselyne, Olivier et Morgane du CRAY ont la joie d'annoncer la naissance de Samuel, le 25 août 1989.

Hôtel de la sous-préfecture, 07110 Largentière.

— Marion BAUMIER, Dillon et Jean-Pierre GRANIER-DUPHIL ont la joie d'annoncer la naissance de David BAUMIER, le 7 août 1989.

chez Nathalie DUPHIL et Vincent BAUMIER.

2, rue Roger, 92140 Clamart.

— Anne-Paule et Guy KONOPNICKI, Isabelle, David et Sandra sont heureux d'annoncer la naissance de Elena, le 16 septembre 1989, à Paris.

— Azelle, Marc et Valérie OSOUF sont heureux de faire part de la naissance de Nils, le 23 août 1989.

— Marseille, Hyères.

Le docteur et M^{me} Jean GRAVELINE ont la joie d'annoncer la naissance de Thibault, le samedi 9 septembre 1989.

chez Philippe et Marie-France, le samedi 9 septembre 1989.

Fiançailles

— La comtesse Albert COSTA DE BEAUREGARD, née Diane de Neuville, le comte Charles DE FOUCAULD et la comtesse, née Clotilde Burin des Roziers sont heureux d'annoncer la fiançailles de leurs enfants, Anne-Clémence et Henri.

— Nathalie PEYRON, avocat à la Cour, et Olivier de CHAZEUX, avocat à la Cour, sont heureux de faire part de leur mariage, qui a été célébré le 9 septembre 1989.

Décès

— M. Gaston HABI, son épouse, M. et M^{me} Marcel Narva et leurs enfants, M. et M^{me} Roger Vahre et leurs enfants, M. et M^{me} F. Jean-Claude Habi et leurs enfants, ses enfants et petits-enfants, ses belles-sœurs, Les parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de M^{me} Gaston HABI, née Marie-Antoinette Bismont, survenue le 17 septembre 1989.

Ses obsèques ont lieu ce mardi 19 septembre, à 14 h 30, au cimetière de Pantin-Parisien dans le caveau de famille, dans la plus stricte intimité. Ni fleurs ni couronnes.

Le présent avis tient lieu de faire-part. La famille s'excuse de ne pas recevoir.

79 bis, rue de Rocroy, 75010 Paris.

JACQUES GAUTIER



Broche « Mille Fleurs » Cristal sur argent parsemé d'émaux multicolores : 2 800 F OMAI : eau de parfum raffinée 36, rue Jacob, 75006 PARIS 42-60-84-33

— Les familles Pontacq, Et ses amis, font part du décès de M. Fernand CHAPAR, conseiller honoraire à la Cour de cassation, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'ordre national du Mérite, survenu à l'âge de quatre-vingt ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 20 septembre 1989, à 14 h 15, en la cathédrale de Bayonne.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M^{me} Edouard GENEVE, son épouse, M. et M^{me} Bernard Frank, Jeanne et Joséphine, M. et M^{me} Marc Bourga-Mannoury, ses enfants, M. et M^{me} Daniel GENEVE et leurs enfants, ont la douleur de faire part de la mort de

Edouard GENEVE, survenue le 12 septembre 1989, à « la Passée », à l'âge de soixante-neuf ans.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité au cimetière Montparnasse.

8, avenue Montparnasse, 75116 Paris.

— Le docteur et M^{me} Yves Hecht, ses enfants, Olivier et Catherine Hecht, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Henri HECHT, survenue le 13 septembre 1989, à l'âge de quatre-vingt ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, à Soutons (Landes).

— Les anciens de l'Amicale des Forces françaises combattantes des réseaux Albi-Maurice, ont la douleur de faire part du décès de leur camarade,

Henri HECHT, survenue le 13 septembre 1989, à Paris.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité.

— M. Ferdinand Le Pichon et ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} André LE PICHON, née Mandat, survenue le 13 septembre 1989.

Les obsèques ont été célébrées à Lorient.

— Charles, Olivier, Sébastien et Catherine Raybaud, M. et M^{me} Françoise Causse, Pierre Causse, Jean Causse et Geneviève Delmas-Causse, Les familles Eveline Arnoux, Antoine Raybaud, Mireille Poux, Françoise Perrin, Claude Martel-Rolain et Nicole Larnicol, leurs parents et amis, ont la douleur de faire part de la mort soudaine de

Françoise RAYBAUD-CAUSSE le 14 septembre 1989.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale le 19 septembre 1989, au cimetière Saint-Lazare de Montpellier.

Traverse de l'Amnès, 13400 Aubagnas. Le Triangle, 34000 Montpellier.

— M. et M^{me} Patrick Brulburd, M. et M^{me} Julien Vielle, M. et M^{me} Alain Carli, M. et M^{me} Jean-Pierre Vielle, Nicolas, François, Alicia, Léonard, Alexandre, Anne-Cécile, Adrien, Marie-Estelle, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jean-Robert VIELLE, née Colette Jacquot-Davis, le 16 septembre 1989.

Souvenons-nous de son mari

Jean-Robert VIELLE, ancien élève de l'Ecole polytechnique, rappelé à Dieu le 15 septembre 1989.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 20 septembre 1989, à 14 heures, en l'église Sainte-Jeanne-de-Chantal (place de la Porte-de-Saint-Cloud, Paris-16^e).

41, rue Erlanger, 75016 Paris.

« Aimons-nous les uns les autres. » 1 Jean 4-7

CARNET DU MONDE

Recherchons : 42-47-95-03

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques 83 F

Abonnés et actionnaires 73 F

Communications diverses 86 F

— M^{me} Louis Sergé, son épouse, Agnès Sergé, Amick et François Rouillé, leurs enfants et petits-enfants, Jean et Ghislaine Sergé et leurs enfants, Bernadette et Jacques Leterrier et leurs enfants, Rémi et Françoise Sergé et leurs enfants, Pierre et Catherine, Christine Sergé et leurs enfants, Etienne et Odile Sergé et leurs enfants, Marie-Alice Sergé, ses enfants, Marguerite Sergé, sa sœur, M. et M^{me} Robert Sergé, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Claude Martin, ses enfants et petits-enfants, M^{me} Yves Martin, leurs enfants et petits-enfants, M^{me} Michel Martin, ses enfants et petits-enfants, Son frère, ses belles-sœurs et beau-frère, Les familles Chais, Dupire, Guéry, Martin, Vidocq, ses cousins, ont la douleur de faire part du décès de

M. Louis SERGÉ, ingénieur général à la SNCF, survenue le 16 septembre 1989, en son domicile, dans sa quatre-vingt-neufième année.

Les obsèques auront lieu le mercredi 20 septembre, à 14 heures, en l'église Saint-Martin-des-Champs, 36, rue Albert-Thomas, 75010 Paris (métro République).

55, quai de Valmy, 75010 Paris.

Remerciements

— M^{me} Hélène Sandjiv, Luc, Claude, Eric, Sara Sandjiv, très touchés par les nombreuses marques de sympathie et d'affection qui leur ont été témoignées à la suite du décès de

Henri SANDJIV, et ne pouvant y répondre individuellement, remercier toutes les personnes qui se sont associées à leur peine, et les prient de recevoir l'expression de leur reconnaissance.

— Bagnols-sur-Cèze.

Très émus par les multiples témoignages d'affection, d'estime, de respect ou de reconnaissance qui se sont exprimés envers la personne de notre cher regretté

Maurice SAUVADET, inspecteur de l'enseignement primaire honoraire, la famille, ses amis et surtout la grande famille enseignante et médicale qui l'a entouré et a veillé sur lui durant ces semaines douloureuses remercier chaleureusement tous ceux qui ont eu une pensée pour lui par leur présence, leurs fleurs, leurs lettres, leurs télégrammes, et tout particulièrement la famille Penchev-Dumas, qui lui a apporté la paix de l'âme par la noblesse de son geste.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 14 septembre 1989 :

UN DÉCRET

— N^o 89-648 du 31 août 1989 modifiant le décret n^o 79-981 du 21 novembre 1979 portant réglementation de la récupération des huiles usagées.

UNE CIRCULAIRE

— Du 28 août 1989 relative à la validation des formations mises en œuvre dans le cadre du crédit formation jeunes.

UNE INSTRUCTION

— Du 7 septembre 1989 relative à l'action des pouvoirs publics en cas d'accident survenant lors d'un transport maritime de matières radioactives (plan NUCMAR).

Sont publiés au Journal officiel du samedi 16 septembre 1989 :

UN DÉCRET

— N^o 89-663 du 15 septembre 1989 authentifiant les résultats du recensement de la population effectué en Nouvelle-Calédonie le 4 avril 1989.

UN ARRÊTÉ :

— Du 27 juin 1989 relatif à l'enrichissement du vocabulaire de l'informatique.

UNE CIRCULAIRE

— Du 7 juin 1989 relative à l'exécution des décisions de justice condamnant l'Etat au paiement d'une somme d'argent.

Est publié au Journal officiel du dimanche 17 septembre 1989 :

UN DÉCRET

— N^o 89-667 du 13 septembre 1989 révisant et complétant les tableaux de maladies professionnelles annexés au livre IV du code de la sécurité sociale relatif aux accidents du travail et aux maladies professionnelles.

POMES FUNÉRAIRES

ASSISTANCE TOTALE DANS L'ORGANISATION D'OBSEQUES

N^o 05.45.22.27

PERMANENCE 24 H SUR 24 H

— Liliane Bloch-Morhange, son épouse, Françoise Londez, Lise Bloch-Morhange Hunter, Gérard Bloch-Morhange, ses enfants, dans l'impossibilité de répondre individuellement aux nombreux témoignages de sympathie et hommages rendus à la mémoire de

Jacques BLOCH-MORHANGE, décédé le 15 août 1989,

remercier toutes les personnes qui se sont associées à leur peine et les prient de trouver ici l'expression de leur gratitude et de leur affection.

— Semmerivres, Loches.

M^{me} Junine Degliame-Fouché, son épouse, Ses enfants, Et toute la famille, remercient très sincèrement toutes les personnes qui, par leur présence, envoi de fleurs et de cartes, se sont associées à leur peine lors du décès de

M. Marcel DEGLIAME, dit Fouché, « Le Bray », 37600 Semmerivres.

Anniversaires

— Il y a cinq ans disparaissait à l'âge de vingt et un ans le jeune et brillant

LADIMI Zoubéir

Que tous ceux qui l'ont connu et aimé aient une pensée pour lui.

— Il y a un an, le 19 septembre 1988,

Françoise MARCHACH

nous quitte, après un courageux combat contre une brutale et cruelle maladie.

Que ceux qui l'ont connu et estimé aient une pensée pour elle.

André, Jean-Marie et Pascal Marchach, Domaine de Grandchamp, 78230 Le Pœy.

Avis de messes

— Le mercredi 27 septembre, à 12 h 10, en l'église Saint-Lambert, Paris-XV, une messe sera célébrée pour

Norbert DENY, inspecteur général jeunesse/sports, décédé le 19 juillet 1989.

— Une messe sera célébrée le mercredi 27 septembre 1989, à 18 h 30, en l'église Saint-Thomas-d'Aquin, Paris-VI, pour le

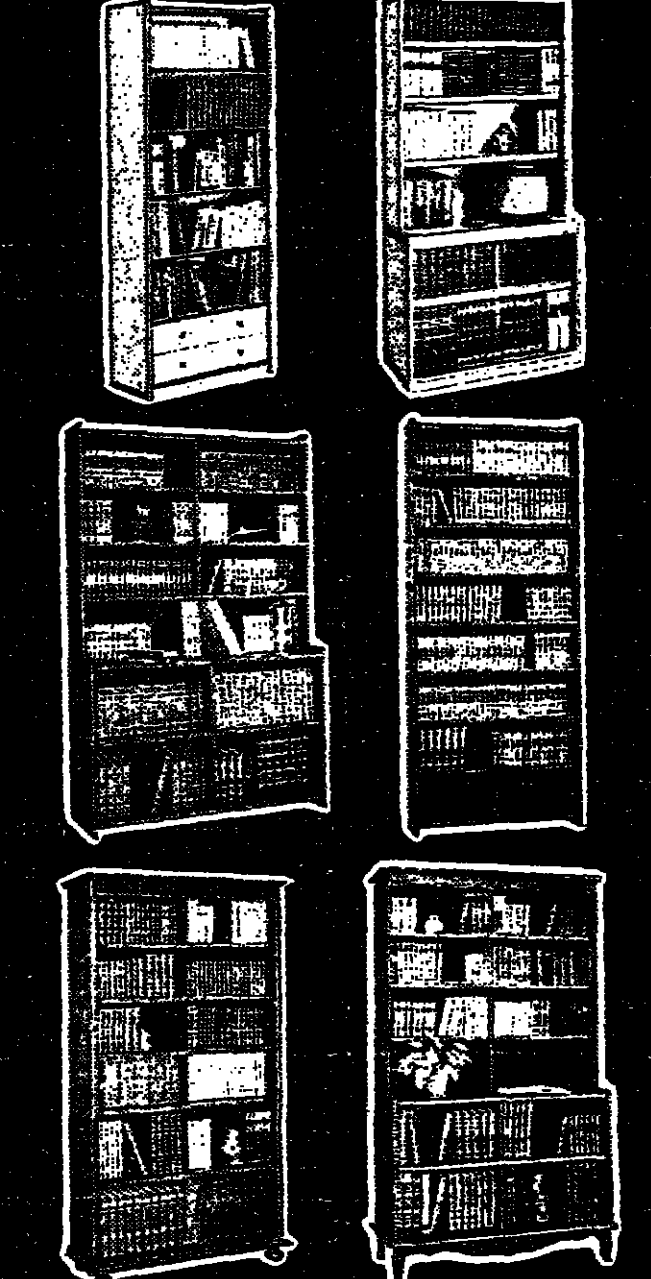
docteur Marcel ECK, rappelé à Dieu le 21 juillet 1989.

Communications diverses

— Hommage à Jacques d'Arthuis, — La Cinéma-thèque française, le Comité du film ethnographique et la Maison de l'Amérique latine invitent à un hommage à Jacques d'Arthuis, le mardi 19 septembre, à 20 h 45, à la Cinéma-thèque française, palais de Chaillot (entrée rue Albert-de-Mun).

La maison des
BIBLIOTHEQUES
61, RUE FROIDEVAUX
PARIS 14^e
RÉGION PARISIENNE, ARPAJON (200 m avant sortie Arpajon centre)
13, Route Nationale 20
Tél. 64 90 05 47

Le plus grand choix
de bibliothèques individuelles



JUXTAPOSABLES
ET
SUPERPOSABLES,

SANS AUCUNE
FIXATION MURALE,
DONC
DÉMONTABLES
ET DÉMÉNAGEABLES
À VOLONTÉ.

pour former des ensembles
à la mesure de vos besoins,
de l'espace dont vous disposez
et de votre budget.



14 LIGNES ET STYLES

DEMANDEZ LE CATALOGUE COMPLET EN COULEURS

GRATUIT

Vous y trouverez
tous les modèles,
dimensions, largeurs,
profondeurs... et prix.

22 pages
exclusives en format
(à joindre au catalogue).

NOM : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : _____ VILLE : _____

LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES - 75080 PARIS CEDEX 14

OU PAR 24 h/24 : (1) 42.20.73.33

menade des

AL

LE

BOLCHO

GLAC

47 58 13 03

PARIS DES CONGRES

FNAC AGENTS

صلى الله عليه وسلم

ARTS

« Septembre de la photo » à Nice

La promenade des Européens

Des révélations, et le bon niveau des auteurs régionaux, assurent le succès de cette première biennale internationale.

Dans le calendrier déjà chargé des manifestations photographiques, le Mois de la photo de Nice a réussi à se tailler une place confortable. Cette agréable façon de prolonger l'été est l'occasion d'attirer l'attention sur une ville qui est plus connue pour son caractère-estival que pour sa culture.

Le volet principal de ce « Mois », réparti dans dix-sept lieux d'expositions, privés ou municipaux, est consacré aux douze pays de la Communauté. A côté de noms connus (Cezanne, Ghisi, Basilio, Cézanne, Eadweard, etc.), on découvre bien des artistes méconnus (Léonard, Portugal, Danemark). Et de faire découvrir des créateurs jusqu'ici non exposés en France : le Luxembourgeois Jean-Luc Koenig, aux rêves cruels et angéliques, proches de Winkler. Les Grecs Antoniadis et Depollas, révélés à Athènes en 1987. Et l'Anglais John Stathatos, qui, dans son hommage à Melville, anticipe en quinze séquences le squelette d'une balade. Mis en parallèle avec des scènes millénaires, ces tableaux vertigineux, agencés en diptyque, constituent une réflexion sur la mémoire, l'architecture, l'espace et la nature.

Ce riche panorama, malgré des degrés de maturité variés, offre un bon aperçu de la vitalité de la création photographique en Europe. Même si les Pays-Bas sont plutôt réservés par Lieve Prim (copie couleur laser) et Margriet Smulders (portraits féminins mis en scène).

Le temps fort de la manifestation a lieu à la galerie Lolo Gasin qui présente l'Allemande Jaschi Klein. Errants, découverts dans des sites déserts, des personnages désignent



John Stathatos : hommage à Melville (1988)

vers, à l'étrange gestuelle, dansant ou en état de transe, esquissent une pantomime désespérée qui unit avec bonheur George Platt Lynes, Ueda et Fina Bausch.

Cet univers cauchemardesque et d'inspiration surréaliste est d'une intense théâtralité, immergés dans des lumières très étudiées, distribuées, et dirigées comme des acteurs de film, ces héros de Beckett campent d'extravagantes scènes métaphysiques. Malgré un accrochage bécoté, ces tirages virent bleus méritent simplement d'être exposés à Paris.

Le second volet de cette biennale est réservé à la création régionale, représentée par huit auteurs. Dans cet ensemble, il faut épingler les balades au sténopé de Fabienne Lucas, proches de clichés de famille et d'images d'une aura mystérieuse. Les uns d'Étienne Revault, figuration de l'androgyne réalisée avec une contorsionniste. Les portraits d'Inconnu, très intimistes, de Laurent Thellier. Et les études à la chambre de Roger Thiery qui, à partir de tissus déchirés, soigneusement déviés de leur usage, aboutit à une subtile réflexion sur les ombres, la trame et l'air.

Avec une pointe jusqu'à Antibes, où expose Hissot, « Septembre de la photo », dont l'ambition est de s'étendre à tout le département, a pour but de montrer la photo à un public qui n'en a pas l'habitude. Organisé par Jean-Pierre Gismo et quelques amis, son budget est encore modeste (270 000 F). Il devrait être rejoint par les pouvoirs locaux si ceux-ci veulent réellement se doter d'un festival digne de la cinquième ville de France.

PATRICK ROGERS

« Septembre de la photo », organisé par Nico-Audouard, présenté par Kodak et Nice-Matin, jusqu'au 30 septembre.

DEUX ANES

Nouvelles spectacles

Les tonton's farceurs

Bernard MABILLE
Christian VEBEL
Jean-Michel MOLÉ
Jean-Pierre MARVILLE
et
Serge LLADO

Au piano :
Claude STIEREMANS
MAT. SAM. et DIM. 15 h 30

Le Monde
BOUNNEZ VOUS
REBONNEZ VOUS

LE MONDE
ET SES PUBLICATIONS
Gérez vos abonnements
sur minitel 24 heures sur 24
7 jours sur 7

ABONNEMENTS

36 15 11 MON 10

Les galeries de la Bastille

East Village

Il y a de plus en plus de galeries à la Bastille. Naissance d'un nouveau quartier de l'art ?

Rue Keller, il y a un établissement spécialisé dans le toilettage des chiens, un teinturier, un épicer et un bar-tabac. Il y a aussi une demi-douzaine de galeries d'art. Et il y en a d'autres, de plus en plus nombreuses, dans les rues et les passages voisins, rue de Charonne, rue Saint-Sabin et passage Lhomme.

Échappées et caves sont ripolinées en blanc rapidement, et il reste parfois des traces de l'ancien commerce, ne serait-ce que la traditionnelle vitrine qui aide ces galeries à rompre avec le goût du secret et du dissimulé qui règne encore au Marais. Ici, l'art n'est pas au fond d'un couloir sombre, mais en devanture.

Le phénomène n'est pas nouveau, mais il gagne en ampleur. La preuve : des galeries comme de longue date défilent pour venir à la Bastille et profiter de sa nouveauté. Autre preuve : à leur suite, antiquaires, bars et magasins de mode envahissent l'endroit. Explication sociologique ordinaire : empêchés de s'établir dans le périmètre du Marais par le renchérissement de l'immobilier, les jeunes galeries ont cherché un quartier moins coûteux et ont élu celui de la rue de Charonne. Ils ont, de la sorte, rejoint les artistes établis depuis longtemps

dans les cours et arrière-cours des immeubles d'artisans bâtis au siècle dernier.

Ce serait, en somme, la répétition parisienne de l'histoire de l'East Village new-yorkais. Au début des années 80, incapables de se loger à Soho ou dans le « style Soho » et de ses conventions, des aventuriers du marché ont imaginé d'émigrer dans l'East Village, l'un des lieux les plus mal famés de la ville. Pour à peu, ils l'ont conquis et transformé, tout en imposant leurs goûts et leurs artistes. De l'East Village sont issues les modes « graffiti » et « néo-dadaïste », qui campent désormais dans les musées. Verrait-on l'histoire recommencer à Paris, et le déplacement géographique s'accompagnerait-il d'un renouvellement des artistes ?

A la vue des expositions d'automne, il y a de quoi en douter. Manifestant pour la plupart une étrange et inquiétante propension à préférer le déjà connu et à se déifier des débutants, les galeries de la Bastille exposent des contemporains qui s'occupent de l'être, le conceptuel Lawrence Weiner (1), que l'on a vu écrire des phrases aux murs de toutes les institutions culturelles parisiennes, et les anciens combattants de Fluxus, tous groupés derrière le célèbre Nam June Paik (2).

Ce n'est pas que les pièces exposées soient médiocres : le Paik est un ingénieux et spectaculaire assemblage de télévisions aux images ruisselantes, le Villégé un arrachage

d'affiches bien classique, les Weiner convenablement exemplaires. On peut trouver de la solidité, à défaut d'originalité véritable, aux abstractions matérialistes d'Olivier Toné (3). Mais il est un peu décevant de voir des galeries de trentecinq ans ne pas exposer les artistes de leur âge, reproduire le modèle de leurs aînés du quartier Beaubourg et obéir au marché au lieu de tenter de l'infirmer.

Résultat : les œuvres les plus singulières ne sont pas nécessairement dans les galeries dites d'art mais dans d'autres, plus sensibles au décoratif et au design. Le verrier Matei Negreanu expose ainsi des sculptures translucides d'une belle vigueur, sans rien des afféteries et mignardises trop souvent pratiquées par les artistes du verre (4). A la joliesse il préfère la violence et taille ses blocs à reflets jaunes soufre comme d'autres tailleraient le marbre et le granit. C'est étrange et souvent séduisant. Or, que l'on sache, Negreanu n'est pas pour autant un habitué des forces d'art contemporain et des expositions à grand spectacle. Encore un effet du conformisme ambiant ?

PHILIPPE DAGEN

- (1) Galerie Le Gall-Peyronnet, 18, rue Keller, jusqu'au 17 octobre.
- (2) Galerie du Génie, 23, rue Keller, jusqu'au 15 octobre.
- (3) Galerie Antonio Candia, 17, rue Keller, jusqu'au 12 octobre.
- (4) Galerie Clara Scremin, 39, rue de Charonne, jusqu'au 7 octobre.

PATRIMOINE

L'hôtel de Camondo retrouve son lustre

Le musée Nissim-de-Camondo fait lentement-peu à peu, pièce par pièce. La restauration entamée en 1985 se poursuit aujourd'hui avec la réouverture de la salle à manger et du cabinet de porcelaines. Les boiseries du dix-huitième siècle ont été repeintes en harmonie avec les tentures restaurées. Les marqueteries de Lelou et de Weisweiler ont retrouvé leurs teintes d'origine. Le jardin, laissé à l'abandon, a été redessiné sur les plans de Duchêne. C'est la société Honda qui a payé cette tranche de travaux qui dépasse le million de francs. Il reste à remettre en état la bibliothèque et deux chambres à coucher pour que l'hôtel, construit par Moïse de Camondo en 1914, retrouve son lustre.

Moïse de Camondo, fils d'un riche banquier, banquier lui-même, rassembla dans le bâtiment inspiré du Petit Trianon qu'il fit élever par l'architecte Sergent en bordure du parc Monceau ses étonnantes collections du dix-huitième siècle. Celles-ci peuvent rivaliser sur bien des points avec la célèbre collection Frick de New-York.

Le décor imaginé par le collectionneur est intact. Nous avons là une image du dix-huitième vu à travers les lunettes de la Belle Époque. Nissim, fils de Moïse, mourut au cours de la première guerre mondiale. Son père accola son prénom à l'hôtel et le donna à l'Union des arts décoratifs. Les derniers membres de la famille Camondo (Béatrice Kainach, fille du donateur, et ses enfants) furent déportés à Auschwitz, où ils disparurent.

E. de R.

2H45, C'EST TROP COURT!

LYDIE MEDIA et les ACP. Présentent
SARINEN

DEMAIN

FILM
« ROGER COGGIO »

LA FOLLE JOURNÉE
OU
le Mariage de Figaro

FANNY CUTTINGTON - ROGER COGGIO - MARIE LAFONT - CLAUDE CHABO
MICHEL GALLARD - PAUL FROST - ROGER CARL
Avec la participation exceptionnelle de JEAN LÉFÈVRE et LINE RENAUD
ANDRÉ BOUT - PHOTO - YVONNE CASSETTE DE NOÛLE - COSTUMES - PIERRE JANSEN - MUSIQUE

POUR LA PREMIÈRE FOIS EN FRANCE
AU
PALAIS DES CONGRES
DE PARIS
DU 27 SEPTEMBRE AU 8 OCTOBRE

LE BOLCHOI SUR GLACE

RTL

10 MÉDAILLES OLYMPIQUES MONDIALES ET EUROPÉENNES

16 REPRESENTATIONS EXCEPTIONNELLES
Cette troupe exceptionnelle ne dépend pas du Bolchoï Theatre de Moscou

LOCATION: PAR TÉLÉPHONE
47 58 13 03
PALAIS DES CONGRES.
FNAC, AGENCES

Le Monde
BOUNNEZ VOUS
REBONNEZ VOUS

LE MONDE
ET SES PUBLICATIONS
Gérez vos abonnements
sur minitel 24 heures sur 24
7 jours sur 7

ABONNEMENTS
36 15 11 MON 10

T · H · E · A · T · R · E

MOGADOR

A PARTIR DU 22 SEPTEMBRE

TANGO ARGENTINO

UN SPECTACLE DE CLAUDIO SEGOVIA ET HECTOR OREZOLI

LOCATION: 48 78 75 00
DANS LE CADRE DU FESTIVAL D'AUTOMNE À PARIS

NOSTALGIE
RADIO
Télérama

Culture

CINÉMA

Festival de Toronto

Bas-fonds et envolées belles

Bien que sans compétition le Festival de Toronto s'est terminé le 17 septembre par des remises de prix.

Au Festival de Toronto, c'est le public qui distribue les prix, et il a choisi *Roger et moi* de Michael Moore (le Monde du 13 septembre), tandis que la critique internationale récompensait *Jésus de Montréal* de Denys Arcand. Le court métrage d'Alan Zweig *Stealing Images* recevait un prix spécial (pour le cinquantième anniversaire du National film board) de 2.000 dollars. Enfin, City-TV et la ville de Toronto remettaient un chèque de 25.000 dollars pour son *Roadkill* à Bruce McDonald, qui, haba attend, remerciait en disant : « Je vais m'acheter une bonne bouteille de whisky ».

« C'est dur d'être un cancé : y a pas un ouvrier plus stressé que nous quand on cherche à continuer de planer », dit Matt Dillon, le « cowboy des drogues ». Des films sur la drogue, il y en a eu pour tous les goûts et tous les usages. Présents aux festivals de Montréal et de Toronto, *Drugstore Cowboy*, de Gus Van Sant, plonge dans un sous-univers généralement traité par le pathétique, l'indifférence, ou l'hygiène justicière, politiquement payante.

Tiré du roman homonyme et inédit de James Fogle (actuellement dans un pénitencier de l'Oregon) *Drugstore Cowboy* est, sous forme de comédie noire et rose à la manière de Fassbinder, un constat bouffant et réaliste, qui allie lucidité et générosité, un humour acerbe (avec William Burroughs, acteur épatant) et enfantin (avec Matt Dillon, jamais aussi bien depuis *Rumble Fish*). Par moments, l'imagerie réaliste cède le pas à un surréalisme façon Dali : Gus Van Sant a été peintre. Le film mériterait une d'être rapidement distribué en France.

Centré sur les rapports troubles entre un jeune projectionniste argentin élevé en Angleterre et un mystérieux locataire américain, *Appartement zéro* de Martin Donovan, plonge également, et également non sans humour, dans un monde d'instabilité morale et politique, dans un pays où chaque voisin peut appartenir aux brigades de la mort. Pratiquant ouvertement la métaphore, *Appartement zéro* frôle l'insistance, mais en est sauvé par l'inquiétante justesse de ses deux interprètes : l'Américain Hart Bochner (*Riches et célébrités*) et l'Anglais Colin Firth, le Vahoum de Miles Forman.

Au cours du Festival, on a pu remarquer les débuts d'une production canadienne consacrée aux Indiens, réalisée par les Indiens eux-mêmes, mais aussi par des Blancs :

ainsi *Where the Spirit Lives*, de Bruce Pittman, qui ne craint pas de reprendre l'antienne « génocide culturel ». Il raconte comment le gouvernement canadien, déterminé à « civiliser les indigènes », envoya des forces dans des écoles anglaises. Dans un débat sur le thème de « L'indigène », on a même eu droit à la passionnante indienne, qui, se plaçant judicieusement devant les caméras, est venue déposer ses mocassins devant le scénariste (blanc) de *Where the Spirit Lives*, lui reprochant de voler aux Indiens jusqu'à leur histoire.

A l'opposé, *For All Mankind* tient du prodige. Pour les voyages Apollo, de décembre 1968 à novembre 1972, les laboratoires Kodak ont mis au point une pellicule et les astronautes ont rapporté deux mille heures de film. La NASA a jeté un coup d'œil, et a enfilé le tout. Vingt ans après, le journaliste et réalisateur Al Reinert a obtenu l'autorisation de s'en servir et a composé « son » voyage interstellaire, soutenu par des interviews et une remarquable musique de Brian Eno. Les images éblouissantes, et même le suspense, et aussi les gags font de *For All Mankind* presque un film de fiction. « Je ne savais pas qu'il était encore permis de rêver à ce point », s'enthousiasme un spectateur. Le Festival éminemment public — de Toronto a donc rêvé.

HENRI BEHAR.

Venise, semaine de la critique

Les benjamins ont triomphé

A Venise, la Semaine de la critique joue un rôle de découvreur.

Cette année, elle a révéilé des jeunes gens sincères, sans pitié pour eux-mêmes ni le monde qu'ils habitent.

son frère et son copain, indiffèrent à tout jusqu'à sa rencontre avec Nathalie (Mireille Perrier, parfaite), normalienne, interprète de russe, soliste et décidée, qui espère la vie papillonnante. Alors, rien ne va plus. Rochant excelle à capter l'air du temps, celui des dialogues d'une grande jeunesse et donne à son film un rythme allégre, un ton élégant qui cachent une réelle émotion.

Enfin, hors sélection, mais patronné par la critique italienne, *Palombella Rossa*, le dernier film (inexplicablement absent de la compétition), de Nanni Moretti, cinéaste culte des jeunes cinéastes transalpins. Le titre renvoie à la Palombella, un tir parabolique qui surprend le gardien de but adverse au moment du coup-franc en water-polo, car l'œuvre de Moretti se déroule pour l'essentiel dans le décor unique d'une piscine. Et si la palombella est rouge c'est que le héros est un dirigeant communiste, joueur de water-polo à ses heures perdues comme Moretti lui-même qui, bien évidemment, l'interprète.

Moretti a introduit dans la comédie italienne une mystérieuse et une paranoïa qu'il pousse ici à des limites rarement atteintes. Si *La messe est finie*, son précédent film, faisait le bilan de l'Eglise catholique à travers un personnage de curé, Moretti se livre aujourd'hui au même exercice, quitte à faire grincer des dents, sur l'autre Eglise, la PCL.

Palombella Rossa est une étape nouvelle dans la conquête par Moretti d'un style visuel original. Dans ce film audacieux, sans vrai fil narratif, il nous submerge de sa logorrhée irrésistible. Entouré de deux admirateurs — persécuteurs, d'un journaliste qui horticelle par son langage branché (le « trend négatif »), d'un arbitre qui ne lui laisse rien passer, Moretti auteur-acteur complet développe sa métaphore aquatique avec une rare innocence. Et son « job » parfaitement exécuté a pris à contrepoint plus d'un festivalier.

MICHEL CIMENT.

● Guy Béart poursuivra pour plagiat. — A la suite d'une accusation de plagiat déposée par le compositeur Guy Boyer, le chanson de Guy Béart *Liban libre* a été saisie vendredi 15 septembre sur ordre du tribunal de grande instance de Paris. Guy Boyer reproche à Guy Béart d'avoir copié un thème de sa composition intitulée *Jérusalem Stones* déposée en 1978. Cet air avait à l'époque servi de générique à l'émission « La course autour du monde ». La SACEM, qui enregistre annuellement 70.000 titres, dénombre 200 différends de ce type chaque année. Une demi-douzaine de cas seulement sont soumis aux tribunaux. Les autres sont réglés sous les auspices de la SACEM.

THÉÂTRE

« Les Meilleurs Amis », à la Comédie des Champs-Élysées

Où est passé le metteur en scène ?

Si trois de nos meilleurs acteurs, Edwige Fenech, Guy Tréjan, et Henri Virlogeux, avaient travaillé avec un bon metteur en scène, cette pièce anglaise eût été réussie.

Un trio d'acteurs d'exception, un très bon théâtre, un texte assez bon, les *Meilleurs Amis*, d'Edwige Fenech, Guy Tréjan, et Henri Virlogeux, ont été joués à la Comédie des Champs-Élysées, sous la direction de leur metteur en scène du nom de James Roose-Evans.

On nous dit qu'il a gagné beaucoup de récompenses, à Londres comme à New-York, et comme de grands succès dans le West End. Tant mieux. Mais si, de temps en temps, le spectacle paraît frappé d'asthénie, si, en plusieurs endroits, les trois interprètes perdent de leur voix et leur mot, si, de nombreuses reprises, ils se déplacent à l'aveugle, ne sachant plus très bien ce qu'ils font, la faute est de la faute de James Roose-Evans.

Lui qui confesse pourtant une grande admiration pour Edwige Fenech, n'a eu, pour deux heures de spectacle, que deux idées. Une à l'heure, c'est peu. La première est d'ordre artistique : il a demandé à son décorateur — Fenech, qui s'en est bien — d'organiser l'espace scénique en trois zones. Au jardin, la bibliothèque de Sir Sydney Cockfield (Guy Tréjan), directeur de Musée de Cambridge et connu dans le monde entier pour sa collection de manuscrits médiévaux. Au centre, les grilles de fer et les arcs brisés stylisés de l'abbaye bénédictine de Westminster où Laurence Mac Lachlan (Edwige Fenech) a choisi de vivre pour Dieu, d'écrire des livres pour les hommes et de correspondre avec son ce qui est son époque (1885-1953) compte de travail, ouvert sur un jardin, de George Bernard Shaw (Henri Virlogeux), auteur dramatique et militant socialiste virulent. Une fois l'espace ainsi découpé, le metteur en scène n'a rien su indiquer à ses acteurs, à l'exception d'une scène

de nettoyage et de rangement de pommes d'Edwige Fenech sort indemne. C'est lamentable.

La seconde idée de James Roose-Evans est d'ordre technique : comme le metteur en scène est un échange de correspondance dialoguée entre les trois protagonistes, il paraît avoir eu peur que le spectateur s'ennuie et a donc demandé à ses interprètes de parler très vite et d'enchâsser le texte sans faiblir, au risque que les uns volent aux autres la plupart de leurs ultimes répliques. Nous avons beau être au Boulevard, chic, mais au Boulevard, le public n'est pas complètement incapable d'écouter et de partager la conversation amicale et intelligente des trois amis. Ce manque de confiance dans les spectateurs est affligeant.

James Roose-Evans est resté assis aux numéros du siècle qu'introduit dans l'action un Bernard Shaw dont la géniosité, l'humour, l'émancipation créative l'ont laissé de glace. Il n'a pris

à aucun moment la dimension de la douleur, de la solitude, du courage démesuré d'une abbesse intelligente que l'on a propulsée sur la scène du monde quand sa condition l'enfermait dans ses murs de silence. Il n'a pas senti sous l'apparente tranquillité d'une méditation infinie, l'attente d'une recherche inquiète. Rien, cela ne lui a rien inspiré. A grand peine s'il imaginé une adresse de Saint Laurence au public commençant par un bryum : « Mes Seigneurs ! » qui, il le comprendra, a laissé les spectateurs hommes perplexes.

Aussi bien faudra-t-il oublier le nom de James Roose-Evans, ou plutôt s'efforcer de s'en souvenir, et ne retenir que la performance quasi héroïque de trois acteurs qui ont su trouver en eux, et en eux seulement, la force, le courage, le bonheur de nous parler un moment. Malgré lui.

OLIVIER SCHWARTZ.

* Comédie des Champs-Élysées. Du mardi au samedi à 21 heures, dimanche à 15 h 30. Tél. : 47.20.07.79.

« Le Boucher », d'après Alina Reyes

Triste étal

Rufus et Evelynne Dress jouent le Boucher, d'après Alina Reyes. On en deviendrait végétarien.

Qu'allait-il faire dans cette pièce ? La question se pose en voyant Rufus, comédien estimable, sympathique, embarqué dans un spectacle tellement nul qu'il en devient presque drôle, le rire étant ici l'expression d'un ennui nerveux.

Rufus, d'ailleurs, n'a pas grand-chose à faire, sinon tenir un rôle de monsieur Loyal : il sert de faire-valoir à Evelynne Dress. Tous deux, mais surtout elle, donc, se débattent avec un texte qui est vrai assez difficile à faire passer, mais ils l'ont choisi : *Le Boucher* d'Alina Reyes (éditions du Seuil), d'un écrivain assez cru sinon torride, descriptions cliniques des états du désir entre un boucher et une caissière, entre chambre froide, étal et coutelets. Quand les odeurs d'herbe fraîche commencent à se faire sentir, il est trop

tard : le naufrage est devenu depuis longtemps déjà irrémédiable.

Les thèmes sont cousins de ceux de Breuille : le sexe, la mort, la dépense. Mais la langue n'a pas la beauté de celle de l'auteur du *Bien du ciel*. Elle travaille beaucoup sur la banalité, il suffit de la lire pour voir avec une légèreté, une fraîcheur un peu décalées. Rufus y parvient un peu, en tout début de spectacle. Le verbe prononcé, impeccable dans son costume noir, des mots sans dessous à quelque chose de poignant. Ensuite, ça se gâte. Evelynne Dress aurait mieux fait de rester assise derrière son comptoir dans sa robe laide, plutôt que de se lever pour jouer, dans une étrange mimétique rose, en tout premier degré. La mise en scène souffre le choc : « Une voiture passe », dit-elle, et on entend le bruit d'une voiture. La musique en rajoute, sur des projections de diapositives dont l'auteur, prudent, ne figure pas sur le programme. Mais la mise en scène est bien de Philippe Ferran.

ODILE CURIOT.

* Au Bataclan, 50, boulevard Voltaire.

« Jusqu'au bout du rêve », de P. A. Robinson

Le rêve était américain

Vivant à la campagne sans vocation particulière, si ce n'est de poursuivre un rêve écolo, Kevin Costner se promène dans son champ de maïs, et le film de Phil Alden Robinson *Jusqu'au bout du rêve*, présenté à Deauville, plonge immédiatement dans l'humour fantasque.

En effet, parvient au fermier une voix qui lui enjoint : « Construis-le, et il viendra... » sans plus de précision sur ce qu'il s'agit de construire et de faire venir. Kevin Costner se fie à son intuition et, avec le soutien de sa femme, fidèle et courageuse Amy Madigan, achète son maïs et aménage un terrain de base-ball.

La base-ball — comme on l'explique plus tard dans le film — est, mieux encore que le baseball, le lien entre les générations d'Américains. C'est en tout cas, autour de ce jeu — décrit pour les Européens — que s'est forgée la vie de Kevin Costner, depuis ses rapports avec son père, jusqu'aux conséquences de son désenchantement quand il a appris que son équipe favorite était accusée de triche, jusqu'à son engagement dans les idéologies des années 60...

Au premier abord, le film est plutôt confus, construit comme un jeu de l'écrit ou de Trivial Pursuit, avec des indices, des péripéties, des dangers extérieurs et intérieurs, un perpétuel enchevêtrement de réalisme et de doux fantasme. Les difficultés matérielles s'accumulent, mais Kevin Costner, toujours soutenu par sa femme, poursuit sa quête d'il ne sait quoi encore. Il sait seulement qu'il doit chercher.

On cite toujours Capra quand on montre des gentils aux prises avec les difficultés de l'existence. Kevin Costner, adonisant courtois au sourire inquiet, prend la suite des Gary Cooper et James Stewart. D'ailleurs, regardant à la télévision James Stewart et son loup rose dans Harvey, il a une illumination...

Souhaiter, le film n'est pas si simple qu'il y paraît. Rien ne se passe exactement comme le héros et le public s'y attendent. Les clichés sont bien là, pas vraiment dévoyés, juste légèrement scotchés de leur rôle, ce qui donne son charme à cette rêverie gardée grise, ou s'unissent morale et amertume.

Il aura fallu que Kevin Costner franchisse bien des obstacles pour comprendre qu'il doit venir : c'est son père. Avec beaucoup de tendresse il l'a toujours considéré comme un raté. Sûrement, il l'a été, mais en définitive, qu'est-ce que ça veut dire...

COLETTE GODARD.

PHILIPPE NOIRET SABINE AZEMA

"La vie et rien d'autre."

UN FILM DE BERTRAND TAVERNIER

STUDIO

"Un hymne à l'espoir et un poignant film d'amour. Le centième rôle de Philippe Noiret, exceptionnel de rage et d'émotion."

LE QUOTIDIEN

"Un très beau film, dense et ému."

L'EXPRESS

"C'est l'une de ces réussites romanesques, si irrésistibles que les personnages, innombrables, laissent à chacun le regret de ne pas les avoir connus."

LA DEPECHE

"Le scénario est superbe, sans le moindre temps mort, construit, efficace, passionnant, et porté par une image aux beautés rudes et profondes. Du sublime qu'illuminent des éclairs de dérision."

LE POINT

"Au scénario vigoureux, généreux comme un arbre de vie, Tavernier offre une mise en scène retenue, attentive à tout et à tous."

Le Monde

Bertrand Tavernier retrouve la pudeur poignante du quotidien de l'horloger de Saint-Paul, l'ironie iconoclaste de *Coup de Torchon*, le souffle épique de *Que la fête commence*. Il se retrouve."

BAZAAR

"Philippe Noiret, tout en pudeur, retenue, toujours sur la corde raide, dont l'interprétation rend son personnage vraiment émouvant. Face à lui, intuitive, fine, pétillante comme un verre de champagne, Sabine Azéma au meilleur de son talent."

صلى الله عليه وسلم

Culture

MUSIQUES

Musica 89 célèbre Nono L'alpha et l'oméga

Dans un programme largement ouvert aux jeunes compositeurs, le Festival de Strasbourg n'oublie pas les grands anciens, ni leurs œuvres rarement jouées.

La scabiosité ovariale de Luigi Nono aurait sans doute frôlé d'aise de se voir à l'honneur dans les ateliers SNCF de Bischheim, qui ont réservé à sa musique, comme à celle de Stockhausen, le meilleur accueil acoustique, au point de poser le problème de la nécessité des salles de concert.

« Lambada » : une carrière internationale aux origines troubles

La Lambada, titre vendu à plus d'un million et demi d'exemplaires, est né en France, première au hispanisme en Belgique, aux Pays-Bas, en Espagne et en RFA, pour se venter d'une brillante carrière internationale. Née à Cochabamba en Bolivie en 1981 de la plume d'Ulises Hermosa, leader du groupe traditionnel Los Kjarkas, et éditée par la maison de disques Lant, elle connaît un certain succès dans les pays andins sous le titre de *Llorando se fue*.

Le programme fait d'un trait, en quelque sorte, l'alpha et l'oméga (provisoire). La première œuvre, *Variations canoniques sur la série de l'op. 41 de Schoenberg* (1950), est comme un collier de perles webériennes, une musique rareté où chaque son est posé, filtré dans une polyphonie très claire, une architecture transcendante, qui apparaît aujourd'hui « répétée » et classique. Et c'est déjà très Nono avec cette alliance du plus grand raffinement et de la violence, du drame : en quelques notes, la présence du tragique absolu.

« Lambada » : une carrière internationale aux origines troubles

Jean Georgakarakos nous a affirmé avoir passé des accords sous le sceau de la « *avec les auteurs boliviens* ». *Quattro Continente*, de Llorando se fue ». Or la version de la chanson éditée par le Quarteto continentale (et non Quatro) sous la marque Midos en Colombie (et non en Bolivie) en indique bien le nom de l'auteur-compositeur, Ulises Hermosa.

un instant et s'éteignent : tambourinement léger, percussions de trompettes, éclats de fanfares, effroyables coups de canon de la grosse caisse, tandis que certains sons des cordes tourment et traînent à l'infini, avant de tomber dans un long silence. Un sommet de condensation sonore où les connexions entre les notes et les nervures du développement semblent effacées, tandis que seule demeure une fascination proche de l'hypnose, comme dans le *Prometeo* des mêmes années.

« Lambada » : une carrière internationale aux origines troubles

Jean Georgakarakos nous a affirmé avoir passé des accords sous le sceau de la « *avec les auteurs boliviens* ». *Quattro Continente*, de Llorando se fue ». Or la version de la chanson éditée par le Quarteto continentale (et non Quatro) sous la marque Midos en Colombie (et non en Bolivie) en indique bien le nom de l'auteur-compositeur, Ulises Hermosa.

JEUDI 21 SEPTEMBRE 20 H
SALLE PLEYEL
ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE
CHOEUR DE RADIO FRANCE
R. LAFON - F. POLLET - R. GORR - E. BOURDY
N. DENIZE - N. STUTZMANN - M.-C. LANOT
P. THAU - L. PEZZINO - G. GAUTIER - G. RAMADE
Direction : **MICHEL PLASSON**
POULENC
Dialogues des carmélites, opéra d'après Bernanos
Vente des billets sur place et à Radio France de 11 h à 18 h et à partir de 20 h le soir du concert
Radio France

DEMAIN PREMIERE
LE SOUPER
CLAUDE RICH
CLAUDE BRASSEUR
JEAN-CLAUDE BRISVILLE
JEAN-PIERRE MOQUEL
SERGE KRANOWSKI - LAURENT REY
ANDRÉ ACQUANT - PIERRE DES ANDRÉS
LOCATION 43.22.77
100 boulevard de la Chapelle 75018 PARIS

GÉRER ET DYNAMISER SES COLLABORATEURS
par F. Bournais et Ph. Poirson
248 pages 170 F
Les « vainqueurs » des années 90 seront les entreprises qui sauront le mieux gérer leurs ressources humaines, mobiliser les énergies et développer la créativité de leur personnel. Voici un ouvrage original qui allie les dimensions concrètes du terrain à la rigueur de pensée. Vous y trouverez des points de repères théoriques qui vous permettront de ne pas avoir tout à apprendre « sur le tas », ainsi que des conseils, illustrés par de nombreux exemples vécus.
EYROLLES
61, boulevard Saint-Germain, 75240 PARIS Cedex 05.
Tél. (1) 46.34.21.99

DANSE - THEATRE
20 H 45
DU MER. 20 AU SAM. 23 SEPT.
CARBONE 14
CANAL
LE DORTOIR
GILLES MAHEU
MAR. 26 ET MER. 27 SEPT.
NEED COMPANY
BELGIQUE
CA VA
JAN LAUWERS
THEATRE
AU THEATRE PARIS-VILLETTE
A PARTIR DU 28 SEPT.
ECLATS CREATION
CATHERINE ANNE
LOC. 42.74.22.77
2, PL. DU CHATELET PARIS 4^e

Le Monde
PUBLICITE LITTÉRAIRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4356

VENTES PAR ADJUDICATION

Vin et/ou. Tel. Just. Paris, jeudi 5 octobre 1989 à 14 h 30
UNE PIÈCE au 4^e étage à PARIS-2^e
14, RUE STE-FOY ET PASSAGE STE-FOY SANS N° - 8^e D. escal. R. 1^{er} p.g.
M. A. P. 40 000 F. S'adr. SCP ROBERT MUREAU & ASSOCIÉS, Avocats,
5, rue de Strasbourg à Paris-8^e. Tél. : 42-62-31-34. Pour visiter sur place :
le jeudi 21 septembre 1989 de 10 h 30 à 12 h 30

Vente sur emphytéose de l'édifice au Palais de Justice de PARIS,
le jeudi 22 septembre 1989 à 14 h 30
à PARIS-16^e - 5, rue Pergolèse
1^{er} lot au rez-de-chaussée UN APPARTEMENT
à gauche dans le vestibule comprenant antichambre, dégagement, 2 pièces
ou façade sur rue, 2 pièces en façade sur cour
Mise à prix sur surenchère : 1 650 000 F
2^e lot au sous-sol - Une cave porte n° 8
Mise à prix sur surenchère : 1 750 F
Pour tous renseignements, s'adresser à M^{re} J. BORDIER, Avocat à Paris-8^e
28, avenue Hoche. Tél. : 42-89-13-27.

Vente sur saisie immobilière au Tribunal de Grande Instance de
VERSAILLES, 3, place André-Mignot
le mercredi 27 septembre 1989 à 9 h 30
UNE MAISON D'HABITATION
à VERNUILLET (Yvelines)
Hameau de Maréchal - 6, rue Pierre-de-Rougemont
en forme de « L » composée d'un rez-de-chaussée et un étage
garage pour 2 véhicules. Collée. Edifiée sur un terrain de 1245 m²
MISE A PRIX : 950 000 francs
Pour tous renseignements, s'adresser à : 1^{er} Maître Emmanuel GUILHERM,
Avocat, 21 rue des Hauts-Général, 78000 VERSAILLES. Tél. : 39-50-02-62
2^e Maître Michelle REIN, Avocat, 3, rue Madame, 78000 VERSAILLES
Tél. : 39-50-55-19 et tous autres avocats à VERSAILLES

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

Albany de l'Orchestre (Val d'Aoste) Samedi 23 septembre à 20 h 45 Bonn. (1) 90-06-20-10 (p.a. Valenciennes) Musique	R. FOURNIER, sup. H.-P. GRIFF, chef D. DELETTRE, dir. R. LIPSCHITZ, piano STRAUSS - SCHUBERT
GAVEAU Lundi 25 septembre à 20 h 30 (p.a. Valenciennes) Musique	LES LUNDIS MUSICAUX de GAVEAU CHRIS MERRITT chef MARTIN LAWSON piano HABIBEL, MOZART, GLUCK, BEETHOVEN, BIZET, DUFAY, SCHUBERT, STRAUSS
ESLIE SABOT Samedi 25 septembre à 20 h 30 Lun. 26 17, rue Poul Poul-Coll Sablé-Sablé SABOT (Musique)	ORCHESTRE ET CHORALE KUENTZ MOZART Symphonie Jupiter DVORAK STABAT MATER Le chef d'œuvre de DVORAK M. Slavova - I. Most A. Slavova - Ph. Langer
CHATELET Théâtre Mardi 26 septembre à 21 heures (p.a. Valenciennes) Musique	ORCHESTRE D'ÉTAT de MOSCOU Dir. : G. KODALYEVSKI Sol. : I. OSTRAKH M. Slavova - I. Most A. Slavova - Ph. Langer
L'AUDITORIUM Théâtre Mardi 26 septembre à 21 heures (p.a. Valenciennes) Musique	Daniela DESSI Soprano Robert KETTELSON piano MELISSA VERDI DOMENETTI, PIZZETTI
SABOT Samedi 27 septembre à 20 h 45 (p.a. Valenciennes) Musique	VERDI Requiem ORCH. SYMPHONIQUE des JEUEN Dir. : Bernard de BILLY Chef : E. GRASMAN Dir. : M. ALMYR
CHATELET Théâtre Mardi 27 septembre à 21 heures (p.a. Valenciennes) Musique	ORCHESTRE NATIONAL de FRANCE Dir. : JEFFREY TATE Sol. : Philippe ENTREMONT FAURE, HANDEL, BEETHOVEN
CHATELET Théâtre Mardi 28 septembre à 21 heures (p.a. Valenciennes) Musique	ENGLISH CHAMBER ORCHESTRA Dir. : John DAVIS Sol. : Elizabeth LEONSKAJA
L'AUDITORIUM Théâtre Mardi 28 septembre à 21 heures (p.a. Valenciennes) Musique	TREVOR PINNOCK chef COLLEEN RAMAU
CHATELET Théâtre Mardi 28 septembre à 21 heures (p.a. Valenciennes) Musique	LES MOMENTS MUSICAUX DE L'ATHÉNÉE Frederic VON STADE Martin Katz piano SCHUBERT, STRAUSS, MOZART, JOHANNES BACH
PALAI CHATELET Samedi 22 septembre à 20 h 30 Lun. 26 21 heures (p.a. Valenciennes) Musique	CONCERT DE MUSIQUE RUSSSE GRAND ORCHESTRE SYMPHONIQUE DE MOSCOU CHIEF D'ORCHESTRE ALEXANDRE YOUNG Dir. : VLADIMIR POPOV TCHAIKOVSKI Léon de St Jean Chrysostome POPOV chef de l'orchestre

Le Monde
ARTS ET SPECTACLES

AVEC LE PARRAINAGE DU MUSEE DE LA RESISTANCE NATIONALE
UN SPECTACLE DE
ROBERT HOSSEIN
DANS LA NUIT LA LIBERTÉ
FREDERIC DARD
ALAIN DECAUX
EUROPE 1
PALAIS des SPORTS à partir du 4 octobre 1989
Tél. : 48 28 40 90

« services »

صحة من الامل

Le Monde

SCIENCES ET MEDECINE

Psychiatrie : l'électrochoc de la perestroïka

Réunis en congrès prochainement à Athènes, les spécialistes mettront à l'ordre du jour la réadmission de l'URSS au sein de l'Association mondiale de psychiatrie.

A situation de la psychiatrie soviétique, qui, dans les années 70, c'est-à-dire sous Brejnev, s'est particulièrement distinguée par l'usage politique qui en a été fait, a-t-elle changé ? Cette question sera débattue au cours du congrès mondial de la psychiatrie qui se tiendra à Athènes du 12 au 19 octobre pour décider de réintégrer ou non l'Union soviétique au sein de l'Association mondiale de psychiatrie (WPA).

Il y a deux mois (le Monde du 26 juillet), un rapport rédigé par des experts américains ayant été autorisés à visiter des hôpitaux psychiatriques soviétiques et à rencontrer un certain nombre de malades qui leur avaient été signalés, avait témoigné du fait qu'il existe encore des personnes internées pour délit d'opinion. Qualifié de « document valable et utile » (Psychiatric News, 4 août 1989) par les Soviétiques, ce rapport présentait un certain nombre de réformes du système psychiatrique actuellement en vigueur en URSS, visant en particulier à améliorer le recours aux avocats et à limiter l'internement forcé.

Les temps changent... Les Soviétiques ont longtemps prêté se déchaîner aux accusations de l'Occident en niant les abus et en défendant la spécificité de leur système psychiatrique, socialiste et par essence différent de celui des pays capitalistes.

On trouve dans la version soviétique du serment d'Hippocrate un cinquième paragraphe, où le médecin « jure de fonder tous ses actes sur les principes de la morale communiste, d'avoir toujours présent à l'esprit le haut titre de médecin soviétique, d'être toujours conscient

de ses responsabilités envers le peuple et l'Etat soviétiques ».

Sur la base de ce serment, beaucoup d'abus ont été perpétrés au nom des principes de la morale communiste dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle a été galvaudée jusqu'à une époque récente. Toutes

les tentatives de protestation de l'Occident contre l'internement d'opposants ont été interprétées par les autorités soviétiques comme des ingérences dans les affaires intérieures de l'URSS, et celles de la résistance intérieure comme de l'agitation antisocialiste commanditée par l'étranger.

La politique gorbatchévienne a réformé ce discours, mais continue à défendre l'idée de la spécificité du système socialiste et de ses valeurs progressistes. Ainsi le discours actuel d'ouverture de l'URSS est-il ambigu. Si les erreurs du passé sont dénoncées, peu de changements fondamentaux ont vu le jour. Dans le domaine de la psychiatrie, le désa-

veu unanime de l'Occident face aux abus de son usage a conduit l'URSS à se retirer de l'Association mondiale de psychiatrie en 1983. Tout en rattachant quelques individualités célèbres (Pionatchik, Boukovski, Gorbenevskaya), les dirigeants de la psychiatrie continuaient à nier farouchement la pratique de l'internement de « ceux qui pensent autrement ».

C'est le cas du professeur Vartanian, actuellement directeur du Centre de recherche sur la santé mentale. Fort du soutien de certaines personnalités de l'Association mondiale qui prônent un dialogue avec l'URSS sans ingérence dans ses affaires intérieures, il analyse la

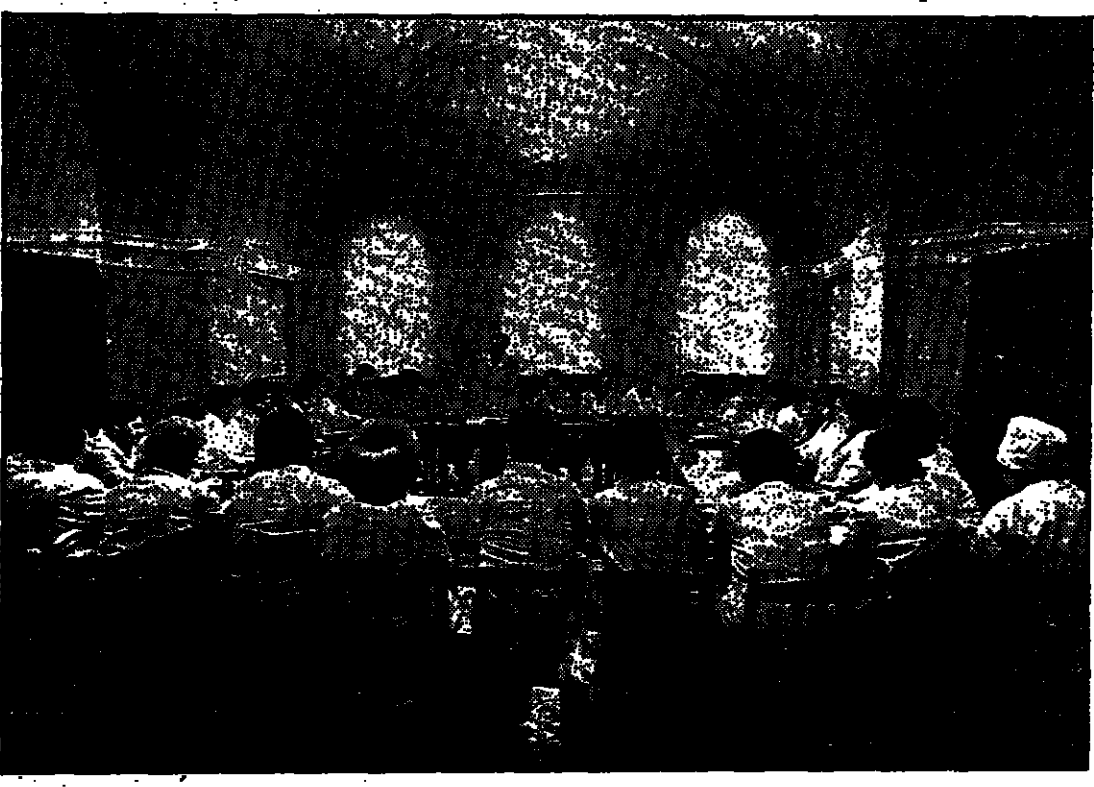
situation actuelle de la façon suivante : l'URSS est prête à revenir au sein de l'Association, car, nous dit-il, « l'atmosphère y est aujourd'hui plus objective, on n'y cherche plus la confrontation mais la coopération ».

Le docteur Tebourkine, qui dirige la psychiatrie au ministère de la Santé, déclarait de même, au cours d'une conférence de presse à Moscou en février 1988 : « Nous sommes prêts à revenir au sein de l'Association... à la condition qu'il y ait une atmosphère de travail et pas de discussion sur l'activité politique. »

La tentative de dépolitiser le débat actuel sur la psychiatrie mon-

tre la volonté des dirigeants de la psychiatrie soviétique d'éviter certains sujets épineux. Selon Peter Reddaway, un expert sur les droits de l'homme en URSS et membre de la délégation américaine, ces dirigeants en place depuis longtemps « se battent pour préserver leur position ». Selon lui, ils savent que, « en permettant ces réformes sélectives, ils entretiennent leur propre chute ». « Un départ timide a été réalisé », ajoute-t-il, mais il a été imposé par quelques politiciens réformateurs à la bureaucratie du système soviétique « résistante, hostile et sur la défensive ».

ANNE DASTAKIAN.
(Lire la suite page 21.)



A l'hôpital Kashchenko, le plus grand hôpital psychiatrique de Moscou.

Détournement de fossiles

Depuis vingt ans, un paléontologue spécialiste de l'Himalaya aurait trompé ses collègues sur l'origine des fossiles qu'il soumettait à leur expertise.

A n'en pas douter, l'histoire restera dans les annales. Le scandale secoue depuis six mois le milieu très fermé des paléontologues, et vient de connaître la semaine dernière un nouveau rebondissement avec la publication, dans la revue britannique Nature (1), de quatre articles, provenant de chercheurs impliqués de près ou de loin dans ce que la communauté scientifique appelle désormais « l'affaire des fossiles péripatéticiens ». Un scénario rocambolesque ayant toutes les apparences d'une gigantesque escroquerie paléontologique, orchestrée depuis vingt ans par un chercheur indien, et dont la révélation remet désormais en question tout un pan des connaissances acquises en cette fin de siècle sur l'Himalaya.

A eux seuls, titres et chiffres font frémir : membre de l'Académie des sciences de l'université de Pendjab à Chandigarh, M. Vishwa Gupta aurait truffé d'anomalies et d'incohérences plus de trois cents publications scientifiques en vingt ans de travaux ! Père : indiant adroitement le doute et l'authenticité, brouillant les pistes stratigraphiques et géographiques, qui, en temps normal, permettent de dater les sites étudiés, ses « découvertes » rendraient aujourd'hui inutilisables la quasi-totalité des données accumulées depuis lors sur la géologie himalayenne. Un véritable imbroglio scientifique réalisé au nez et à la barbe d'une bonne soixantaine de paléontologues internationaux,

souvent de renom, avec lesquels Vishwa Gupta prenait soin de co-signer ses publications.

Spécialiste des vertébrés fossiles à l'Institut de paléontologie du Muséum national d'histoire naturelle de Paris, M. Philippe Janvier est de ceux-là. En 1980, il travaillait au laboratoire de paléontologie de l'université Paris-VI, sur des poissons fossiles datant de 400 millions d'années. Un terrain d'étude qui l'amène à rencontrer le géologue indien, et même, à l'occasion d'un voyage touristique, à visiter son laboratoire.

« En 1981, Gupta est à son tour venu à Paris pour assister à un colloque international, raconte Philippe Janvier. Il m'apportait par la même occasion un magnifique petit crâne de poisson, provenant d'après lui de la vallée du Zaskar, au nord de l'Inde, dont il me demandait de faire une étude descriptive la plus rapide possible. » Proposition immédiatement acceptée, avec d'autant plus d'intérêt que le fossile, spécimen jusqu'alors inconnu du groupe des coelacanthes, révélait des caractéristiques tout à fait particulières pour l'œil exercé d'un paléontologue.

Jusqu'ici, rien que de très normal. Mais quelques semaines plus tard, M. Janvier rencontre une collègue chinoise, M^{me} Zhang Mimin, aujourd'hui directrice de l'Institut de paléontologie de Pékin. A l'époque, cette dernière termine tout juste sa thèse sur des poissons fossiles qui viennent d'être découverts dans le sud de la Chine, sur le gisement de Qujing.

« Or ces fossiles présentaient une ressemblance stupéfiante avec celui que je venais d'étudier - et ce, fait rarissime, jusqu'à la couleur de la roche ! », relate Philippe Janvier. Saisi d'un léger soupçon, celui-ci écrit immédiatement à M. Gupta pour lui demander de mentionner dans leur publication commune cette étonnante similitude - ce qui fut fait.

Coincidences douteuses

Deuxième surprise : dans les mois suivant la publication de l'article, M. Janvier reçoit plusieurs lettres de paléontologues internationaux, désireux de confronter avec lui leur point de vue. Tous ont coigné, dans les années précédentes, une publication avec M. Vishwa Gupta. Tous émettent eux aussi des réserves, des inquiétudes. « A la dixième lettre, j'ai compris que quelque chose ne tournait pas rond. » De l'étonnement, M. Janvier passe à la suspicion. Et il n'est pas le seul. Au début des années 80, la rumeur s'amplifie parmi les paléontologues : considéré dix ans plus tôt comme l'un des principaux spécialistes de l'Himalaya, M. Gupta perd son crédit international, et bon nombre de chercheurs refusent désormais, non seulement de collaborer avec lui, mais encore de tenir compte de ses publications.

Les choses en seraient probablement restées là si un scientifique australien, lui-même bon connaisseur de la géologie himalayenne, ne s'était décidé à dénoncer le scandale. Paléontologue à l'université Macquarie de Sydney, M. John Talent, qui avait commencé à soupçonner M. Gupta dès 1971, va se livrer, des années durant, à une enquête digne de Sherlock Holmes.

De la rue parisienne Saint-Louis-en-l'Île (où il retrouve, dans la boutique Minéraux fossiles,

d'Alain Carion, des spécimens provenant du Maroc rigoureusement identiques à ceux décrits par le géologue indien) à la vérification (par la négative) de l'existence de plusieurs gisements himalayens cités dans ses articles, la piste, semée d'incohérences, de coïncidences douteuses, se mène jusqu'à l'incroyable : Etats-Unis, Afrique, Tchécoslovaquie ou Grande-Bretagne, les fossiles décrits par M. Gupta semblent venir pratiquement de toutes les régions du monde... sauf l'Himalaya.

CATHERINE VINCENT.

(Lire la suite page 20.)

(1) Nature du 7 septembre 1989.

ASILES ET TRANSPARENCE

DEPUIS 1987, un certain nombre d'articles critiques sur la psychiatrie ont paru dans la presse soviétique, tantôt dans des journaux assez confidentiels, et plus récemment dans des journaux à grand tirage. Des « faits divers psychiatriques » sont aussi dénoncés, avec, par exemple, le récit dans Nedelia (la Semaine) de l'internement pour le moins suspect d'un comptable qui avait dénoncé des malversations.

Si l'on ne peut parler d'un débat public sur le sujet, comparable à la mise en accusation du stalinisme ou de la corruption, du moins la glasnost dévoile en partie ce sujet tabou et met en cause des responsables et un système qui sont encore en place.

Evgeny Evrouchenko, poète connu pour son non-conformisme dans les années 60, s'adressait à toute la nation de la tribune du Congrès des députés du peuple le 1^{er} juin 1989 en ces termes : « Je propose de priver du droit d'exercer tous les psychiatres qui, brisant le serment d'Hippocrate, ont envoyé en hôpitaux psychiatriques des gens normaux et persécutés librement, sous prétexte qu'ils pensaient autrement. »

Un article publié le 28 juin dans la Literaturnyïe Gazeta exposait ensuite à un large public l'étendue des problèmes de la psychiatrie soviétique, de l'état délabré et carcéral des hôpitaux à l'utilisation politique qui en a été faite, conduisant ses victimes (les gens considérés comme fous parce qu'en désaccord avec les autorités) à être « soignés » avec des médicaments punitifs et parfois battus.

L'article s'attaquait à la figure-clé de la psychiatrie soviétique, feu l'académicien Snejnevski, qui, du temps de Staline, par son fanatisme et sa servilité, a « porté un coup fatal à la psychiatrie humanitaire ». Les professeurs Vartanian (Centre scientifique de la santé men-

tale), G. Morozov (Institut Serbski) et A. Tchoukine (chef de la psychiatrie au ministère de la Santé), des « gens du passé » portent la responsabilité de l'inféodation de la psychiatrie au pouvoir politique. Seule la glasnost, conclut l'auteur, permettra un contrôle sur le ministère de la Santé, qui, « comme avant, garde secret tout ce qui touche à la psychiatrie, et qui décide de tous les actes et instructions sans que la société soit consultée ».

Ogonyok, en juillet 1989, publiait la confession d'un ancien procureur qui avait fait l'essentiel de sa carrière au KGB, où il avait personnellement participé à la lutte contre les dissidents. Qualifiant de « honteux » l'internement en hôpital psychiatrique de gens normaux, il cite l'exemple du général Grigorenko qui fut, sur l'initiative du KGB, exclu du parti, puis de l'armée et dégradé, puis interné en hôpital psychiatrique pour avoir critiqué la politique intérieure et étrangère de Krouchtchev.

Un autre signe de la glasnost fut la publication, le 21 mai, par la Meditsinskaja Gazeta (un journal médical) d'un article du psychiatre Semion Glouzman, qui a passé dix ans en camp pour s'être opposé à l'utilisation de la psychiatrie à des fins politiques (le Monde du 26 juillet). Si cette publication est essentiellement lue par des médecins, elle a l'avantage d'exposer l'opinion d'un spécialiste, lui-même victime de répression, et qui témoigne de cas précis rencontrés pendant sa captivité.

Cet article est un réquisitoire précis contre le système actuel de la psychiatrie en URSS, qui a notamment « une hostilité générale pour les classifications occidentales, Freud, le freudisme, et tous les autres termes ». Selon lui, « actuellement, les psychiatres soignent l'état du trouble, et non les causes de sa maladie ».

A. D.
(Lire la suite page 21.)

A défaut du

vous pouvez éventuellement consulter cet ouvrage...

Cela dit, si vous cherchez l'ouvrage de référence qui vous présentera toutes les règles de financement des différents régimes de protection et de leurs couvertures associées, sur le plan légal, social et fiscal, c'est plutôt le Lamy Protection Sociale qu'il vous faut.

Pour vous procurer le Lamy Protection Sociale téléphonez au plus vite au

pour votre connaissance de cause

Les résurrections de Saint-Denis

Depuis treize ans, les archéologues ont mis au jour les objets les plus divers et les plus surprenants.

UNE petite plaque en or où des émaux colorés, dans un style carolingien, les espaces ménagés par les techniques du cloisonné et du champlevé (1). L'objet n'a guère que 3 centimètres sur 1. Mais, découvert en août dernier dans les fouilles de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), il a soulevé l'enthousiasme (encore un peu dubitatif) de M^{me} Danielle Gaborit-Chopin, conservateur au département des objets d'art du Louvre : la petite plaque semble bien provenir de la « table d'or » (ou devant d'autel) donnée à l'abbaye par Charles le Chauve (823-877).

Le trésor de l'abbaye de Saint-Denis était l'un des plus riches d'Europe. La « table d'or » en était une des pièces maîtresses. Transformée en retable à la fin du treizième siècle, elle a été fondue à la Révolution comme presque tous les objets du trésor. Mais, sous sa forme de retable, elle figure avec beaucoup de précision dans un tableau du quinzième siècle, la *Messe de saint Gilles* de la National Gallery de Londres. Ainsi est-il légitime de penser que la petite plaque est très probablement un des motifs de la frise qui faisait tout le tour de la « table d'or ».

Autre indice qui étaye cette hypothèse : la petite plaque a été trouvée dans un atelier d'orfèvre de la fin du treizième siècle qui était tout proche de la nécropole occupant les terrains bordant le côté nord de l'abbaye. Elle était dans un tas de débris. Ce qui permet d'imaginer l'effacement de l'orfèvre mettant son atelier sans dessus dessous à la recherche de l'élément égaré au cours des travaux de transformation de la « table d'or ». Si les études confirment l'hypothèse de la provenance de la petite plaque, on aurait désormais l'unique fragment subsistant de la « table d'or ».

Les fouilles de Saint-Denis sont menées en permanence depuis 1973, sous la direction de M. Olivier Meyer, nommé archéologue municipal en 1982. Elles ont ainsi scruté le sous-sol de 13 hectares du quartier « basilique-centre ».

(Publicité)
Le 133 - septembre - du moment
FRANCE PAYS ARABES
vient de paraître
« LIBAN : L'ESPOIR... »
Rapportage au Liban de Lucien Rottier. Entrée à Beyrouth avec le président Hafez Houtchi et à Hama avec l'ambassadeur de Liban, M. Fouad Turk. Texte illustré du comité technique du 31 juillet et réponse de ministre syrien des Affaires étrangères.
Également en arabe : Les Français savent-ils parler ? La Bible et l'OLP : Les pages d'aujourd'hui : La démolition des sites préhistoriques : Les pages culturelles, etc.
Diffusion : NMPP - En vente 15 F dans les grandes librairies à Paris et en Province.
« Sciences en demande » : FPA - 14, rue Augustin, 75007 Paris. Tél. : 45-55-71-52.

ville » au fil de vastes opérations de rénovation urbaine. Le site de Saint-Denis a été occupé au début du néolithique (vers 5000 ou 6000 avant Jésus-Christ) et, en continu, au moins depuis le septième siècle de notre ère. Jusqu'au premier tiers du neuvième siècle, l'occupation a été diffuse, mêlant éléments civils et religieux. N'oublions pas que le tombeau présumé de saint Denis, premier évêque de Paris (décapité à Montmartre au troisième siècle, selon la tradition), a très vite attiré des foules de pèlerins.

À la fin du septième siècle, le bon roi Dagobert construisit une abbaye ou enrichit un établissement préexistant. En tout cas, son trésorier saint Eloi, évêque et orfèvre, fit, pour l'abbaye, une superbe croix en or et pierres précieuses, qui figure, elle aussi, sur le tableau *la messe de saint Gilles*. Rien ne subsiste de cette abbaye.

Un labyrinthe de murs et de rues

Vers 830 est édifiée l'enceinte monastique le long de laquelle ont été construites, au fil des siècles, huit églises dont les fouilles ont retrouvé les vestiges. En 869, devant le danger des raids normands, Charles le Chauve, abbé laïque de Saint-Denis, entoure la ville d'une muraille. Celle-ci aura pour effet de concentrer la population et, surtout, de déterminer jusqu'à nos jours la trame urbaine avec le tracé des rues et même des parcelles.

Enfin Suger vint (vers 1081-1151). Abbé de Saint-Denis, conseiller très avisé de Louis VI le Gros et de Louis VII le Jeune, Suger commença la basilique actuelle et donna à l'abbaye son rayonnement maximal. Par la suite, Saint-Denis souffrit sûrement de la Grande Peste du milieu du quatorzième siècle. Les guerres de Religion (1562-1598) marquent le déclin de Saint-Denis. La population diminua beaucoup. Si bien qu'au dix-septième siècle de nombreux couvents (notamment le carmel, dont Louise de France, fille de Louis XV, fut la supérieure, et qui abrite maintenant le Musée d'art et d'histoire de la ville de Saint-Denis) purent s'entourer de très grands jardins, origine des grands espaces non bâtis que Saint-Denis avait encore très récemment.

Depuis seize ans, les fouilles ont été faites en fonction des opérations d'urbanisme. Elles ont mis au jour un labyrinthe très enchevêtré de murs et de rues, et même, cette année, une partie de l'aqueduc souterrain qui alimentait trois fontaines. Surtout, elles ont permis de dégager des fonds de cabanes, de maisons et d'ateliers de dix-sept sortes d'activités arti-

sanales, des dépotoirs, des nécropoles de toutes les époques, où la maison a été extrêmement riche surtout pour la période allant de 550 environ à 1450 : sept cents tombes, vingt-cinq mille « objets » (sans compter des dizaines de milliers de tessons), et même des tissus et des chaussures.

Un bonnet en point de jersey

Les plus intéressants des objets trouvés il y a plusieurs années

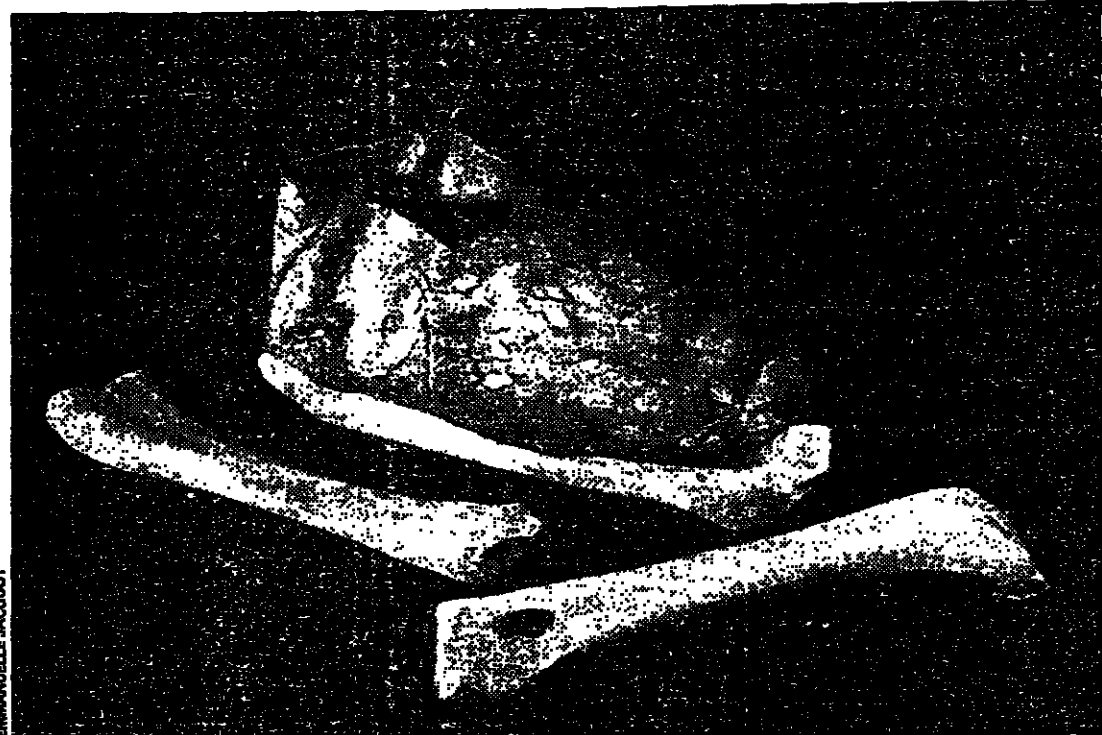
sont exposés au Musée d'art et d'histoire (2). Parmi eux, des chapiteaux romans (dont certains tout juste ébauchés), un manche de couteau en ivoire représentant un adolescent jouant aux dés, un saint Joseph en ivoire autrefois polychrome, un couvre-feu (un très grand plat creux percé de deux trous qui permettait de garder les braises chaudes en évitant que le feu ne se propage hors du foyer). Et surtout un bonnet tricoté du quatorzième siècle. Dégagé à la pointe d'aiguille de la

ganque très dure qui l'emprisonnait, ce bonnet tricoté au point de jersey, à quatre aiguilles puisqu'il ne comporte aucune couture, n'a pas nécessité de traitement compliqué de préservation. Il n'est pas fait de laine, comme on l'a d'abord cru, mais de byssus (3) de *Pinna nobilis*, le plus grand bivalve de Méditerranée (le nom local est « jambonneau de mer »). Le byssus très fin de ce bivalve était effectivement utilisé comme textile de prix depuis l'Antiquité — et encore récemment en Italie

du Sud — sous le nom de « soie de mer ».

Des objets trouvés plus récemment sont exposés au dépôt de fouilles, une ancienne école maternelle mise à la disposition des archéologues par la municipalité (4). Des verreries étonnantes par leur élégance. Les chaussures sont encore souples. Les tabliers (ces artisans qui travaillaient l'os, l'ivoire, la corne ou le bois) émerveillent par leur technique : les totos sont fins et délicats ; un dé, tout bosselé de cupules minuscules, est fait comme nos dés à coudre ; les épingles sont finement décorées. Les poteries utilisent des matériaux très divers pour faire les grains de chapelet. Il y a même des patins à glace (comme ceux dont parle un hagiographe de Thomas Becket) : de petits os longs (de bovins ?) dont une face, parfaitement aplatie, porte les stries gravées par les glissades sur la glace.

YVONNE REBEYROL.



Cette chaussure en cuir, du début du dixième siècle, a été retrouvée avec une centaine d'autres dans le fondé de Charles le Chauve. Par des textes, on sait qu'un atelier de cordouanier existait à l'époque près du fossé. Le patin à glace en os était aplati sur une de ses faces pour permettre les glissades. Celui-ci date aussi de l'époque carolingienne.

Détournement de fossiles

(Suite de la page 19.)

« Comment se peut-il qu'une telle quantité de matériel d'origine suspecte ait résisté si longtemps à l'investigation du milieu scientifique ? », s'interroge M. John Talent en conclusion de son article paru au printemps dernier dans *Nature* (2). Première réponse : l'impossibilité, pour les paléontologues internationaux, de vérifier sur place les allégations de M. Gupta. S'étendant du Cachemire au Bhoutan, les gisements indiqués (le plus souvent de façon approximative) se trouvent la plupart du temps dans des sites quasiment inaccessibles, et de surcroît interdits, pour des raisons politiques, à l'investigation des étrangers.

Les silences des scientifiques

Autre élément ayant joué en faveur de M. Gupta : les règles déontologiques du milieu scientifique, qui interdisent aux chercheurs de mettre en doute, a priori, la véracité des dires d'un collaborateur. « Je n'ai pas été assez prudent, mais cela est

facile à dire après coup », souligne M. Gary Webster, paléontologue à l'université américaine de Washington et coauteur avec le géologue indien de neuf publications. « Toute étude paléontologique est basée sur une confiance implicite dans l'origine des données de base », renchérit M. Janvier, qui précise néanmoins ne plus travailler, désormais, « qu'avec des fossiles récoltés par mon équipe ou provenant d'un musée garantissant leur origine ».

On peut, en revanche, s'étonner de découvrir que nombre de spécialistes de l'Himalaya, qui reconnaissent aujourd'hui avoir soupçonné depuis plusieurs années les pratiques plus que douteuses de

leur collègue, n'aient pas jugé utile d'en avertir plus tôt l'ensemble de la communauté scientifique.

La dénonciation ouverte, certes, n'est pas une pratique courante de la profession, et les paléontologues avaient sans doute suffisamment de fossiles en tête pour ne pas se plonger dans la bibliographie exhaustive de Vishwa Gupta. Il n'empêche : outre les nouvelles « victimes » que ce dernier a pu continuer de dupier, la « loi du milieu » a sans doute ainsi contribué à transformer la géologie du Toit du monde en un inextricable réseau de contradictions, dont cette discipline mettra longtemps à se remettre — même si le temps finit

toujours par séparer le bon grain de l'ivraie.

« Toutes les données stratigraphiques et paléontologiques accumulées sur l'Himalaya sont désormais à revoir complètement », confirme Willi Ziegler, directeur du Muséum Senckenberg de Francfort (RFA). De nombreux chercheurs ont en effet intégré de bonne foi les « découvertes » de M. Gupta dans leur propre réflexion, rendant aujourd'hui les connaissances et les hypothèses établies depuis vingt ans quasiment inutilisables.

M. Gupta, quant à lui, semble cette fois définitivement discrédité. Six mois après le coup d'envoi donné par John Talent, les langues commencent à se délier. Les auteurs des quatre articles qui viennent de paraître dans *Nature*, dont deux proviennent de collègues très proches du géologue indien, dénoncent tous, en termes parfois très durs, les malversations probables de leur coauteur. Mais la communauté scientifique ne dispose, aujourd'hui encore, d'aucune preuve tangible contre M. Gupta.

La solution la plus simple, suggérée par de nombreux paléontologues, serait sans doute de constituer une commission internationale — sous l'égide, peut-être, du Survey Geological indien — chargée de vérifier, un à un, l'existence — ou plus probablement l'absence — des gisements signalés dans ses publications. Selon toute vraisemblance, l'affaire des fossiles péripatétiques ne fait que commencer.

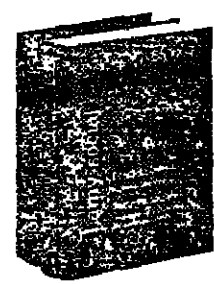
CATHERINE VINCENT

(2) *Nature* du 20 avril 1989, « The Case of the Peripatetic Fossils ».

PRECISION

Suite à l'article paru dans « Le Monde Sciences et Médecine » du mercredi 13 septembre. M. Jacques Mehler, directeur du laboratoire de sciences cognitives et psycholinguistiques (CNRS/EHESS, Paris), nous précise que les études réalisées sur le bilinguisme des adultes, parues dans la revue *Nature*, ont été menées en collaboration avec M. Juan Seguí, du laboratoire de psychologie expérimentale du CNRS (université Paris-V).

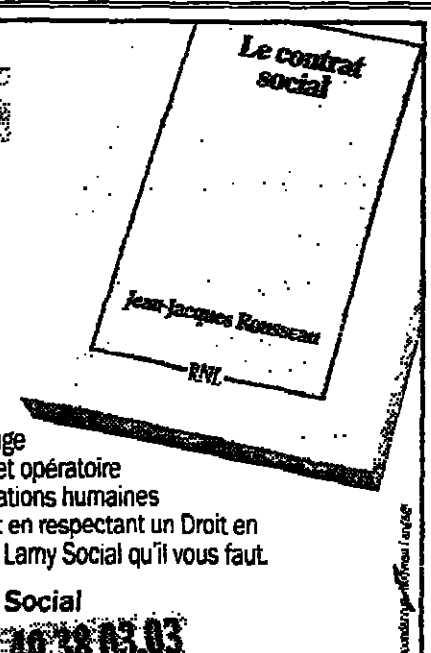
A défaut du **Lamy Social**, vous pouvez éventuellement consulter cet ouvrage...



Cela dit, si vous cherchez l'ouvrage de référence à la fois objectif et opératoire qui vous permettra de gérer les relations humaines au mieux des intérêts de tous, tout en respectant un Droit en constante évolution, c'est plutôt le **Lamy Social** qu'il vous faut.

Pour vous procurer le **Lamy Social** téléphonez au plus vite au 01 48 03 03 03

Lamy Pour agir en connaissance de cause.



Les fraudes célèbres

AUJOURD'HUI l'Himalaya, hier l'Angleterre, l'Union soviétique ou les Etats-Unis : les falsifications scientifiques ne connaissent pas de frontières. Et, si les « scandales » déboussent plus souvent le milieu des sciences de la vie (témoignons le cas de Sir Cyril Burt, célèbre psychologue britannique, mort en 1971 couvert d'honneurs et qui se révéla, quelques années plus tard, avoir inventé ses couples de jumeaux... et jusqu'à ses collaboratrices pour justifier sa théorie héréditariste de l'intelligence), la supercherie en paléontologie, bien avant l'affaire Gupta, a, elle aussi, connu ses heures de gloire.

Ainsi, le cas de l'« homme de Piltdown », dont la célébrité reste à ce jour inégalée. Un crâne primitif d'« être humain », découvert dans le Sussex (Grande-Bretagne) en 1912, présenté par Charles Dawson et considéré, dans un premier temps, comme preuve probable de l'existence du fameux chaînon manquant entre le singe et l'homme. Pendant plus de quarante ans, les spécialistes de paléontologie humaine crurent à son authenticité, avant de découvrir qu'il s'agissait d'un mélange d'os d'orang-outang et d'un crâne humain — gigantesque

farce dont les auteurs n'ont jamais pu être identifiés.

Mais l'affaire présentant la plus grande analogie avec celle des fossiles himalayens se joue en France, au sortir de la Grande Guerre. Géologue brillant et reconnu, directeur du service géologique d'Indochine à Hanoï, Jacques Depret est violemment accusé par certains de ses pairs d'avoir falsifié l'origine de fossiles qu'il affirme provenir du nord du Tonkin et que l'on ne connaît, en principe, que dans des terrains primaires d'Europe centrale. Personne n'est jamais la fin mot de l'histoire, mais les présomptions pesant sur Depret, héritier de la Société géologique de France au début des années 20, furent par la suite largement renforcées en cause, lorsque l'on découvrit, vérification sur le terrain à l'appui, que la plupart de ses descriptions étaient parfaitement exactes.

Aujourd'hui, la plupart des spécialistes plaident son innocence. Ce qui contribue probablement à expliquer la récence, chez bon nombre de paléontologues français, à passer trop vite des soupçons à l'accusation en matière de fraude scientifique.

Ca. V.

صلى الله عليه وآله

Le « Lancet » made in France

La prestigieuse revue britannique sera pour la première fois éditée en français. Un événement dans le monde de l'information médicale.

LONDRES
de notre envoyé spécial

DANS le plus que distingué Bedford Square, seule une très discrète plaque de cuivre indique le siège de l'une des plus prestigieuses revues médicales internationales. Créée le 5 octobre 1823 à Londres, *The Lancet* (le Bistouri) est l'un des rares exemples d'un journal ayant su résister à l'usure du temps et à la dangereuse manie de la publicité; l'un des rares exemples aussi d'un journal médical qui, en respectant scrupuleusement les principes définis par son fondateur, soit parvenu à s'imposer aujourd'hui — avec son homologue américain *The New England Journal of Medicine* — comme référence internationale en matière de recherche et de publication.

« Nous avons commencé à bénéficier d'une réelle audience internationale dans les années 60, explique M. David Sharp et le docteur Robin Fox, rédacteurs en chef adjoints. Ce phénomène est apparu à une époque où nous avons perdu un certain nombre de nos lecteurs médicaux généralistes britanniques et où la recherche médicale s'est rapprochée des sciences fondamentales. » Si l'est encore loin derrière le *New England* (200 000 exemplaires environ), le *Lancet*, avec 42 000 abonnés dont 10 000 en Grande-Bretagne et 15 000 en Amérique du Nord, jouit d'une position confortable, qui lui permet notamment de maintenir son volume de publicité en dépit de ce que l'on observe habituellement.

Une position d'autant plus enviable que les collaborateurs — le plus souvent étrangers — de l'hebdomadaire adressent leurs textes du monde entier et que l'on sait cultiver à Bedford Square les joies de l'indépendance absolue. A la différence de nombreuses revues médicales, le *Lancet* n'est pas en effet l'émulsion d'une association médicale ou de l'institution.

Depuis peu, l'hebdomadaire britannique est entré dans une nouvelle ère de sa longue histoire. Alors que le numéro 8664 vient tout juste d'être imprimé à Londres, sortira à Paris, le mercredi 20 septembre, le premier numéro de la version française de l'hebdomadaire britannique. Après l'Espagne en 1982, l'Italie en 1984 et l'Allemagne fédérale en 1987, les responsables du *Lancet* complètent ainsi leur implantation en Europe par le biais d'éditions dans des langues différentes, avant de s'attaquer au Japon. C'est la filiale française d'Elsevier (1), l'un des principaux éditeurs scientifiques internationaux, qui a acquis l'exclusivité de la

Notre sélection se fera en fonction de l'importance et de l'urgence du sujet traité, mais aussi en fonction de l'intérêt que pourront trouver les médecins français à la lecture d'articles de synthèse, de réflexion, et d'éditoriaux.

La principale cible visée par les responsables d'Elsevier est celle des médecins spécialistes hospitaliers, qui « n'ont pas le temps de lire en anglais ». Sans doute espère-t-on aussi que les médecins généralistes pourront trouver là une source d'informations originales, différente de celle qu'ils peuvent trouver, lorsqu'ils en ont une, dans leurs revues de formation médicale continue.

La perte d'audience des revues françaises

« Même si la chose est difficile à expliquer, souligne M. Sharp et le docteur Fox, nous avons observé que, en Italie, en Espagne et en Allemagne fédérale, la publication d'une traduction mensuelle ne nuisait aucunement aux ventes de l'hebdomadaire. Sans doute parce que les médecins intéressés par l'édition traduite n'ont pas les mêmes centres d'intérêt que les autres abonnés. »

On compte actuellement plus de mille trois cents abonnés au *Lancet* en France, et l'on espère, chez Elsevier, en attirer vingt mille de plus « avant la fin de l'année ». On indique aussi que, si cette expérience est concluante, rien n'interdit de penser à la mise en place d'une équipe spécialement chargée de conseiller les médecins français désirant publier en langue anglaise.

Cette expérience de traduction en français n'est certes pas la première (le journal de l'Association médicale américaine la réalise depuis plusieurs années), elle n'en souligne pas moins la dramatique perte d'audience des revues françaises de formation continue. Car, de manière paradoxale, ces traductions sont le reflet direct de la domination quasi monopolistique exercée en médecine et en sciences par la langue anglaise, qu'il s'agisse de découverte ou de formation continue. Le phénomène semble aujourd'hui irréversible, et l'on voit mal, compte tenu notamment de l'immobilité des pouvoirs publics français et des organismes nationaux de recherche, ou encore des maisons d'édition, comment le français pourrait retrouver ne serait-ce qu'une part de la place éminente qu'il occupa au dix-neuvième siècle et au début du vingtième dans l'avancée de la science et de la pratique médicales.

JEAN-YVES NAU.

(1) La maison Elsevier édite les *Annales de l'Institut Pasteur*, qui furent il y a quelques mois l'objet d'une très vive polémique dans les milieux de la francophonie, les responsables de cette revue soulignant ne plus publier que des textes rédigés en langue anglaise.

L'électrochoc de la perestroïka

(Suite de la page 19.)

Il semble bien que l'absence de changements dans la direction de la psychiatrie soit la cause de l'ambiguïté de la position soviétique, qui, paradoxalement, a recouru aux experts américains pour arbitrer chez elle des questions des droits de l'homme.

Les experts américains dénoncent dans leur rapport l'« hyperdémocratie » existant en URSS dans les cas de schizophrénie. Selon eux, les symptômes d'« activité unitaire » — d'« échec de l'adaptation à la société » et d'« insipidité à vivre en société » — sont « des critères de diagnostic » illustrant aussi l'« hyperdémocratie » concernant les « psychopathes ».

Pour la « schizophrénie à évolution lente » diagnostiquée chez des personnes manifestant leur soutien à des causes politiques, les experts ont dénoté les symptômes de « délire de réformation » et de « sens exagéré de l'opinion de soi » qui ne sont pas des critères de diagnostic. Les personnes souffrant de ces symptômes ont subi par ces patients leur avoir été administrés « pour les punir ou les contrôler ».

Sur les quinze patients hospitalisés et les douze qui avaient été relâchés, qu'on pu rencontrer les experts, qu'on ne les ait vus, ne les ait vus, aucun trouble mental présent ou passé, et trois présentaient des symptômes légers qui ne nécessitent pas d'hospitalisation. Les traitements subis par ces patients leur avaient été administrés « pour les punir ou les contrôler ».

L'usage de l'atropine, de sulfazine ou de coma insulinaire pour traiter des psychoses ou augmenter l'action de neuroleptiques n'est pas accepté à l'Ouest, ajoutent-ils. Les Soviétiques n'ayant pas pu fournir la preuve de l'efficacité d'un médicament aussi dangereux que la sulfazine, aux effets secondaires si douloureux, les Américains ont conclu à son usage « punitif plutôt que thérapeutique ».

Ce rapport sévère a reçu une réponse circonstanciée de la part des Soviétiques. Ils ont reproché aux psychiatres américains d'avoir trop mis l'accent sur la mémoire subjective des patients sur leur hospitalisation, ce qui, selon eux, témoigne d'une position trop partiale. Sur l'usage de traitements punitifs, ils ont affirmé qu'ils n'avaient plus utilisé. Acceptant les critiques concernant l'usage de la sulfazine et de l'atropine, ils ont défendu celui du coma insulinaire, efficace, selon eux, sur certains schizophréniques, mais ont nié son utilisation pour provoquer des convulsions. Ils n'ont pas non plus admis l'idée d'inclure le patient dans les décisions de traitement, ce qui n'est pas chez eux coutumier dans la médecine, sauf si le patient est lui-même médecin.

Confrontés à l'« ingérence étrangère » de la délégation américaine, les dirigeants de la psychiatrie soviétique s'efforcent de sauver la face. Mais les Américains précisent qu'ils se sont heurtés à de nombreux obstacles de procédure, significatifs, selon eux, d'une réticence à offrir un accès libre à toute l'information nécessaire. Les experts n'ont ainsi pas en accès aux rapports d'enquête juridiques des cas qu'ils étudiaient, le fondement des affaires concernées restant ainsi caché.

Si les autorités psychiatriques refusent de reconnaître la systématisation de la psychiatrie punitive, elles admettent désormais l'existence d'erreurs passées et, adoptant le discours réformiste aujourd'hui en vigueur de la perestroïka, affirment que de tels abus ne pourront plus avoir lieu.

S'il semble qu'il y ait réellement eu des changements politiques en ce qui concerne l'internement des dis-

dents communs (croyants, objecteurs de conscience, opposants politiques) qui ont presque tous été relâchés avant la visite de psychiatres américains, les autorités psychiatriques ont l'air peu enclines à réformer en profondeur un système qu'elles ont contribué à créer.

Selon les experts américains, la psychiatrie soviétique a encore de grands progrès à faire pour rendre son système thérapeutique plutôt que punitif. Les hôpitaux spéciaux ressemblent plus à des « prisons psychiatriques » qu'à des hôpitaux, selon le docteur Roth, la chef de la délégation : les patients y sont privés de tous droits et ont peur de mesures de rétorsion au cas où ils se plaindraient. Des changements plus importants devraient avoir lieu dans les procédures de placement volontaire, pour prévenir les abus. Les commissions psychiatriques de révision prévues tous les six mois après un internement sont « brèves et formelles », selon le rapport, et n'incitent pas à « décision indépendante » qui permettrait aux patients de s'opposer à la volonté de la direction de l'hôpital de les retenir.

Malgré les changements récents, le docteur Roth se dit « peu rassuré ».

sur leur effet préventif contre le type d'abus psychiatriques qui ont encore lieu actuellement en URSS. Les experts recommandent aux psychiatres de commencer à utiliser les critères de diagnostic internationaux pour tous les problèmes mentaux. Ils estiment que la pratique des échanges entre psychiatres américains et soviétiques, ainsi que la formation d'une commission internationale pour contrôler les abus psychiatriques de tous pays, seraient bénéfiques à leur prévention.

Selon Alexandre Podrabinnik, le représentant à Moscou de l'Association internationale contre l'utilisation de la psychiatrie à des fins politiques (IAPUP), (1) il faudrait en outre une réhabilitation juridique et médicale de toutes les victimes des abus psychiatriques en URSS et le droit pour des organisations civiles indépendantes de contrôler la pratique des hospitalisations et des traitements psychiatriques, pour que la volonté des autorités soviétiques de renoncer à la psychiatrie punitive soit véritablement garantie.

ANNE DASTAKIAN.

(1) P.O. Box 3754 1001 AN AMSTERDAM.

ASILES ET TRANSPARENCE

(Suite de la page 19.)

« Les méthodes de diagnostic sont relatives et subjectives, le psychiatre est constamment pressé, ce qui le rend indifférent et insensible à ses patients ; la qualification des médecins est basse, il n'y a aucun contrôle public sur l'activité des psychiatres, et, bien sûr, l'éducation des psychiatres est insuffisante. »

Selon Glouzman, dénoncé aussi le concept soviétique de « schizophrénie à évolution lente » qui est si hétéroclite que les « malades » ne présentent à aucun moment d'états psychotiques sévères (elle peut même être asymptomatique), mais les « malades » ont tout de même rejoint les malades sévères dans les hôpitaux psychiatriques, où on leur a donné des traitements massifs de sulfazine, d'électrochocs et de neuroleptiques.

Glouzman conclut que la seule prévention contre de tels abus est évidemment la loi, mais aussi « la capacité des psychiatres de questionner leur propre jugement dans l'intérêt des patients ». « Se poser des questions, ajoute-t-il, ce doit être, au même titre que les bonnes manières, enseigné dès l'enfance. »

L'analyse précise des droits et intérêts légitimes des personnes souffrant de problèmes psychiques, menée par les juristes B. Protchenko et A. Roudnikov en février 1989 dans *Kommunist* (mensuel théorique du comité central du PCUS), est un réquisitoire contre la législation actuelle du système psychiatrique en URSS, mettant même en évidence certains de ses aspects illégaux (en contradiction avec le code pénal). Les auteurs mettent d'emblée en avant l'utilisation de la psychiatrie par le pouvoir politique pour faire pression sur ceux qui pensent différemment, et parlent de « tragédies humaines ».

A. D.

ASPECTS SOCIO-ÉCONOMIQUES DE LA TECHNIQUE SPATIALE

Dans le cadre de son département ÉCONOMIE & GESTION, le CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS & MÉTIERS organise un enseignement intitulé ASPECTS SOCIO-ÉCONOMIQUES DE LA TECHNIQUE SPATIALE, qui a pour objet de présenter le développement spatial et d'analyser les liens qui existent entre ses aspects techniques et ses aspects socio-économiques.

Les cours auront lieu chaque mardi de 18 h 30 à 20 h à partir du 24 octobre 1989.

Les inscriptions sont reçues au CNAM. Le cours est cependant ouvert aux auditeurs libres.

292, rue Saint-Martin, 75003 PARIS

A défaut du

vous pouvez éventuellement consulter cet ouvrage...

Cela dit, si vous cherchez l'ouvrage de référence pluridisciplinaire qui couvre la totalité des sujets de préoccupation d'une association, tant pour les administrateurs que pour les salariés et les partenaires, c'est plutôt le Lamy Associations qu'il vous faut.

Pour vous procurer le Lamy Associations téléphonez au plus vite au

MERcredi 27 SEPTEMBRE - HÔTEL ROYAL MONCEAU - PARIS

THE BUSINESS FORUM
présente

L'EUROPE DE 1992 : DÉFIS ET CONTRAINTES

Notre société vit à l'heure de l'Europe sans frontières. L'organisation structurée des réglementations européennes dans ce domaine devient l'un des sujets brûlants d'aujourd'hui. La prolifération de nouveaux textes pose non seulement le problème de l'harmonisation entre les États-Membres de la C.E.E., mais aussi celui d'un surcroît de normes, qui pourrait porter atteinte à la liberté d'expression commerciale. Dans ce cadre, nous vous proposons de participer à un colloque sur les défis et contraintes auxquels devront faire face les consommateurs, les entreprises et le monde de la communication dans l'Europe de l'après 92. Pour tout renseignement supplémentaire, veuillez vous adresser à :

THE BUSINESS FORUM
Mme Michèle Mallivel
10, pl. du Pt-Mithouard
F - 75007 Paris
Tél. : (1) 47.34.57.90

En association avec Libertad Europe.

Communication

Après le recours judiciaire de M. Hersant

Le contrôle de la Cinq dépend de l'attitude des petits actionnaires

Dans son combat pour garder le contrôle de la Cinq, M. Robert Hersant a réussi, lundi 18 septembre, à gagner du temps et à éviter le pire.

Sur le point d'être défait en conseil d'administration, le PDG de la Cinq brusquement a contre-attaqué sur le plan juridique et il a obtenu du tribunal de commerce un nouveau report de cette réunion (nos dernières éditions du 19 septembre).

Le matin même, en effet, la démarche de l'un des responsables du groupe, M. Yves de Chaisemartin, auprès du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), avait échoué. Non seulement le CSA ne revenait pas sur sa décision d'autoriser un changement de présidence sans remettre en cause l'autorisation de la chaîne, mais, il la confirmait dans un communiqué, mettant ainsi fin à un début de polémique interne. L'instance de régulation rappelle, en revanche, que toute modification du capital doit « être portée à sa connaissance ».

Assuré de perdre sa présidence si le conseil se réunissait, M. Hersant obéissait par référentiel à un nouveau surin. Le patron de presse affirme, en effet, que les mutuelles agricoles (Groupepama) ont déjà vendu à M. Jérôme Seydoux leurs actions de la Cinq (16,83 % du capital) sans faire jouer le droit de préemption. M. Hersant conteste la légalité de cette vente devant le tribunal de commerce qui doit examiner

l'affaire mercredi 20 septembre. Entre-temps, le conseil d'administration ne peut pas se réunir.

Mais Groupepama conteste radicalement les affirmations de M. Hersant. Les mutuelles agricoles assurent qu'elles n'ont pas encore vendu leurs actions et qu'elles le feront en respectant le droit de préemption. La direction de Groupepama estime, de plus, que cette vente ne peut avoir lieu qu'après un changement à la présidence de la Cinq. Position cohérente en bonne logique financière, puisqu'un bouleversement de cette nature relance indubitablement une surcote autour des actions de la Cinq et revalorise leurs actifs.

Le groupe les Echos, qui détient 3,67 % du capital, adopte, semble-t-il, la même position. Désireux de vendre sa participation depuis plusieurs mois, ce groupe affirme aujourd'hui « qu'il n'observe une position de stricte neutralité, les Echos ont confirmé leur intention de se défaire de leurs parts en les cédant au plus offrant. Celui-ci devra respecter le droit de préemption ».

Neutralité de Crédit lyonnais

Le Crédit lyonnais, qui ne serait ni acheteur ni vendeur, joue aussi la « neutralité » sans avoir décidé s'il se portait ou non acquéreur de nouvelles actions dans le cadre du droit de préemption. Les autres petits actionnaires sont le groupe canadien Vidéotron (3,42 %), SMA filiale du

CIC (2,28 %) - n'ont pas encore fait connaître leur position. Expar, société holding de M. Guy de Roquemaurel, soutient M. Hersant, comme M. Jean-Marc Vernes, mais ne détient que 0,57 % du capital de la Cinq.

En attendant le jugement du tribunal de commerce, les deux blocs d'actionnaires campent donc sur leurs positions. MM. Jérôme Seydoux et Silvio Berlusconi, assurés du soutien de Groupepama et de la neutralité des Echos, contrôlent la majorité du conseil d'administration et peuvent donc toujours espérer la présidence de la chaîne. En revanche, la logique du droit de préférence donne un léger avantage au tandem Robert Hersant-Jean-Marc Vernes (35,81 % des actions) contre l'alliance Seydoux-Berlusconi (32,28 %) dès qu'il s'agit de racheter, au prorata, des parts du capital.

Néanmoins, dans l'état actuel, aucun des deux camps ne peut obtenir la majorité absolue. Le contrôle de la chaîne dépend donc à terme de l'attitude des petits actionnaires encore indécis et de la position du Crédit lyonnais. Cette situation d'incertitude ne peut se prolonger indéfiniment sans risque pour la Cinq. Les annonceurs publicitaires, essentiels à la survie économique de la chaîne, risquent en effet de différer leurs investissements tant que ne seront pas connus les nouveaux dirigeants et leur stratégie de programmes.

PIERRE-ANGEL GAY et JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Une hausse de 8,86 %

L'augmentation des tarifs postaux pénalise les journaux pauvres en publicité

Les relations entre une partie de la presse écrite et le gouvernement risquent de se tendre dans les jours à venir. La pomme de discorde porte sur l'augmentation des tarifs postaux des abonnements, prévue le 1^{er} octobre. Cette mesure, décidée après avis d'une commission paritaire dans laquelle siègent des représentants du ministère des postes, des télécommunications et de l'espace (PTE), et ceux des éditeurs, pénalise les journaux les moins argentés.

L'augmentation sera de 8,86 % en moyenne. Mais il s'agit d'un arbre qui cache la forêt. Les journaux sont en effet traités différemment selon leur poids. Ainsi un hebdomadaire de moins de 70 grammes acquittera jusqu'à 0,187 F par abonnement distribué par la poste. A partir du 1^{er} octobre, il devra payer 0,22 F, ce qui correspond à une hausse de 17,6 %. En revanche, un périodique dont le poids excède 301 grammes devra verser 1,901 F au lieu de 1,787 F, ce qui se traduit par une augmentation de 6,9 %. Or les journaux de faible poids sont tradition-

nellement ceux qui recueillent le moins de publicité. Ce sont fréquemment des titres d'informations politiques et générales.

Cette différence de traitement qui avantage les journaux les plus riches en publicité est imputable à la progressive dérive du système des aides à la presse, dont font partie les aides postales. Traditionnellement, depuis les accords Laurent de 1980, qui souhaitent pallier le déficit chronique de la poste dans le domaine des abonnements, l'ensemble de la presse acceptait d'assumer une part plus importante des coûts de transport et de distribution (33 % du coût total, le reste étant pris en charge par les postes et l'Etat). La poste garantissait une amélioration de la qualité du service. Mais les éditeurs des « poids lourds » - hebdomadaires d'actualité et magazines spécialisés à forte pagination publicitaire - ont jugé que leur prise en charge d'une fraction de la part des petits journaux devenait trop lourde.

A la suite de plusieurs réunions, la décision, avalisée par la Fédération nationale de la presse française (FNPF), a été prise de faire payer à chaque titre le tiers de son coût postal. Au ministère, on assure qu'il

n'y a pas eu de pression des grands éditeurs et que « les décisions ont été prises entre techniciens ». « L'augmentation décidée n'est pas une mesure punitive et ne doit pas être liée aux futures discussions sur la nouvelle grille tarifaire », qui doivent reprendre le 3 octobre. Divers critères - poids du journal, paiement à l'exemplaire, pondération entre la surface publicitaire et le volume rédactionnel - y seront examinés. « Nous sommes conscients des problèmes des journaux qui ont peu de publicité », renchérit-on au ministère des postes.

Les dissensions et les clivages existant au sein de la presse écrite augmentent mal des négociations sur la nouvelle grille. On peut aussi craindre que le principe de solidarité entre journaux, instauré depuis la Libération, ne succombe du fait de ces dissensions. Comme on peut s'en rendre compte, une telle différence de traitement entre titres ait recueilli l'acceptation bienveillante d'un gouvernement à majorité socialiste auquel appartient M. Paul Quilès, ministre des PTE, qui dirigeait d'autres temps le Matin de Paris.

YVES-MARIE LABÉ.

M. Maxwell rachète l'éditeur scolaire Merrill

Maxwell Communications Corporation (MCC) vient d'acquiescer d'acquiescer pour 260 millions de dollars (1,7 milliard de francs) l'éditeur américain Merrill Publishing, qui appartenait au groupe Bell et Howell.

Merrill est un éditeur de manuels scolaires, notamment dans le domaine des sciences, dont le chiffre d'affaires a atteint 100 millions de dollars en 1987. Si les autorités anti-trusts donnent leur feu vert à la transaction, Merrill rejoindra la filiale de livres scolaires créée en mai dernier par MacGraw Hill et Macmillan, la branche éditoriale de MCC outre-Atlantique. Cette filiale commune se place au deuxième rang des éditeurs scolaires américains, derrière Harcourt Brace Jovanovich, une société que M. Robert Maxwell avait en vain tenté d'acheter il y a trois ans.

Le rachat de Merrill confirme les deux orientations actuelles du groupe de M. Robert Maxwell : priorité aux Etats-Unis (90 % des actifs du groupe y sont concentrés) et priorité à l'édition au détriment de l'imprimerie (secteur dans lequel MCC a déjà vendu pour 2 milliards de dollars d'actifs et s'apprête à céder encore l'équivalent de 1,4 milliard de dollars). En moins de deux ans, M. Maxwell aura ainsi largement changé la physionomie de son groupe.

La nomination des dirigeants des chaînes publiques

Les socialistes « jugeront » sur les actes

Les nouveaux dirigeants des chaînes publiques de télévision ont « trois mois pour convaincre » et engager le redressement du service public de l'audiovisuel, a estimé lundi 18 septembre, M. Jean-Jacques Queyranne, porte-parole et secrétaire national du Parti socialiste, chargé de l'audiovisuel. « Les directeurs nommés ont besoin maintenant d'élaborer des projets d'entreprise » pour « dynamiser leurs entreprises » en évitant les « pièges de la bureaucratie et du statu quo », préconise M. Queyranne, qui avertit que « les socialistes jugeront sur les actes, sans présomption ».

Administrateur d'Antenne 2, M. Queyranne dénonce la « surpopulation des questions de l'audiovisuel » qui est le fait non seulement des politiques mais des médias eux-mêmes. « Il ne faut pas croire que derrière chaque affaire de médias il y ait la main invisible du pouvoir politique », dit le porte-parole du PS, qui voit dans le conflit pour le contrôle de la Cinq une « querelle d'actionnaires ». En cas de changement à la Cinq, il espère qu'« il ne se fera pas sur le dos de l'information ».

EN BREF

● Le CSA sanctionne M 6 pour avoir diffusé des scènes violentes. - Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a demandé, lundi 18 septembre, au Conseil d'Etat d'instruire une procédure de sanction contre M 6 pour avoir récemment diffusé à 20 h 30 « plusieurs séquences contenant des scènes susceptibles de heurter gravement la sensibilité des enfants et des adolescents ». Le CSA reproche à la chaîne soit d'avoir diffusé ces séquences sans avertir les téléspectateurs, soit de les avoir programmés avant 22 h 30. L'instance, en revanche, vient d'accorder quatre dérogations pour des films normalement interdits de diffusion à 20 h 30, compte tenu de l'ancienneté des visés et de l'évolution des mœurs.

● EUROCOM achète l'agence allemande de relations publiques ABC. - EUROCOM, filiale publi-

taire d'Havas, a récemment acquis 77 % du capital d'ABC, numéro un de la communication corporate et des relations publiques en RFA et en Europe continentale. L'ambition d'Eurocom est de mettre sur pied, en trois ans, l'un des trois premiers réseaux européens d'agences de communication spécialisée dont la firme allemande devrait être l'animateur dans le domaine particulier de la communication d'image. Düsseldorf sera le siège de ce réseau aux agences locales résolument indépendantes quoique travaillant « en coopération étroite » avec les agences de conseil en publicité du groupe EUROCOM (HDM, Bélier, ECOM).

ABC, qui s'est développé uniquement par croissance interne, emploie 135 personnes.

● Hachette va construire une imprimerie en Espagne. - Le groupe Presse-Hachette a annoncé la construction en Espagne d'une imprimerie spécialisée dans l'héliogravure. Héliogravure SA. Avec un investissement de 300 millions de francs, Hachette y sera majoritaire. Les Espagnols Biblos Editorial et Novograh en détiendront respectivement 20 % et 10 %. Située à 45 kilomètres au nord-ouest de Madrid, cette unité sera équipée de trois rotatives et pourra imprimer 36 000 tonnes de papier par an. En service à partir de janvier 1991, elle emploiera 200 personnes. Outre les commandes extérieures, Héliogravure imprimera les publications éditées en Espagne par le groupe Presse-Hachette. - (AFP, Reuters.)

Polémique sur les droits d'auteur

La SACEM conteste la logique économique des instances européennes

L'arrêt de la Cour européenne de justice mettant en cause les tarifs de la SACEM (le Monde du 27 juillet) coûte cher à la Société des auteurs. Sans attendre les décisions des tribunaux français, discolothèques et cafés-théâtres ont suspendu leurs paiements. Considérant que les instances européennes ont méconnu les intérêts des créateurs, la SACEM demande la médiation de M. Jacques Delors, président de la Commission européenne, et de M. François Mitterrand, qui assure actuellement la présidence du conseil européen.

« L'arrêt de la Cour de Luxembourg fait peser une grave menace non seulement sur les comptes de la SACEM mais aussi sur le financement de la création en Europe », M. Jean-Loup Tournier, directeur général de la Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique, n'est pas optimiste. Car, la juridiction européenne a reconnu le droit à la SACEM de gérer collectivement les intérêts de ses adhérents. Elle n'a pas remis pas en cause le monopole de fait dont jouit l'organisme, ni rien trouvé à redire au partage du marché avec les autres sociétés d'auteurs européennes. Mais, tirant les conséquences de cette situation, les juges du Luxembourg ont estimé que la SACEM pouvait abuser de sa position dominante en réclamant aux discolothèques 6,25 % de leur chiffre d'affaires pour rémunérer les créateurs de musique. Un tarif que la Cour estime trop élevé par rapport à ceux pratiqués dans le reste de la Communauté.

Se référant à un rapport de la direction de la concurrence de la CEE, la Cour européenne pense que le monopole de la SACEM est à l'origine d'un dérapage de ses frais de gestion, qui, eux-mêmes, pèsent sur ses tarifs et lésent les utilisateurs. Elle demande aux tribunaux français de revenir sur onze ans de jurisprudence pour reconsidérer les plaintes des discolothèques. Les conséquences de cet arrêt, sans appel, ont été immédiates. Sans attendre le verdict de la justice française, près de sept cents discolothèques ont déjà suspendu leurs paiements, entraînant une perte de 30 millions de francs dans le budget de fonctionnement de la SACEM. Avec le risque que cette attitude fasse tâche d'huile et s'étende à d'autres utilisateurs de musique.

Bruxelles

« nous a diffamés »

Après les polémiques sur les quotas audiovisuels de la directive « Télévision sans frontières », cette nouvelle décision européenne a mis le petit monde des créateurs en émoi. « Pourquoi le pouvoir européen, exécutif ou judiciaire, semble-t-il prendre les auteurs comme cible au lieu de les prendre en compte ou à leur égard ? », demande Pierre Del-

noë, président de la SACEM, lors de l'inauguration du Salon de la musique, le 11 septembre. « La direction générale de la concurrence de Bruxelles nous a diffamés, renchérit M. Tournier. Nos frais de gestion représentent 18,06 % de nos perceptions. Ils sont de 29 % pour nos homologues portugais, de 26 % en Grèce, de 22 % en Belgique. De plus, le raisonnement de la commission est économiquement inepte. Supposons que nous parvenions à réduire nos frais d'un tiers : les discolothèques feraient une économie de 86 centimes sur une consommation de 100 francs ! »

La Société des auteurs supporte mal de voir les instances européennes appliquer la logique strictement économique du traité de Rome à des problèmes spécifiquement culturels. Elle regrette de ne pas avoir d'interlocuteurs compétents à Bruxelles. « Jean Monnet serait le premier étonné de voir des textes, élaborés pour le charbon et l'acier, s'appliquer à la musique, s'indigne M. Tournier. La SACEM n'est pas assimilable à un fabricant de petits pots en conserve qui abuse de sa

position de monopole pour fixer ses tarifs de manière discrétionnaire. Les droits d'auteur sont le produit d'une longue négociation entre les créateurs et les diffuseurs de musique, la conséquence de toute une histoire culturelle. Rien d'étonnant s'ils sont plus élevés en France, en Grande-Bretagne qu'en Grèce ou en Espagne, où le fascisme a décimé la création artistique. Appliquer la stricte logique de la concurrence au domaine culturel conduit à des absurdités : on ne choisit pas entre un concert de Boulez et un récital de Michael Jackson en fonction du tarif. »

Mais comment s'opposer à un arrêt de la Cour européenne qui s'impose de droit aux plus hautes juridictions françaises ? Les dirigeants de la SACEM espèrent encore que les gouvernements feront preuve d'initiative politique et doteront la Communauté de vraies instances culturelles. Ils ont écrit en ce sens à MM. François Mitterrand et Jacques Delors. M. Jack Lang leur a promis d'intervenir au prochain conseil des ministres de la culture, le 2 octobre.

J.-F. L.



Lire pour comprendre

Comment choisir un livre pour son enfant ? Comment être sûr de la qualité de tel documentaire ? Quels sont les meilleurs ouvrages dans telle discipline ? Dans le maquis de l'édition pour la jeunesse, les parents - voire certains enseignants - ont toujours du mal à se faire une opinion. Pour les aider, l'association Lire pour comprendre analyse en toute indépendance les ouvrages pour enfants en réunissant dans un comité de lecture des enseignants, des bibliothécaires et des scientifiques. Les remarques de ces spécialistes bénévoles sont ensuite publiées dans des bulletins et des sélections.

En raison de moyens limités (aucune aide de l'éducation nationale, subvention en peu de chagrin de la culture), les militants de Lire pour comprendre ne se sont pas encore penchés sur les manuels scolaires, pour lesquels les besoins d'une information objective sont pourtant immenses, mais ils étudient de plus en plus la production parascolaire.

L'association vient de publier sa sélection 1989 des meilleurs ouvrages documentaires pour les jeunes, dans tous les domaines, de la maternelle à la troisième. Dans *Mille livres pour aider les enfants à comprendre le monde*, les ouvrages sont classés par grands thèmes, avec, pour chacun d'eux, une indication d'âge, de prix et un commentaire.

J.-J. B.

* Renseignements : Association pour une meilleure vulgarisation des connaissances pour la jeunesse, 6, avenue de France, 91300 Massy. Tél. : (1) 69-20-31-17.

● Syndicats et recherche

Un colloque européen sur la coopération entre syndicats et recherche est organisé les 27 et 28 septembre par le laboratoire d'économie et de sociologie du travail du CNRS. Les relations professionnelles, la participation ou les nouvelles technologies seront parmi des thèmes analysés en présence de chercheurs tels que MM. Alain Tournier ou Renaud Sainsaulieu.

Renseignements : Viviane Barnaud : 91-61-36-72.

● Réhabilitation de l'habitat

L'Ecole d'architecture de Versailles organise un stage de formation professionnelle continue en réhabilitation et amélioration

de l'habitat ancien du 4 décembre au 18 mai 1990. Cette formation est destinée aux architectes, ingénieurs et techniciens du bâtiment.

Ecole d'architecture de Versailles, 4, avenue de Paris, 78000 Versailles. Tél. : 39-51-52-51.

● Gestion des PME

L'UIT de gestion de l'université Nancy-II crée un diplôme de « gestion européenne des PME » à destination des étudiants titulaires d'un DUT, d'un BTS tertiaire, d'un DEUG LEA, économique ou juridique et des salariés ou demandeurs d'emploi possédant une formation équivalente.

UIT A Nancy-II, département de gestion, 2 bis, boulevard Charlemagne, 54000 Nancy. Tél. : 83-40-35-24.

COPIES COULEURS
Canon LASER
COPIES DE PLANS
JUSQU'A 84 x 120 CM
RANK XEROX 2080
P.A.O.
AVEC VENTURA
ET EDITION LASER
ETRAVE REPRO
38, AV. DAUMESNIL - 43.47.21.32

(Publicité)
URBANISME — AMÉNAGEMENT
Des formations sélectives et intensives
D.E.A. URBANISME ET AMÉNAGEMENT
IU (Paris VII) - ENPC
Paris I - ENTP
Dossier : ENPC
42-80-34-13, p. 1146
ou 42-04-40-98 p. 3420
ou INSTITUT FRANÇAIS D'URBANISME - 64-68-00-16
(légalement licencié, maîtrise, DESS)

صكبات الراحل

Le Monde

de la Révolution française

au sommaire du n°9

L'ALMANACH DE 1789 :

• Septembre 1789 • Politique : que faire d'un roi dans la nouvelle société des individus libres et égaux ? La grogne des campagnes bretonnes contre les villes « patriotes » • L'homme du jour : Jean-Paul Marat et les débuts de l'Ami du Peuple • Théâtre : faut-il interdire Charles IX de Marie-Joseph Chénier ? • Etranger : la révolution belge, de Liège au Brabant.

LE JOURNAL DES DROITS DE L'HOMME :

La Nation, ou comment l'idée de nation s'impose au cosmopolitisme des Lumières, et comment elle triomphera à la suite des armées de l'An II, du Directoire et de l'Empire, au travers de la « Grande Nation » • Portrait : Brissot, l'homme par qui une guerre de vingt ans est arrivée • En 1789, l'Europe des nationalités doit-elle céder la place à celle des citoyens ?

LA GAZETTE DU BICENTENAIRE :

Entretien exclusif : Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, révèle comment il souhaiterait réorganiser la vie parlementaire • Polémique : une exposition sur la sellette, « Les savants et la Révolution » • Les livres du mois et toutes les manifestations à Paris et en Province.

SEPTEMBRE 1989

30 F – Mensuel

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Le Monde
de la
Révolution française
Septembre 1789

N°9
MENSUEL
SEPTEMBRE
1989 SPÉCIAL
CLF 89

QUE FAIRE DU ROI ?

JOURNAL DES DROITS DE L'HOMME
► O MA PATRIE / LA NATION p. 17 & 24
De l'ancien Régime à la Révolution
LE PROCESSUS DU COSMOPOLITISME
par Jean-Marie Goussier
1789-1799
NATION ET RÉVOLUTION
par Pierre Nora
1793-1794
LA GRANDE NATION DES CROISÉS DE L'AN II
par Jacques Godechot
Cronique
Sous les ruines de l'Europe, les nationalités
par Jean Tulard
Portrait
JACQUES-PIERRE BRISSOT ET VA-T'EN GUERRE
par Patrick Guillemy
Histoire d'une liberté
L'AUTRE FRANCE
par Jean-Christophe Morin
Liberté en prison
PAR DELÀ LES NATIONS, L'EUROPE DES CITOYENS
par Dominique Venard

ALMANACH DE 1789
► POLITIQUE
La république
L'AFFAIRE LOUIS XVII
par la comte de Paris
Les élections
JEAN-JACQUES ROUSSEAU
MAÎTRE DE PARIS
par Maurice Godelier
Portrait
LA GROGNE DES CAMPAGNES CONTRE LES VILLES
par Roger Duguay
► CULTURE
Théâtre
LA BATAILLE DE « CHARLES IX »
par Pierre Frenay

LA GAZETTE DU BICENTENAIRE
Entretien exclusif
« RÉACTION ET NOSTALGIE »
par Jean Starobinski
Entretien
L'ASSEMBLÉE NATIONALE, 200 ANS APRÈS
Un entretien exclusif avec Laurent Fabius

En septembre 1789, la révolution politique est faite : du printemps à l'été, la France révolutionnaire s'est dotée d'un patrimoine qui constitue encore, après deux siècles, l'univers de notre démocratie. La 4^e partie, en particulier, nous fait découvrir, comme l'ancien monde, comment le roi Louis XVI, « au centre de l'indivisible univers », agit à l'instar de son peuple, comment il se constitue en « nation » et en « individu ». Ainsi, lorsque, comme nous, on se dit « citoyen », on se dit aussi « patriote » : que faire d'un roi, d'un monde social atomisé à l'infini et pour lequel par l'idée du cosmopolitisme d'une nation une et indivisible ?

Ainsi, lorsque, comme nous, on se dit « citoyen », on se dit aussi « patriote » : que faire d'un roi, d'un monde social atomisé à l'infini et pour lequel par l'idée du cosmopolitisme d'une nation une et indivisible ?

Une question surgit-elle, bien propre à l'époque — et pour longtemps — la question de la « nation » ?

Et finalement, pour répondre à Louis XVI en droit de suite « souverain », les députés de la Nation ?

En finissant par répondre : un citoyen parmi d'autres, réduit en rôle d'indivisible des lois.

(Voir pages 7 et 8 l'article de Jean Tulard)

Enquête

L'inauguration de la ligne

Un entretien avec M. Jacques Fournier, président de la SNCF

« Je souhaiterais que notre dette soit allégée d'une quarantaine de milliards de francs »

« Le TGV Atlantique est-il un prolongement du TGV Sud-Est ou bien une nouvelle étape pour la grande vitesse ferroviaire ?

— Il représente une nouvelle et importante étape. Le matériel appartient à une autre génération ; il est équipé d'un moteur plus performant ; il roule plus vite ; il est plus économique en énergie. Nous l'avons conçu de telle sorte que le voyageur ait le choix de l'espace qui lui convient, de l'intime au plus convivial.

« D'autre part, le TGV Sud-Est n'est plus seul. Nous disposons, désormais, d'une amorce de réseau qui couvrira peu à peu le territoire national. En septembre 1990, le TGV Atlantique desservira Tours et Bordeaux. Nous engageons maintenant le chantier du TGV Nord, qui doit relier, en 1993, Paris, Londres et Bruxelles. En 1994, la ligne Sud-Est contournera Lyon par l'est et, en Ile-de-France, la voie d'interconnexion mettra en communication les lignes Sud-Est, Atlantique et Nord, autorisant des dessertes rapides et commodées de province à province.

« Il est raisonnable d'espérer que nous réaliserons, un jour, le TGV Est vers Strasbourg et que nous prolongerons la voie Sud-Est vers la Méditerranée, Marseille et Nice d'un côté, Montpellier, Perpignan et l'Espagne de l'autre. Nous discutons, en ce moment, avec le gouvernement et les régions concernées, d'un schéma directeur des trains à grande vitesse, qui sera soumis, à la fin de l'année, à une procédure de consultation officielle. Ce schéma présentera les liaisons possibles, avec leur coût et une évaluation de leur rentabilité, mais sans échéancier. Mon ambition est de conserver à la SNCF sa première place en Europe, que ce soit en termes de vitesse ou d'étendue du réseau.

Adapter l'outil

« La SNCF assimile-t-elle la nouvelle culture que représente la grande vitesse ?

— Elle comprend de mieux en mieux que le TGV n'est pas un système marginal, mais qu'il représente l'amorce d'une recombinaison d'ensemble de ses dessertes voyageurs. Notre projet de plan d'entreprise (1990-1994) prévoit qu'en 1994 plus de 50 % de notre clientèle circulera sur des lignes à grande vitesse. Il est vrai que l'arrivée du TGV dans une région nous oblige à bien articuler le nouveau système sur le réseau classique. Après tout, le TGV Sud-Est roule sur quelque 400 km de voies nouvelles et sur 2 000 km

de voies anciennes. Le TGV nous a permis d'électrifier la ligne Lyon-Grenoble, celle de la Tarentaise, Rennes-Brest et Poitiers-La Rochelle. Le Nord se prépare à en faire autant. On saisit encore mal ces avantages dans l'entreprise. Je pense qu'ils deviendront progressivement plus tangibles et que l'on constatera alors que ces évolutions ne sont pas des abandons.

« On entend déplorer, à l'intérieur et à l'extérieur de l'entreprise, que la direction mette en place une SNCF à deux vitesses, avec un réseau TGV très avancé et un réseau classique en cours de dégradation en quantité et en qualité. Qu'en pensez-vous ?

— Ce n'est pas notre politique. Bien sûr, la vitesse est essentielle ! Elle figure au premier rang des orientations de notre projet de plan d'entreprise, mais y figurent aussi l'amélioration des transports de la vie quotidienne, autrement dit, nos missions de service public en zones urbaines, et le maintien de notre activité dans le fret.

« Nous prévoyons d'investir 76 milliards de francs en cinq ans. Sur ce total, la moitié ira au réseau classique. Il y aura 9 milliards de francs d'investissements dans la région parisienne. C'est dire que nous n'avons pas d'yeux que pour le TGV !

« Pourtant, la mise en service d'un TGV s'accompagne à terme de réductions de certains services, de fermeture de gares. Les bénéfices de TGV se matérialisent-ils aussi affectés au maintien du service public et à l'aménagement du territoire ?

— Je suis juriste de formation et je rappelle que le service public présente deux caractéristiques en droit français : la continuité, mais aussi l'adaptabilité en fonction des besoins recensés. Quand une classe rurale compte moins de quinze élèves, on la ferme pour en créer une autre en zone urbaine où les effectifs par classe sont pléthoriques. Il est légitime de s'interroger sur le maintien de certaines dessertes dont la fréquentation n'est pas suffisante pour justifier l'usage du train. En revanche, nous devons renforcer nos liaisons sur le pourtour des grandes villes. Nous créerons, en deux ans, cinq cents emplois et nous investirons, en trois ans, 300 millions de francs pour accompagner l'effort de l'Etat destiné à rendre plus sûrs les trains de la banlieue parisienne. Adapter l'outil est de saine politique et porteur d'avenir.

« Les suppléments de prix du TGV Atlantique suscitent des critiques. Comment se justifient-ils ?

— S'agissant d'un service qui

représente une amélioration spectaculaire sur le plan de la rapidité, de l'accueil, du confort et de la fréquence, il n'est pas anormal qu'il soit payé plus cher. Le TGV Sud-Est a connu une hausse du prix kilométrique, mais comme cette ligne à grande vitesse était plus courte, nous avons pu maintenir le prix global, si bien que la clientèle n'a pas ressenti cette augmentation.

« Sur la ligne atlantique, où les distances restent les mêmes, il y aura une différence de prix. Mais elle demeure très raisonnable : 16 F en seconde, correspondant au trajet sur ligne nouvelle. Si l'on ajoute la réservation qui devient obligatoire, soit 13 F, cela fait une somme de 29 F, identique à celle que soit la distance. Plus on ira loin, en Bretagne par exemple, moins cette somme pèsera par rapport au prix du train classique.

« Il est vrai que sur certains trains particulièrement demandés — un tiers environ, — le supplément grande vitesse, appelé Resa 300, sera d'un montant plus élevé. Il s'agit d'encourager les voyageurs à choisir des trains moins pleins. Ce système n'est pas nouveau : il existe déjà sur certains trains classiques circulant aux heures de pointe. Je souligne qu'il ne concernera pas les deux tiers des TGV Atlantique.

L'équilibre en 1989...

« En attendant de rapporter beaucoup d'argent à la SNCF, le TGV contribue, dans un premier temps, à accroître une dette déjà impressionnante. Ce train peut-il être, comme on l'a espéré, l'instrument de votre redressement financier ?

— Le TGV a un effet bénéfique dans nos comptes. Le contrat de plan en cours nous avait assigné le retour à l'équilibre en 1989. Nous devrions y parvenir.

« Nous discutons avec l'Etat le nouveau contrat de plan en souhaitant faire de la SNCF une entreprise vraiment autonome, qui ne recevra des concours de l'Etat que pour couvrir les charges qui lui seront imposées. Cela suppose que soit réglé le problème de notre endettement.

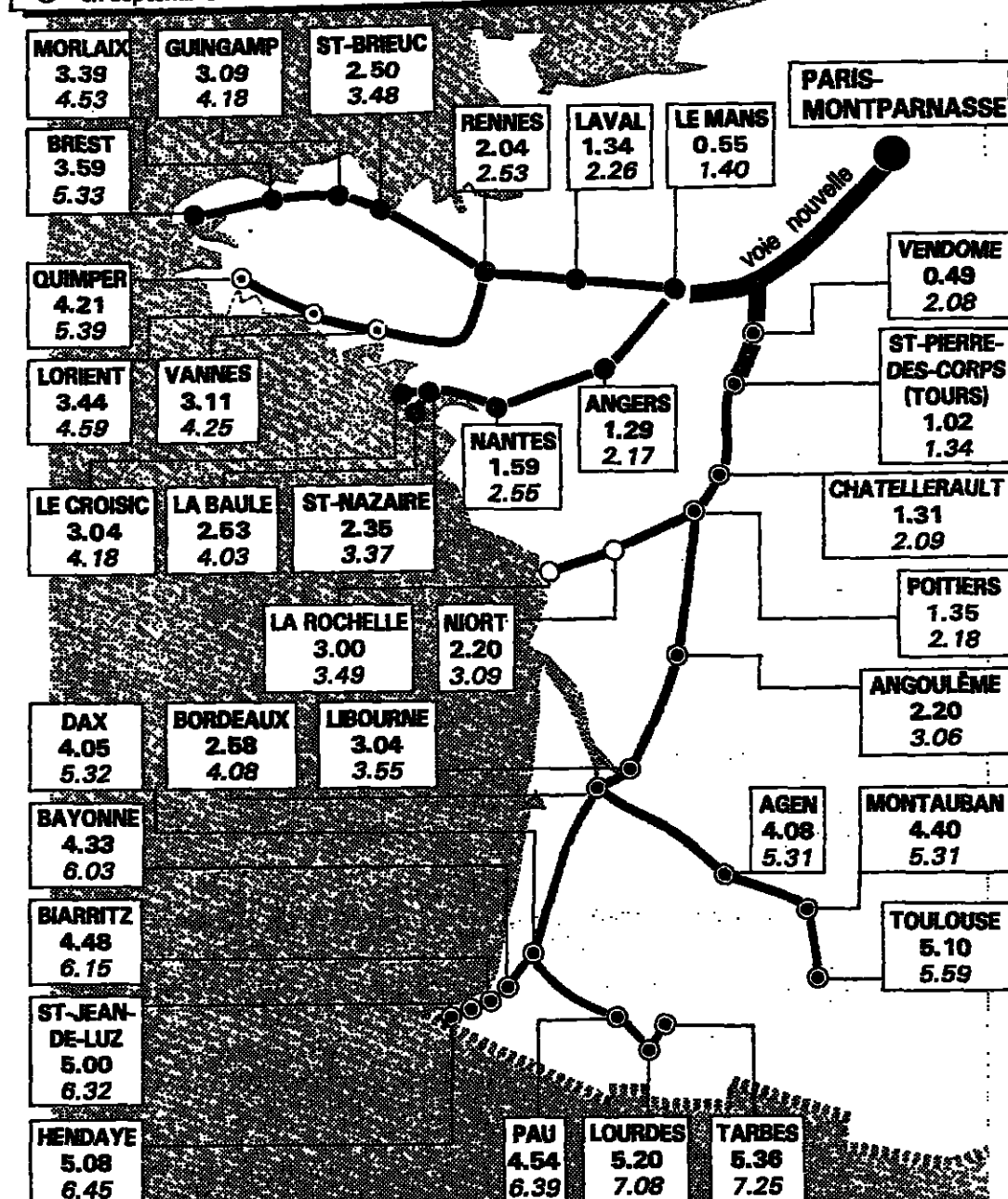
« Il est anormal que la SNCF ait dû emprunter à certaines époques pour combler ses déficits. Je souhaiterais que nous soyons déchargés de ce fardeau financier qui représente une quarantaine de milliards de francs sur un endettement total qui atteindra 100 milliards de francs à la fin de cette année. Plusieurs formules sont possibles. L'Etat fédéral ouest-

Desserte finale du TGV Atlantique

Villes desservies :

- en septembre 1989
- en septembre 1990
- en mai 1992
- en septembre 1993

1.05 meilleur temps TGV
2.18 meilleur temps actuel
service d'hiver 88/89



Nota : les temps de parcours indiqués supposent l'électrification des lignes : Saint-Brieuc-Brest, Rennes-Quimper et Poitiers-La Rochelle.

allemand est en train d'annuler 42 milliards de francs de la dette de la Bundesbahn, et l'Etat japonais a pris à sa charge l'énorme endettement — qui excédait 1 000 milliards de francs — des chemins de fer nippons avant de les privatiser. Nous en parlons avec nos ministères de tutelle.

« Comment financerez-vous vos futurs TGV ?

— Nous étudions un mode de financement qui ne pèserait pas sur le volume de notre dette, comme le leasing, et qui nous éviterait l'inconvénient d'un lourd déficit pendant les premières

années de fonctionnement de la nouvelle infrastructure.

« La modernisation sociale de la SNCF semble progresser moins vite que les rails des TGV. Pourquoi ?

— Nous essayons de les faire avancer de conserve. Il existe certes à la SNCF des pesanteurs ou des crispations qui ne disparaîtront pas en un jour. Nous progressons pourtant. L'accord salarial de décembre 1988 a constitué une avancée reconnue par un grand nombre de cheminots. La décentralisation avance elle aussi. Nous souhaitons ouvrir dès le début de l'année 1990 des discussions sur la modernisation de notre système de rémunération. Nous sommes prêts à discuter de l'intéressement avec les organisations syndicales. Je souligne enfin que, pour la première fois dans l'histoire de la SNCF, un plan d'entreprise est actuellement soumis à la concertation de l'ensemble du personnel. Il est clair que l'avenir de la SNCF ne peut se construire qu'avec les cheminots. La politique sociale fait partie intégrante de nos options stratégiques.

« La rame prototype de TGV Atlantique a approché plusieurs fois — mais officieusement — les 410 km/h sur la ligne Sud-Est. Quand la SNCF reprendra-t-elle à la Bundesbahn le record du monde de vitesse sur rail qui est de 406,8 km/h ?

« Ma préoccupation est que le TGV Atlantique fonctionne parfaitement ; qu'il procure à ses voyageurs la vitesse, la régularité, la fiabilité, la sécurité et le confort qu'ils sont en droit d'attendre de ce train magnifique. Pour le reste, nous verrons plus tard... »

Enquête réalisée par Alain Faujas.

Les tarifs en augmentation de 5 à 47 %

ROULER à 300 km/h coûte cher. Aussi la SNCF a-t-elle mis en place une tarification adaptée à son nouveau TGV, qui sera plus coûteux — de 5 à 47 % environ — que les trains actuels et surtout qui inaugure une modulation assez spectaculaire du prix des billets en fonction de la demande.

Le système est complexe. Tout voyageur acquitte le prix du billet ordinaire calculé en fonction du kilométrage parcouru ; il paie aussi un supplément « Resa 300 », qui comprend une part de réservation (13 F) et un forfait modulable selon les classes et les trains en fonction de l'affluence. Pour plus des deux tiers des trains, le montant de la Resa 300 est de 29 F en deuxième classe et de 37 F en première classe ; pour 30 % des trains, il passe respectivement à 61 F et 101 F ; sur 5 % des trains, les plus demandés, il atteint 77 F et 117 F.

Si l'on compare l'addition finale avec les prix acquittés par le voyageur empruntant des trains classiques à suppléments comme le Maine-Océan, l'Armor ou le Jules-Verne, on arrive à des augmentations significatives. En période creuse, il en coûtait, par exemple, 127 F pour se rendre au Mans en deuxième classe ; le billet Atlantique atteignait le prix de 143 F (+ 12,6 %) et en première classe le seul est de 183 F à 207 F

(+ 13,1 %). Vers Brest et Quimper, la hausse se limite à 5,6 % en deuxième classe et à 5,7 % en première classe. Pour les trains circulant aux heures de pointe, certaines augmentations atteignent 47 % entre Paris et Le Mans, 30 % sur Paris-Nantes et 21 % sur Paris-Brest et Quimper.

Le prix du progrès

Le nouveau système tarifaire n'a pas manqué de susciter la colère des associations d'usagers, qui y ont vu une mesure inique. « Nous trouvons que le supplément « grande vitesse » est une mesure anti-commerciale », déclare M. Jean Sivardière, secrétaire général de la Fédération nationale des associations d'usagers des transports (FNAUT). Air Inter n'augmente pas ses tarifs lorsqu'elle modernise sa flotte, bien au contraire ! A quand une diminution du prix du billet lorsque la vitesse se dégrade sur les lignes régionales, comme Nice-Brest ? Nous estimons qu'un tiers des trains à suppléments cela fait déjà beaucoup, et l'exemple du TGV Sud-Est nous fait craindre le pire : entre Grenoble et Paris et en semaine, cinq TGV sur six comportent un supplément. A ces critiques, s'ajoutent celles qui

concernent l'embrouillamini tarifaire, où le voyageur éprouve du mal à se retrouver.

« Il n'était pas possible de ne pas faire payer plus cher un train dont la place assise coûte 10 % de plus que celle offerte sur le TGV Sud-Est et deux fois plus que celle d'un train Corail, répond M. Jean-Marie Meisler, directeur commercial voyageurs. Ce n'est pas scandaleux de demander à notre clientèle d'acquitter le prix des améliorations dont elle profite : un important gain de temps, un confort remarquable, des fréquences accrues, soit par exemple onze allers-retours Paris-Nantes, que nous porterons plus tard à une quinzaine, et trains-éclair gare-révision. Pour le TGV Sud-Est, nous avions pu ne pas augmenter nos tarifs car la ligne nouvelle comportait 50 kilomètres de moins que l'ancienne. Nous nous étions contentés de les maintenir. Pour le TGV Atlantique, nous n'avons pu rendre indolore le saut technologique. »

Dans cinq ans, le trafic à grande vitesse représentera 60 % du trafic total voyageurs de la SNCF. Aussi était-il important de construire une nouvelle politique tarifaire, « qui ne se contente pas de multiplier des kilomètres par des ententes, poursuit M. Meisler. Il nous faut d'abord coller à notre marché et aux contraintes que sont l'avion et la voiture. Cela sup-

pose que nos prix reflètent nos coûts et qu'ils soient différenciés pour avantager les parcours les plus longs. D'autre part, une tarification fixe ne permet pas d'étaler les pointes, et la création de trains supplémentaires est une solution peu efficace et coûteuse. Nous avons donc décidé de moduler nos tarifs pour adapter la demande à l'offre. Les variations entre la première et la deuxième classe n'évoluent pas de la même façon. Tout dépend du trafic. Le lundi, au départ de Nantes, la première est remplie d'hommes d'affaires, mais la deuxième est vide ; nous favorisons le remplissage de la seconde par des tarifs attractifs. Le vendredi, au départ de Paris, pour le week-end, c'est l'affluence des familles en seconde ; nous réduisons la différence de prix entre les deux classes pour favoriser la première. »

Vive la réservation !

D'ores et déjà, le voyageur profite d'une simplification, puisque le billet classique, la réservation — qui n'est plus « obligatoire » mais « associée » — et le forfait modulable tiennent en deux billets. Dans deux ou trois ans, le système informatique Sacra permettra d'émettre un seul titre de trans-

Enquête

à grande vitesse Paris-Le Mans

Une nouvelle génération du TGV

Le train et la voie à grande vitesse bientôt en service entre Paris et la Bretagne sont d'une génération tout à fait nouvelle bien que les 30 kilomètres à l'heure gagnés sur la vitesse de pointe du TGV Sud-Est n'y paraissent pas. La problématique était plus importante que celle du Sud-Est (18 millions), et ses points hebdomadaires d'annonces plus marqués. Il a été décidé de former des rames avec dix voitures au lieu de huit, ce qui voulait dire un train plus léger équipé de moteurs de moteurs mais deux fois plus puissants.

Si l'on voulait conserver la vitesse commerciale de 300 kilomètres à l'heure, ces contraintes supposaient des rampes maximales plus faibles que sur le Sud-Est (25 millimètres par mètre contre 35 millimètres) et, par conséquent, quatre tunnels totaux de 8,6 km devaient être creusés. Si l'on ajoute que le TGV A est le premier train informatisé du monde où l'ordinateur aide et surveille le mécanicien, on comprend mieux les enjeux rencontrés au cours de sa mise au point et les

progrès spectaculaires qu'il représente.

Les 278 kilomètres de voie à grande vitesse qui dessinent une fourche à travers le bassin parisien et qui filent depuis Montparnasse vers Le Mans et vers Tours, n'ont pas posé de gros problèmes une fois calmés les agriculteurs du Loiret-Cher qui s'étaient gentiment les agents de la SNCF chargés de préparer le chantier afin d'obtenir qu'on leur promette une gare à Vendôme. Les autres difficultés ont concerné les terrains instables rencontrés dans la banlieue parisienne et les inévitables déficiences électroniques des circuits de signalisation. M. Étienne Chabon, directeur de la ligne nouvelle, n'est pas fier d'avoir tenu les délais (1984-1988) et les prix (10 milliards de francs 1989, soit 1 ou 2 % de plus que prévu) pour construire une voie exceptionnelle : « Quelques jours après l'achèvement des travaux sur la section Auneau-Courtenay », déclare-t-il, « les rames y roulaient sans difficulté à 350 kilomètres à l'heure et dans des conditions de confort remarquables ».

Il faut dire que les améliorations de l'infrastructure par rapport à la voie Sud-Est sont notables. Les pierres du ballast ayant tendance à se morceler, la SNCF a demandé des roches plus résistantes et fait porter l'épaisseur du ballast de 30 à 35 centimètres. La plateforme a été élargie pour installer les câbles à fibre optique qui acheminent les 1 920 communications simultanées nécessaires au train. La caténaire — le fil électrique qui alimente la motrice — est plus simple et mieux tendue. Le fini du rail sonde à encore progressé grâce à un meulage systématique après la pose : un vrai billard.

Les précautions écologiques ont conduit la SNCF à jumeler la ligne avec des infrastructures existantes comme l'autoroute A 10 et la voie ferrée Trans-Bretonne afin de minimiser les nuisances. Quarante points sensibles ont été répertoriés ; des écrans anti-bruit ont été placés sur environ 10 % du tracé. Des passages ont été construits pour faciliter les migrations de la grande faune et des crapauds. On a déplacé des marais à grenouilles et des plantes rares comme le pigamon jaune et

la gratiole officinale. Dans le vignoble de Vouvray, les rails ont été montés sur caoutchouc de façon que les vibrations émises par un train n'excedent pas celles des pas d'un vigneron dans sa cave. Sarcoft de la protection de l'environnement : entre 10 et 15 % de l'addition totale.

Quelques mauvaises surprises...

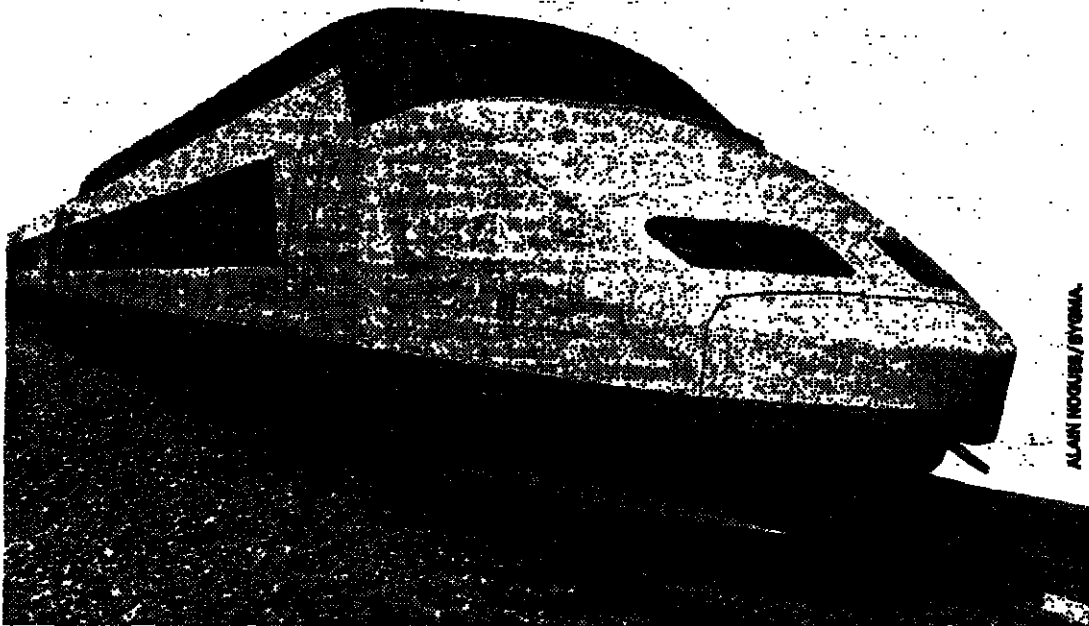
Du côté du train proprement dit, les mauvaises surprises ont d'abord dominé. Le constructeur GEC-Alsthom, en pleine réorganisation après l'absorption de la division ferroviaire de Jeumont-Schneider, n'a pu tenir les délais de mise au point. D'autre part, la SNCF et Alsthom ont commis l'erreur de vouloir faire l'économie d'une rame de pré-sécher et les mises au point des systèmes informatiques sophistiqués ont été faites sur les rames de série avec ce qui suppose de pannes. Techniquement, tout est en train de rentrer dans l'ordre, mais GEC-Alsthom a livré les trente rames prévues avec un peu de retard, ce qui a empêché la SNCF

de les tester toutes pendant au moins 10 000 kilomètres. Vingt et une seulement ont été déclarées bonnes pour le service, ce qui obligera la SNCF à rajouter, jusqu'au 28 janvier prochain, des trains Corail sur la ligne classique. Tous leurs circuits n'ayant pas été vérifiés, elles ne pourront provisoirement circuler en unités doubles ou dialoguer avec les postes au sol. A la cadence de trois rames par mois, le parc de 95 unités (83 millions de francs l'une) sera complet au printemps 1991.

Ces « plâtres » mis à part, les spécialistes sont enchantés du train à grande vitesse Atlantique. M. Michel Olivier, directeur général adjoint de la division ferroviaire de GEC-Alsthom, et M. François Lacôte, chef du département de la construction à la direction du matériel SNCF, ne tarissent pas d'éloges sur leur enfant. Sa motrice devait peser 68 tonnes ; elle n'en pèse que 67 et cette tonne gagnée augure bien des progrès futurs. Les bogies émettent trois ou quatre décibels de moins que ceux du Sud-Est. Le cahier des charges fixait à 3 500 mètres la distance maximale pour arrêter une rame lan-

cée à 300 kilomètres à l'heure ; le TGV-Atlantique stoppe en 3 200 mètres. Pas de bruit aérodynamique particulier aux alentours de 409 kilomètres à l'heure, des efforts sur la voie moindres : « Après quelques mois d'essais au cours desquels nous avons acquis une bonne connaissance du domaine des 350 kilomètres à l'heure », conclut M. Lacôte, « j'estime que nous n'avons pas rencontré de vraie limite technique à la grande vitesse ferroviaire ».

Les hommes de l'art ne se reposent pas sur leurs lauriers. A la SNCF comme chez Alsthom, on prépare les TGV suivants. Le « Nord », qui devrait rouler à 320 kilomètres à l'heure ; un TGV à étage (600 places) pour Paris-Lyon qui pourrait tenter les Sud-Coréens ; un TGV pressurisé pour supporter le choc du franchissement des tunnels sur la future voie à grande vitesse Lyon-Marseille. Dans le secret des bureaux, on travaille à un train quadricoureur qui pourra ainsi rouler à 350 kilomètres à l'heure, en France, en Belgique, en RFA, aux Pays-Bas et en Grande-Bretagne et prendre définitivement le meilleur sur le Shinkansen japonais et l'ICE allemand.



A la conquête de l'Ouest

(Suite de la première page.)

On dit que le prix des terrains et des appartements de Vendôme connaît une poussée importante en raison de l'envie des cadres parisiens de se mettre au vert tout en travaillant dans la capitale...

Le confort des rames du nouveau TGV frappera non seulement les habitués des voitures Corail, mais aussi les abonnés du TGV Paris-Lyon. Finis les cahots rythmés et les vibrations qui, vers 250 km/h, empêchent d'écrire ! Le rail devient de velours et la suspension pneumatique qui est en raison de ce qui contribue au charme du train et faisait pester les hommes d'affaires penchés sur leurs dossiers. Même la seconde classe sera de la fête puisque la SNCF a décidé de renouer le fil qui habitait traditionnellement ses sièges et de recourir au tissu.

Quelle SNCF ?

La grande nouveauté apportée par l'Atlantique est qu'il amorce un véritable réseau national à grande vitesse. La SNCF avait d'abord pensé à relier, mais en plus rapide, le réseau classique qui converge vers Paris. Dans quelle tête est née la bonne idée ? Nul ne le saura jamais ! Toujours est-il que les gouvernements et la SNCF se sont lentement persuadés qu'en construisant une voie à grande vitesse qui contournerait Paris par l'est, il serait possible de raccorder en 1991, d'abord « l'Atlantique » et le « Sud-Est », puis le « Nord » (1993), puis « l'Est ». Tous les TGV ne rouleront plus dans Paris, mais, frôlant l'agglomération parisienne, ils y complèteront le remplissage de liaisons de province à province, voire de province à pays étrangers. En 1991, lorsque la gare de Massy-Palaiseau entrera en service, on commencera par réaliser des TGV Bordeaux-Massy-Lyon (5 h 15), puis des Rennes-Massy-Lille (3 h 15), en 1993 des Bordeaux-Massy-Lyon (6 heures et des poussières), des Bruxelles-Lille-Strasbourg, des Marseille-Brest, etc. Le cul-de-sac parisien sera dépassé.

Ces performances et ces innovations ne vont pas sans bousculer la

SNCF. D'un côté, celle-ci et l'ensemble des cheminots estiment que le TGV est la source de jeunesse qui permettra au chemin de fer de supporter la vigoureuse concurrence de l'aviation et de l'auto. Mais le TGV oblige à repenser beaucoup d'habitudes ferroviaires. Comme il met 21 kilomètres à atteindre sa vitesse de croisière, il est exclu de l'arrêter trop souvent. Comme il attire les foules, il a tendance à raréfier la clientèle sur les autres trains. Comme il séduit les hommes d'affaires, il est tentant de le faire payer cher pour remplir les caisses d'une SNCF endettée de 100 milliards de francs. Le TGV conduira-t-il à former des petites gares et des lignes point très fréquentées ? Ses tarifs flexibles et réduits ne marquent-ils pas l'abandon d'une forme de service public ?

Au sein de la société nationale, on assiste à une querelle des anciens et des modernes. Ceux-ci font valoir qu'à l'heure des 300 km/h et des ordinateurs, il faut mettre le train aux rythmes de l'aviation et du marketing. En revanche, les cheminots qui se souviennent de la « bataille du rail » et d'un chemin de fer égalitaire joignent leurs critiques à celles des associations d'usagers et de certains syndicats pour dénoncer la naissance d'une SNCF à deux vitesses avec, d'un côté, un TGV privilégié et cher et, de l'autre, un réseau de plus en plus désavantagé en termes de budget et d'efficacité. Ils mettent en avant les nécessités de l'aménagement du territoire et refusent que la recherche des bénéfices devienne la raison d'être de la SNCF.

Reste la dimension internationale du TGV. Car la France et ses industriels ont bien l'intention d'exporter le ruban bleu de « l'Atlantique » et d'exporter le train le plus rapide du monde en exploitation. Pour bien faire, il faudra que le TGV reprenne à son concurrent, ceint-allemand, l'ICE, le record de vitesse pure de 406,8 km/h. Cette performance devrait intervenir en 1990, tant il est vrai qu'une rame a déjà roulé officiellement une dizaine de fois à 409 km/h. Fort de ce record et de la

vente à l'Espagne de vingt-quatre TGV, le tandem GEC-Alsthom-SNCF doit maintenant battre le japonais Mitsubishi en Corée du Sud pour équiper la ligne Séoul-Pusan, obliger Siemens à coopérer pour un TGV véritablement européen et séduire Américains et Canadiens, qui repensent au rail pour desservir leur littoral atlantique tant la congestion aérienne y est grave.

Le TGV Atlantique s'ouvrira pas seulement les portes océanes à vingt et un millions de passagers par an. Il consolide la France à la première place mondiale de la technique et de l'industrie ferroviaires.

AL. F.

Des gares océanes

La SNCF avait raté la modernisation des gares du réseau Sud-Est. Or plutôt elle avait conçu son premier TGV comme une sorte de navette expérimentale, et, hormis la gare de Lyon-Part-Dieu et les haltes intermédiaires et fonctionnelles, elle n'avait pas déployé de grande œuvre architecturale pour souligner l'arrivée de la vitesse.

Cette lacune n'était plus supportable avec la mise en œuvre du TGV-Atlantique, qui représentera un véritable réseau à l'échelle du territoire. La société nationale devait profiter de cette occasion pour décoller à travers ses gares une image forte de rail et d'effort, et une image qui soit modulable dans chaque étape du TGV.

« L'endroit où l'on s'embrasse le plus, c'est la gare », ajoute M. Jean-Marie Duthilleul, chef du département des bâtiments de la SNCF et architecte. La SNCF doit aussi créer un décor pour ces étonnantes sur fond de départ à 18 h 23.

Pour parvenir à marier ses exigences d'homogénéité, d'identité et d'efficacité, M. Duthilleul et son équipe ont arrêté une charte architecturale reposant sur cinq principes. Le premier : « Les gares doivent ressembler à des gares. » Autrement dit, leur forme et leurs volumes ne doivent laisser aucun doute sur leur destination. La gare Montparnasse était tellement peu « lisible » qu'on avait été obligé d'écrire son nom à son fronton pour guider les voyageurs. « La société d'aujourd'hui veut des signes, et la gare en est un. »

Deuxième principe : ce sont les volumes et les agencements qui orientent le voyageur, sans qu'il soit besoin d'une signalisation lourde. Par exemple : « Au pied d'un escalier, il faut qu'on puisse voir où il mène. »

Troisième principe : « La gare doit s'inscrire harmonieusement dans la ville », c'est-à-dire qu'elle est non seulement reliée aux autres modes de transports, mais qu'elle se veut aussi ouverture sur la rue, la place ou le jardin qui la flanque.

Un mobilier renouvelé

Quatrième principe : l'architecture d'une gare fait nécessairement référence à la technique : « A Nantes, à Montparnasse, à Saint-Pierre-des-Corps, au Mans, nous avons couvert les bâtiments de toiles supportées par des haubans qui rendent perceptible la technique et introduisent en douceur le voyageur à l'autre technique qui va le transporter ailleurs. »

Dernier principe enfin : « Une gare du TGV-Atlantique ne peut pas ne pas faire référence à l'Océan. Il y a là une source inappréciable de rêve. Les toiles que nous avons tendues sur les quais ou sur les couloirs sont déjà les voiles. La transparence d'une verrière parle des étendues marines. Le gruit annonce la Bretagne. »

Dans beaucoup de gares nouvelles ou renouvelées, on retrouvera donc un bâtiment — « porte », plus haut que

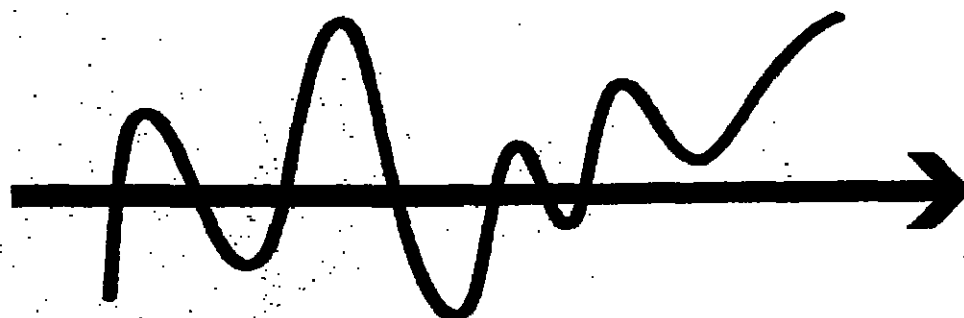
les autres et transparent, pour donner à voir les rails et, à ses côtés, des ailes de toile qui inviteront au voyage.

Pour que le voyageur « lise » sans peine où, quand et pourquoi la gare le concerne, M. Duthilleul a tenu à redessiner tout le mobilier ferroviaire, qu'il appelle « vocabulaire » tant il croit aux mots, fussent-ils de pierre ou de verre.

Il a recadré le poteau placé sur le quai pour le rendre visible et pour qu'il annonce l'arrivée toute proche. Il a recadré dans un même « meuble » les panneaux d'informations, l'horloge, les téléphones de service, les annonces électroniques. Il a réformé les guichets afin que soit facilité le dialogue entre l'agent et son client.

Ces messages, ces transparences, ces fluidités mis en formes peuvent-ils contribuer à faire évoluer la SNCF elle-même et à l'ouvrir à ce qu'elle signifie ? « Au moyen des volumes, on arrive à faire se poser des questions aux gestionnaires d'un espace », répond M. Duthilleul. Regardez ce qui s'est passé au Louvre. Les conservateurs et les fonctionnaires ne voulaient rien changer. La décision du président de la République de construire une pyramide les a obligés à repenser l'usage du Louvre. De la même façon, le nouveau guichet influera sur le comportement des deux acteurs de la transaction. D'ailleurs, les critiques ne nous ont pas manqué à ce sujet : le guichet était jugé trop moderne, il allait rendre nécessaires le sourire et l'accueil... »

Rien de tel qu'une ligne de crédit permanente pour faire face aux fluctuations de votre trésorerie.



Créditable Professionnel

Supporter une charge exceptionnelle d'exploitation, exploiter une opportunité, financer un nouvel investissement : avec le Créditable Professionnel, vous disposez de l'outil qui vous permet de réagir immédiatement, chaque fois que vous en avez besoin. Avec le Créditable Professionnel, vous bénéficiez d'une source de financement souple et toujours disponible, spécialement adaptée à vos attentes. Garantie de maintien confirmée par écrit pour 2 ans minimum.

BNP

C'est gagner.

Economie

Après la manifestation de Paris

Les grévistes mettent en cause l'ensemble de la politique sociale de Peugeot

La situation demeurait bloquée, ce mardi aux usines Peugeot de Mulhouse et de Sochaux. Au lendemain de leur manifestation à Paris, à l'issue de laquelle la direction a refusé d'engager des négociations, les 1 200 grévistes qui ont fait le déplacement devaient se retrouver à la prise de poste à 13 heures. Selon le comité d'organisation CGT, CFDT, CFIC et FO, une « action spectaculaire » est prévue. Pour la direction, les rentrées du personnel se sont effectuées normalement le 19 septembre au matin. Le 18, un peu moins de la moitié de la production aurait été assurée.

SOCHAUX
de notre envoyé spécial

Pascal l'a encore en travers de la gorge. « Quand je me suis mis en grève avec les autres, le chef d'atelier m'a dit : « Fais attention, ta carrière est compromise. » Un comble, qu'il me parle de ma carrière ! Après vingt ans chez Peugeot, je gagne 5 500 francs, et, ma seconde prime, je l'ai attendue jusqu'à l'année dernière. Une prime royale : 45 francs par mois. Trente-huit ans, agent de production non syndiqué, Pascal a été choisi pour travailler sur les chaînes d'où sort la nouvelle 605. « Un grand moment,

A l'usine Sochaux, les grévistes (2 000 selon la direction sur 23 000 salariés, 3 000 selon les syndicats) devaient manifester le 19 septembre devant le Musée Peugeot. Selon la direction, 20 % de la production (380 véhicules) ont été assurés le 18 septembre.

As centre de Peugeot, comme nous l'indique notre envoyé spécial, les grévistes s'en prennent de plus en plus à l'ensemble de la politique sociale du groupe. La CSL a réuni ses instances « afin d'examiner toutes les

formes d'action qui seraient nécessaires pour amener la direction générale à ouvrir des négociations ».

A la Régie Renault, le syndicat FO a annoncé que la direction avait réuni le 18 septembre les signataires de l'accord salarial 1989 (qui prévoit une augmentation générale des salaires de 2,5 %). Celle-ci a annoncé que l'augmentation de 0,5 % prévue au 1^{er} septembre s'ajoutera à la même date à celle de 0,5 % prévue pour le 1^{er} octobre. La hausse de 0,5 % du 1^{er} décembre sera avancée au 1^{er} octobre.

municipalités ou associations de parents d'élèves. Seul le sacro-saint Football-club de Sochaux, créé par la firme automobile, est épargné par leurs critiques.

Sérénité
à toute épreuve

Entourant la seule des quatre chaînes de montage de Sochaux qui reste en activité, cadres et agents de maîtrise affichent une sérénité à toute épreuve. « Ce véhicule vaut 200 000 francs. Êtes-vous prêt à le payer 400 000 pour satisfaire les revendications des grévistes ? », interroge l'un d'eux en posant son regard sur une rutilante 605 gris métallisé. Un peu plus loin, un ingénieur se désole de constater que, « obnubilés par les 8-9 milliards de profits de Peugeot en 1988, les ouvriers ne veulent pas voir que l'entreprise reste fragile ».

Selon cet ingénieur, « on ne peut pas parler de social dans une société qui est en train de sauver sa peau ». Quant aux accusations portées à l'encontre de la politique sociale du groupe, l'encadrement y voit surtout la mauvaise foi de syndicats quelque peu ringards opposés à l'avancement au mérite et se dit prêt à citer des exemples d'abus concernant les arrêts maladie. « Un cadre administratif concède toutefois que le PDG de PSA, M. Jacques Calvet — « un patron formidable », par ailleurs — a « peut-être, en l'occurrence, manqué de réalisme ».

JEAN-MICHEL NORMAND.

Les déçus du « train de la lutte »

MULHOUSE
de notre envoyé spécial

Pancartes et banderoles sont rangées dans les filets à bagages. Derrière les rideaux baissés des compartiments, la plupart des « Peugeot » ont fini par s'endormir. Il est 23 heures. Les grévistes du « train de la lutte » sont debout depuis 4 heures du matin. Ils sont déçus, furieux aussi. Furieux à cause des CRS qui les attendaient devant le siège de Peugeot, avenue de la Grande-Armée à Paris. Furieux à cause des cadres qui, du haut de leurs fenêtres, les observaient « en rigolant ». Furieux d'avoir vu leurs huit délégués revenir les mains vides, après une entrevue de quinze minutes à peine avec des responsables de la direction. « On ne pourra pas dire qu'on ne veut pas négocier, soupire Sylviane, qui travaille à l'embouteillage : on a fait huit heures de train aller-retour de Mulhouse, juste pour demander à les rencontrer. Et on n'y arrive même pas ! »

Dans le couloir, une responsable de la CGT passe de compartiment en compartiment avec un grand cahier. « Demain, rendez-vous à l'usine à midi et demi, lance-t-elle ; on bloque les routes ou les chaînes ? » « Les routes ! lui répond-on, ça, au moins, ça servira à quelque chose. » Debout dans le couloir, elle note scrupuleusement huit voix dans la colonne « routes ». « On vous donnera le résultat demain. »

De temps en temps, les slogans, repris de compartiment en compartiment, résonnent encore dans le couloir. Mais ils n'évoquent plus les 1 500 F clématisés toute la journée sur l'avenue de la Grande-Armée. « 1 500 F, c'est surtout un symbole, explique Jeanette, dont le salaire de base se monte à 5 300 F par mois. Au début du conflit, on aurait tout arrêté s'ils nous avaient donné 300 à 400 F. A ce moment-là, ils pouvaient négocier pour pas cher ! Mais,

aujourd'hui, ils cherchent l'épreuve de force en refusant les négociations. Et maintenant, nous, on veut plus. »

Plus pour « vivre décemment », disent-ils. Plus pour compenser des années de rigueur salariale consenties alors que Peugeot traversait une passe difficile. « On ne regrette pas, ajoute Jeanette. Il fallait le faire ; mais, aujourd'hui, on compte les investissements et les bénéfices en milliards et, nous, on ne voit rien venir sur notre fiche de paie. »

L'augmentation de 1,5 % accordée par Jacques Calvet les fait sourire : pour la plupart d'entre eux, l'augmentation reste inférieure à 100. « De quoi s'acheter sept ou huit paquets de café. »

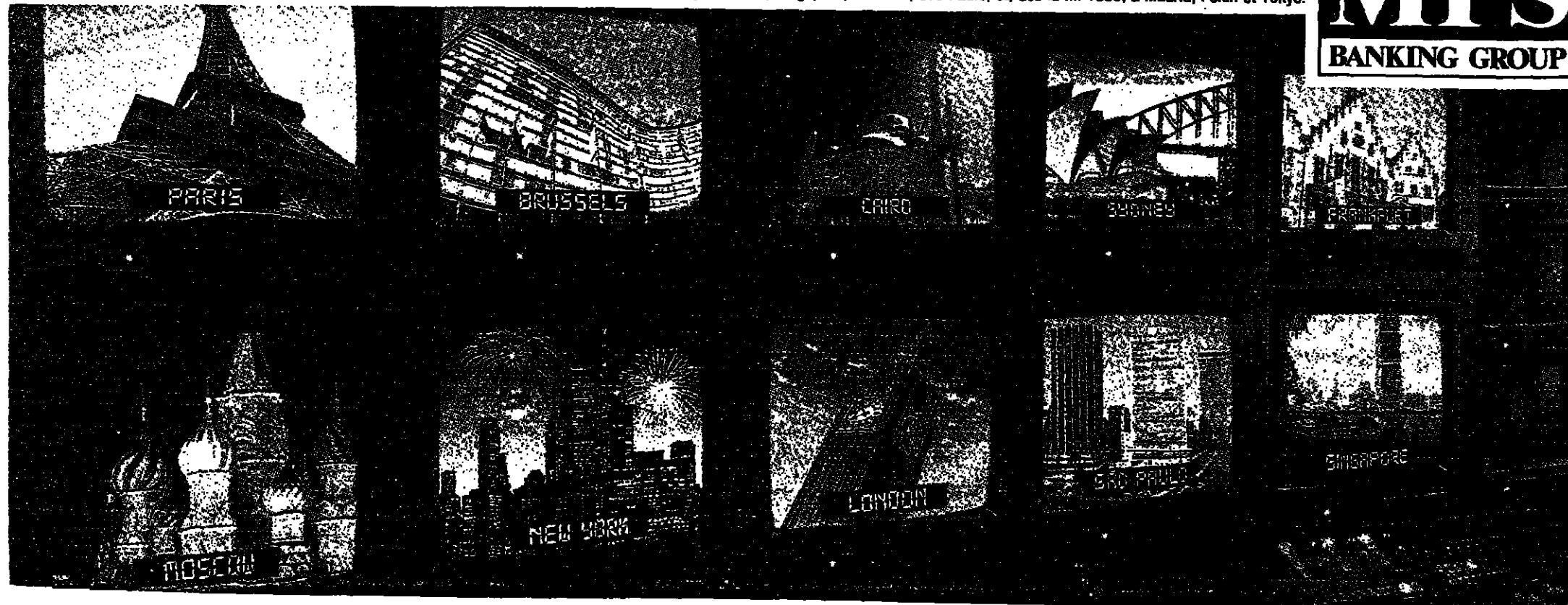
La plupart ont dix ans, voire quinze ans, de Peugeot-Mulhouse derrière eux. Et ils découvrent là leur première grève. « C'est curieux de voir des ressentiments sur les parkings, note Pierre, qui travaille à Mulhouse depuis trois ans on n'était pas habitué à cela. » Certains ont reçu des coups de téléphone de leur chef d'équipe pour les encourager à reprendre le travail. D'autres montrent aujourd'hui les premiers signes d'épuisement lorsqu'ils parlent des non-grévistes : « Ils croient qu'on ne fait rien, alors qu'on est là encore plus souvent que d'habitude, souligne un gréviste ; eux, ils auront leur fiche de paie à la fin du mois et, si on obtient quelque chose, ils l'auront aussi. »

Il est minuit. Le train approche de Mulhouse. Jeanette reconstruit le cimetière d'Alkirsch, puis l'usine d'incendiation d'ordures, le pont et, enfin, « la grande maison blanche ». Ils descendent leurs sacs chargés de paille, de casse-croûtes et de « chaussures à courir », apportées « au cas où ». « Ils ont dû profiter de notre absence pour tourner à plein, soupire un gréviste. Ils ont dû en produire, des voitures, aujourd'hui ! »

ANNE CHEMIN.

Sept banques, un même programme pour le monde entier. C'est le Groupe Bancaire MPS.

L'avantage d'un groupe, c'est qu'il doit, pour se développer, valoriser et exploiter au mieux les différentes sociétés qui le composent. Et se doter d'une structure souple, capable d'évoluer rapidement. Une structure qui permette à chacune d'elles, dans le cadre d'un même programme, de tirer profit de ses particularités, et d'être parfaitement opérationnelle face aux demandes d'une clientèle très diversifiée. Le Groupe Bancaire MPS est bâti sur cette philosophie de groupe. Et sa croissance en Italie et dans le monde, le développement continu de ses activités, et la solidité de ses résultats financiers suffisent à prouver la justesse de ses choix. Morite dei Paschi di Siena, Banca Toscana, Credito Commerciale, Credito Lombardo, Banco Valcostano, Istituto Nazionale di Credito per il Lavoro Italiano all'Estero, Italian International Bank, sept banques de tailles et d'implantations différentes, aux stratégies de développement distinctes — mais engagées dans un même programme, avec les mêmes méthodes de travail, au sein d'un même groupe. Le Groupe Bancaire MPS est présent dans le monde à travers des filiales ou des représentations à New York, Londres, Paris, Francfort, Bruxelles, Moscou, Singapour, Le Caire, São Paulo, et, dès la fin 1989, à Madrid, Pékin et Tokyo.



MPS
BANKING GROUP

Les des exportations

La présence se renforce

Les des exportations

Les des exportations

Les des exportations

Les des exportations

Les des exportations

Les des exportations

Les des exportations

Les des exportations

Les des exportations

Les des exportations

Les des exportations

Les des exportations

Les des exportations

Les des exportations

Les des exportations

Les des exportations

Les des exportations

Les des exportations

Les des exportations

Les des exportations

Les des exportations

Les des exportations

Les des exportations

Les des exportations

Les des exportations

Les des exportations

Les des exportations

Les des exportations

Les des exportations

Les des exportations

Les des exportations

Les des exportations

Les des exportations

Les des exportations

Les des exportations

Les des exportations

Les des exportations

Économie

ÉTRANGER

Avec des exportations vers le Kenya en augmentation de 38 % en 1988

La présence commerciale des Japonais se renforce en Afrique orientale

NAIROBI
correspondance

Deux fois par jour, sous l'œil blasé des « askaris » (gardes de sécurité) et des vendeurs de fleurs de Standard Street, à l'heure du déjeuner, le jeune japonais dépose, à gauche de l'entrée, trois minuscules monticules de sel blanc. Trois ? Parce que c'est un bon chiffre. Le sel ? Pour éloigner les mauvais esprits. La coutume shintoïste accomplie, Harumi Oyama peut alors ouvrir sereinement la porte du restaurant Akasaka, le plus vieux restaurant japonais de Nairobi.

C'est même le premier d'Afrique, assure, sans quitter des doigts son boulier, le patron de l'établissement, Ichiro Hirai. N'est-ce pas sa propre mère, la défunte Harumi, qui a servi en 1972 les premiers « sushis » made in Africa ? Depuis cette époque pionnière, le nombre des expatriés japonais installés au Kenya a pratiquement doublé, passant de 400 à environ 800 personnes en 1989. Une progression modeste, mais sûre. Deux autres restaurants japonais se sont ouverts dans la foulée, dont le fameux Nihonjin Club, fréquenté par les hommes d'affaires qui viennent, à l'heure du déjeuner, dévorer les japonais de Tokyo fraîchement arrivés de la ville.

Au Kenya comme dans toute l'Afrique de l'Est, cela fait plusieurs années déjà que la Rover anglaise et la Peugeot française n'ont plus pignon sur piste. Toyota, Isuzu et autres Suzuki sont désormais les nouvelles reines de la route africaine. Quand je suis arrivé en Tanzanie, il y a trois ans, j'ai été un des premiers à acheter une Toyota, raconte un diplomate occidental. A présent, il y en a partout. Ils ont

même réussi à équiper l'armée tanzanienne en petites voitures tout-terrain, dit-il, admiratif.

Le secteur de l'automobile, du matériel électronique et électrique a connu, en moins de dix ans, un bond en avant remarquable. Toutes les vitrines des capitales de la région

lars (110 millions de francs) d'exportations en 1988, fait bien piteux figure. En gros, le Japon vend au Kenya des Toyota — 102 millions de dollars l'an passé (640 millions de francs) — et lui achète... des cacahuètes, résume, avec une courtoisie ironie, Kenichi Uematsu,

Le volume d'aide du Japon au continent africain a doublé en cinq ans. Et ce n'est pas fini...

l'attestent. Mais c'est à Nairobi, due pour son confort et ses facilités de communication, que les grandes firmes japonaises ont ouvert leurs bureaux : de Mitsubishi à Sumitomo, en passant par Marubeni, G. Itoh, Nissco Iwai ou Marushita. Elles sont une quarantaine au total, implantées au Kenya, d'où elles « rayonnent » généralement à travers l'Afrique — pays anglophones en tête.

Peu d'investissements

Si l'on se révèle laborieux de connaître le chiffre d'affaires de chacune de ces compagnies, le résultat global se fait, lui, l'objet d'un mystère. En 1988, le Japon a exporté au Kenya pour plus de 228 millions de dollars (1,43 milliard de francs), soit une augmentation de quelque 38 % par rapport à 1987. « Il n'y a guère de mérite à ça. La concurrence est presque incalculable », commente une jeune expatriée de Tokyo. « Pour gagner un marché ici, il n'y a pas de gros efforts à fournir. »

Face aux produits nippons, le Kenya, avec ses 17,5 millions de dol-

correspondant de l'agence de presse Kyodo. Malgré tous ses efforts et sa relative prospérité, le Kenya n'est guère considéré que comme un parent pauvre. En Afrique, le vrai partenaire du Japon, numéro un de l'économie mondiale, reste plus que jamais l'Afrique du Sud.

Dans son ensemble, le continent africain pourrait-il constituer, à terme, un réel potentiel commercial ? Rien n'est moins sûr. Jusqu'à présent, le Japon vend un peu, donne beaucoup, mais n'investit pratiquement pas. « Au Kenya, l'environnement n'est pas vraiment incitatif », explique Jun Aizawa, premier secrétaire à l'ambassade du Japon. « Les entreprises doivent compter souvent jusqu'à deux ans avant de pouvoir repartir leurs bénéfices. Et les taux d'intérêt sont très élevés », regrette-t-il. « Et puis, même pour l'automobile, le marché est-afrique est limité. » En attendant que des jours plus radieux se lèvent sur l'Afrique, les firmes et l'Etat japonais s'arrangent. Ce que l'un donne généralement d'une main, son convert des programmes d'aide, les autres le récupèrent, en partie, en exécutant lesdits programmes.

Prenez l'exemple de la Voice of Kenya (la radio-télévision nationale), c'est le plus gros projet d'aide japonaise en Afrique : plus de 16 milliards de yens pour moderniser leur réseau, commente, avec flegme, Takashi Ono, correspondant du quotidien Asahi Shimbun (15 millions de lecteurs). « Eh bien, à votre avis, à qui va le gros de cet argent ? Aux firmes japonaises. C'est elles qui assurent la majeure partie de l'œuvre. » Tokyo réaliserait ainsi une bonne affaire et... une bonne action. A côté de ce prêt colossal (remboursable sur trente ans avec un taux d'intérêt de 2,5 %), l'assistance apportée par les Occidentaux finirait presque par faire figure d'argent de poche. Et ce n'est qu'un début.

Après avoir doublé en cinq ans son volume d'aide à l'Afrique (estimé en 1989 à 593 millions de dollars, soit environ 37 milliards de francs), le Japon, devenu cette année le plus important donateur dans le monde, annonce son intention de verser plus encore : d'ici les cinq prochaines années, ce sont près de 30 milliards de dollars (315 milliards de francs) qui seront accordés aux pays en voie de développement. Une avalanche vertigineuse, sans précédent.

Au Nigeria, en Zambie, au Ghana, l'aide japonaise est déjà largement en tête. Même chose au Kenya, admet Steven Shindig, directeur de l'USAID (United States Agency for International Development), dont les 60 millions de dollars annuels (environ 380 millions de francs) arrivent plus désormais, à la cheville nipponne. L'aide japonaise au Kenya a en effet dépassé, en 1988, les 4 milliards de francs. « Nous avons trop d'argent », résume le correspondant d'Asahi Shimbun.

10 % de l'aide à l'étranger

A tel point que Tokyo, sous la pression des Occidentaux et notamment des Etats-Unis, doit se résoudre non seulement à prêter, mais aussi à donner. « Les Africains ne disent pas non, évidemment, mais ils nous regardent parfois avec suspicion : ils ne comprennent pas qu'on donne sans rien exiger en retour », dit le journaliste. Son collègue acquiesce : « Contrairement aux Français et aux Britanniques,

nous ne connaissons pas du tout l'Afrique. L'argent que nous versons ne va pas forcément aux pays qui en auraient le plus besoin. On donne aux pays les plus stables et, en cela, nous suivons complètement le chemin tracé par les Américains. Le Japon, en tant que tel, n'a pas de stratégie en Afrique, pas de philosophie. C'est un problème. » Malgré l'énormité des sommes en jeu, l'aide japonaise à l'Afrique ne représente pas plus de 11 % — peut-être 12 % cette année — du total de son volume d'aide étrangère. « L'intérêt des Japonais pour l'Afrique équivaut à ce pourcentage. » Les voisins asiatiques continuent à recevoir 70 % environ de l'aide de Tokyo.

Si quelques-uns de ces « Japonais d'Afrique » avaient ressenti parfois un malaise, d'autres semblent s'adapter sans problème. Tetsuka Kuniyama, trente-six ans, architecte de formation, est arrivé en Tanzanie en 1977. Il y a travaillé plusieurs années comme « volontaire » (l'équivalent des « peace corps » américains) avant de gagner le Kenya et de rejoindre la communauté religieuse Tenriko — une secte fondée au Japon au milieu du XIX^e siècle.

Chaque fin d'après-midi, à l'heure où ses compatriotes s'apprêtent à entamer la traditionnelle partie de go ou d'échecs, Tetsuka retrouve ses compagnons de prière dans le quartier de Hurlingham, où la société Tenriko a son siège. Dans la pièce minuscule, meublée d'un simple autel en bois et de bancs, la quinzaine de fidèles se recueille et danse lentement au son du gong. Quatre ou cinq Kenyans sont là, des « convertis ». Le budget de la communauté, très modeste (un peu plus de 3 millions de francs), lui permet malgré tout de construire des écoles et même d'organiser des voyages d'échange pour les jeunes Kenyans.

Comme la plupart de ses coreligionnaires, Tetsuka parle assez mal l'anglais. « Mais mon swahili est très bon », assure-t-il. Ne s'est-il pas marié, d'ailleurs, avec une Tanzanienne ? Il en a eu deux enfants et n'envisage pas de retourner au Japon. A Nairobi, rares sont les Japonais qui se déclarent pressés de repartir chez eux. Le patron du club Nihonjin, qui vit ici depuis dix-huit ans, affirme avoir commencé à songer à sa future pierre tombale. « Je serai le premier Japonais enterré au Kenya », jure-t-il.

CATHERINE SIMON.

REPÈRES

Dette

Accord entre le Gabon et le FMI

Le Gabon devait entamer, mardi 19 septembre, des négociations avec les Etats créanciers regroupés dans le club de Paris, afin d'obtenir la reconstruction de sa dette extérieure, estimée à 750 milliards de francs CFA (15 milliards de francs). Ces négociations sont rendues possibles par l'approbation par le Fonds monétaire international (FMI) d'un programme d'ajustement structurel de l'économie gabonaise, pour la période allant de septembre 1989 à mars 1991. Les effectifs des ministères et les traitements des hauts fonctionnaires seront réduits. Afin de soutenir ce programme, le FMI a annoncé l'octroi d'un crédit-relais de 43 millions de DTS (droits de tirage spéciaux) soit 350 millions de francs.

Production agricole

Des devises pour les Bulgares

La Bulgarie a décidé d'accorder des avantages matériels, y compris sous forme de devises, pour stimuler la production de lait et de produits laitiers qui est déficiente. Un décret du Conseil des ministres bulgares adopté samedi 16 septembre prévoit qu'à chaque fois qu'un vacheur vendra 100 litres de lait de brebis, il aura droit à des devises : 4 dollars en 1989 et 5 dollars à partir de 1991, au cours officiel de 2,5 leva pour un dollar.

Une augmentation du nombre de têtes de bétail par rapport à l'année précédente sera rémunérée de 350 à 500 leva par vache et de 40 à 60 leva par brebis, selon les régions. En cas de diminution du cheptel au cours des cinq années suivantes, ces sommes devront être remboursées.

Tous les éleveurs de vaches, de buffles et de brebis seront exemptés d'impôt sur le revenu. — (AFP).

Précision à propos de la dette tanzanienne. — Nous référons à des chiffres de l'OCDE de 1987, nous avons écrit dans le Monde daté 17-18 septembre que la dette de l'Irak s'élevait en 1987 à environ 16 milliards de dollars. Si l'on en compte l'ensemble de la dette extérieure irakienne, elle se situe aujourd'hui entre 70 et 80 milliards ; encore faut-il faire la différence entre la dette due à des pays comme l'Arabie saoudite et le Koweït (plus de trente milliards de dollars), qui ne sera jamais remboursée, celle due à l'URSS et à certains pays socialistes (plus de 10 milliards), également fort aléatoire, et celle contractée à l'égard des pays occidentaux.

NOS LECTEURS ÉTAIENT DES INITIÉS

Voici ce que lisaient les abonnés de « La Bourse », la lettre hebdomadaire de Nicolas Miguet le 22 juin dernier.

L'action Victoire valait 1 000 F. Ils viennent de la revendre 2 200 F. La semaine précédente, le 15 juin, toujours dans « La Bourse » de Nicolas Miguet, ils pouvaient lire : « Les valeurs nationalisées d'assurances vont continuer à tenir les premiers rôles sur le marché au comptant de la Bourse de Paris. Depuis ce conseil d'achat, les cours des AGF, du GAN et de l'AP ont respectivement progressé de 25 %, 33 % et 40 % ».

Nous pourrions multiplier les exemples à l'infini. Chaque semaine, les conseils très précis et toujours en avance de Nicolas Miguet font des abonnés à « La Bourse » des initiés. En un ou deux conseils, le coût de l'abonnement a été remboursé. Rejoignez-les vite en profitant de notre offre exceptionnelle d'abonnement

« LA BOURSE »

BULLETIN D'ABONNEMENT A « LA BOURSE »

Remplissez et retournez votre bulletin à : NCM COMMUNICATION - Service « La Bourse », 11, avenue Herbillon, 94160 Saint-Mandé, accompagné de votre règlement.

☐ OUI, je désire profiter de votre offre d'abonnement à des conditions exceptionnelles.

Je choisis une durée de : ☐ 8 semaines 299 F. ☐ 6 mois 1 200 F au lieu de 1 500 F.

☐ Je préfère souscrire un abonnement d'un an et profiter de la garantie de tarif avant l'augmentation : 1 an 1 990 F au lieu de 3 000 F.

Je joins mon règlement à ce bulletin par : ☐ chèque bancaire ☐ chèque postal.

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Localité :

Date :

Signature :

Offre spéciale réservée aux lecteurs du Monde

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



P&O

Une croissance toujours aussi régulière

Au premier semestre 1989, nos activités ont, dans leur ensemble, enregistré une croissance encourageante, avec notamment de bonnes performances dans le transport de passagers et la poursuite d'une hausse régulière dans les activités de services.

Dans l'immobilier, même si le retournement sévère du marché affecte Bovis Homes, la progression de Bovis Construction et des sociétés immobilières du groupe a été bonne tant au Royaume-Uni qu'à l'étranger.

Notre situation financière est toujours aussi solide et, malgré le climat économique actuel du Royaume-Uni, nos résultats du premier semestre sont satisfaisants.

Renforcer notre expansion internationale reste notre objectif essentiel.

Les perspectives pour l'exercice en cours s'annoncent favorables.

Sir Jeffrey Sterling CBE, Président

Chiffres consolidés	1989	1988	1987
1 ^{er} semestre au 30.06	Année entière	Année entière	Année entière
Chiffre d'affaires (en millions de £)	1 912,3	1 457,3	3 376,4
Bénéfice avant impôt (en millions de £)	169,3	111,7	316,6
Bénéfice par action (en pence)	28,0	18,1	53,8
Dividende par action (en pence)	12,5	10,5	25,5

THE PENINSULAR AND ORIENTAL STEAM NAVIGATION COMPANY
Fondé en 1837 et bénéficiant depuis 1940 d'une Charte Royale pour un service de navigation vers l'Extrême-Orient, P&O figure aujourd'hui parmi les grandes sociétés internationales diversifiées.
Ses activités comprennent le transport de passagers, les « Ferries », le transport en conteneurs et en vrac le trafic civil et la construction navale, la promotion et l'investissement immobiliers, le transport routier, les activités portuaires, les centres d'exposition et la restauration industrielle.
La capitalisation boursière de P&O dépasse 5,2 milliards. Le Groupe emploie plus de 50 000 personnes à travers le monde. Ses actions sont cotées à la Bourse de Londres, Amsterdam, Francfort, Paris, Sidney et Tokyo.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Crédit d'équipement des PME
FICHE D'INFORMATION

Emprunts du CEPME garantis par l'Etat, septembre 1989

Le directeur du Crédit d'équipement des PME a décidé, dans sa séance du 6 septembre 1989 de procéder à l'émission de titres d'un montant nominal de 1 milliard de francs.

Cette émission est autorisée par arrêté du ministre de l'économie, des finances et du budget.

Charges relatives à l'opération

Le produit de l'émission s'élèvera à 997 640 000 F. Le montant net encaissé par le Crédit d'équipement des PME s'élèvera à environ 982 459 000 F après déduction sur le produit ci-dessus des rémunérations globales dues aux intermédiaires financiers pour 14 881 000 (TVA incluse), ainsi que des frais légaux et administratifs pour environ 300 000 F.

I. - CARACTERISTIQUES DES OBLIGATIONS 8,40 % SEPTEMBRE 1989/1996

MONTANT : 700 millions de francs représentés par 140 000 obligations.

PRIX DE SOUSCRIPTION : 99,32 % soit 4 966 F, par obligation.

dont prix d'émission : 98,515 %

coupon court : 0,806 %

DATE DE RÈGLEMENT DES SOUSCRIPTEURS : 2 octobre 1989.

DATE DE JOISSANCE : 28 août 1989.

INTERET : Les obligations rapporteront un intérêt annuel de 8,40 %, soit 420 F par titre, payable en une seule fois le 28 août de chaque année, et pour la première fois le 28 août 1990.

TAUX DE RENDEMENT ACTUEL BRUT : 8,69 %.

DURÉE : 6 ans et 330 jours à compter du 2 octobre 1989.

AMORTISSEMENT NORMAL : Les obligations seront amorties en totalité le 28 août 1996 par remboursement au pair.

ASSIMILATION : Les obligations seront assimilées aux obligations 8,40 % 1989/1996 - code sico-ram 11 541 - dès le 2 novembre 1989.

Le nombre d'obligations 8,40 % - code 11 541 - à échéance du 28 août 1996 est de 160 000 titres ; ces obligations sont cotées 98,70 % au 12 septembre 1989.

A compter du 2 novembre 1989, l'ensemble de ces obligations sera regroupé en un gisement unique.

PRISE FERME : La présente émission fait l'objet d'une prise ferme par un groupe d'établissements dirigés par la Caisse nationale de Crédit agricole.

II. - CARACTERISTIQUES DES OBLIGATIONS 9 % SEPTEMBRE 1989/1999

MONTANT : 300 millions de francs représentés par 60 000 obligations.

PRIX D'ÉMISSION : 100,80 % soit 5 040 F, par obligation.

DATE DE RÈGLEMENT DES SOUSCRIPTEURS : 2 octobre 1989.

DATE DE JOISSANCE : 2 octobre 1989.

INTERET : Les obligations rapporteront un intérêt annuel de 9 %, soit 450 F par titre, payable en une seule fois le 19 août de chaque année ; par exception, le premier terme d'intérêts payable le 19 août 1990 sera de 350 F, correspondant à une rémunération annuelle de 7,96 %.

TAUX DE RENDEMENT ACTUEL BRUT : 8,75 %.

DURÉE : 9 ans et 321 jours à compter du 2 octobre 1989.

AMORTISSEMENT NORMAL : Les obligations seront amorties en totalité le 19 août 1999, par remboursement au pair.

ASSIMILATION : Ces obligations seront assimilées aux obligations 9 % 1988/1999 - code sico-ram 11 187 - dès le 19 août 1990.

Le nombre d'obligations 9 % à échéance du 19 août 1999 est de 633 413 et se répartit comme suit :

- 493 413 titres en code 11 187 cotés 101,00 % au 12 septembre 1989 ;

- 140 000 titres en code 14 150 cotés 99,80 % au 12 septembre 1989.

A compter du 19 août 1990, l'ensemble de ces obligations sera regroupé en un gisement unique.

PRISE FERME : La présente émission fait l'objet d'une prise ferme par un groupe d'établissements dirigés par la Caisse nationale de Crédit agricole.

III. - DISPOSITIONS COMMUNES

AMORTISSEMENT ANTICIPÉ : Le Crédit d'équipement des PME s'interdit de procéder, pendant toute la durée de l'emprunt, à l'amortissement anticipé des obligations par remboursement.

En revanche, il se réserve le droit d'amortir par anticipation ces obligations en procédant, à toute époque et sans limitation de prix, à des rachats en Bourse, notamment dans le cadre du fonds de régularisation comme indiqué ci-dessous.

Le Crédit d'équipement des PME se réserve également la possibilité d'amortir par anticipation tout ou partie de l'emprunt par voie d'offres publiques d'échange ou de rachat d'obligations, sans limitation de prix.

FONDS DE REGULARISATION : Le Crédit d'équipement des PME s'engage, si cela est nécessaire au bon fonctionnement du marché, à racheter des titres en Bourse dans la limite de 10 % des titres restant en circulation au début de chaque période annuelle d'intérêts. Dans le cas où les rachats n'auraient pas atteint la limite de 10 % survenue pour une année considérée, pourra procéder à l'acquisition du solde les années suivantes.

Les titres ainsi rachetés ne pourraient être revendus et seraient annulés.

ASSIMILATION : Au cas où le Crédit d'équipement des PME émettrait ultérieurement de nouveaux titres entièrement assimilables aux présents titres, notamment quant au montant nominal, aux intérêts : à leurs échéances, aux conditions et dates d'amortissement et aux garanties, le Crédit d'équipement des PME pourra unifier, pour l'ensemble de ces titres, les opérations d'amortissement qui porteront ainsi, sans aucune distinction, sur les titres des émissions successives.

FORME DES TITRES : Les titres pourront revêtir la forme au porteur ou nominative au choix des titulaires. En application de l'article 94-II de la loi n° 81-1160 du 30 décembre 1981 (loi de finances pour 1982) et du décret n° 83-369 du 2 mai 1983 relatif au régime des valeurs mobilières, les droits des titulaires seront représentés par une inscription en compte à leur nom :

- chez l'intermédiaire de leur choix pour les titres au porteur ;

- chez l'émetteur et, s'il le souhaite, chez l'intermédiaire de leur choix pour les titres nominatifs.

La SICOVAM assurera la compensation des titres entre les titulaires de compte.

Les titres seront inscrits en compte et négociables le 4 octobre 1989.

RÈGIME FISCAL : Le paiement des intérêts et le remboursement des titres seront effectués sous la seule déduction des retenues opérées à la source ou des impôts que la loi met ou pourra mettre obligatoirement à la charge des porteurs.

En l'état actuel de la législation, les intérêts des titres émis à compter du 1^{er} janvier 1987 perçus par des personnes physiques sont :

● soit, sur option, soumis au prélèvement forfaitaire de 26 % libératoire de l'impôt sur le revenu ;

● soit pris en compte pour la détermination du revenu taxable à l'impôt sur le revenu.

Pour les revenus perçus à compter du 1^{er} janvier 1988, l'abattement global sur les dividendes d'actions et les produits de titres est porté à 8 000 F, pour les personnes célibataires, veuves ou divorcées, et à 16 000 F, pour les couples mariés soumis à une imposition commune.

COTATION : Les obligations feront l'objet d'une demande d'admission à la Cote officielle (Bourse de Paris).

GARANTIE DE L'ÉTAT : Le service des emprunts en intérêt, amortissement, impôts et frais accessoires est garanti par l'Etat.

L'émission sera ouverte le 18 septembre 1989 et pourra être close sans préavis.

BUT DE L'ÉMISSION : La présente émission contribuera au financement des prêts directs à moyen et long terme du Crédit d'équipement des PME.

La notice, prévue par la loi, est publiée au Bulletin des annonces légales obligatoires du 18 septembre 1989.

A notre connaissance, aucun élément nouveau intervenu depuis le 22 mai 1989, date du visa n° 89-194 approuvé par la Commission des opérations de Bourse sur la note d'information publiée à l'occasion de l'émission de l'emprunt du 29 mai 1988, n'est susceptible d'affecter d'une manière significative la situation financière de la Société.

Le président du directeur
Michel PRADA

VISA DE LA COMMISSION DES OPÉRATIONS DE BOURSE

Par application des articles 6 et 7 de l'ordonnance n° 67 833 du 28 septembre 1967, la Commission des opérations de Bourse a approuvé, sur la présente fiche, le visa n° 89-401 en date du 13 septembre 1989.

Le rapport annuel de l'exercice 1988 ainsi que la note n° 89-194 du 22 mai 1989 sont disponibles sur simple demande au Crédit d'équipement des PME. Service de la communication, 14, rue du 4-Septembre, 75002 PARIS. Tél. : 42-98-80-85.

Économie

AFFAIRES

Tout en poursuivant leur coopération

L'Amro Bank (Pays-Bas) renonce à son projet de mariage avec la Générale de Banque (Belgique)

AMSTERDAM
de notre correspondant.

On avait donc mal compris. Depuis que l'Amro Bank (Pays-Bas) et la Générale de Banque (Belgique) ont annoncé leur projet de mariage, le principe-clé de cette coopération est le « traitement préférentiel ou prioritaire » que chacune des deux banques s'engage à réserver aux clients de l'autre.

Le président de la Générale a par ailleurs évoqué un certain nombre de domaines nouveaux où la collaboration avec l'Amro Bank pourrait s'exprimer « de façon concrète : le rapprochement des systèmes de paiement, la formation des cadres et des employés ou encore la compatibilité des systèmes informatiques ». Il reste à savoir ce qui a conduit l'Amro et la Générale à réviser à la baisse les modalités de leur alliance. Changement de stratégie ? Les deux banques disent pourtant « rester d'accord sur la taille importante individuelle et la taille limitée de leur marché domestique, une collaboration mutuelle peut fournir une contribution positive au renforcement de leur position dans leur pays d'origine, en Europe et dans le monde ».

La convention du 12 février 1988 n'est plus aujourd'hui qu'un chiffon de papier. Les deux « anciens futurs mariés » n'excluent toujours pas de « procéder à une intégration totale ou partielle » certes, mais il ne s'agit plus que d'une « possibilité » repoussée à une date ultérieure.

Pour l'heure, les rapports entre l'Amro et la Générale ne sont plus placés que sous le signe de la « coopération ». La nouvelle convention institutionnalisait des services ou des habitudes développées en commun

au cours des dix-huit derniers mois. Il s'agit notamment de la fusion de certaines succursales, comme à Anvers, de la participation conjointe à des sociétés d'investissement ou de la mise en point de crédits conjoints. Le principe-clé de cette coopération est le « traitement préférentiel ou prioritaire » que chacune des deux banques s'engage à réserver aux clients de l'autre.

Le président de la Générale a par ailleurs évoqué un certain nombre de domaines nouveaux où la collaboration avec l'Amro Bank pourrait s'exprimer « de façon concrète : le rapprochement des systèmes de paiement, la formation des cadres et des employés ou encore la compatibilité des systèmes informatiques ». Il reste à savoir ce qui a conduit l'Amro et la Générale à réviser à la baisse les modalités de leur alliance. Changement de stratégie ? Les deux banques disent pourtant « rester d'accord sur la taille importante individuelle et la taille limitée de leur marché domestique, une collaboration mutuelle peut fournir une contribution positive au renforcement de leur position dans leur pays d'origine, en Europe et dans le monde ».

Le rôle d'insomnie

Mais pourquoi cette collaboration a-t-elle changé aussi profondément de finalité ? La volonté prônée à M. Janssen de rapprocher la Générale de la Banque et Indosuez a-t-elle par exemple joué un rôle ? « Il n'y a jamais eu de négociations avec Indosuez », s'est défendu l'Amro, et la Générale ne s'est nullement posée la question du choix entre cette banque et l'Amro.

Cela n'exclut pas que la banque française soit associée au tandem

belgo-néerlandais dans ses secteurs qualifiés de « périphériques » par M. Janssen. Celui-ci a cité l'exemple de la création récente par ces trois banques d'une banque d'investissement en Turquie. En fait, le président d'AMORO a invoqué « des difficultés de nature juridique et fiscale ». En l'absence d'une législation européenne en matière de droit des sociétés au sens large (statuts, organes dirigeants, représentants du personnel, droit social, impôts) « il a été impossible de trouver une forme juridique qui garantisse un équilibre à 50/50 aux deux banques ».

En clair, il est fallu que la nouvelle entité bancaire fût rattachée exclusivement à l'un des deux pays. Dans ces conditions, « l'identité et l'autonomie des deux institutions » n'auraient pas pu être maintenues. Qui d'Amro ou de la Générale a reculé devant de telles implications ? Aucun de leurs responsables n'a voulu le dire mais c'est bien à ce sujet que « des différences d'appréhension » sont apparues amenant les deux banques à limiter la portée de leur coopération.

Selon M. Janssen, un autre facteur explique le recul tactique opéré par l'Amro et la Générale : « les opinions publiques et les marchés ne sont pas mûrs pour des opérations aussi ambitieuses que celles qui étaient envisagées ».

Néanmoins, ni l'Amro ni la Générale ne pensent que leur renoncement à la fusion est de mauvais augure pour la construction de l'Europe financière. « L'Europe ne s'est pas faite en un jour », a rappelé M. Janssen avant de clore sur une note optimiste : « Ce que l'Amro et la Générale entreprennent ensemble est significatif de 931 ».

CHRISTIAN CHARTIER.

En reprenant la Banque de Bretagne

La BNP renforce sa présence dans une région dominée par les mutualistes

La BNP (Banque nationale de Paris) va reprendre la Banque de Bretagne. L'accord a été donné le 18 septembre par le ministre de l'économie. L'Etat apportera 100 % des titres de la Banque de Bretagne et sera payé en titres BNP par une augmentation de capital réservée de l'ordre de 300 millions de francs.

La Banque de Bretagne, faiblement rentable (17 millions de francs de bénéfice net en 1988), avec 70 guichets et 1 100 personnes, basée à Rennes, occupe environ 3,5 % du marché (crédits et dépôts) et détient 15 % du marché des entreprises, surtout des PME. Surtout forte en Ile-et-Vilaine et dans les Côtes du Nord, elle viendra renforcer la position de la BNP, qui ne contrôle que 7 % des crédits et 3,5 % des dépôts, dans une région traditionnellement dominée (à plus de 80 %) par les réseaux mutualistes - Crédit agricole, Crédit mutuel et Caisses d'épargne.

La Banque de Bretagne avait notoirement besoin d'être recapitalisée et de s'adresser à un établissement bancaire important pour assurer sa pérennité. Le premier problème avait été résolu par la dotation en capital de 140 millions de francs accordée récemment par l'Etat. Le second avait consisté deux candidatures, celle du Crédit mutuel et celle du CIO (groupe CIC), qui présentaient divers inconvénients : renforcement du secteur mutualiste, risque de suppressions d'emplois, transgression de la doctrine présidentielle : « ni privatisation ni nationalisation ».

C'est M. Xavier de Villeneuve, président de la Banque de Bretagne, reconduit par le gouvernement en juin dernier, qui est venu trouver la BNP en juillet dernier pour lui confier la prise de contrôle de son établissement. La BNP aidera la Banque de Bretagne à améliorer sa productivité et sa rentabilité (aucune réduction d'effectif n'est envisagée), à élargir sa gamme de produits (en matière de gestion de taux, de gestion de trésorerie...) et la fera bénéficier de son appui international. Elle garantira l'établissement régional le maintien de son autonomie, de son réseau et de son personnel.

La BNP récupère du même coup une petite filiale intéressante, rachetée au début des années 80 par la Banque de Bretagne : la Banque de la Ché, très rentable, basée à Paris et spécialisée dans le financement du cinéma et des galeries d'art (dont elle est le numéro un en France). Deux secteurs qui intéressent la BNP : dans le premier, elle détient déjà à parité avec la Banque Worms, filiale de l'UAP, la société UFCA ; dans le second, elle vient de se doter d'une structure « BNP Art », qui sera lancée début octobre, aussi bien pour faire du crédit-bail que pour créer des fonds communs de placement en œuvres d'art destinés à une clientèle haut de gamme.

CLAIRE BLANDIN.

Le distributeur allemand Co-op retire sa demande de mise en règlement judiciaire

Le groupe commercial ouest-allemand Co-op a retiré, lundi 18 septembre, la demande de mise en règlement judiciaire qu'il avait formulée le 13 septembre (Le Monde du 14 septembre). Selon le communiqué publié par la société, elle dispose « de nouveaux engagements ».

En effet, la DG Bank (Deutsche Genossenschaftsbank) et la BFG (Bank für Gemeinnützigen, du groupe Aachener und Münchener) se sont portées garantes d'un renforcement des fonds propres de Co-op à hauteur de 300 à 350 millions de DM. On ne sait pas encore si les quatre banques étrangères (Amro, Swiss Bank, Security Pacific et Svenska Handelsbanken), qui détiennent actuellement 72 % de Co-op, entendent exercer leur droit d'option prioritaire, mais si elles décident de ne pas participer au futur tour de table, les deux banques ouest-allemandes souscriront à elles seules à l'augmentation de capital. Les détails du nouveau plan ne sont pas connus.

Les syndicats de salariés ont salué l'accord intervenu qui crée les conditions du maintien des quarante-six mille emplois de l'entreprise, tandis que les fournisseurs, qui avaient retiré à Co-op ses factures de paiement traditionnelles, envisagent la reprise de relations commerciales normales. - (AFP).

eslsca

3^e CYCLE SPÉCIALISÉ EN "TRADING"

Formation professionnelle de haut niveau débouchant sur une nouvelle fonction de management particulièrement adaptée à l'Europe d'après 1992. Ou négoce international aux dernières techniques financières et boursières et au risk management.

Pédagogie et corps professoral :
Spécialistes experts et entreprises partenaires.

Renseignements et inscriptions : Philippe GINSBERG

ÉCOLE SUPÉRIEURE LIBRE
DES SCIENCES COMMERCIALES APPLIQUÉES

Fondée en 1949 - reconnue par l'Etat
1, rue Bougainville - 75007 PARIS
Tél. : (1) 45 51 32 59

Economie

Paris 1
faire de Pa
pont
l'Europe

Le projet de mariage de la Générale de Banque (Belgique) et de l'Amro Bank (Pays-Bas) a été abandonné. Les deux banques ont décidé de poursuivre leur coopération dans d'autres domaines. Le projet de mariage a été abandonné car les deux banques ne pouvaient pas trouver une forme juridique qui garantisse un équilibre à 50/50 aux deux banques. Les deux banques ont décidé de poursuivre leur coopération dans d'autres domaines. Le projet de mariage a été abandonné car les deux banques ne pouvaient pas trouver une forme juridique qui garantisse un équilibre à 50/50 aux deux banques. Les deux banques ont décidé de poursuivre leur coopération dans d'autres domaines.

Le projet de mariage de la Générale de Banque (Belgique) et de l'Amro Bank (Pays-Bas) a été abandonné. Les deux banques ont décidé de poursuivre leur coopération dans d'autres domaines. Le projet de mariage a été abandonné car les deux banques ne pouvaient pas trouver une forme juridique qui garantisse un équilibre à 50/50 aux deux banques. Les deux banques ont décidé de poursuivre leur coopération dans d'autres domaines. Le projet de mariage a été abandonné car les deux banques ne pouvaient pas trouver une forme juridique qui garantisse un équilibre à 50/50 aux deux banques. Les deux banques ont décidé de poursuivre leur coopération dans d'autres domaines.

Le projet de mariage de la Générale de Banque (Belgique) et de l'Amro Bank (Pays-Bas) a été abandonné. Les deux banques ont décidé de poursuivre leur coopération dans d'autres domaines. Le projet de mariage a été abandonné car les deux banques ne pouvaient pas trouver une forme juridique qui garantisse un équilibre à 50/50 aux deux banques. Les deux banques ont décidé de poursuivre leur coopération dans d'autres domaines. Le projet de mariage a été abandonné car les deux banques ne pouvaient pas trouver une forme juridique qui garantisse un équilibre à 50/50 aux deux banques. Les deux banques ont décidé de poursuivre leur coopération dans d'autres domaines.

Le projet de mariage de la Générale de Banque (Belgique) et de l'Amro Bank (Pays-Bas) a été abandonné. Les deux banques ont décidé de poursuivre leur coopération dans d'autres domaines. Le projet de mariage a été abandonné car les deux banques ne pouvaient pas trouver une forme juridique qui garantisse un équilibre à 50/50 aux deux banques. Les deux banques ont décidé de poursuivre leur coopération dans d'autres domaines. Le projet de mariage a été abandonné car les deux banques ne pouvaient pas trouver une forme juridique qui garantisse un équilibre à 50/50 aux deux banques. Les deux banques ont décidé de poursuivre leur coopération dans d'autres domaines.

Le projet de mariage de la Générale de Banque (Belgique) et de l'Amro Bank (Pays-Bas) a été abandonné. Les deux banques ont décidé de poursuivre leur coopération dans d'autres domaines. Le projet de mariage a été abandonné car les deux banques ne pouvaient pas trouver une forme juridique qui garantisse un équilibre à 50/50 aux deux banques. Les deux banques ont décidé de poursuivre leur coopération dans d'autres domaines. Le projet de mariage a été abandonné car les deux banques ne pouvaient pas trouver une forme juridique qui garantisse un équilibre à 50/50 aux deux banques. Les deux banques ont décidé de poursuivre leur coopération dans d'autres domaines.

سكنا من الامم

Économie

TOURISME

Inauguration d'une Maison de la France à Séoul M. Olivier Stirn veut faire de Paris la tête de pont des Sud-Coréens visitant l'Europe

A l'occasion de l'inauguration d'une Maison de la France à Séoul, M. Olivier Stirn, ministre du tourisme, a annoncé, le lundi 11 septembre, que les gouvernements français et sud-coréen étaient convenus de supprimer l'obligation réciproque du visa pour leurs nationaux. Le tourisme français souhaite profiter de l'impulsion économique du Pays du matin calme.

Paris attire bien sûr grâce à ses connotations culturelles et à la « mode ». Mais également la francophilie et la francophonie des Sud-Coréens, puisque 400 000 lycéens apprennent le français. Enfin, M. Olivier Stirn attribue une part de la forte attraction de la France à la présence des missionnaires français en Corée depuis deux siècles. « Les 9 ou 10 millions de chrétiens - sur une population de 42 millions d'habitants - sont de plus en plus intéressés à visiter Jérusalem, Rome et Paris. La France, « fille aînée de l'Eglise », et la France des droits de l'homme séduisent toutes deux les catholiques coréens, longtemps persécutés.

Au cours de son voyage officiel de trois jours en Corée du Sud, M. Olivier Stirn a donné le coup d'envoi d'une politique de longue haleine qui pourrait porter, d'ici la fin du siècle, à 200 000 le nombre de touristes coréens en France.

En préalable, il a annoncé le 11 septembre la suppression du visa exigé des ressortissants sud-coréens depuis la poussée terroriste en France de septembre 1986. Le gouvernement de Séoul avait été profondément vexé que les Japonais soient les premiers Asiatiques dispensés de cette formalité. M. Stirn a donc apporté la bonne nouvelle.

Avant de la tour Eiffel

Le ministre du tourisme a inauguré le même jour en compagnie de M. Kim Chang-kun, ministre sud-coréen des transports, la Maison de la France, premier office de tourisme d'un pays européen à Séoul. Cette maison dispose en 1990 d'un budget de promotion pour persuader les agents de voyages, les journalistes et, au bout du compte, la clientèle que la France mérite qu'on s'y arrête plus qu'un ou deux jours et qu'en-dehors de Paris et de la tour Eiffel les châteaux de la Loire et Lourdes valent le détour.

MM. Stirn et Kim sont convenus que leurs services prépareraient pour l'année prochaine un accord de coopération qui pourrait prévoir des échanges de spécialistes du tourisme dans le cadre d'une formation, des transferts de technologies et la mise sur pied de filiales communes ayant vocation à exporter dans le reste de l'Asie des produits hôteliers et touristiques.

Pour que cette approche réussisse, il reste au ministre français à persuader les patrons du Club Méditerranée ou des Wagons-Lits, les groupes du bâtiment, des travaux publics et de l'immobilier de loisirs, comme Bouygues, SPIE ou Brémond, que la Corée du Sud est un jeune Japon qui mérite toute leur attention.

Ainsi la France pourrait-elle accroître sa présence économique et technique par un effet de boule de neige où la TGV d'Alstom, les sonars de Thomson, les remontées mécaniques de Pomagalski, les architectes d'Aéroports de Paris, les « G.O. » du « Club » et les visiteurs sud-coréens du château de Versailles auraient chacun leur part. Histoire de rééquilibrer une balance commerciale obstinément déficitaire (3 milliards de francs en 1988) au détriment de la France et d'apprivoiser durablement d'un des « dragons » économiques de l'Asie.

AL F.

SÉOUL de notre envoyé spécial

M. Olivier Stirn ne voulait pas rater la Corée du Sud. « Nous n'avions pas cru au Japon, recommandé, et nous nous sommes fait distancer dans le domaine du tourisme comme dans d'autres secteurs industriels et financiers. C'est pourquoi, lorsque nous représentions au Japon et à Singapour un potentiel important de touristes en Corée du Sud, j'ai décidé que la vingtième Maison chargée de la promotion de la France à l'étranger serait installée à Séoul. »

Les astres semblent tout à fait favorables à cette entreprise si l'on en croit la note rédigée par M. Hubert de La Fortelle, ambassadeur de France à Séoul. Celui-ci y rappelle que le Sud-Coréen sortait peu du territoire national. L'obtention d'un passeport était soumise à des conditions d'âge et de virginité politique draconniennes. Il faut mal vu de rapporter de l'étranger des produits et des souvenirs auxquels la douane appliquait des taxes prohibitives.

L'enrichissement de la Corée du Sud - dont le produit national brut a doublé en huit ans - et la prédominance démocratique lancée depuis 1987 ont fait cesser ces réflexes de repli. « Les autorités, hier encore héritières des réflexes du vieux « royaume errant », font désormais complaisamment valoir l'attrait culturel des voyages et leur hausse infléchissent pour l'apaisement des critiques adressées à la Corée du Sud pour l'excès de ses comptes courants » (14 milliards de dollars en 1988.)

Francophilie

Le retournement est spectaculaire. On décomptait, en 1987, 460 000 départs à l'étranger de Sud-Coréens, 700 000 en 1988, et l'on parle de 1,5 million pour l'année 1989. Il faut dire que depuis le 1^{er} janvier dernier les ultimes barrières administratives ont sauté : tout le monde peut obtenir un passeport à condition d'avoir satisfait à ses obligations militaires, et chaque voyageur peut, désormais, emporter jusqu'à 66 000 F.

Bien sûr, en tant que destination de voyage, l'Europe reste marginale, 69 % des Sud-Coréens choisissent de visiter en priorité l'Asie. Pourtant, la France y occupe la première place, avec 40 000 touristes en provenance de Séoul. C'est peu, comparé aux 300 000 visiteurs japonais en France, mais l'effectif sud-coréen est en croissance rapide, et Air France a réalisé au cours des huit premiers mois de 1989 80 % de passagers supplémentaires entre Séoul et Paris par rapport à la période correspondante de l'année précédente.

Pourquoi cet engouement ? L'image traditionnellement forte de

(Publicité)

CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS FORMATIONS SPÉCIALISÉES EN STRATÉGIE ET INGÉNIERIE FINANCIÈRES

Deux cycles de formation supérieure hors temps scolaire (un vendredi soir et un samedi matin sur deux par cycle de formation) comprenant les cours de :

- Diagnostic financier.
- Politique et stratégie financières.
- Communication financière.
- Evaluation et opérations en capital.

Des conférences et des études de cas réels complétant des enseignements animés exclusivement par des « professionnels ».

- Réservées aux cadres d'entreprise titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur (niveau maîtrise ou grande école).
- Formation requise en gestion financière.

Durée par cycle : 60 heures. Début des cours : 17 et 24 novembre 1989

PRÉPARATION AU DOCTORAT D'EXPERTISE ET INGÉNIERIE FINANCIÈRES

Dossiers de candidature :

Chaire de fonctions financières et comptables des entreprises.



2, rue Coëssé, 75003 PARIS
Téléphone : 42-78-96-58 (4 lignes)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CFAO

COMPAGNIE FRANÇAISE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE

COMPTES SEMESTRIELS

Le Conseil d'Administration s'est réuni le 15 septembre 1989, sous la présidence de M. Paul Faoli, afin d'examiner les résultats au 30 juin 1989, ainsi que la situation consolidée du premier semestre 1989.

Le chiffre d'affaires s'élève à 15,3 milliards de francs (dont 2,5 milliards de francs au titre des nouvelles acquisitions) contre 11,8 milliards de francs en 1988.

Les bénéfices nets atteignent 274 millions de francs (dont 216 millions de francs part du groupe) à comparer à ceux du premier semestre 1988, de 210 millions de francs (dont 185 millions de francs part du groupe).

Cet accroissement de l'activité résulte de la politique d'expansion lancée en 1988.

En effet, le périmètre de consolidation comprend les diverses prises de participation réalisées depuis le mois de janvier 1989, et notamment celles de La Ruche Méditerranéenne et des filiales européennes de la CIME.

Les actionnaires ont opté, à hauteur de 75 %, pour le paiement du dividende en actions. En conséquence, les 196 700 actions nouvelles créées portent le capital de la Compagnie à 281 864 000 de francs.

La politique de croissance externe se poursuit avec, en particulier, l'acquisition, début septembre 1989, de la société américaine Grace Equipment Company, deuxième loueur d'équipements de chantiers des États-Unis d'Amérique. Cet investissement de l'ordre de 2 milliards de francs, ainsi que les autres acquisitions réalisées, offrent d'excellentes perspectives d'avenir mais pèsent à court terme sur les résultats de l'ensemble de l'exercice.

A ce jour, les réalisations et les prévisions annuelles laissent néanmoins engager - tant au niveau du groupe qu'à celui de la CFAO - des bénéfices en progression satisfaisante sur ceux de 1988.

CICA

COMPAGNIE INTERNATIONALE DE COMMERCE ET D'APPROVISIONNEMENT

RÉSULTATS DU PREMIER SEMESTRE 1989.

Le conseil d'Administration s'est réuni le 15 septembre 1989 sous la présidence de Monsieur Pierre Degorce pour examiner les comptes consolidés et sociaux du premier semestre 1989.

Le chiffre d'affaires consolidé s'établit à 1 301 millions de francs, en augmentation de 21 % sur le premier semestre 1988. Les résultats nets atteignent 37,2 millions de francs, montrant une progression de 25 % sur ceux de la même période de l'exercice précédent.

Le périmètre de consolidation inclut les entreprises entrées en juin 1989 : OLYMPIC GARAGE à Vichy et DISTRIBUTION AUTOMOBILE BELGE, concessionnaires de la marque Peugeot ainsi que COFAM, société importatrice en France des chariots élévateurs Mitsubishi.

La CICA réalise un bénéfice de 18,3 millions de francs contre 17 millions à fin juin 1988.

Les réalisations à ce jour et les prévisions pour le second semestre 1989 permettent, avec les réserves d'usage, d'anticiper pour l'année 1989 une bonne progression des chiffres consolidés du Groupe et de CICA Holding.

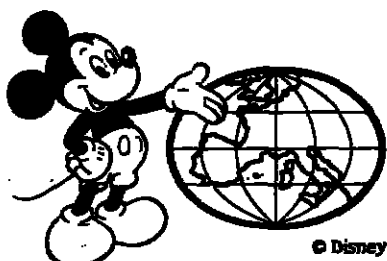
GROUPE CFAO

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
45-55-91-82, poste 4330

Cet avis paraît à titre d'information seulement

The announcement appears as a matter of record only.

September 1989



Euro Disneyland S.C.A.
and
Euro Disneyland S.N.C.

FF 7,000,000,000

Credit Facility

for
Phase 1A, Euro Disneyland

Arranged by
Banque Nationale de Paris

and
Citibank, N.A. Crédit Agricole
Deutsche Bank Aktiengesellschaft The Long-Term Credit Bank of Japan, Limited
Morgan Guaranty Trust Company of New York

Lead Managed by
Citibank, N.A. Crédit Agricole
The Long-Term Credit Bank of Japan, Limited
Morgan Guaranty Trust Company of New York

Crédit National Banque Indosuez

Amsterdam Rotterdam Bank N.V. (succursale de Paris)	The Bank of Nova Scotia	The Bank of Tokyo, Ltd. (succursale de Paris)
Banque Française du Commerce Extérieur	Barclays Bank Group (Barclays Bank PLC, Barclays Bank S.A.)	Bayerische Vereinsbank (BV France)
Commerzbank Aktiengesellschaft (succursale de Paris)	Crédit Foncier de France	Crédit Suisse (Crédit Suisse, Crédit Suisse (France))
The Dai-ichi Kangyo Bank, Ltd. (succursale de Paris)	Dresdner Bank Aktiengesellschaft (Banque Veuve Morin-Pons)	The Fuji Bank, Limited (Paris Branch)
Generale Bank (Generale Bank S.A.M.V., Generale de Banque Belge (France))	The Industrial Bank of Japan, Limited (Paris Branch)	Midland Bank Group (Midland Bank S.A., Midland Bank PLC)
The Mitsubishi Bank, Limited (Paris Branch)	The Mitsubishi Trust and Banking Corporation	The Mitsui Bank, Ltd. (Paris Branch)
National Westminster Bank Group (National Westminster Bank PLC succursale de Paris, National Westminster Bank S.A.)	NMB Bank (France) Niederlandsche Middenstandsbank N.V.	The Saitama Bank, Ltd.
The Sanwa Bank Limited	The Sumitomo Bank, Ltd.	Westdeutsche Landesbank Girozentrale Banque Franco-Allemande

Managed by
Banque de Neufize, Schlumberger, Mallet
Groupe A.B.N.

Agent
Banque Nationale de Paris



Banque Nationale de Paris

Marchés financiers

BOURSE DU 18 SEPTEMBRE

[illegible]**Comptant** (selection)[illegible]**SICAV** (reflection)

VALEURS		Cours prix.	Déclat cours	VALEURS		Evénement Prix fact.	Reclat net	VALEURS		Evénement Prix fact.	Reclat net	VALEURS		Evénement Prix fact.	Reclat net
Vie...	...	108		A.A.A.	1114 87	1057 78		France-Gazette	288 08	257 82		Pendulum Penalties	177 67	174 08	
Wick...	...	820		Action	248 21	241 67		France-Index Show	114 67	111 31		Pendul...	704 74	688 10	
Wick...	...	228		Action France	598 58	597 32		France-Index	473 83	462 27		Penis Penalties	284 04	282 78	
Étrangers															
A.E.S.	948	403		Action-Alfred	604 85	603 54		France-Magazine	461 46	458 08		Penis Penalties	784 28	778 70	
Alco	420	155 60		Auclair	604 85	603 54		France-Pain	538 48	483 88		Penis Penalties	224 08	1160 47	
Alco Alon	135	124 80		A.E.E. Actionnaire C.P.	1288 94	1288 04		France-Pain	118 27	114 08		Penis Penalties	784 28	778 70	
Almona Bank	805	578		A.E.E. 1000	688 47	687 43		France-Pain	118 27	114 08		Penis Penalties	784 28	778 70	
Almona Bank	805	578		A.E.E. 1000	688 47	687 43		France-Pain	118 27	114 08		Penis Penalties	784 28	778 70	
Al. Penalties	1020	132 10		A.E.E. 1000	688 47	687 43		France-Pain	118 27	114 08		Penis Penalties	784 28	778 70	
Al. Penalties	1020	132 10		A.E.E. 1000	688 47	687 43		France-Pain	118 27	114 08		Penis Penalties	784 28	778 70	
Al. Penalties	1020	132 10		A.E.E. 1000	688 47	687 43		France-Pain	118 27	114 08		Penis Penalties	784 28	778 70	
Al. Penalties	1020	132 10		A.E.E. 1000	688 47	687 43		France-Pain	118 27	114 08		Penis Penalties	784 28	778 70	
Al. Penalties	1020	132 10		A.E.E. 1000	688 47	687 43		France-Pain	118 27	114 08		Penis Penalties	784 28	778 70	
Al. Penalties	1020	132 10		A.E.E. 1000	688 47	687 43		France-Pain	118 27	114 08		Penis Penalties	784 28	778 70	
Al. Penalties	1020	132 10		A.E.E. 1000	688 47	687 43		France-Pain	118 27	114 08		Penis Penalties	784 28	778 70	
Al. Penalties	1020	132 10		A.E.E. 1000	688 47	687 43		France-Pain	118 27	114 08		Penis Penalties	784 28	778 70	
Al. Penalties	1020	132 10		A.E.E. 1000	688 47	687 43		France-Pain	118 27	114 08		Penis Penalties	784 28	778 70	
Al. Penalties	1020	132 10		A.E.E. 1000	688 47	687 43		France-Pain	118 27	114 08		Penis Penalties	784 28	778 70	
Al. Penalties	1020	132 10		A.E.E. 1000	688 47	687 43		France-Pain	118 27	114 08		Penis Penalties	784 28	778 70	
Al. Penalties	1020	132 10		A.E.E. 1000	688 47	687 43		France-Pain	118 27	114 08		Penis Penalties	784 28	778 70	
Al. Penalties	1020	132 10		A.E.E. 1000	688 47	687 43		France-Pain	118 27	114 08		Penis Penalties	784 28	778 70	
Al. Penalties	1020	132 10		A.E.E. 1000	688 47	687 43		France-Pain	118 27	114 08		Penis Penalties	784 28	778 70	
Al. Penalties	1020	132 10		A.E.E. 1000	688 47	687 43		France-Pain	118 27	114 08		Penis Penalties	784 28	778 70	
Al. Penalties	1020	132 10		A.E.E. 1000	688 47	687 43		France-Pain	118 27	114 08		Penis Penalties	784 28	778 70	
Al. Penalties	1020	132 10		A.E.E. 1000	688 47	687 43		France-Pain	118 27	114 08		Penis Penalties	784 28	778 70	
Al. Penalties	1020	132 10		A.E.E. 1000	688 47	687 43		France-Pain	118 27	114 08		Penis Penalties	784 28	778 70	
Al. Penalties	1020	132 10		A.E.E. 1000	688 47	687 43		France-Pain	118 27	114 08		Penis Penalties	784 28	778 70	
Al. Penalties	1020	132 10		A.E.E. 1000	688 47	687 43		France-Pain	118 27	114 08		Penis Penalties	784 28	778 70	
Al. Penalties	1020	132 10		A.E.E. 1000	688 47	687 43		France-Pain	118 27	114 08		Penis Penalties	784 28	778 70	
Al. Penalties	1020	132 10		A.E.E. 1000	688 47	687 43		France-Pain	118 27	114 08		Penis Penalties	784 28	778 70	
Al. Penalties	1020	132 10		A.E.E. 1000	688 47	687 43		France-Pain	118 27	114 08		Penis Penalties	784 28	778 70	
Al. Penalties	1020	132 10		A.E.E. 1000	688 47	687 43		France-Pain	118 27	114 08		Penis Penalties	784 28	778 70	
Al. Penalties	1020	132 10		A.E.E. 1000	688 47	687 43		France-Pain	118 27	114 08		Penis Penalties	784 28	778 70	
Al. Penalties	1020	132 10		A.E.E. 1000	688 47	687 43		France-Pain	118 27	114 08		Penis Penalties	784 28	778 70	
Al. Penalties	1020	132 10		A.E.E. 1000	688 47	687 43		France-Pain	118 27	114 08		Penis Penalties	784 28	778 70	
Al. Penalties	1020	132 10		A.E.E. 1000	688 47	687 43		France-Pain	118 27	114 08		Penis Penalties	784 28	778 70	
Al. Penalties	1020	132 10		A.E.E. 1000	688 47	687 43		France-Pain	118 27	114 08		Penis Penalties	784 28	778 70	
Al. Penalties	1020	132 10		A.E.E. 1000	688 47	687 43		France-Pain	118 27	114 08		Penis Penalties	784 28	778 70	
Al. Penalties	1020	132 10		A.E.E. 1000	688 47	687 43		France-Pain	118 27	114 08		Penis Penalties	784 28	778 70	
Al. Penalties	1020	132 10		A.E.E. 1000	688 47	687 43		France-Pain	118 27	114 08		Penis Penalties	784 28	778 70	
Al. Penalties	1020	132 10		A.E.E. 1000	688 47	687 43		France-Pain	118 27	114 08		Penis Penalties	784 28	778 70	
Al. Penalties	1020	132 10		A.E.E. 1000	688 47	687 43		France-Pain	118 27	114 08		Penis Penalties	784 28	778 70	
Al. Penalties	1020	132 10		A.E.E. 1000	688 47	687 43		France-Pain	118 27	114 08		Penis Penalties	784 28	778 70	
Al. Penalties	1020	132 10		A.E.E. 1000	688 47	687 43		France-Pain	118 27	114 08		Penis Penalties	784 28	778 70	
Al. Penalties	1020	132 10		A.E.E. 1000	688 47	687 43		France-Pain	118 27	114 08		Penis Penalties	784 28	778 70	
Al. Penalties	1020	132 10		A.E.E. 1000	688 47	687 43		France-Pain	118 27	114 08		Penis Penalties	784 28	778 70	
Al. Penalties	1020	132 10		A.E.E. 1000	688 47	687 43		France-Pain	118 27	114 08		Penis Penalties	784 28	778 70	
Al. Penalties	1020	132 10		A.E.E. 1000	688 47	687 43		France-Pain	118 27	114 08		Penis Penalties	784 28	778 70	
Al. Penalties	1020	132 10		A.E.E. 1000	688 47	687 43		France-Pain	118 27	114 08		Penis Penalties	784 28	778 70	
Al. Penalties	1020	132 10		A.E.E. 1000	688 47	687 43									

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS par unité	COURS 18/9	COURS DES BILLES Achats	Ventes
Estate Union (5 t)	8 086	8 053	6 490	9 111
ECU	8 086	8 053	6 490	9 111
Aluminium (100 Mds)	357 100	357 360	328 500	346 000
Alu (100 Pds)	18 126	18 124	18 000	18 000
Payas (100 Mds)	228 270	228 250	208 000	308 000
Chromite (100 Mds)	86 550	86 560	92 500	81 000
Chromite (100 Pds)	39 200	32 710	38 500	38 500
Chromite-Stratone (2 t)	10 370	10 380	10	10 000
Chromite (100 Mds)	3 900	3 900	3 750	4 000
Chromite (100 Pds)	1 080	1 080	1 070	1 070
Sulfate (1 000 tons)	380 800	380 680	378 500	380 000
Sulfate (100 tons)	380 120	380	380	400
Alumine (100 tons)	47 220	47 918	46 800	48 000
Europium (100 pds)	5 400	5 400	5 150	5 150
Europium (100 Mds)	4 035	4 035	4 035	4 035
Europium (500 Mds)	5 615	5 615	5 430	5 430
Europium (100 tons)	4 535	4 535	4 380	4 380

Marché libre de l'or

Monnaies et devises	Cours par 100	Cours 16/9
Or 666 (pièce en barre)	73200	73200
Or 666 (en lingot)	73400	73400
Pièce 100 francs	370	370
Pièce 50 francs	370	370
Pièce 20 francs	460	461
Pièce 10 francs	461	461
Souverain	584	585
Pièce de 20 dollars	2280	2280
Pièce de 10 dollars	1417 50	1418
Pièce de 5 dollars	708	708
Pièce de 20 pesos	2050	2050
Pièce de 10 pesos	1025	1025
Or Londres		
Or Suisse		
Or Hongkong		
Argent Londres		

Hors-cote

Hydro-Hydrant Supply	329
Imperial	300
Calphalon	201
Chemurway (I&L)	378
Oxley	405
Cummins	70
C. O'Neil	3
Cuyper	398
Graham	184
Gay-Dugan	600
Heater-Moyle-Zen	210
Huangson	237
Imperial Insulator	361
MacNeil	321
Parsons Electric	382
Shawco M.V.	783.29
St-Gabriel-Emballage	1880
Suez-Monta	285
Suez, Equip. Mkt.	85.20
S.P.L.	2440
St-Lectures du Minuta	750
Umicor	390
Union Resources	144
Ward	1400

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, page 4330

e: coupon détaché - o: offert - °: droit détaché - d: demandé - ♦: prix précédent - ★: marché continu

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Après la visite de M. Rabin au Liban. 4 AFGHANISTAN : Kaboul utilise les rivalités tribales pour renforcer son pouvoir. 5 COLOMBIE : la lutte contre le trafic de drogue. 6 L'exode des Allemands de l'Est.	8-9 La préparation des élections sénatoriales dans l'Aisne, la Charente-Maritime et le Finistère. 10 Un entretien avec M. Alain Carignon. — M. Rocard déplore que Paris devienne une ville à deux vitesses.	11 Un livre du commandant Beau sur l'affaire des Irlandais de Vincennes. 12 Les suites du passage du cyclone Hugo à la Guadeloupe. 13 Compromis pour le port-avion Charles-de-Gaulle.	15 Arts : « Septembre de la photo » à Nice. 16 Cinéma : le Festival de Toronto. 17 Musiques : Musica - 89 célèbre Noro. 22 Communication : le contrôle de la Ciné dépend de l'attitude des petits actionnaires.	28 Les grévistes de Peugeot mettent en cause la politique sociale du groupe. 27 La présence commerciale des Japonais se renforce en Afrique orientale. 29 M. Schmidt s'adresse aux Sud-Coréens. 30-31 Marchés financiers.	Abonnements 2 Campus 22 Carnet 14 Météorologie 18 Mots croisés 18 Radio-télévision 18 Spectacles 21	Tout sur la Bourse 3615 tapez LEMONDE Les offres d'emploi du Monde 3615 tapez LM

Vives critiques de l'Institut de finance international à l'égard du FMI

Généraliste représentatif de la position des banques commerciales internationales, l'Institut for International Finance, basé à Washington, a exprimé, le lundi 18 septembre, par la voix de son directeur, M. Horst Schmiedemann, de vives critiques à l'égard de la politique du FMI et de la stratégie actuelle en matière de réduction de la dette.

M. Schmiedemann estime en effet que le FMI a tort de laisser s'accumuler les arriérés des pays endettés auprès des banques, car ces arriérés risquent de se propager aux créances officielles. De plus, selon M. Schmiedemann, les organisations monétaires internationales accordent une place trop importante à la stratégie de réduction des dettes telle qu'elle est définie par le « plan Brady ».

Dans sa lettre aux dirigeants du FMI et de la Banque mondiale, l'Institut reconnaît que les accords de réduction de dette passés avec le Mexique et les Philippines contiennent des éléments intéressants, mais indique que, dans le cas mexicain, les banques pourraient être incitées à ne pas participer à la réduction de la dette si les États créanciers n'offrent pas suffisamment de garanties financières. M. Schmiedemann a qualifié de « complètement irréaliste » la demande du Venezuela d'obtenir une réduction de créances atteignant 50 %.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 19 septembre

Prévision

Le statu quo, observé lundi rue Vivienne se poursuivait mardi dans la matinée, dans un marché prudent. Parmi les hausses figuraient Legrand ADP (+3,4 %), Galeries Lafayette (+3,3 %), Imélat (+2,9 %) et Métaleurop (+2,5 %). En baisse on notait la SAT (-4,3 %), Sanex (-2,8 %), Météorologie (-2,1 %) et Casino ADP (-2,1 %).

Inquiétudes pour la restructuration de l'industrie de défense britannique Ferranti aurait été victime d'une escroquerie

LONDRES
de notre correspondant

Une des principales entreprises privées britanniques travaillant pour le ministère de la Défense a dû reconnaître qu'elle avait été peut-être victime d'une escroquerie de dimension considérable. Sir Derek Allen-Jones, président de la société Ferranti, a écrit lundi 18 septembre à ses 24 000 salariés pour les en informer, estimant sans doute qu'il valait mieux admettre publiquement le scandale.

En 1987, Ferranti avait racheté la société International Signal and Control (ISC), fondée en 1971 aux États-Unis par M. James Gurney, mais cotée depuis 1982 à la Bourse de Londres. Une soixantaine d'experts-comptables d'une agence spécialisée éprouvent depuis quelques jours, week-end compris, les livres d'ISC aux États-Unis, en Grande-Bretagne et dans le reste du monde. Il apparaît que les actifs de cette société ont été délibérément gonflés au moment de son rachat et que certains de ses clients, pour d'importants contrats de fourniture d'armes, étaient imaginaires.

La perte, pour Ferranti, pourrait être de l'ordre de 150 millions de livres (1,5 milliards de francs), et compromettre l'avenir. Le rachat d'ISC était déjà destiné à accroître la taille de l'entreprise, jugée trop petite dans le secteur de l'électronique militaire qui est le sien, et à la mettre à l'abri des convoitises étrangères. La française Thomson CSF, par exemple, pourrait être intéressée.

Les activités d'ISC étaient volontairement entourées de mystère par son fondateur, M. Gurney, qui avait :

Le numéro du « Monde » daté 19 septembre 1989 a été tiré à 548 974 exemplaires

choisi de coter sa société à Londres pour échapper à la curiosité de la commission américaine des opérations de Bourse. Il affirmait avoir ses entrées au Pentagon et à la CIA. L'amiral Bobby Inman, directeur du Conseil national de sécurité de 1977 à 1981, puis directeur adjoint de la CIA de 1981 à 1982, était un des conseillers d'ISC.

ISC fabrique des bombes à fragmentation et des mines antipersonnes pour des clients étrangers qui apprécient sa discrétion. La Chine, l'Irak et le Pakistan figurent parmi ceux-ci. Un vaste projet concernant la construction de missiles destinés au Pakistan est au cœur du scandale. Il pourrait s'agir d'un contrat fantôme utilisé pour gonfler le chiffre d'affaires de la société. Sir Derek Allen-Jones, qui a envoyé plusieurs de ses collaborateurs aux États-Unis, espère bien que ceux-ci pourront mettre la main sur M. Gurney. Ce dernier, qui était devenu vice-président de Ferranti après le rachat de sa société, avait démissionné à brûle-pourpoint en mai dernier, et a vendu peu après l'important paquet d'actions qu'il possédait.

L'affaire arrive au plus mauvais moment pour Ferranti qui espère

décrocher la commande du radar qui doit équiper le futur Avion de combat européen (ACE) construit par la Grande-Bretagne, la RFA, l'Italie et l'Espagne. La RFA soumettrait que ce contrat, estimé à 20 milliards de francs, soit accordé à un consortium conduit par Siemens.

Elle met également en lumière les difficultés du maintien d'une industrie de défense indépendante après la réunification de l'Europe. Le POA compte mener par Siemens et le groupe britannique GEC sur Plessey, autre vieille entreprise britannique spécialisée dans l'électronique militaire. Siemens devrait hériter de la branche radar de Plessey.

Le ministre de la Défense, M. Tom King, s'est déclaré préoccupé par les difficultés d'un des principaux fournisseurs d'un des départements. M. Bryan Gould, porte-parole du Parti travailliste sur les questions industrielles, a demandé de son côté que le gouvernement n'hésite pas à utiliser l'argent du contribuable pour renflouer Ferranti, afin d'éviter que cette société ne tombe dans des maux éternels.

DOMINIQUE DHOMBRES.

LIBAN : après la publication du plan arabe de règlement

Le général Aoun cherche à obtenir des garanties

BEYROUTH
de notre correspondant

L'Union soviétique, principal fournisseur d'armes à la Syrie, envisage de réduire son aide militaire à ce pays, à la fin septembre. L'ambassadeur russe à Damas, M. Alexandre Zotov. Les demandes syriennes en matière d'aide militaire pour les cinq années à venir « sont exorbitantes de manière très critique, et il y a des changements, ils se feront dans le sens d'une réduction », a-t-il dit à Moscou, ajoutant : « D'autant plus que les capacités de paiement du gouvernement syrien ne sont pas illimitées ».

EN BREF

Grève de mécaniciens navigants à Air-Inter. — Sept vols d'Air Inter devaient être annulés, mardi 19 septembre, en raison d'un arrêt de travail de certains mécaniciens navigants à l'appel de l'Union syndicale du personnel navigant technique (USPNT). La grève a obligé la compagnie intérieure à supprimer, le 18 septembre, une vingtaine de vols sur les trois cent quarante-cinq prévus. Ce mouvement, qui devait prendre fin le 19 septembre au soir, est destiné à appuyer les revendications des mécaniciens navigants qui seront intégrés dans le corps des pilotes et qui souhaitent ne pas perdre l'ancienneté professionnelle acquise dans leur précédente profession. (Renseignements : (1) 45-39-25-25.)

Mercedes-Benz-France toujours en grève. — Le 18 septembre, 250 grévistes — 190 selon la direction — ont voté à l'unanimité la poursuite de la grève, commencée le 14 septembre, dans l'établissement de Mercedes-Benz-France à Molsheim (Bas-Rhin). Cette unité, qui emploie 318 salariés, met en conformité avec les normes françaises les camions et les voitures importés par la filiale française du groupe allemand. La grève, conduite par le CDT, a pour objet une augmentation unitaire des salaires.

Le camp chrétien libanais va de défection en défection. Après avoir fait volte-face et s'être finalement aligné sur les thèses syriennes dans un plan de règlement de la crise libanaise qui ne mentionne plus le rôle de Damas dans cette crise (le comité tripartite arabe (Algérie, Maroc, Arabie saoudite) a rendu public un nouveau document que les dirigeants, ainsi que la population, du « réduit » chrétien ont ressenti comme un coup de massue. Ce texte, diffusé à Riyad, définit non seulement les réformes institutionnelles en vue de réunifier les pouvoirs entre les communautés dans un Liban réuni, mais évoque surtout les conditions de stationnement des troupes syriennes dans le pays du Cédar.

Concernant les réformes institutionnelles, le document du comité arabe n'apporte rien de bien nouveau. Il consacre néanmoins une nette diminution des pouvoirs du président de la République chrétien au bénéfice du président du conseil musulman, restant une autorité centrale tout en admettant une décentralisation administrative, et procède à une répartition entre chrétiens et musulmans des sièges du Parlement, portés à 128, dispositions plus ou moins contenues dans la quasi-totalité des projets de réforme.

Cela étant, ayant proclamé la souveraineté de l'État libanais ainsi réconstitué sur tout le territoire national, il définit ses rapports avec son voisin syrien, en particulier en ce qui concerne la présence de l'armée syrienne au Liban, spécifiant expressément ce sujet : « Les forces syriennes — qu'elles ne soient remises — aideront les forces légales libanaises à étendre l'autorité de l'État libanais au cours d'une période maximum de deux ans commençant après l'approbation du document de la conférence, l'élection d'un chef de l'État, la formation d'un cabinet et l'approbation constitutionnelle des réformes. A la fin de cette période, le gouvernement syrien décidera, en accord avec le gouvernement libanais, le regroupement des forces syriennes dans le Bekaa et à l'est de la Bekaa-Ouest, à Dahr-el-Baidar, jusqu'à la ligne Hammana-Madraj-Ayo-Dara, ainsi que dans

Sur le vif La mort d'un journal

Depuis plus d'un quart de siècle que je traîne mes guêtres dans les salles de rédaction, j'ai vu encore jamais un journal du matin, très sérieux, très ambitieux, très complet, un journal télévisé lancé à grand fracas il y a un ou deux ans, qu'on vient de saborder, de noyer sous la marée montante des feuilletons et des dessins animés. Sans que personne ne mouffe. Pas un mot, pas un cri de stupor ou de regret. Fabuleux, non ? « Une première », c'est fini. Il y avait du mou dans l'air et comme chez Bourguès on se guide au son du clair corne, on a arrêté les feux. Pas tout de suite. L'ami Poli raconte qu'avec beaucoup de délices dans son dernier bouquin, le 7^{ème} des anges et... des autres. On a laissé passer quelques semaines pour pas faire de vagues et puis là, au retour des vacances, on a tout largué. Enfin, presque. On n'a gardé que deux pages bulletins éphémériques à 7 h et 8 h 15, d'un rythme à pleurer, malgré l'importance des revues de presse de Viviane Blassat, miraculeusement sauves des eaux.

OK, l'accord, on peut toujours aller voir ailleurs : l'excellent journal permanent de la 5, un

pour répéter, vu qu'il repasse tous les quarts d'heure et le magazine d'A2, bien, très bien, verité, vivant, un pot pourri de nouvelles, de recettes de cuisines de conseils de jardinage, de clips et d'extraits de films. Mais bon, ça ne remplace pas ça. Si nous l'id on ferait boutique, vous ne vous en consoleriez pas forcément en lisant Libé ou France-Soir.

C'est d'autant plus débile qu'en Grande-Bretagne, aux États-Unis et en Allemagne, grâce aux chaînes privées justement, la Breakfast TV, après des débuts difficiles, a gagné la partie. Les gens ont appris à l'écouter depuis la cuisine ou la salle d'eau avant d'avoir les moyens de la regarder en trempant leur tartine devant une deuxième télé. Ce qui n'arrive rien à l'audience des radios, au contraire. Simple-ment ça les oblige à modifier leurs horaires et à mettre le paquet sur le radio-séoul et la radio-auto.

On y viendra, nous aussi, vous voyez. Et à ce moment-là, rue Copernic 19, M. Jean Besson sera bien obligé de bêler vite fait, mal fait.

CLAUDE SARRAUTE.

SCIENCE & VIE ECONOMIE MAGAZINE

LES JEUX-CONCOURS FONT-ILS VENDRE?

Presse, télé, grandes surfaces... partout, des jeux et des concours nous sont proposés à chaque instant. Pourquoi les hommes de marketing préfèrent-ils cette arme commerciale à la publicité classique? Quand et comment l'utilisent-ils?

EGALEMENT AU SOMMAIRE :

- le combat des géants de l'agroalimentaire.
- Mrs Thatcher, la Livre et le SME.
- Comment produire japonais en France.

SCIENCE ET VIE ÉCONOMIE
COMPRENDRE POUR AGIR

36 15
LM

Le service télématique
expert de l'emploi des cadres

Jusqu'au 30 septembre

NICOLL
La tradition anglaise du vêtement
vous propose
COSTUME 3090 frs
à vos mesures

À Paris
29 rue Tronchet
depuis 1822

LA MESURE AU PRIX
DU PRÉ-A-PORTER
DE LA SIMPLE RETOUCHE
AU PLUS BEAU VÊTEMENT
avec la garantie
d'un grand maître tailleur
COUTURES MESURE
à partir de 2 150 F
PANTALON 800 F VESTON 1 400 F
3 000 deaux
Luxueuses draperies
anglaises
Fabrication traditionnelle
TAILLEURS, JUPES, VESTES
MANTEAUX et PARDESSUS
UNIFORMES et ROBES MILITAIRES
LEGRAND Tailleur
27, rue de la République, Paris - Opéra
Téléphone : 47-42-70-71
De lundi au samedi de 10 h à 18 h